U d'/ of Ottawa
39003001845436

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://archive.org/details/rapportsurlesarc44lanc

DOMINION DU CANADA

BIBLIOTHÈQUE NAT. 9 1972 Ottawa ANNEX

RAPPORT

DU

DÉPARTEMENT

DES

ARCHIVES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1944

GUSTAVE LANCTOT
Conservateur des Archives

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
1945

ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE Universitas BIBLIOTHECA

CD
3620
.C312

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Lettre d'envoi	v
Rapport du conservateur des archives	vii
Acquisitions: division des manuscrits	xi
Liste des dons	xviii

DOCUMENTS HISTORIQUES

I. Procès-verbaux des trois premières séances de la première Assemblée législative au Canada	xxvii
II. Première initiation maçonnique dans la province de Québec	xxxii
III. Liste des membres et première réunion de la Grande Loge de Montréal	xxxii
IV. Appels lancés aux électeurs de Québec par les candidats aux premières élections parlementaires	xxxiv
V. Sydney en 1789	xxxvii
VI. La contrebande pendant la Guerre de 1812	xxxix

APPENDICE

Inventaire de la Série Q:

Inventaire des papiers d'Etat comprenant la correspondance officielle des lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada pour les années 1838 et 1839 1

LETTRE D'ENVOI

OTTAWA, le 31 décembre 1944.

A l'Honorable NORMAN MCLARTY, C.P., C.R.,
Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

MONSIEUR LE MINISTRE,—J'ai l'honneur de vous adresser sous pli le rapport annuel du département des Archives publiques pour l'année 1944.

Le rapport des travaux de l'année est suivi d'un choix de documents historiques. Le premier groupe comprend les procès-verbaux des trois premières séances de la première assemblée législative en Canada, celle de la province de la Nouvelle-Ecosse, en octobre 1758. Un deuxième groupe se compose de pièces relatives à l'histoire des loges maçonniques dans le Québec après la conquête. Viennent ensuite quelques appels adressés aux électeurs par les candidats aux premières élections parlementaires du Québec. Deux autres documents révèlent des projets de contrebande entre les Etats-Unis et le Canada durant la guerre de 1812. Enfin, une lettre d'un soldat fait une description réaliste des conditions à Sydney en 1789.

En appendice, le rapport contient une nouvelle tranche de l'inventaire de la correspondance officielle échangée entre les lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada et le Gouvernement britannique.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

GUSTAVE LANCTOT,
Conservateur des Archives.

RAPPORT DU DÉPARTEMENT

DES

ARCHIVES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1944

L'année qui vient de finir, encore une année de guerre, a vu se continuer et même augmenter le travail des différentes divisions du département. Un plus grand nombre de travailleurs et d'historiens ont consulté et utilisé nos collections de manuscrits, de cartes et de gravures. De plus, le nombre des personnes qui ont visité notre musée historique a doublé celui des années précédentes.

Malgré la diminution de son personnel, le département a mis en train une réorganisation de sa division des manuscrits et de sa bibliothèque. Le travail, qui se poursuit, aura pour but d'adopter une classification plus méthodique et de rendre plus facile la consultation des pièces et des ouvrages à la disposition du public.

Le département a fait, au cours de l'année, de nombreuses acquisitions par don ou par achat, dont il convient de signaler les plus importantes. Dans la division des manuscrits, il faut mentionner les pièces suivantes: mémoire sur la situation de la Nouvelle-France au mois de mai 1758; quatre lettres de Louis Riel, entre 1864 et 1885; lettre d'un soldat, écrite de Sydney, Cap Breton, en 1789; papiers de Sir Sandford Fleming, 1863-1912; journal d'Alexander Lambie, sur la Stikine, en 1905; journal d'un voyage d'Edmonton, Alberta, à Saint John's, Colombie britannique, par Hugh Richardson en 1902; souvenirs de la rébellion de 1885, comprenant les relations de sept vétérans.

La bibliothèque a mis sur ses rayons de nombreuses acquisitions, dont il faut indiquer les suivantes: *Canadian Institution of Washington, Guide to Materials for American History in the Libraries and Archives of Paris; Detroit Public Library; Burton Historical Records; The Arthur Papers, being the papers mainly confidential, private and semi-official of Sir George Arthur, K.C.B., Last Lieutenant Governor of Upper Canada.* Il convient aussi de mentionner un envoi de plusieurs ouvrages, au cours de l'année, par le Dr William Inglis Morse.

Le musée historique s'est enrichi du don important d'une robe, avec chapeau et cape, de la reine Victoria, don offert par Madame Adolphe de B. Caron. Il faut aussi mentionner, don de M. Fetherston, un beau spécimen de corne à poudre gravée, qui porte une carte des postes de fourrure.

A la suite du rapport, le lecteur trouvera un certain nombre de documents historiques. Le premier groupe se compose des procès-verbaux des trois premières séances de la première assemblée législative du pays,

celle de la Nouvelle-Ecosse. La première séance eut lieu le 2 octobre 1758 et le compte rendu relate comment les députés se réunirent au Palais de Justice, furent assermentés, élirent un président et furent ensuite reçus, président en tête, par le lieutenant-gouverneur, qui lut le discours du trône. Après quoi, l'assemblée fit le choix de son personnel et décida à l'unanimité que les députés ne recevraient aucune indemnité. Le lendemain, les députés présentèrent une adresse en réponse au discours, adresse qui constitue une intéressante exposition de la conception que se faisaient les contemporains de leur rôle politique et du gouvernement parlementaire.

Les deux pièces qui suivent feront connaître les débuts de la maçonnerie britannique dans le Québec. L'une indique que la première initiation aurait été celle d'un futur citoyen de Montréal, Edward Gray, et aurait eu lieu à bord d'un vaisseau de la flotte, le *Vanguard*, en 1760. L'autre donne une liste de membres de la première loge établie à Montréal en 1762, liste où figurent plusieurs Canadiens français importants de la période.

Pour faire suite à la création de la première assemblée législative en Nouvelle-Ecosse, le troisième groupe de documents présente une série d'appels faits aux électeurs par les candidats aux élections de la première assemblée législative du Québec. Sous forme de lettres publiées dans l'unique journal du temps, ces appels au public ne manquent pas d'intéresser quand on les compare aux façons que pratiquent aujourd'hui les candidats politiques.

Changeant d'ambiance, voici une lettre d'un soldat anglais en garnison à Sydney, Cap Breton, en 1789. Elle fait une description d'un réalisme vigoureux, qui révèle certaines faiblesses du système d'émigration et de gouvernement à cette époque. Elle souligne les difficultés de l'établissement, la pauvre qualité de certains colons et l'indigence qui régnait dans ce milieu.

Passant à une époque de guerre, les documents relatifs à la guerre de 1812 mettent en relief certaines tentatives du haut commerce de continuer ses relations d'affaires avec l'ennemi. La plus curieuse est la proposition faite par un armateur du Massachusetts. A l'amiral Warren et au lieutenant-gouverneur Sherbrooke, il proposait d'envoyer sur les côtes de la Nouvelle-Ecosse un vaisseau corsaire qui prétendrait capturer les marchandises qu'il voulait acheter et les introduirait aux Etats-Unis, où il bénéficierait non seulement de leur vente, mais de la réduction des droits que les Etats-Unis accordaient aux marchandises prises à l'ennemi. D'autre part, il offrait de fournir à l'Angleterre des provisions: farine, porc et bœuf, aux prix réguliers, à condition que, sur avis de sa part, les bateaux portant ces cargaisons seraient capturés par un vaisseau britannique et les cargaisons, confisquées par une cour d'amirauté, et finalement payées à un représentant de l'expéditeur. Comme garantie de sa bonne foi, cet ingénieux contrebandier offrait de déposer à Halifax la somme de $50,000 ou plus, si on le désirait.

A la suite des documents historiques, se place l'appendice du rapport, appendice qui continue l'inventaire de la correspondance officielle des lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada repris dans le rapport de l'année dernière.

Avant de clore ce rapport, il convient d'ajouter que le Musée de guerre, qui relève du sous-ministre des Archives, s'est enrichi de trois superbes modèles de vaisseaux de guerre canadiens: vaisseau-école, corvette et destroyer. Il a, de plus, reçu plusieurs nouveaux trophées de guerre. L'intérêt soulevé par le musée est tel que le nombre de ses visiteurs a passé de 29,000 l'année dernière à environ 50,000 cette année.

GUSTAVE LANCTOT,
Conservateur des Archives.

ACQUISITIONS

DIVISION DES MANUSCRITS

ADAIR, WILLIAM. Réminiscences de William Adair, 1847. L'auteur était charbonnier et vécut sur la frontière des comtés de Middlesex et d'Elgin, en Ontario; méthode de faire le charbon; renseignements sur les prix et description des clochettes qu'on attachait au cou des bœufs, des vaches et des moutons et qui étaient fabriquées par Anthony Eberlee. Texte dactylographié. Présenté par le Dr E. Seaborn.

BEAUHARNOIS, SIEUR DE. Dépêche du duc de Bourbon et du maréchal d'Estrées sur les renforts pour la Louisiane, en date du 18 octobre 1716. Original déchiré.

BELLEISLE, LE DUC DE. Etude intitulée "Situation de la Nouvelle-France au mois de mai, 1758, et extrait de ce qui s'y est passé de plus intéressant dans la dite année", adressée au duc de Belleisle. Reproduction au photostat. Présentée par G. B. Aycrigg. (Une transcription se trouve au Ministère de la Guerre, vol. 3499, N° 205 bis.)

BOUCHERVILLE. Extrait de registres de paroisse, 1677-1739. Transcription.

CANADA EST. Notes du procureur général au sujet du rapport des commissaires sur l'administration de la justice dans le district inférieur de Gaspé, datées du 6 octobre 1842. Sans signature. Avec critiques au crayon, en marge, par R. C. [Robert Christie]. (Ce rapport des commissaires est publié dans l'*Appendice G.*, *Journaux de l'Assemblée, province du Canada.*)

CANADIAN AUTHOR'S ASSOCIATION. Autographes des auteurs d'Ottawa, 1944.

CAP-BRETON. Partie d'une lettre datée de Sydney, Ile du Cap-Breton, le 5 août 1789. Par un soldat britannique. La situation à Sydney et aux environs. Original.

COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON. (1) Facture de l'équipement pour le district d'Ottawa, 1876. Original. (2) Canevas: la cause de la Compagnie de la Baie d'Hudson contre le Dominion du Canada, portée devant le Conseil privé, 1875. Original.

DALHOUSIE, LE COMTE DE. Lettre à J. Macdonald, datée du Château Dalhousie, le 12 décembre 1832. Une santé débile l'empêche d'accepter la présidence de la *Highland Society*. Original.

DOCUMENTS DIVERS, 1746–1876. Originaux.

(1) Contrat de mariage de Gabriel Charland et de Marguerite Drouin, 1746.

(2) Concession à F. Rioux d'une terre sur la rivière DuChesne, 1764.

(3) Contrat de transfert par J.-M. Charlan en faveur de son fils, 1781.

(4) Reçu d'une somme d'argent remise à J. Mathieu par P. Paquette qui avait vendu une terre pour laquelle il n'avait aucun titre, 1783.

(5) Arbitrage d'un procès au sujet de la chapelle St-Jacques, à Montréal, cour du Banc du Roi, 1807.

(6) Réclamation de Patrick Langan et de la [baronne de Longueuil] adressée à la seigneurie de LaSalle à Kingston, 1808.

(7) Tableau des honoraires, cour du Banc du Roi, Québec, 1820.

(8) Reçu pour loyer payé par F. Voulle, 1820.

(9) Lettre de la veuve Courville à ————, au sujet du testament qui n'a pas été signé par son mari, 1829.

(10) Vente d'une terre à la rivière Rasins, Michigan, par Alexander MacIntosh à S. Gerrard, 1835.

(11) Déposition au sujet des agissements du Dr A. F. Holmes et de madame A. Taché, 1839.

(12) Frais de la défense, par le comité seigneurial de Montréal, des droits de Susan Johnson, 1855.

(13) La seigneurie de Rosalie—cause portée devant la cour Supérieure de Montréal. Dessaules *vs* Selby, 1862.

(14) Grant *vs* Earl. Acte à la Chancellerie, au sujet d'une propriété à Toronto, 1864.

(15) La Banque de Ville-Marie *vs* l'honorable Maurice Laframboise, 1876.

(16) Livre de comptes, pour uniformes; sans date.

(17) Plan du terrain des Récollets à Québec; sans date.

DUBUISON, JEAN LOUIS CLAPEYRON. Il demande d'être nommé à la Prévôté de Lyon. Original.

FEQUIERES, SIEUR DE. Papiers de Manasses, sieur de Fequieres: lettre de 1672; acte notarié de 1714; reçu de 1727. Originaux.

FLEMING, SIR SANDFORD. Cinq chemises additionnelles qui renferment surtout des papiers personnels, 1863–1912. Originaux. Voici quelques pièces intéressantes:—

Vol. 194. W. Moberly à Fleming, Victoria, le 16 décembre 1863. Dessin de chemins, etc., qui servira aux évaluateurs.

Vol. 196. (1) J. A. Timmis à Fleming, Londres, le 26 juillet 1879. Il lui parle de ses ressorts brevetés, en usage sur les chemins de fer.

(2) A propos du rapport confidentiel de Fleming sur les explorations relatives au chemin de fer Pacifique Canadien, le 30 septembre 1879.

(3) Epreuve corrigée du mémoire confidentiel sur le projet du chemin de fer Pacifique Canadien.

(4) H. J. Scott à sir Charles Tupper, Toronto, le 8 juin 1879. Il demande de l'emploi pour son frère qui désire être nommé aide-mécanicien pour le chemin de fer Pacifique Canadien.

(5) Mémoire sur les dépenses du conseil des ingénieurs préposés à l'amélioration du havre de Montréal.

(6) S. H. Fleming à Fleming, Pequonga, le 13 juillet 1879. Des entrepreneurs désirent changer le nom du Portage-au-Rat. Il aime le travail d'inspection.

(7) Le secrétaire des commissaires du havre de Montréal à Fleming, le 19 décembre 1879. Il désire savoir quelle somme il est censé recevoir pour ses dépenses.

(8) J. Livesay à Fleming, Londres, le 15 décembre 1879. Au sujet de dessins, de spécifications et de brevets.

(9) J. Mather à Fleming, Winnipeg, le 30 mars 1880. Au sujet des accusations portées contre le département des ingénieurs du chemin de fer Pacifique Canadien.

GUNN, MARCUS. Suite de lettres et journal de Marcus Gunn, 1822–1878. Texte dactylographié. De l'Ecosse, Gunn vint à Chatham, N.-B. le 10 septembre 1828. (Voir l'inscription du 10 septembre 1859.) La partie de son journal qui se rapporte à l'Amérique du Nord commence à Miramichi, en 1830. Il alla s'établir à Pictou, N.-E., en 1835; et de là au Haut-Canada entre 1844 et 1846. Sa correspondance renferme les règlements de l'Association des Spiritualistes de Londres, 1862. Intéressants aperçus sur les affaires. Gunn, qui était annexionniste, commença la publication du *St. Thomas Observer* en 1847. Il perdit son imprimerie en 1849 à la suite d'un procès.

HAMILTON, WILLIAM. Lettre à Nicholas Low, Montréal, le 25 septembre 1806. Il désire louer sa maison à Ballston Springs. Il demande les conditions. Original.

HUGHES, SIR SAM. Lettre à W. A. Wilson, datée du 12 août 1899, renfermant la preuve que ce dernier a été licencié du 45e bataillon de la milice. Original.

HUNTER-DUVAR, JOHN. (Auteur, 1830–1899.) (1) Vers écrits à la main. (2) Une lettre à L. J. Burpee, datée de Fortune Cove, Ile du Prince-Edouard, le 22 novembre 1898: Hunter-Duvar commente son poème. Originaux. Présentés par L. J. Burpee.

LAMBIE, ALEXANDER. *One More River.* Journal tenu au cours de son expédition avec le groupe d'arpenteurs de la région Stikine, 1905. Intéressant récit de la vie de campement. Lambie fit une étude de la flore deans cette région. Texte dactylographié.

LA ROCQUE—PAPIERS DATÉS DE 1828 à 1844. F. A. La Rocque, de la Compagnie du Nord-Ouest. Ces papiers comprennent: (1) un compte et une évaluation pour le marché Prés-ville, à Montréal, 1828–1834; (2) des lettres à l'abbé F. M. Archambault, sur le payement de la dîme, 1841; (3) une liste de dons à la mission du Fort Vancouver; M. l'abbé F. N. Blanchet; la construction de la première école catholique romaine, 1843–1844; (4) un agenda et notamment des lettres datées de St-Hyacinthe, 1855–1856; (5) un article de journal sur la carrière de F. A. La Rocque et de John Lilly. Originaux.

LE MOINE, SIR JAMES. Lettre à sa nièce, Mme E. D. Ingall, *circa* 1900. Il n'ira pas à la réunion de la Société Royale. Original. Présentée par Mlle G. Ingall.

LONDON, DISTRICT DE. Fabrication de briques dans le district de London, 1871–1874. Article écrit et présenté par le Dr E. Seaborn. Texte dactylographié.

LONDRES, BUREAU DE. *Commissariat du Haut-Canada, 1838.* Transcription des Papiers I de la Trésorerie, N° 8274, de 1839; T27, vol. 103, p. 349. Correspondance au sujet de la proposition de sir George Arthur d'établir un commissariat distinct pour le Haut-Canada.

Documents sur la modification des instructions concernant les terres de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ile du Prince-Edouard, 1806. Ces papiers se composent de la correspondance départementale et des procès-verbaux des séances de la Chambre de commerce, extraits de *Board of Trade 1*, vol. 26–29; *Board of Trade 3*,

vol 8; *Board of Trade* 5, vol. 15 et 16; *C.O.* 323, vol. 177; et *C.O.* 324, vol. 117. Transcription.

Evêchés catholiques romains, 1817–1820. Transcriptions de papiers du bureau des Affaires étrangères. Série 43, vol. 10, N° 13286; série 43, vol. 14, p. 12; série 95, vol. 423, p. 482, et série 95, vol. 429, p. 505. Correspondance avec le cardinal Consalvi: nomination des vicaires apostoliques pour le Haut-Canada, la Nouvelle-Ecosse et l'Ile du Prince-Edouard; refus de permettre la nomination d'un archevêque catholique romain à Québec.

LOTBINIÈRE, MICHEL CHARTIER, SIEUR DE. Concession de la seigneurie d'Allainville, le 15 novembre 1758. Certificat du duc de Guise, du 3 mars 1784, attestant que Lotbinière a fait le sacrifice d'une pension que lui accordait le Gouvernement britannique afin d'offrir ses services à la France. Reproduction au photostat. Présenté par G. B. Aycrigg.

LOUDON, LE COMTE DE. Lettre au comte de Holderness, Halifax, le 5 août 1757. Pourquoi on retarde l'attaque de Louisbourg et de Québec. Reproduction au photostat. Document incomplet. Une transcription de la lettre au complet se trouve dans la série *C.O. 5*, vol. 48–2, p. 325.)

MASSIAH, MRS. K. Lettres écrites à Mme Massiah, 1901–1930. Présentées par H. C. et W. L. Massiah. La lettre de 1901: assistance aux femmes de ceux qui font du service en Afrique du Sud; assurance sur la vie des membres de la gendarmerie sud-africaine. Les lettres de 1917–1919: assistance aux soldats. Les lettres de 1913–1930: accusés de réception et réponses à des lettres adressées à certains hommes publics sur des questions du jour. Une lettre des membres du Canadian Women's Press Club à M. Massiah, en 1936, lui exprime leur sympathie à l'occasion de la mort de sa mère. La collection renferme quelques notes sur les premiers gouverneurs du Canada, 1661–1672. Originaux.

MORRIS, JOHN LANG (C.R.). Conférence prononcée le 6 décembre 1886, devant la *Young Men's Association of St. Paul's Presbyterian Church*, à Montréal, et intitulée: "Fur traders and Canadian Enterprise". Texte dactylographié.

MURRAY, LE GÉNÉRAL JAMES. Son testament, 1793. Reproduction au photostat.

NEILSON, LE DR JOHN LOUIS H. Rapports et correspondance sur ses fonctions de chirurgien du Second Bataillon des Fusiliers de Québec lors de l'expédition à la Rivière Rouge, 1870-1871. Correspondance échangée avec sa famille et ses amis, 1870-1871. Originaux.

PRÉVÔTÉ DE QUÉBEC. Registres, 1745–1746. Transcription.

RÉBELLION DU NORD-OUEST, 1885. Souvenirs de la rébellion de Riel, par des vétérans du 7e bataillon des Fusiliers canadiens. Illustrés. Textes dactylographiés, compilés et présentés par le Dr E. Seaborn. Les souvenirs sont ceux des vétérans suivants:—

le sergent major F. W. Anglin; le caporal G. F. Apted; le lieutenant H. Bapty; le soldat W. Burleigh; le sergent D. J. Dyson; le caporal F. Fysh; le soldat de première classe H. Graham; le brancardier L. Hyttenraugh; le lieutenant S. A. Jones; le sergent W. D. Mills; le soldat G. A. McLeod; le soldat N. A. Mayer; le lieutenant J. K. H. Pope; le caporal J. Thomas; le soldat R. J. M. Webe; le soldat Tom Whitehead; le soldat W. D. I. Wright.

RICHARDSON, HUGH. Journal d'un voyage d'Edmonton, Alberta, à Saint John's, C.-B., pour payer des rentes aux sauvages, conformément au traité N° 8, district d'Athabaska, 1902. Texte dactylographié. Don de Miss M.P. Richardson.

RIEL, LOUIS. Trois lettres présentées par Z. M. Hamilton, secrétaire de la Société historique de la Saskatchewan. Reproductions au photostat. (1) Lettre à sa mère, à ses sœurs et à ses frères, Petit Séminaire de Montréal, le 23 février 1864: la mort de son père. (2) Lettre à J. Riel et à L. Lavallée [St-Pierre, 1884]. Humble instituteur sur les bords du Missouri, il est devenu l'un des hommes les plus populaires de la Saskatchewan. "Le Seigneur a fait pour moi de grandes choses." Il a l'intention de retourner au Montana vers le mois de septembre. (3) Lettre de la prison de Regina, le 22 août 1885. Il apprécie ce qu'on fait pour lui. Il se rend compte de la nécessité d'une intervention divine.

Lettre au général F. D. Middleton, Batoche, le 12 mai 1885. Il désire une paix honorable. Original.

ROBERTS, C. D. (1) Deux lettres personnelles de C. D. Roberts à C. Clay, 1935 à 1942. Grade qui lui fut conféré par l'université de Mount Allison; ses deux titres de chef sauvage. (2) Une nouvelle inédite, "A Night Encounter", avec une lettre adressée au rédacteur du *St. Nicholas*, 1893. Originaux.

ROBERTSON, COLLECTION. Papiers de Robertson, Masson et Cie. Originaux.

1. *Autographes et papiers divers:—*

(1) Règlement du Conseil Souverain pour les Curés et Seigneurs Haut-justiciers, 8 juillet 1709, et autres ordonnances.

(2) Requête de la Jonquière, capitaine de vaisseau, au comte de Toulouse, amiral de France, 1720.

(3) Permis de tenir auberge, par sir Guy Carleton, 5 avril 1775.

(4) Procuration donnée par l'abbé Pierre Huet de la Valinière et son frère Charles Huet de la Valinière, conseiller du roi, Kaskaskias, 22 avril 1788.

(5) Lettre de l'intendant général d'armée Gabriel Christie au colonel Kemble, Québec, 31 juillet 1789: la mort du général Hope; successeur possible: le lieutenant-gouverneur Carleton. Le colonel Hunter est parti pour l'Angleterre. Harris commande le 1er bataillon à Niagara et Murray le 2e bataillon à Détroit. Le 53e débarque aujourd'hui.

(6) Ordonnance de payement signée par le général de brigade Ogilvie, 4 août 1789.

(7) Théâtre. Souscription à la Société des jeunes artistes de Montréal, pour 1815 et 1816, qui donnera quatre représentations par mois.

(8) Commission royale d'enseigne accordée à Colin McKenzie, signée par lord Sidmouth, 11 septembre 1817.

(9) Commission de capitaine pour Robert William Prentice, signée par le lieutenant-gouverneur sir Peregrine Maitland, 5 avril 1827.

(10) Approbation de la promotion de Michael Fitzpatrick, signée par George Gipps, l'un des commissaires préposés à l'examen des griefs des Canadiens en 1837.

(11) Bref exposé des affaires canadiennes, rédigé à la hâte à bord du *Vestal*, vaisseau de Sa Majesté. (Ecrit par Wolfred Nelson et R. S. M. Bouchette, 18 juillet 1838.)

(12) Vœu de tempérance. Société de Tempérance, 1844.

(13) Liste des officiers du 3e bataillon de la milice, Montréal, janvier 1846.

(14) Circulaire de la Compagnie du Canada annonçant la mise en vente de terres sur les bords du Lac Huron, 1850.

(15) Affiche de la Compagnie du Canada. Main-d'œuvre et vente de terres dans le Haut-Canada.

(16) Cinq lettres adressées à ou signées par W. H. Griffin, inspecteur des postes dans l'est du Canada, 1848 et 1851.

(17) Extraits du journal d'Antrobus, aide de camp du gouverneur Elgin, 1851.

(18) Protestations contre l'enlèvement du Crucifix et des chandeliers du banc d'œuvre. Paroisse de Montréal, 29 août 1858. Consultation de Casault et Langlois sur cette question, 21 août 1858.

(19) Lettre de J. Holmes à l'honorable John Neilson, au sujet des frontières canadiennes et de cartes. Sans date, *circa* 1860.

(20) Analyse du projet de loi visant à l'unification des chemins de fer Grand-Tronc, Buffalo et lac Huron, 1864.

(21) Lettres et télégrammes à sir John A. Macdonald au sujet de la nomination de Fred. Ritchie comme maître de poste à Hamilton, mars 1869.

(22) Lettre de lord Lorne à Hunt, 10 février 1884.

(23) Edward H. Rea au ministre des Postes, 8 octobre 1890. Le courrier britannique sera expédié par voie canadienne de préférence à l'américaine, si le projet d'un service rapide est mis à exécution, ce qui représente une somme de $97,000.

2. *Papiers d'affaires:—*

(1) Commerce, 1766–1852, et lettres à A. M. Delisle, greffier de la paix, Montréal, 1857-1858.

(2) Protestation de R. Willis, marchand de Londres, le 27 septembre 1766. La Trésorerie a refusé de faire honneur à une traite tirée par le général James Murray. N° 1.

(3) Tableau des droits de douane au port de Saint-Jean, Bas-Canada, 1805–1819, avec tarif projeté. N°s 2 et 3.

(4) Lettres d'affaires de la firme Robertson, Masson et Cie, Montréal, 1818–1843. Les principaux membres de cette firme sont H. Robertson et l'honorable J. Masson. Les lettres sont les suivantes:

F. Boucher, Maskinongé, le 1er juillet 1818. N° 4.

O. Kimber (par J. Deligny), Berthier, le 15 juin 1826. N° 5.

J. D. Bondy, Berthier, le 5 novembre 1826. N° 6.

L. LeRoux, l'Assomption, le 4 novembre 1827. N° 7

G. J. Goulet, Berthier, le 23 octobre 1829. N° 8

Donald McLean, [Charlottenburg], le 23 février 1833. N° 9.

R. B. Sullivan [?], Montréal, le 28 avril 1834. N° 10.

Angus McPherson et Cie à Donald McLean, Lancaster, le 8 octobre 1834. N° 11.

J. Deligny, Berthier, le 9 avril 1834. N° 12.

L. P. Resch à Soupras et Marchand, St-Paul de la Valtrie, le 25 mars 1834. Il demande de l'emploi. Il est instituteur, mais "Voilà que les Ecoles sont tombées, et ma foi il faut que je prenne un autre parti que celui d'instituteur". N° 13.

Succession d'Alexander Mackintosh, en Ecosse. N° 14.

J. Masson, Terrebonne, le 23 août 1836. N° 15.

James Cuthbert, Berthier, le 27 septembre 1837. N° 16.

Maurice H. Beaulieu, Ste-Elizabeth, le 27 novembre 1837. N° 17.

J. Cuthbert (par N. Doucet), Berthier, le 20 juin 1837. N° 18.

D. M. Armstrong, Berthier, le 26 mai 1837. N° 19.

Amable Jetté, l'Assomption, le 5 janvier 1838. N° 20.

J. Cuthbert (par N. Doucet), Berthier, le 13 août 1838. N° 21.

Peter McGill, Montréal, le 21 mars 1840. La faillite de J. W. Ritchie, de Hamilton. N° 22.

Le révérend P. M. Mignault, Chambly, le 18 mars 1843. N° 23.

L. H. Dessaules, Saint-Hyacinthe, le 6 mai 1843. N° 24.

3. *Lettres d'affaires de la firme Masson, Bruyère, Thomas et Cie:—*

(1) L. Le Roux à F. A. Larocque, le 7 octobre 1845. Il l'invite à dîner avec L. J. Papineau. N° 25.

(2) Ordre de payer 150 livres à G. Raby, signé par M. G. Sophie Masson. N° 26.

(3) J. B. Chalut, Berthier, le 20 février 1849. N° 27.

(4) Edouard Masson, le 29 juin 1852. N° 28.

4. *Lettres à A. M. Delisle, greffier de la paix, Montréal, 1852-1858:—*

(*a*) F. Perrin, Berthier, le 16 novembre 1851. N° 29.

(*b*) P. C. Leodel, Industry Village, le 19 janvier 1858. N° 30.

(*c*) J. E. Ecrement, Saint-Jacques, les 10 et 13 janvier 1858. N°s 31 et 32.

(*d*) J. L. M. Martin, Saint-Jacques, le 1er février 1858. N° 33.

(*e*) J. E. Ecrement, Saint-Jacques, les 6 février et 2 mai 1858. Les causes de Paul Lefebvre et d'Octave Chapeleau. N°s 34 et 35.

SAVAGE, LE CAPITAINE JOHN. Papiers, 1788-1824. Originaux. Prêtés par Mlle Mary Vaudry. Ces papiers sont les suivants:—

Commission de capitaine dans la milice de St. John, 1788.

Serments d'allégeance prêtés par les premiers colons du comté de Stukely, 1793.

Commission de capitaine dans la milice du comté de Shefford, 1805.

Commission permettant de juger les causes de peu d'importance dans Potton, Bolton, Granby, Shefford et Stukely, 1807.

Congé de la milice, 1824.

Des extraits de textes dactylographiés traitant de l'emprisonnement de Savage par le comité chargé de découvrir les conspirateurs dans New-York, 1766 à 1777, attestent sa fidélité à la Couronne et ses services.

SCRIVEN, JOSEPH. Biographie de Scriven qui fut l'auteur de l'hymne bien connu "What a Friend we have in Jesus". Né en Irlande en 1819, il devint l'un des membres des *Frères de Plymouth.* Il vint s'établir au Haut-Canada en 1845 et vécut à Brantford, à Milbrook et à Port Hope. Il mourut en 1886. Texte dactylographié et présenté par T. F. Clarry, Palais de Justice, Montréal.

STANLEY OF PRESTON, LORD. Lettre à Mackenzie Bowell, 1892. Son opinion sur la milice et la défense. Original.

VIGER, JACQUES. Transcription de deux pièces des Archives du Séminaire de Québec:—

(1) *Ma Saberdache:* (*a*) Quelques idées sur la question suivante: Si l'Angleterre pouvoit d'un seul mot rendre protestant le Canada et tous les pays cédés, seroit-il de son intérêt de le faire?" L'auteur soutient qu'il ne serait pas dans l'intérêt de la Grande-Bretagne de supprimer l'Eglise catholique romaine dans ses colonies; (*b*) "Notes et souvenir d'un habitant de Montréal, durant l'occupation de cette ville par les Bostonois de 1775 à 1776." Réminiscences de Pierre Foretier, colonel dans la milice.

(2) *Notes au crayon.* Remarques de Viger au cours de ses divers voyages, 1834–1851: depuis son voyage à Kingston, en 1834, jusqu'aux voyages qu'il fit à titre de trésorier de la commission qui fut nommée en vertu de la loi à l'effet d'indemniser les victimes de la rébellion.

WOLSELEY, LE COLONEL G. Ordre au lieutenant-colonel Casault, 2e bataillon de la milice de Québec, de se rendre au fort Frances, le 22 juillet 1870. Original.

DONS, 1944

Pour tous les dons reçus au cours de l'année et ci-après énumérés, ainsi que pour les pièces transmises par divers ministères du Gouvernement fédéral, les Archives publiques désirent exprimer ici leurs sincères remerciements.

Division des manuscrits

Aycrigg, George B.: Situation de la Nouvelle-France, 1758; Concession de la seigneurie d'Allainville, le 15 novembre 1758. (Reproductions au photostat.)

Burpee, Dr L. J.: Manuscrits concernant John Hunter-Duvar.

Carter, Miss Gwendolen M.: Papiers concernant sir Peregrine Maitland.

Clarry, L. F.: Biographie de Joseph Scriven, auteur de l'hymne *What a Friend We Have in Jesus.*

Clay, Charles: Deux lettres de sir C. G. D. Roberts à C. Clay, datées du 18 février 1935 et du 16 juin 1942.

Hamilton, Z. M.; secrétaire de la Société historique de la Saskatchewan: Trois lettres de Louis Riel, 1864 et 1885. (Reproductions au photostat.)

Ingall, Miss G.: Lettre de sir J. M. LeMoine à sa nièce, Miss E. D. Ingall.

McLennan, F. D.: Trois livres de comptes donnant les noms d'habitants des districts de Charlottenburg, de Williamsburg et de Glengarry.

Massiah, H. C. et W. L.: Lettres diverses de Mme K. S. Massiah, 1901–1929.

Richardson, Miss M. P.: Journal de voyage, *Annuity Party*, traité N° 8, district d'Athabasca. (Journal de Hugh Richardson.)

Seaborn, Dr E.: La rébellion de Riel, en 1885, extrait des *North West Veterans' Recollections;* Fabrication de la brique à London, Ontario (1817–1874); Réminiscences de William Adair (1937).

Wilson, L. M.: Commissions de lieutenant et de capitaine pour Adam Wilson, 31 mars 1846, deuxième bataillon de la milice de Vaudreuil.

Division des gravures

Brault, Lucien: Souvenir de la Convention libérale, Ottawa, 1893.

Burness, Mrs. K. C.: Souvenirs de la Troisième Division canadienne: affiches, photographies et articles sur la capture de Mons, le 15 novembre 1918.

Burpee, Dr Lawrence J.: Photographie encadrée de Robert Campbell; photographie de sir Charles Tupper.

Carter, Miss Gwendolen M.: Photographies de miniatures de sir Peregrine Maitland et de Lady Sarah Maitland, née Lennox.

Coldwell, M.J. M.P.: Photographie du donateur.

Comeau, E. Stanislas: Carte postale illustrée: "Hommage de la Société Provancher d'Histoire Naturelle du Canada."

Gibbons, Limited, J. J.: Estampe coloriée de la *Distinguished Flying Cross.*

Howard Smith Paper Mills: Similigravure d'un portrait de MM. King, Roosevelt et Churchill, "Three Smiles Closer to Victory".

Ingall, Miss Gertrude: Les Chutes Niagara (album de vues); 14 vues d'Ottawa et du district; vue des Chutes Niagara; photographie de sir James et de Lady LeMoine; photographie de sir James LeMoine.

Lanctot, Gustave: Portrait du général de Gaulle; photographie d'une vue de Lorette, par Krieghoff.

Légation grecque: L'armée grecque; la marine marchande grecque en guerre. Opuscules illustrés.

McLennan, F. D.: Photographie du groupe suivant: John (Carriboo) Cameron, Dan Cameron, John R. Woods, James Craig, Alex. McLennan, John B. McKenzie, D. E. McIntyre (shérif), le Dr Allan, Edward Allan, son fils, Arthur McLean (conseiller de la cour de la Chancellerie, Toronto), Duncan McLennan (geôlier); photographie de la maison du révérend John Bethune à Williamstown.

Manchester, S. J.: Portrait de Thomas D'Arcy McGee. Photographie.

Mereweather, Mrs. Geo.: Médaillon de sir John A. Macdonald.

Montreal Electrotypers & Engravers Limited (1940): Estampe coloriée de la Croix Victoria.

Newton, W: Deux photographies de S. E. Elie Lescot, président de la république d'Haïti, et du groupe qui l'accompagnait à sa visite aux Archives publiques, le 7 octobre 1943.

Noble, J. E.: Chemise renfermant des vues du carnaval à Ottawa. Photographies.

Richardson, J.: Kentville, N.-E., 1871. Similigravure.

Saskatchewan, la Société historique de la: Photographies des personnes suivantes: J. H. McTavish, commissaire des terres du C.P.R.; W. Hespeler; H. H. Smith, commissaire des terres fédérales.

Vien, l'honorable Thomas, président du Sénat: similigravure en couleurs, portrait du donateur.

Wicksteed, Miss Winnifred: Portrait à l'huile de M. G. W. Wicksteed, C.R., premier greffier de la Chambre des Communes, par Moss.

Wilson, Mrs. W. T.: Portrait du Dr Jean-Baptiste Blanchet. Pastel. Portrait du Dr Elliot Blanchet. Pastel.

Division des cartes

Burpee, Dr L. J.: Map of part of the survey of the 7th Article of the Treaty of Ghent, April, 1873, NXC; Map of part of the survey of the 7th Article of the Treaty of Ghent, April, 1873, NLXXXIX.

Kruger, le lieutenant-colonel W. A.: Andress Handatlas 4 auflage, Bielefeld und Leipzig, 1903.

McLennan, F. D.: Un plan de Williamstown et des environs par Jno. McGillis, avril 1831.

Park, W. W.: Plans de l'église St-George, Ste-Catherine, Ont. (Cet édifice fut érigé à la fin du 18e siècle et incendié en 1835.)

Talman, J. J.: University of Western Ontario: atlas historique du comté de Middlesex, par H. R. Page et Cie, Toronto, 1878.

Vaillancourt, Emile: Cinq copies de cartes par David Thompson, au sujet de la frontière entre les Etats-Unis et le Canada près de Cornwall.

Division de l'index

Association des Auteurs canadiens: Dossiers des membres défunts de l'Association des Auteurs canadiens.

Throop, H. D.: *Revolving Table.* Emission radiophonique, par Mrs. H. McCorquodale, High River, Alberta (1935?). (Texte dactylographié.)

Division des services techniques

Caron, Mme Adolphe de B.: Robe, chapeau et pèlerine de la reine Victoria.

Dillon, Miss Kathleen: Châtelaine antique.

Eddy Company, E. B.: Médaille d'or frappée en France pour l'Exposition canadienne.

Fetherston, S. J.: Cornet à poudre indiquant les routes pour le commerce des fourrures.

Ingall, Miss Gertrude: Souvenir, Carnaval à Ottawa en 1895.

Maxwell, Mrs. Annie L. F.: Copie fac-similaire du premier journal imprimé en Amérique, Boston, 1790.

Bibliothèque

Acfas: Léo Pariseau: *La Dernière herborisation du Frère Marie-Victorin* [13 juillet 1944], par Marcel Raymond (Montréal, 1944). (Brochure.)

Archevêché de Québec: Fasti Canadiensium MDXXXIV–MCMVIII.

Association de l'Enseignement français de l'Ontario: *L'Ecole Ontarienne*, décembre 1943. (Brochure.)

Baxter, l'honorable John B. M.: *Simon Baxter*, (premier loyaliste de l'Empire-Uni à s'établir au Nouveau-Brunswick), *ses ancêtres et ses descendants*, par le donateur.

Belgique, l'embassadeur de la: Exemplaire du journal belge *Le Soir*.

Benson, Miss Lillian Rea: Atlas historiques de l'Ontario: "A Preliminary Check-List", par la donatrice, extrait de l'*Ontario Library Review*, février 1944.

Booth, Jackson: Algonquin National Park, Muskoka, Georgian Bay, Canada Atlantic Ry., *Through the Pine Woods of Ontario*.

Brault, Lucien: *Le Bien Public*, du 2 juillet 1936 au 13 janvier 1944 (journal); *L'Echo de Saint-Justin*, du 3 septembre 1927 au 3 novembre 1939 (journal).

Burpee, Dr L. J.: *The Enamorado*, drame par John Hunter-Duvar, 1879; *The All Red Line—The Annals and Aims of The Pacific Cable Project*, rédigé par George Johnson, membre honoraire de la Royal Statistical Society, Ottawa, 1903.

Canadian Jewish Congress: *Israel Zangwill said:*—Préparé et rédigé par le rabbin J. L. Zlotnick, Vancouver, C.-B., avril 1935. (Brochure.)

Canadian Pulp & Paper Association: *Toward Victory and After*.

Carnegie Institution of Washington: "Guide to materials for American History in the Libraries and Archives of Paris", par Waldo G. Leland, éditeur en chef, vol. II, *Archives of the Ministry of Foreign Affairs*.

Chili, le ministre de la république du, au Canada: *Chili, land of Contrasts*.

Coldwell, M. J., M.P.: *What Does the C.C.F. Stand For?* par le donateur; réponses aux questions de Bruce Hutchison; *For a Living Democracy*, par le donateur. Discours radiodiffusé sur le réseau CBC, le vendredi, 22 janvier 1943. (Brochures.)

Cornell University Press: *Lore of an Adirondack County*, par Edith E. Cutting.

Detroit Public Library: *Burton Historical Records*, vol. II.

D'Entremont, H. Leander: *Lille Norge Avisen*, juillet 1944. Dans cette édition se trouve "Discovery of North America by the Norsemen in the year 1000"; par le donateur.

Ewers, John C.: "Were the Blackfoot Rich in Horses?", par le donateur. Extrait de l'*American Anthropologist*, vol. 45, N° 4, octobre–décembre 1943; "Primitive American commandos", par le donateur. Extrait du *Masterkey*, Southwest Museum, juillet 1943.

Fee, Norman: *Knox Presbyterian Church Centenary—A History of the Congregation*, par Norman Fee, C.M., Ottawa, 1944.

Green, Ernest, de la S. R. Hist.:—*Corvettes of New France*, par le donateur.

Hanneford-Smith, Wm.: *Recollection of a Half-Century's Association with the House of Batsford* (*1893–1943*), par Hanneford-Smith.

Hidy, R. W.: "The House of Baring and the Second Bank of the United States, 1826–1836", par le donateur. Extrait du *Pennsylvania Magazine of History and Biography*, juillet 1944.

Industrie de la pulpe et du papier au Canada: "The Pulp and Paper Industry—The Currency of Civilization", par Paul Kellogg, président intérimaire de la *Newsprint Association of Canada*. Discours prononcé au Canadian Club de Toronto, le 6 décembre 1943.

Ingall, Miss Gertrude: *Stories and Verses*, par Mary Stewart Durie, 1913; *The National Museum of Canada*, par W. H. Collins, 1928; *Labor Day Souvenir*, 1898; *The Explorations of Jonathan Oldburk, F.G.S.Q. in Eastern Latitudes*, par J. M. LeMoine, (Québec, 1889); *Spencer Grange, Its Grape Festival*. De la *Gazette de Montréal*, le 26 septembre 1806.

International Harvester Company: *Harvester World*, janvier 1944, vol. 35, N° 1.

Kelley, le chanoine A. R.: *Jacob Mountain First Lord Bishop of Quebec*. Résumé de sa correspondance et des papiers qui s'y rapportent, années 1793 à 1799. Compilé par A. R. Kelley (Québec, 1943); G. J. Mountain—*Visit to the Gaspe Coast* (Archives de Québec, 1943).

Kidd, George Edward Kidd, Edimbourg: *The Story of the Derry*, par le donateur.

Lanctot, Gustave: *Images et Figures du Montréal sous la France (1642–1763)*, par le donateur; *Educational Institutions in Canada*, publié par l'honorable James A. MacKinnon, M.P., ministre du commerce, Ottawa, 1944; *International Planning for Education*, par John E. Robbins, publié par le *Canadian Council of Education for Citizenship*, Ottawa, 1944; *War Records Handbook*, Division des archives et de l'histoire, The State Education Department, Albany, 1943. (The University of the State of New York Press.)

Lawson Memorial Library, University of Western Ontario: *Western Ontario History Nuggets*, N° 1–4, "John Goldie, Botanist, in Southern Ontario, 1819", par le Dr William Sherwood Fox; "The Stratford Agricultural Society", par R. Thomas Orr.

Longmans, Green & Co.: *The Pageant of Canadian History*, par Anne Merriman Peck.

McLennan, F. D.: *Auckland Weekly News*, décembre 1901 et décembre 1902; *Octago Witness*, Dunedin, N.Z., 3 juillet 1901, 14 août 1901, 27 novembre 1901; *Truth*, Toronto, 7 avril 1888; *The Graphic*, London, décembre 1900, 25 novembre 1901; *The Illustrated London News*, 7 avril 1900; *Canada Farmer*, octobre 1864 à juillet 1871 (série incomplète); *Scottish American Journal*, 1862–1869 (série incomplète); *Scientific American*, 1858, 1859, 1860 (série incomplète); *Journal of Education Upper Canada*, 1865, 1866, 1867; *The Presbyterian*, 1862, 1863, 1864, 1871, 1872 (série incomplète); *The Trade Review*, Montréal, 1866, 1867 (série incomplète); *Upper Canada Law Journal*, juin 1866; *American Agriculturist*, novembre 1858, septembre 1861; *The Synod, Presbyterian Church*, juin 1868; *Canadian Almanac*, 1862; *Catechisms*, 1813; *St. Columban's Parish*, Cornwall, 1896; *Christian Sentinel*, Montréal, 1827, 1828, 1829; *Canadian Miscellany*, avril et juin 1828; *Cornwall Gazette*, 1870–1873 (série incomplète); *Frank Leslie Illustrated Newspaper*, 1856–1862 (série incomplète); *Scottish American Journal*, 1866–1869 (série incomplète), 15 août 1872.

Maloney, Alice Bay: "Fur Brigade to the Nonaventura, John Work's California Expedition of 1832–33 for the Hudson's Bay Company", édité par Alice Bay Maloney (extrait du *California Historical Society Quarterly*).

Miller, Roscoe Robinson: *A Recital of History of Baptism of America. Hommage à la jeunesse*, par le donateur.

Milling, Chapman J.: *Exile Without an End*, par le donateur.

Montagnac, le R.P. Justin de l'O.F.M. cap.: *Le P. Alexis de Barbezieux de l'Ordre des Frères Mineurs Capucins, 1854–1941.*

Morse, Dr William Inglis: "Letters of Alexandro Malaspina (1790–1791)", Special Supplement *The Chronicle*, N° 240; *The Chronicle* (1906–1944) N° 242, édité par le donateur, juin 1944; *The Canadian Collection at Harvard University*, édité par le donateur (Cambridge, Massachusetts, 1944); *Tall Men Have Their Problems Too*, par Francis Behn Riggs; "John Harvard's Library", par Henry J. Cadbury. Extrait des *Transactions of the Colonial Society of Massachusetts*, vol. XXXIV; *Diary of Rev. Jacob Eliot, M.A.*, 1ère partie, notes collectionnées par le donateur.

Okanagan Historical Society: *The Tenth Report of the Okanagan Historical Society* of Vernon, Colombie britannique, 1943.

Park, W. W.: *St. George's Parish Church, St. Catharines, Jubilee Celebration and Historic and Centenary Review*, rédigé par le révérend Robert Ker; *The Building of Old St. George's, 1835–1840*, un autre chapitre de l'histoire, féconde en aventures de l'église paroissiale de Ste-Catherine. A partir de la pose de la pierre angulaire de la seconde église (20 juillet 1835) jusqu'à la célébration du premier office dans ses murs (5 juillet 1840), par le révérend George N. Luxton, pasteur de l'église St-George, Ste-Catherine, Ontario; *The Old Parish Church of St. Catharines, 1796–1835. Studies in the Beginning of St. George's Congregation.* Sermons prêchés par le révérend George N. Luxton, pasteur de l'église St-George, Ste-Catherine, pour préparer la célébration du centenaire de la pose de la première pierre de l'église St-George.

Pharon, Edouard: *L'Affaire de Saint-Etienne* (Montréal, juin 1943); *Requête au Premier Ministre* à Québec, [avril 1937]; *Renseignements aux créanciers de St-Etienne*, [avril 1937]. (Brochure.)

Rankin, Robert, M.P.: *A History of Our Firm*, par John Rankin.

Regan, John W.: *1000 Facts about Halifax*, Nova Scotia, par le donateur.

Reuter, F. W.: *Azilum French Refugee Colony of 1793*, par Elsie Murray Athens (Pensylvanie, 1940).

Ridley, Laura A.: *Christmas Eve and Other Poems*, par la donatrice.

Rose, Dr D. M.: *St. George's Church, 1843–1944.*

Scott, W. B. P.: *Lift Up Your Hearts*, par le chanoine Frederick George Scott.

Shufelt, Harry B.: *The Chronicles of Oklahoma*, vol. XXI, N°s 3 et 4, vol. XXII, N°s 1 et 2; *The Detroit Society for Genealogical Research Magazine*, août à septembre 1942, novembre à décembre 1942, juillet à août 1943, novembre à décembre 1943, mars à avril 1944, mai à juin 1944.

Stanford University Food Research Institute: brochures sur la guerre et la paix, N° 3, *Food as an Implement of War, The Responsibilities of Farmers*, par Joseph S. Davis.

State Street Trust Company: *France and New England*, vol. I et II.

Stratford Normal School: *The Classic*, 1939, *Year Book of the Normal School*, Stratford, Ont.

Toronto Public Libraries: *The Arthur Papers, being the papers mainly confidential, private, and semi-official of Sir George Arthur, K.C.H., dernier lieutenant-gouverneur du Haut-Canada*, dans la collection de manuscrits de la Bibliothèque publique de Toronto, par Charles R. Sanderson, 1ère partie, 1943.

Trans-Canada Air Lines: Diverses pièces au sujet du service aérien.

Vaillancourt, Emile: *A Creed;* Lettre à l'abbé Paul-E. Gosselin, secrétaire de la Société d'Histoire Régionale de Québec (texte dactylographié). *"Faicts et dicts" des Fossoyeurs de la IIIe République à l'œuvre dans la Province de Québec avant la présente guerre* (brochure).

Warner, Howard Willard: *The Genealogy of the Warner Family*, par le donateur.

Weir, le lieutenant de section Ronald S.: Manuscrit original de l'édition revisée d' "O Canada"; *Poems Early and Late*, par Robert Stanley Weir; *After Ypres and other Verse*, par Robert Stanley Weir.

Wicksteed, Miss Winifred: Trois exemplaires de *Waifs in Verse*, 1878, 1891; Addenda à *Waifs in Verse and Prose*, etc.; *In Memoriam—George Etienne Cartier*. Auteur: G. W. Wicksteed, C.R.

Winnipeg Free Press: *Dafoe of the Winnipeg Free Press, 1901–1944* (brochure).

DOCUMENTS HISTORIQUES

PROCÈS-VERBAUX DES TROIS PREMIÈRES SÉANCES DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU CANADA[1]

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ECOSSE

CHAMBRE D'ASSEMBLÉE
HALIFAX Lundi
2 octobre 1758

Joseph Gerrish
Robert Sanderson
Henry Newton
William Foye
William Nesbitt
Joseph Rundle
Jonathan Binney
Henry Ferguson
George Suckling
John Burbidge
Robert Campbell
William Pantree
Joseph Fairbanks

Phillip Hammond
John Fillis
Lambert Volkers
Phillip Knaut
William Best
Alexander Kedy

Messieurs

Se réunirent au Palais de justice, conformément à la convocation reçue du grand prévôt leur faisant savoir qu'ils étaient dûment élus, et ils choisirent William Nesbitt, Henry Newton et Joseph Rundle pour aller présenter le message suivant au gouverneur: Qu'ils étaient réunis au Palais de justice et prêts à procéder aux affaires—Ils reçurent la réponse que deux membres du Conseil leur seraient envoyés pour les assermenter; en conséquence, l'honorable Benjamin Green et Charles Morris, écuyers, vinrent au Palais de justice et firent prêter serment aux membres susmentionnés; tous firent la déclaration et la signèrent après quoi la Chambre reçut le message que Son Excellence attendrait les membres de l'Assemblée à sa propre résidence; en conséquence, ils passèrent chez Son Excellence, alors en son Conseil, qui leur ordonna de se choisir un président; ils se retirèrent et choisirent Robert Sanderson, écuyer, pour président, et retournèrent en faire part à Son Excellence qui approuva le choix qu'ils avaient fait et à qui il plut de prononcer le discours suivant.

Les membres se réunissent au Palais de justice, envoient un message au gouverneur, sont assermentés. Message de Son Excellence. Choix d'un président, approuvé.

Messieurs du Conseil
et de la Chambre des Représentants.

Sa Majesté ayant daigné ordonner, par ses instructions royales aux gouverneurs de cette province, de convoquer une assemblée des francs-tenanciers pour agir conjointement avec son gouverneur et le Conseil à titre d'autorité législative, lorsqu'une telle mesure sera jugée essentielle à son service.

Discours de Son Excellence.

Je dois vous assurer que c'est avec un plaisir tout particulier que je vous vois maintenant réunis en cette qualité, grâce à un projet depuis quelque temps formé à cette fin, de l'avis et avec l'aide du Conseil de Sa Majesté, puis transmis par moi aux lords commissaires du commerce et des plantations pour être déposé devant Sa Majesté afin de recevoir son approbation.

[1]Archives publiques du Canada, *Nouvelle-Ecosse, D. 1*, pp. 2-19.

Messieurs de la Chambre des représentants.

Je nourris le plus grand espoir, Messieurs, que vous êtes maintenant réunis avec l'unanime dessein, pour autant que le permettent votre autorité et vos pouvoirs, de servir la Couronne, ou en d'autres termes, d'assurer le bien-être et la prospérité du peuple que vous avez l'honneur de représenter.

Vous comprendrez, j'aime à le croire, qu'on doit justement attendre cela de vous, non seulement en ce qui concerne directement les droits civils et les intérêts de vos électeurs, mais aussi du point de vue de l'immense obligation dans laquelle vous vous trouverez de démontrer, en leur nom, le sentiment respectueux que vous avez de l'intérêt paternel que porte Sa Majesté à la prospérité et à la sécurité de ses sujets auxquels Elle accorda, de temps en temps, des témoignages flatteurs de sa protection et de ses faveurs royales, surtout lorsque des flotilles et des armées furent envoyées pour assurer notre conservation effective, au moment où nous étions dans le plus grand danger d'être anéantis par un impitoyable ennemi, aussi lorsque nous reçumes d'abondants secours en argent, secours qui nous furent pendant tant d'années accordés annuellement pour le soutien et l'essor de cette jeune colonie; de plus, lorsque cette gratification de Sa Majesté fut maintenue, alors même que, depuis quelque temps, selon toute évidence, les habitants désiraient convoquer une assemblée et que, en vérité, on aurait pu supposer, et même, d'après un article des instructions de Sa Majesté (que j'ordonnerai de vous soumettre) on a jugé que la colonie était en état de pourvoir elle-même aux besoins de l'administration, tout comme cela s'est fait dans les autres dominions américains de Sa Majesté.

Messieurs des deux Chambres.

Mes fonctions militaires réclamant au plus tôt ma présence auprès du commandant en chef des armées, qui de toute nécessité est occupé, à l'ouest, et le sera encore pendant quelque temps à une entreprise importante dans une partie éloignée de la province, l'occasion ne s'offre pas actuellement d'entrer dans les détails de ce qui pourrait autrement réclamer votre attention; en conséquence, je recommande instamment à votre sérieuse considération l'urgence, ou plutôt la nécessité d'être unanimes et prompts à confirmer tous les actes ou résolutions d'ordre législatif, que les gouverneurs et le Conseil, en vertu des instructions royales de Sa Majesté, et avant de former une assemblée, auront jugés opportuns et absolument nécessaires au bien-être et à l'administration pacifique de la population.

Vous pouvez compter, Messieurs, qu'à mon retour au gouvernement, vous me trouverez parfaitement disposé à vous aider, lorsqu'il s'agira de décréter d'autres lois, de modifier celles qui sont déjà en vigueur ou d'édicter d'autres règlements qui, après mure délibération, paraîtront d'accord avec l'honneur et la dignité de la Couronne et de nature à assurer le bonheur des sujets de Sa Majesté dont j'ai l'honneur d'être le chef.

signé

CHARLES LAWRENCE.

Chambre du Conseil
le 2 octobre 1758

Copie conforme
JN° DUPORT
Sec: Cons:

La Chambre se réunit alors et procéda au choix des officiers. Officiers choisis.

Il fut voté que M. David Lloyd serait greffier de l'Assemblée.

Il fut voté que William Reynolds serait nommé portier et qu'il recevrait cinq chelins pour chaque jour de présence.

Il fut voté que John Callbeck serait messager de la Chambre et qu'il recevrait trois chelins par jour de présence.

La question s'étant posée de décider si une somme d'argent devrait être votée pour les membres de la Chambre en rémunération de leurs services au cours de la présente session, on vota à l'unanimité que tous les membres exerceraient leurs fonctions sans rémunération pendant cette session. Les membres exerceront leurs fonctions sans rémunération.

Une motion fut présentée par M. Suckling, demandant la permission de proposer une loi à l'effet d'établir l'autorité de la Chambre; il fut décidé que M. Suckling présenterait le projet de loi le mercredi matin. Proposition de loi. Approuvée.

Il fut résolu qu'un comité, composé de MM. Nesbitt, Suckling, Newton, Gerrish, Foye et Burbidge, préparera une adresse en réponse au discours de Son Excellence, pour dix heures le lendemain matin. Comité nommé pour préparer une adresse à Son Excellence.

La Chambre s'ajourna alors jusqu'au lendemain matin à dix heures.

Mardi—3 octobre 1758.

Le comité nommé pour préparer une adresse, en réponse au discours de Son Excellence, fit rapport à la Chambre qu'il avait préparé ladite adresse qui fut lue et approuvée. L'adresse est approuvée.

Il fut résolu qu'un message serait envoyé par un comité demandant qu'il plaise à Son Excellence d'ordonner que toutes les propositions des gouverneurs et du Conseil de Sa Majesté, jusqu'ici soumises et approuvées, soient déposées devant la Chambre, ainsi que la collection des statuts anglais. Message au gouverneur.

Le greffier du Conseil apporta un message de Son Excellence faisant savoir qu'Elle était prête à recevoir le message de l'Assemblée. Message du gouverneur.

Un comité composé de MM. Gerrish, Newton et Suckling, fut désigné pour porter à Son Excellence le message que la Chambre était prête à lui présenter une adresse. Message au gouverneur.

A quoi Son Excellence répondit qu'Elle serait heureuse de la recevoir; cette réponse ayant été communiquée à la Chambre, les membres se rendirent auprès de Son Excellence avec leur adresse, ainsi conçue, qui fut lue par M. le président: La réponse du gouverneur. Les membres de la Chambre se rendent chez Son Excellence.

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ECOSSE } A Son Excellence CHARLES LAWRENCE écr., capitaine général gouverneur et commandant en chef de la province de Sa Majesté la Nouvelle-Ecosse ou l'Acadie en Amérique, vice-amiral d'icelle, etc.

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Leur adresse.

Nous, sujets dévoués et loyaux de Sa Majesté, membres de la Chambre des Représentants de cette province, ayant pris en considération le discours de Votre Excellence prononcé à l'ouverture de la première assemblée générale, demandons la permission de remercier Votre Excellence pour le plaisir tout particulier que vous exprimez en nous trouvant réunis, à titre de représentants des francs-tenanciers de cette province, afin d'agir conjointement avec le gouverneur et le Conseil de Sa Majesté comme autorité législative.

Nous pouvons donner à Votre Excellence l'assurance que nous nous sommes réunis animés d'un même désir de servir, pour autant que le permettent notre autorité et nos pouvoirs, les intérêts de la Couronne, ainsi que d'assurer le bien-être réel et la prospérité du peuple que nous avons l'honneur de représenter; nous nous rendons compte que c'est ce qu'on est en droit d'attendre de nous, non seulement en ce qui concerne directement les droits civils et les intérêts de nos commettants, mais aussi du point de vue de l'immense obligation dans laquelle nous nous trouvons de faire savoir, en leur nom, combien nous apprécions avec respect l'intérêt paternel que porte Sa Majesté à la prospérité et à la sécurité de ses sujets en général, et les nombreux témoignages spéciaux de ses faveurs royales, de sa protection et des dons accordés à cette jeune colonie, puisque nous avons eu le bonheur d'en faire l'expérience lorsque des mesures nécessaires furent prises, sur l'ordre de Sa Majesté, pour notre préservation effective, quand nous étions dans l'imminent danger d'être anéantis par le plus impitoyable des ennemis; nous devons aussi reconnaître sa générosité, quand Elle octroya annuellement de fortes sommes d'argent, pendant de si nombreuses années, pour le soutien et l'essor de cette jeune colonie et que non seulement Elle continua de faire ce don royal à cette fin, mais qu'Elle procura, par la convocation d'une assemblée générale, le bonheur et la prospérité que, avec la grâce du Tout-Puissant, nous prévoyons pour l'avenir de cette jeune colonie, en conséquence de la faveur royale que Sa Majesté daigne lui accorder.

Pénétrés que nous sommes de sentiments du plus profond loyalisme et de la plus vive gratitude envers le meilleur des rois, il est juste de prévoir que les desseins royaux de Sa Majesté, en ordonnant la convocation d'une assemblée générale dans cette colonie, seront accomplis, pour autant que le permettront les tristes circonstances actuelles de la province ainsi que notre autorité ou nos pouvoirs.

Nous désirons surtout donner à Votre Excellence l'assuranec que nous regrettons profondément que vos fonctions militaires réclament si tôt votre présence auprès du commandant en chef de l'armée à l'ouest, le lieutenant-gouverneur étant à un endroit éloigné dans cette province.

Nous avons conscience de la nécessité d'étudier attentivement tous les projets ou résolutions d'ordre législatif dont les gouverneurs et le Conseil, en vertu des instructions royales de Sa Majesté, ont reconnu l'opportunité avant la création de l'Assemblée. Le travail est considérable et exigera, il va sans dire, beaucoup de temps et d'étude avant qu'il soit possible de répondre adéquatement aux intentions qu'a eues Votre Excellence en recommandant cette question à notre prompte considération. Entre-temps, en cela comme en toutes autres choses réclamant notre attention, nous nous efforcerons (aidés par Votre Excellence) d'agir avec désintéressement pour assurer le bien-être et une paisible administration du peuple de Sa Majesté dans cette province ainsi que la tranquillité future et le concours de Votre Excellence. Nous ne doutons pas que, lorsque Votre Excellence reprendra les rênes de l'administration, nous ne vous trouvions parfaitement disposé à vous joindre à nous pour décréter d'autres lois et d'autres règlements qui pourraient, après mure réflexion, paraître d'accord avec l'honneur et la dignité de la Couronne et de nature à assurer le bonheur des sujets de Sa Majesté dans cette province.

/signé/ ROB^T. SANDERSON prés.

Après quoi Son Excellence fit savoir à la Chambre qu'Elle lui répondrait le lendemain matin.

La Chambre s'ajourna alors jusqu'au lendemain matin à dix heures.

Mercredi—4 octobre 1758

Les membres de la Chambre se rendent auprès de Son Excellence.

Le greffier du Conseil apporta un message de Son Excellence disant qu'Elle était au Conseil et qu'Elle désirait la présence des membres de la Chambre; en conséquence, ils se rendirent auprès de Son Excellence qui prononça sa harangue en réponse à l'adresse des deux Chambres.

Réponse de Son Excellence.

Messieurs du Conseil et de la Chambre des représentants:

J'estime hautement les témoignages que vous me donnez présentement de votre attachement à la Couronne, de votre zèle pour le bien public et de votre considération pour ma personne.

Je ne puis, par conséquent, messieurs, m'empêcher d'avoir la ferme assurance que chacun d'entre vous, dans l'exercice de ses fonctions respectives, fera l'impossible pour réaliser les bienveillants desseins de Sa Majesté qui veut faire de nous un peuple prospère et heureux. Pour atteindre ce but, vous pouvez, soyez-en surs, compter en toute confiance sur mon assistance et ma constante collaboration.

Chambre du Conseil
4 octobre 1758

Copie conforme
Signée
JN^O DUPORT
Sec. Cons.

PREMIÈRE INITIATION MAÇONNIQUE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC[1]

Et les ténèbres ne l'ont point reçue. A l'est, un endroit plein de clarté où règnent le silence et la paix.

A la réunion tenue à bord du vaisseau de Sa Majesté, le Vanguard, convoqués en vertu d'un acte délivré par le très vénérable et très honorable lord Aberdour, grand maître des maçons.

Nous, le maître, les surveillants et le secrétaire de ladite vénérable loge, dédiée à Saint-Jean, parés de tous les insignes et assemblés par les membres mystérieux de ladite loge

Déclarons, certifions et représentons à tous les hommes éclairés et dispersés sur la surface du globe, que notre bien-aimé frère Edward Gray a été reçu et inscrit comme apprenti le deuxième jour d'octobre 5760, et compagnon de cette loge le neuvième jour du même mois et de la même année, et que, après s'être soumis avec vigueur, fermeté et courage aux plus dures travaux et aux plus sévères épreuves, nous lui avons conféré le titre sublime de maître et l'avons admis et initié aux travaux mystérieux et des plus secrets des maçons, afin que par son habileté et ses connaissances de la franc-maçonnerie, il puisse contribuer au bon état et à la justification d'icelle, nous ayant aidés de ses talents et de ses connaissances.

En foi de quoi nous avons ci-dessous apposé notre signature et notre sceau le 16e jour d'octobre de l'an de la maçonnerie 5760.

Thos Dunckerley	Maître
F: H. Knipe	1er surv.
F: J. Liddle	2nd surv.

Par ordre du très vénérable
Maître

Thos Towns
secrétaire

LISTE DES MEMBRES

PREMIÈRE RÉUNION DE LA GRANDE LOGE DE MONTRÉAL[2]

Edwd Antill
Pre Gamelin
Richd Dobie
Louis Verchere
Edwd Wm Gray
William Weir
Jno Grant
Danl Robertson
John Antill
Lorimier Lainé
Ch Hertel
Celoron
McIvrard
Henry Bostwick
La Miltière
10 mai 1769 Chartier Lotbiniere
Sanguinet 16 janv. 1771

Curot
Belestre
Jos. Hughes
Andw Neilson
Thos Williamson
Mattw Wade
Joseph Torrey
Richd McNeall
Isaac Todd
Fans Mackay
Lawrence Ermatinger
Edward Chinn
Rich. Huntley
C. J. Dumoulin
J. Beek
Clignancourt
J. Rochat

[1] Papiers du secrétaire d'Etat, *Internal Correspondence*, province de Quebec, 1780–84, p. 12.
[2] Archives publiques du Canada, *Masonic Journal*, 1768–1771.

MONTRÉAL, le 12 mars 5762

Les membres de la grande loge, rassemblés chez le major Walbrom et parés de tous leurs insignes, procédèrent à l'établissement de la franc-maçonnerie—

Présents: Fr. E. Antill G.M.
F. I. Graham P.S.
F. M. Wade S.S.
F. B. Price
F. I. Grant
F. E. W. Gray
F. Piere Gamelin
F. M. Verchere
F. James Hughes
F. Peter Kane Tyler

Il fut unaniment résolu que cette loge tiendrait ses réunions le premier et le troisième vendredi de chaque mois. Un mandat du très vénérable frère John Collins, grand maître provincial, nommant Edward Antill sous grand maître provincial pour le district de Montréal, fut produit et lu.

Il fut convenu que chaque frère désirant devenir membre de cette loge devra payer au secrétaire, lors de son admission, qui sera soumise au scrutin, la somme de deux dollars pour l'usage de la loge—que toute personne qui deviendra membre de cette loge devra payer deux livres et huit chelins ainsi que les frais de la soirée et trois chelins au frère couvreur—que quiconque désire devenir franc-maçon doit obtenir le consentement unanime de toute la loge par la voie des suffrages—

Que les dépenses occasionnées par l'établissement de cette loge pour bijoux, etc., seront réparties également entre tous les membres de la loge, que le frère John Graham sera nommé premier grand surveillant, le frère John Rochat, second surveillant, et le frère William Weir, secrétaire, et qu'ils exerceront ces fonctions jusqu'à la prochaine fête de la Saint-Jean.

Que le maître devra donner une causerie à l'un des degrés de la maçonnerie chaque soir de réunion.

Que tout apprenti qui parvient au compagnonnage devra verser la somme de six chelins pour l'usage de la loge et tout compagnon qui devient maître devra payer douze chelins à cette même fin.

Que le secrétaire devra se procurer un livre relié pour les archives de la loge, puis un second où seront insérés tous les règlements édictés de temps en temps et approuvés par cette loge, livres qu'il devra conserver en bon état et dont le coût sera défrayé à même la caisse.

Que chaque membre devra payer trimestriellement au secrétaire trois chelins pour l'usage de la loge.

Que, à chaque réunion, tout membre de cette loge devra verser un chelin pour sa quote-part des frais, avant le souper—que les membres qui désirent souper devront payer à leurs clubs respectifs—que les membres qui n'assistent pas devront payer six pence à moins qu'ils ne puissent donner une raison valable et suffisante à la satisfaction du maître et des surveillants de ladite loge—que le frère en visite sera admis à titre gracieux le premier soir.

Que le secrétaire devra percevoir les diverses sommes dues par les frères avant la clôture de la réunion.

La séance ayant eu lieu dans une atmosphère d'harmonie et de cordialité, la loge ferma ses portes à neuf heures pour se réunir de nouveau le premier vendredi d'avril, à moins d'imprévu dans lequel cas chaque membre recevra avis en temps opportun.

EDW. W^m. GRAY Séc.

APPELS LANCÉS AUX ÉLECTEURS DE QUÉBEC PAR LES CANDIDATS AUX PREMIÈRES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES[1]

AUX DIGNES ET INDEPENDANS ELECTEURS DE LA BASSE VILLE DANS LA CITÉ DE QUÉBEC

MESSIEURS,

AYANT été notifié dans la Gazette de Jeudi dernier, que la Basse Ville de Québec doit fournir deux Membres à l'Election générale des Représentans pour servir dans la Chambre d'Assemblée.

Comme concitoyen de presque vingt années de résidence (la majeure partie duquel tems j'ai eu l'honneur de servir dans la Magistrature de cette Ville, et ayant été un zélé promoteur du bien public, autant qu'il a été en mon pouvoir, circonstance qui est bien connue de plusieurs bons citoyens de Québec.

Le cœur et l'esprit remplis des mêmes sentimens (joint au désir d'être utile non seulement à la ville de Québec, mais à la province en générale) j'ose m'offrir en cette occasion comme Candidat pour vous représenter dans la chambre d'assemblée à l'Election prochaine.

Je solicite humblement en conséquence l'honneur de votre suffrage, de votre crédit et appui pour le jour d'Election.

Et si j'ai le bonheur de devenir, au moyen de vos suffrages volontaires, un de vos Représentans, je tâcherai de m'acquitter avec zèle et fidélité de mon devoir à cet égard, et je me flatte que ma conduite sera conforme à vos désirs.

De la Basse Ville de Québec,
N°. 22 Rue de la Montagne,
le 11 Mai, 1792.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs,
Votre très fidel et très obéissant Serviteur,
WM. LINDSAY.

AUX LIBRES ET INDEPENDANS ELECTEURS DE LA HAUTE VILLE DE QUEBEC.

Messieurs et Concitoyens,

SOLICITÉ par mes amis de vous offrir mes services pour vous représenter dans la Chambre d'Assemblée, je me présente comme Candidat vous suppliant humblement de m'accorder vos suffrages, et vous priant de vous intéresser en, ma faveur à la prochaine Election Générale.

Ayant donné les preuves les plus certaines et les plus invariables de mon zèle pour le bien public, en et hors de place, durant l'espace de trente un ans, dont j'appelle avec confiance à votre témoignage; et toujours animé par les mêmes principes et sentimens, je me flatte que vous voudrez bien considérer les foibles efforts que j'ai fait ci-devant comme de surs garans de mon attachement futur et d'une exacte adhérence à l'avancement et prospérité de la Province du Bas Canada en générale, et de la Ville de Québec en particulier.

J'ose donc soliciter, et je me flatte d'obtenir, vos suffrages et votre protection.

J'ai l'honneur d'être avec les sentimens du plus profond respect,
Messieurs et Concitoyens,
Votre très humble, très obéissant et très dévoué
Serviteur,

Québec, 14 Mai,
1792.

GEO. ALLSOPP.

[1] Archives publiques du Canada, Supplément à la *Gazette de Québec*, 17 mai 1792.

AUX LIBRES ELECTEURS DE LA HAUTE VILLE DE QUEBEC.

MESSIEURS ET CONCITOYENS,

AYANT le désir de vous représenter dans la prochaine Assemblée, je m'offre humblement à cet effet comme Candidat, je solicite en conséquence vos suffrages et vous prie de vous intéresser en ma faveur à l'Election générale.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs,

Québec 14 mai, 1792. } Votre dévoué et très humble Serviteur,

WILLIAM GRANT.

AUX LIBRES ELECTEURS DE LA BASSE VILLE DE QUEBEC.

MESSIEURS ET CONCITOYENS,

INVITE par les sentimens que plusieurs d'entre vous avez exprimés en ma faveur, et souhaitant vous représenter dans la Chambre d'Assemblée, je m'offre avec respect comme Candidat, et je solicite vos suffrages et votre recommendation à la prochaine Election générale.

J'ai l'honneur d'être,

Messieurs et concitoyens,

Québec, 14 mai, 1792. } Votre très humble et très obéissant Serviteur,

JOHN YOUNG.

AUX LIBRES ELECTEURS DE LA BASSE VILLE DE QUEBEC.

Messieurs et Concitoyens,

En l'absence d'ADAM LYMBURNER, Ecuyer, nous les soussignés, solicitons vos suffrages et votre intérêt en sa faveur à la prochaine élection générale.

Nous nous flattons que d'après l'expérience du zèle, Capacité et constante persévérance de MR. LYMBURNER, il n'est nécessaire que de rappeler à nos Compatriotes le souvenir de ses services, pour assurer son élection comme un des Représentants pour la Basse-Ville de Québec.

A. PANET,
L. DESCHENAUX, FILS,
W. ROXBURGH,
CH. PINGUET,
L. GERMAIN, FILS,
JOHN YOUNG,
JN. CRAWFORD,
GEO. ALLSOPP,
JAS. JOHNSTON,
JN. PAINTER,
GEO. IRWIN,
JN. PURSS,
L. TURGEON,
M. MACNIDER,
ANDREW CAMERON,

AUX LIBRES ELECTEURS DE LA BASSE-VILLE DE QUEBEC.

Messieurs et Concitoyens,

Plusieurs de mes amis et Concitoyens m'ayant sollicité de me proposer comme candidat pour vous représenter dans la Chambre d'Assemblée, et comme ils ont déjà fait quelques démarches à cet effet, je demande en conséquence humblement l'honneur de vos suffrages et de votre recommandation à l'élection générale prochaine.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs et Concitoyens,

Québec 16 Mai, 1792. } Votre très humble et très obéissant Serviteur,

Robert Lester.

AUX LIBRES ELECTEURS DE LA BASSE VILLE DE QUEBEC.

Messieurs,

Ayant déjà fait des démarches en faveur de Mr. Lester, et le croyant un homme très capable de vous représenter dans la Chambre d'Assemblée, nous prenons cette voie pour le recommander à nos concitoyens, et nous nous flattons de leurs suffrages et protection en sa faveur.

Québec, 16 Mai, 1792.

James Todd,
John Purss,
Wm, Lindsay Jr.
Wm. Burns,
Joseph Crette,
A. Willard,
A. Ferguson,
J. Munro,
J. Walter,
Louis Turgeon,
J. Blackwood Jr.
James Davidson,
M. Macnider,
Rob. Morrogh,
Joseph Rolet,
Charles René,
J. W. Woolsey,

AUX LIBRES ELECTEURS DE LA HAUTE VILLE DE QUEBEC.

Messieurs et Concitoyens,

Je vous supplie humblement de m'accorder vos voix et vos recommandations à la prochaine Election générale de vos Représentans en Assemblée.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs et Concitoyens,

Québec, 14 Mai, 1792. } Votre très humble et zèlé Serviteur,

A. Panet.

AUX ELECTEURS LIBRES DE LA HAUTE VILLE DE QUEBEC.

Messieurs et Concitoyens,

Je prends la liberté de vous prier humblement de vouloir bien me faire la faveur de m'accorder vos voix et suffrages à l'élection de vos répresentants: si vous me faites cet honneur, je ferai en cette qualité, pour preuves de mon attachement et de mon zele pour vos intérêts généralement tout ce qui dépendra de moi. J'ai l'honneur d'être avec respect,

Messieurs et Concitoyens, Votre très humble et très dévoué Serviteur,

Québec 14 Mai, 1792. L. Germain, fils.

SYDNEY EN 1789[1]

Ile Sydney du Cap Breton, 5 août 1789.

Cher monsieur,

Nous partîmes de Cove le 5 juin. Après un voyage désagréable qui dura 39 jours, nous arrivâmes à Halifax d'où nous reçumes l'ordre de nous rendre ici. Si, avant notre départ d'Europe, nous avions connu notre destination, nous aurions pu aborder ici quatorze jours avant notre arrivée à Halifax; mais je suppose que nos chefs, désireux de nous habituer à la navigation maritime, prolongèrent d'un mois notre voyage. Notre situation à bord de l'Acteon était aussi très difficile, car la ligne de démarcation qui sépare les forces militaires et navales ne semble pas avoir été établie avec assez de précision. Toutefois, après une ou deux petites escarmouches avec le lieutenant qui commandait le vaisseau, nous fîmes assez bon ménage. Nous avons trois compagnies cantonnées dans l'île St-Jean et sept ici. Ayant appris que l'Acteon se rendrait d'abord à l'île St-Jean et étant vraiment fatigué d'être sur un vaisseau de guerre, je montai à bord d'un petit brig et j'arrivai ici il y a plusieurs jours. L'Acteon est toujours en mer et son arrivée très incertaine. On m'avait bien décrit à Halifax ce à quoi je devais m'attendre et je m'étais fait là-dessus un tableau aussi noir que possible; mais la réalité fut mille fois pire que ce que j'avais prévu. Quelle sera la valeur de l'île du Cap Breton dans cinquante ou cent ans d'ici? Je ne saurais le dire. Mais qu'il me soit permis d'affirmer que jamais Sydney ne sera d'un très grand secours à l'Empire: ses ports sont obstrués de glaces qui les rendent impénétrables et inaccessibles aux vaisseaux du monde entier pendant au moins sept mois par année; on me dit aussi que son sol est pauvre et produit des arbres impropres à la construction, et qu'il en coûte six guinées pour essoucher un acre de terre qui devient bientôt improductive puisqu'elle est complètement dépourvue de matière fertilisante. Peu de terres ont été défrichées autour de l'établissement et nulle d'entre elles n'a été cultivée; elles sont donc couvertes d'épais bouleaux dont on ne pourra se débarrasser sans déployer autant d'efforts que lors du premier défrichement. Le seul résultat obtenu par l'abatage des arbres a été de rendre notre bois de chauffage à la fois rare et dispendieux. Et comme on n'a pas jusqu'ici fait provision de ce combustible pour le régiment, nos hommes qui ne savent aucunement manier la hache doivent recueillir 1,200 cordes de bois avant la venue de l'hiver. Puisque des houillères très considérables gisent moins de neuf milles d'ici et que les communications par eau sont excellentes, certains pourraient tout naturellement s'imaginer que le charbon s'obtient à bon compte; mais c'est le contraire qui est vrai. Par suite de plusieurs impositions et notamment d'un droit de cinq chelins et six deniers dont le gouverneur a frappé, pour ses propres fins, chaque chaudronnée de houille, le chauffage au bois coûte moins cher. En outre, on me dit que l'exportation du charbon diminue chaque année. Ainsi, en raison d'une mauvaise politique suivie à cet égard, le seul produit qui abonde en ces régions deviendra bientôt absolument inutile. Ce qu'on appelle avec ostentation une ville n'est rien d'autre qu'une cinquantaine de bicoques situées, à douze milles en amont de la baie des Espagnols, sur une très belle rivière qui serpente à travers une partie considérable du pays. Ici et là ont été faites quelques tentatives de colonisation qui, à mon sentiment, ne semblent pas devoir être couronnées de succès. A Sydney, il n'y a pas la moindre activité industrielle: ses habitants gagnent leur vie à vendre du rhum aux soldats. Si ceux-ci étaient retirés de ces lieux—et fasse le Ciel qu'il en soit bientôt ainsi—Sydney deviendrait sur-le-champ inhabité. Bien que la rivière soit

[1]Archives Publiques du Canada, *Cap Breton*, lettre de Sydney, 1789.

poissonneuse, la population ne dispose d'aucun vaisseau de pêche et ainsi une autre des productions naturelles du pays n'est d'aucune utilité. J'ai passé une grande partie de ma vie en Amérique et j'ai connu plusieurs lieux déplaisants et désagréables; mais je déclare sans exagération que Sydney est de beaucoup le pire de tous. Même si l'on pût trouver quelqu'un qui eut assez de patience et de sagesse pour s'accommoder de ce Sydney que je viens de décrire, un obstacle insurmontable empêcherait un officier d'y vivre à son aise: le coût de la vie est trop élevé pour ses moyens. La région elle-même ne produit rien d'autre que quelques légumes; ainsi les denrées de première nécessité doivent être importées de Halifax et de Boston, ce qui occasionne des dépenses considérables et comporte de grands risques. Il faut, en outre, obtenir de quoi faire vivre les bestiaux pendant l'hiver. Ces lieux offrent un aspect misérable. Ajoutons que la main-d'œuvre est intolérable: un misérable ivrogne qui se dit artisan n'exige pas moins d'un dollar par jour et la plus grande partie des matériaux de construction se vendent également très cher. Les casernes sont en très mauvais état et menacent ruine, mais les principes parcimonieux de milord Dorchester ne permettent pas de les réparer. Les casernes réservées aux officiers sont en un si pitoyable état qu'elles ne sauraient être habitées en hiver. Ainsi, afin de trouver un gîte pendant la dure saison, j'ai été obligé de payer l'énorme somme de soixante guinées à un officier du 42e régiment pour avoir sa cabane. Je devrai lui verser un acompte de vingt guinées et lui remettre annuellement dix guinées pendant les quatre prochaines années. Mon logement me coûte environ dix louis par année. Dieu veuille que je ne reste pas ici trop longtemps, car je finirais par payer en loyer le prix de la cabane. La seule consolation qui me reste au sein de tant d'infortunes est l'espérance de pouvoir me rendre en Angleterre l'automne prochain. Seule la plus absolue nécessité me forcerait à passer ici une autre année. Dans cette *capitale*, nous avons un *Gouverneur* et un *Conseil*, un juge en chef, un procureur général, etc. Au lieu de rester tranquilles et de favoriser l'essor du pauvre établissement, ils fomentent la discorde au sein de la population. A l'heure actuelle, le juge en chef est sous le coup d'une suspension et le Conseil enquête sur la conduite du secrétaire de la province. Vous pouvez ainsi juger avec quel soin ces postes ont été remplis. J'arrive de la cour d'assises dont les juges sont le chirurgien de l'établissement, l'officier d'appel et un certain individu qui fut obligé de quitter son propre pays à cause de ses bonnes actions. Un homme de notre régiment, qui m'accompagna à la cour et vit la mauvaise et méprisable mine des membres du petit jury, leva les bras au ciel et dit à haute voix sa surprise à la vue d'un si grand nombre de criminels qu'on allait juger. Si vous aviez été témoin du même spectacle, vous auriez trouvé que cette erreur était bien naturelle. Vous avez probablement entendu parler de notre gouverneur. Il s'appelle McCormick, capitaine en demi-solde, qui a rassemblé une espèce d'armée pendant la dernière guerre.

Je ne dois pas omettre de vous dire que le capitaine d'un vaisseau venant de Dublin, ignorant que l'île renfermait assez de gueux, ne crut mieux faire que d'y débarquer 60 hommes et 18 femmes, forçats déportés, et de les laisser chercher leur chemin au petit bonheur. Immédiatement la sévérité du climat (c'était alors au temps de Noël) en fit périr sept. Depuis, deux autres qui avaient commis des vols ont été pendus; deux autres, accusés de meurtre, sont sous le coup d'une condamnation à mort; sept autres sont en prison et passeront devant les juges dont je vous ai parlé; les autres parcourent le pays pour améliorer la moralité publique. Ce qui soulage toutefois, c'est de savoir qu'il n'y a pas grand danger de pervertissement pour la population. Avant notre arrivée ici, on s'était

laissé dire qu'il serait possible de passer le temps d'une façon assez agréable grâce à la chasse, etc. Mais il n'y a pas ici l'ombre de gibier quelconque, sauf quelques perdrix qui habitent des bois de bouleaux et de sapins et qui, certes, ne méritent ni que l'on prenne la peine ni que l'on courre le risque de les poursuivre. Il y a peu de temps, un des officiers du 42e régiment se perdit dans les bois. Tous les gens se réunirent en groupes qui partirent à la recherche du malheureux. On le trouva juste au moment où il était sur le point de rendre l'âme.

LA CONTREBANDE PENDANT LA GUERRE DE 1812[1]

HALIFAX, le 26 novembre 1813.

Milord,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie une requête soumise à Son Excellence le gouverneur de cette province ainsi qu'à moi-même au sujet de l'introduction aux Etats-Unis, pendant la guerre, de produits manufacturés britanniques. Les mesures que proposent les messieurs du Massachusetts ne pouvant être adoptées sans des ordres de l'Angleterre, Son Excellence sir John Sherbrooke a partagé mon opinion que la proposition susmentionnée devrait être soumise aux ministres de Sa Majesté pour leur considération.

J'ai l'honneur d'être,
Milord,
de Vos Excellences,
le très obéissant, très fidèle et très
humble serviteur,
JOHN BORLASE WARREN,
Amiral de l'escadre bleue et commandant en chef

Le très honorable COMTE DE BATHURST
etc. etc. etc.

Au très honorable sir John B. Warren, baron, chevalier du très honorable ordre du Bain, amiral de l'escadre bleue de la marine de Sa Majesté et commandant en chef de tous les navires et vaisseaux de Sa Majesté employés ou devant être employés dans l'Amérique du Nord et les Indes Occidentales, et à Son Excellence sir John C. Sherbrooke, chevalier du très honorable ordre du Bain, lieutenant général dans l'armée britannique, lieutenant-gouverneur et commandant en chef dans et pour la province de Sa Majesté la Nouvelle-Ecosse et ses dépendances, vice-amiral d'icelle, etc., etc., etc.

La requête de Seward Porter, marchand de Boston, Etats-Unis d'Amérique.

Expose très respectueusement.

Que votre pétitionnaire est membre de la Chambre des représentants de l'Etat du Massachusetts, et en relations commerciales étroites avec plusieurs membres du corps des représentants et du Sénat dudit Etat. Que votre pétitionnaire est l'agent de plusieurs personnes en possession de fonds considérables et qui se sont jusqu'ici intéressées à des affaires commerciales de grande envergure dans diverses branches du commerce des Indes Occidentales et de l'Europe, interrompu par la guerre actuelle avec la Grande-Bretagne. Que ledit Etat du Massachusetts est absolu-

[1] Archives publiques du Canada, *Nova Scotia, A.150*, pp. 165-168.

ment opposé à la guerre, qu'il a fréquemment et publiquement fait connaître son opinion là-dessus et qu'il a fait des représentations au Congrès sur l'inopportunité et l'injustice de cette ruineuse et inutile mesure. Que le Gouvernement des Etats-Unis, connaissant bien l'opinion des Etats de l'est sur la guerre, s'est continuellement appliqué à surveiller la conduite de ces Etats et à contrecarrer leur désir de continuer des relations commerciales avec la Grande-Bretagne en vertu de permis accordés par le Gouvernement britannique. Que les marchands de l'Etat du Massachusetts ne désirent prendre aucune mesure directement opposée au Gouvernement général des Etats-Unis; cependant, entraînés comme ils l'ont été contre leur gré dans une guerre qu'ils considèrent comme inutile et injuste, il ne leur répugne aucunement de maintenir et de développer leurs relations commerciales avec la Grande-Bretagne; au contraire, ils désirent qu'il en soit ainsi. Que la surveillance exercée par le Gouvernement général a rendu ces relations très risquées, telles qu'entretenues au cours de la dernière année, en vertu de permis. Votre pétitionnaire, demande donc au nom de ses commettants la permission de soumettre le plan suivant à Vos Excellences pour leur considération. Les produits manufacturés britanniques et les produits des Indes Occidentales pourront être achetés à Halifax ou importés ici par les marchands britanniques pour le compte de votre pétitionnaire, et on permettra aux commettants de votre pétitionnaire d'envoyer un bâtiment armé sur cette côte pour s'emparer de ces marchandises et les transporter dans un port des Etats-Unis. Vos pétitionnaires déposeront 50,000 dollars en espèces à Halifax, ou une plus forte somme si la chose est jugée nécessaire, comme garantie que tel bâtiment ne commettra aucune déprédation de la propriété britannique, et comme gage de la bonne conduite de vos pétitionnaires en mettant le projet à exécution. Ce bâtiment, avec les marchandises dont il se sera emparé, sera protégé contre une capture britannique. Votre pétitionnaire payera en espèces, ou autrement suivant un commun accord, pour toutes les marchandises qui seront ainsi expédiées au compte de ses commettants, avant qu'elles quittent Halifax. Votre pétitionnaire s'engagera à fournir au Gouvernement britannique de la farine, du bœuf, du porc,[1] etc., aux prix stipulés, ou expédiera à des particuliers, tels articles qu'il sera permis d'importer à Halifax. Pourvu que ces effets soient capturés aussitôt que possible après le départ du bâtiment, par un des vaisseaux de Sa Majesté, et confisqués par une cour de l'Amirauté, et les sommes stipulées ou les revenus provenant de la vente de tels articles remis à telle personne que les premiers propriétaires auront nommée pour les recevoir.

En outre, votre pétitionnaire prend la liberté de déclarer très respectueusement que l'encouragement donné aux Etats-Unis aux bâtiments armés de particuliers qui capturent les marchandises britanniques consistant surtout dans la réduction des droits sur les marchandises ainsi capturées, si le Congrès dans ses prochaines sessions ne modifie pas les lois actuelles, votre pétitionnaire au nom de ses commettants promet qu'un capital de plusieurs millions de dollars sera immédiatement employé dans ce commerce s'il plaît à Vos Excellences de l'approuver.

En conséquence, votre pétitionnaire demande très respectueusement qu'il plaise à Vos Excellences de considérer favorablement la présente proposition et de permettre à votre pétitionnaire de mettre ce plan à exécution aussitôt que possible.

Et comme il est de son devoir, etc., etc.

SEWARD PORTER

pour moi-même et d'autres personnes.

---

[1] Le 26 octobre 1813 le Bureau du Commerce stipula que des permis pour importer le bœuf et le porc salés des Etats-Unis ne devaient pas être accordés, ces denrées pouvant être obtenues en n'importe quelle quantité dans les Dominions européens de Sa Majesté. (*N. S. A. 150*, p. 157.)

BUREAU DU CONSEIL, WHITEHALL[1]

le 19 juillet 1814.

MONSIEUR,

Les Lords du très honorable Conseil privé de Sa Majesté ont reçu deux requêtes de MM. Jaffray et Cie demandant, pour les raisons y mentionnées, que leur soient accordés des permis qui autoriseraient l'exportation de certains articles manufacturés britanniques, de Halifax aux Etats-Unis, après leur expédition de ce pays en Nouvelle-Ecosse dans le but de les introduire aux Etats-Unis. J'ai reçu les instructions de vous transmettre copie desdites lettres et je dois vous faire savoir que les Lords du Conseil imaginent que le blocus des ports américains établi par sir Alexander Cochrane empêcherait toute possibilité d'accéder à cette demande; leurs Seigneuries désirent toutefois obtenir là-dessus l'opinion de lord Bathurst.

Je suis,

monsieur,

votre très humble et très obéissant

serviteur,

CHETWYND

HENRY GOULBURN, Ecr.

Lord B. partage l'opinion du Conseil privé et a déjà donné cette réponse à une semblable demande provenant des marchands de Halifax.

[1] Archives publiques du Canada, *Col. Office Records, C.O. 217*, vol 95, p. 66

APPENDICE

INVENTAIRE DE LA SÉRIE Q

Cette série de papiers d'Etat comprend la correspondance officielle qu'échangèrent les gouverneurs, les lieutenants-gouverneurs, les administrateurs et d'autres fonctionnaires de Québec, du Bas et du Haut-Canada, entre 1760 et 1841.

(Suite de l'inventaire dont la publication fut reprise, pour le Haut-Canada, dans le Rapport pour l'année 1943.)

SERIES Q

HAUT-CANADA

Série Q. 403, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD

1838

On a obtenu les déclarations du colonel Radcliffe et du lieutenant-colonel J. Prince au sujet de l'invasion du Haut-Canada. Ces déclarations devront être transmises à la Reine ainsi que les résolutions à ce sujet. (Les déclarations manquent. Voir *Q. 403-1*, p. 112). p. 129 — Salle du comité Chambre de l'Assemblée, le 15 février.

Head à Glenelg (N° 21). Il lui transmet une lettre de C. A. Hagerman, procureur général. Pourquoi il a refusé d'aller en Angleterre avec MacNab à titre d'agent pour l'Assemblée. Il approuve la ligne de conduite adoptée par Hagerman. p. 3 — Toronto, le 6 mars.

Annexe:—

Hagerman à J. Joseph, secrétaire civil, Toronto, le 5 mars 1838. p. 4

Sous-annexes:—

(i) Résolution de l'Assemblée, le 27 février 1838. MacNab et Hagerman se rendront en Angleterre afin de faire adopter par le Gouvernement britannique des mesures propres à obvier aux difficultés dont les Canadas sont menacés. p. 6

(ii) Hagerman à A. N. MacNab, président de l'Assemblée, Toronto, le 27 février 1838. Il le remercie de sa nomination mais refuse de l'accepter. p. 6

Head à Glenelg (N° 22—imprimé). Il lui transmet copie du discours qu'il a prononcé à la prorogation de la Législature. p. 9 — Toronto, le 6 mars.

Annexes:—

(1) Le discours, 6 mars 1838 (imprimé). p. 9

(2) Le rapport sur la clôture de la session. p. 11

Head à Glenelg (N° 23). Il lui transmet copie d'une dépêche adressée à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, et se plaint de la conduite des habitants des Etats-Unis. Le danger d'invasion et la milice. Il s'efforce d'encourager les habitants du Haut-Canada à détester les institutions américaines; si le gouvernement est administré avec énergie, la démocratie sera renversée en Amérique. p. 12 — Toronto, le 6 mars.

1838 Annexe:—

Head à Fox, Toronto, le 3 mars 1838. Les îles Hickory et Fighting ont été envahies. Il se plaint de ce que R. Van Rensselaer et W. L. Mackenzie n'ont pas été arrêtés. p. 21

Sans date. Rapport de la *Gazette* de New-York. Commentaires sur les rapports qui veulent que Lady Head ait été insultée et sir Francis Bond Head menacé. p. 14

Toronto, le 6 mars. Head à Glenelg (N° 24—imprimé). Il lui transmet des messages à la Législature au sujet de la destruction du *Caroline* et d'une communication de sir Colin Campbell, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. p. 26A

Annexes:—

(1) Message, le 3 mars 1838 (imprimé). Transmission d'une dépêche de H. S. Fox au sujet du *Caroline*. p. 27

Sous-annexe:—

Fox à Head, Washington, le 17 février 1838 (imprimé). Il lui transmet la correspondance échangée avec l'honorable John Forsyth, secrétaire d'État. p. 27

Annexes à la sous-annexe:—

(A) Fox à Forsyth, Washington, le 6 février 1838 (imprimé). Il lui transmet copie de la dépêche de Head; raisons de la destruction du *Caroline*. (L'annexe manque). p. 27

(B) Forsyth à Fox, Washington, le 13 février 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 6 février; les faits qu'elle rapporte ne sont pas conformes aux renseignements qui sont parvenus au Gouvernement des États-Unis au sujet du *Caroline*. Même si les faits étaient conformes au rapport de Head, ils ne justifieraient pas un tel acte. On fera une enquête avant de demander réparation. p. 27

(C) Fox à Forsyth, Washington, le 16 février 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 13 février. On laissera au Gouvernement britannique le soin de régler la question. p. 27

(2) Message du 6 février 1838 (imprimé). Copie de la lettre de Campbell; compliments du Conseil législatif de la Nouvelle-Écosse sur la répression de la révolte. p. 27A

Sous-annexe:—

Résolutions du Conseil législatif de la Nouvelle-Écosse, du 29 janvier 1838. p. 27A

Toronto, le 6 mars. Head à Glenelg (N° 28—imprimé). Il lui transmet l'adresse prononcée par le président de l'Assemblée à la prorogation. p. 50

Annexe:—

L'adresse, du 6 mars 1838 (imprimé). p. 50

Head à Glenelg (N° 25). Il lui transmet l'adresse de la Législature demandant de concéder à James Fitzgibbon 5,000 acres de terre; il recommande d'accéder à cette demande. p. 28 1838 Toronto, le 8 mars.

Annexes:—

(1) Adresse de la Législature, adoptée par le Conseil législatif le 22 février et par l'Assemblée le 23 février 1838. p. 31

(2) Message à la Législature. (Sans date). On promet de transmettre l'adresse et de recommander la concession. p. 30

(3) Adresse à la Reine, adoptée par le Conseil législatif le 29 janvier et par l'Assemblée le 30 janvier 1838. p. 32

Head à Glenelg (N° 26). Au sujet de sa dépêche N° 112, du 8 octobre 1837, il transmet un décret du Conseil libérant Jesse Happy, esclave fugitif. Il demande des instructions précises à ce sujet. p. 33 Toronto, le 8 mars.

Annexes:—

(1) Note du Conseil, le 9 septembre 1837. p. 34

(2) Décret du Conseil, du 12 octobre 1837. p. 38

Head à Glenelg (N° 27). Il lui transmet une adresse des étudiants de l'*Upper Canada College.* p. 44 Toronto, le 8 mars.

Annexe:—

Adresse à la Reine. (Sans date). Expression de loyalisme; on demande une marque d'estime de la part de la Reine. p. 45

Head à Glenelg (N° 29). Il lui transmet une lettre de A. B. Hawke, agent des émigrants, au sujet des retraités qui ont échangé leur pension. p. 51 Hôtel du gouvernement, le 10 mars.

Annexe:—

Hawke à J. Joseph, secrétaire civil, bureau des émigrants, Toronto, le 10 mars 1838. Les comptes concernant les secours accordés aux retraités qui ont échangé leur pension sont maintenant fermés. Le total s'élève à 1,374 louis, 2 chelins et 7 pence ½. La situation des retraités ne s'est pas améliorée. Ceux qui pouvaient porter les armes ont soutenu le Gouvernement pendant la dernière crise; quelques-uns étaient sans chaussures. p. 52

Head à Glenelg (N° 30). Il lui transmet un mémoire au sujet des couvertes qui ont été empruntées du département des Sauvages pour l'usage des volontaires. Il demande que la mesure en question soit adoptée et que ces articles soient renvoyés au département des Sauvages. p. 54 Toronto, le 12 mars.

Annexe:—

Liste des présents qui ont été enlevés du dépôt à Toronto pour des fins étrangères au département des Sauvages. p. 56

1838
Toronto, le 12 mars.

Head à Glenelg (N° 31). Il lui transmet deux adresses de la Législature au sujet du bureau de poste et de l'impôt d'un droit additionnel sur les marchandises importées dans le Bas-Canada. p. 58

Annexe:—

Adresse au sujet d'un droit additionnel, adoptée par le Conseil législatif le 1er mars et par l'Assemblée le 3 mars 1838. (L'autre adresse manque). p. 59

Toronto, le 12 mars.

Head à Glenelg (N° 32—imprimé). Il lui transmet une adresse du Conseil législatif sur l'état de la province. p. 62

Annexes:—

(1) Adresse à Head, le 1er mars 1838 (imprimé). On demande que l'adresse à la Reine soit transmise. p. 62

(2) Adresse à la Reine, du 28 février 1838 (imprimé). On attribue la rébellion aux efforts tentés pour se concilier les mécontents. Les mouvements sur la frontière et l'état d'esprit des autorités américaines. On croit que la suppression de l'insurrection produira d'heureux effets. Les dangers de la situation. Nécessité d'étudier le rapport du Conseil législatif sur l'état de la province. p. 63

Sous-annexe:—

Rapport du Conseil législatif, du 13 février 1838 (imprimé). Les circonstances qui ont provoqué la rébellion; nécessité d'adopter une ligne de conduite ferme et stable. p. 66

Appendices à la sous-annexe:—

Les documents suivants sont fournis à l'appui du rapport précité:—

(A) Ordre général de la milice, Toronto, le 4 décembre 1837 (imprimé). On fait appel à la milice. p. 76

(B) Message de Head, le 8 décembre 1837 (imprimé). Il remercie les régiments de la milice de leurs services et leur dit qu'ils ne sont plus requis à Toronto. p. 76A

(C) Head à H. S. Fox, Toronto, le 23 décembre 1837 (imprimé). (Voir *Série Q. 402-1*, p. 28). p. 76A

Head à Fox, Toronto, le 8 janvier 1838 (imprimé). (Voir *Q. 402-1*, p. 22).

Head à Fox, Toronto, le 30 janvier 1838 (imprimé). (Voir *Q. 402-2*, p. 218).

(D) Proclamations de T. J. Sutherland (imprimé). (Voir *Q. 402-2*, p. 219A). p. 77

(E) Le colonel T. Radcliffe, commandant à la frontière de l'ouest, au lieutenant-colonel J. M. Strachan, secrétaire militaire, Amherstburg, le 10 janvier 1838 (imprimé). Il le met au courant de la prise de la goélette *Anne* et des rumeurs d'un projet d'attaquer Windsor ou Sandwich. p. 77

(F) "The Canada Crusade" article du *Michigan Observer*, du 17 janvier 1838 (imprimé). On condamne la conduite de ceux qui aident les insurgés. p. 77A 1838

(G) Pétition de l'Association constitutionnelle de Montréal aux chevaliers, citoyens et bourgeois de la province du Haut-Canada, réunis au Parlement provincial le 13 décembre 1837 (imprimé). On demande l'adoption de mesures visant à l'anglicisation des habitants du Bas-Canada et à l'union de cette province au Haut-Canada. p. 78

(H) Résolution de l'Assemblée du Bas-Canada, à l'effet d'omettre le discours du gouverneur, du 23 février 1835 (imprimé). p. 79A

(I) Loi de la 14e, Geo. III, ch. 88, statut impérial; loi sur le revenu de Québec, 1774 (imprimé). p. 80

(J) Extrait du journal de la Chambre des Lords, du 6 septembre 1831 (imprimé). L'adoption du projet de loi à l'effet de modifier la loi sur le revenu de Québec, avec avis contraire signé par le duc de Wellington. p. 80

(K) Loi de la 1ère et de la 2e, Guil. IV, ch. 23 (imprimé). Statut impérial à l'effet de modifier la loi sur le revenu de Québec (extrait). On permet aux législateurs du Haut et du Bas-Canada d'affecter les sommes prélevées en vertu de la loi sur le revenu de Québec. p. 80A

(L) Extrait d'une lettre de W. L. Mackenzie au comte de Dalhousie, le 10 mai 1827 (imprimé). On félicite Dalhousie de son attitude sur la question financière. p. 80A

(M) Adresse de la Législature du Haut-Canada sur l'union des provinces, le 3 mars 1837 (imprimé). On s'oppose à l'union. p. 81

(N) Réponse à l'adresse de la Législature, Downing Street, le 21 avril 1837 (imprimé). Accusé de réception de l'adresse; l'union n'est pas projetée. p. 81A

(O) La lettre de Hume intitulée "domination néfaste", Bryanstone Square, le 29 mars 1834 (imprimé). p. 81A

(P) Extraits de *The Constitution:*—

(1) Témoignage, James Stephen, 1828; lettre de D. O'Connell, du 8 février 1829 (imprimé). Faiblesse de la Grande-Bretagne. p. 82

(2) Avis: la convention provinciale aura sa réunion à Toronto, le 21 décembre 1837. p. 82

(3) On prévoit la victoire des radicaux. p. 82

Documents additionnels qui ne sont pas mentionnés dans le rapport, mais y sont annexés par ordre du comité à titre de renseignements supplémentaires:—

(1) Circulaire de Mackenzie. (Sans date). Il préconise l'indépendance (imprimé). p. 82A

(2) Ordre général de la milice, le 9 décembre 1837 (imprimé). Les officiers de la milice dans les districts de Bathurst, Johnstown,

1838 Ottawa ou Eastern, devront prendre des mesures pour se conformer aux réquisitions faites par le commandant en chef qui désire du secours dans le Bas-Canada. Il autorise la formation de compagnies volontaires pour ce service. p. 83A

(3) Pétition adressée au colonel A. MacNab par les rebelles du district London, à Norwich (imprimé). Ils admettent leur culpabilité et demandent grâce. p. 83A

(4) Proclamation de Mackenzie à titre de président *pro tem* du Gouvernement provisoire, île Navy, le 19 décembre 1837 (imprimé). Il promet terre et argent aux volontaires qui s'uniront aux patriotes. p. 83A

(5) Message de W. L. Marcy, gouverneur de New-York, au sujet du *Caroline*. (Voir *Q. 402-1*, p. 28).

(6) Message de M. Van Buren, président des États-Unis, au sujet du *Caroline*, le 8 janvier 1838 (imprimé). Des actes hostiles ont été commis; il demande des affectations pour le soutien de la milice qu'on a envoyée à la frontière. p. 84

(7) John Forsyth, secrétaire d'État pour les États-Unis, à H. S. Fox, Washington, le 5 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet des témoignages au sujet du *Caroline;* on demandera réparation au Gouvernement britannique. Il espère que le Haut-Canada punira de tels actes de violence. (L'annexe manque). p. 84

(8) Discours de M. Rhett, sénateur de la Caroline du Sud, au sujet du *Caroline* (imprimé). Il blâme les autorités américaines qui ont permis à des citoyens d'aider les ennemis du Haut-Canada. p. 84

(9) Message de Head à la Législature, le 15 janvier 1838. (Voir *Q. 402-1*, p. 69). p. 84A

(10) Adresse du Conseil législatif à Head, le 17 janvier 1838 (imprimé). Il regrette la démission de Head; il a confiance en sa manière d'agir. (Une adresse semblable de l'Assemblée suit). p. 85

(11) Discours de L. J. Papineau aux électeurs de l'ouest de Montréal, juillet 1820 (imprimé). Son loyalisme et sa foi dans les institutions britanniques. p. 85A

Toronto, le 14 mars. Head à Glenelg (N° 33—imprimé). L'île de la Pointe Pelée a été reprise. Cet incident coïncide avec les attaques contre les îles Hickory et Fighting. Il blâme les États-Unis. T. J. Sutherland qui était retenu en prison s'est ouvert des veines au cours de la nuit; sa faiblesse retardera sa comparution en cour martiale. Il a appris qu'Arthur avait quitté l'Angleterre. p. 91

Annexes:—

(1) Le lieutenant-colonel John Maitland, commandant du 32e régiment à la frontière de l'ouest, au colonel Foster, commandant de l'armée du Haut-Canada, Amherstburg, le 4 mars 1838. La prise de l'île de la Pointe Pelée. p. 93

(2) Maitland à Foster, Amherstburg, le 5 mars 1838. Il lui fait part de l'arrestation de T. J. Sutherland et de son aide de camp; ils seront envoyés à Toronto sous la garde du capitaine Rudyer des

volontaires d'Essex. Il recommande Rudyer. Il lui transmet la déposition de Prince au sujet de l'arrestation de Sutherland. Nécessité de procurer des soins médicaux aux blessés. (L'annexe manque). p. 100 1838

Head à Glenelg (N° 37). Il a appris que sir George Arthur était débarqué à New-York et en route pour le Haut-Canada. L'attitude hostile de sir John Colborne à son égard. Les législateurs du Haut-Canada et lord Gosford l'ont appuyé dans ses critiques de la conduite de Colborne. p. 144 Toronto, le 16 mars.

Annexes:—

(1) Le lieutenant-colonel A. McDonell au colonel A. N. MacNab, Hamilton, le 24 janvier 1838. Le traitement des volontaires par les autorités militaires. p. 147

(2) J. Fitzgibbon, greffier de l'Assemblée, à J. Joseph. Il lui transmet le rapport de la commission d'enquête sur la pétition du colonel W. Chisholm; des copies ont été envoyées à Colborne, au colonel Foster et au commissaire général. p. 152

Sous-annexe:—

Rapport du 22 février 1838. Au sujet de la pétition de Chisholm: les charretiers et autres employés de la milice n'ont pas été payés pour l'aide qu'ils ont fournie dans la suppression de la rébellion; critique de la conduite du commissaire général. p. 153

Annexes à la sous-annexe:—

(i) Message du lieutenant-gouverneur qui transmet la correspondance échangée avec le commissaire général au sujet des ordres généraux de la milice. p. 158

(ii) F. R. Foote, adjoint du commissaire général, à R. I. Routh, commissaire général, Toronto, le 20 décembre 1837. Conformément à un ordre verbal de Head, un officier du commissariat a été attaché aux troupes commandées par MacNab et a reçu l'autorisation de faire les payements nécessaires. Head lui permet de faire des arrangements en conformité de cet ordre. p. 159

(iii) Routh à Foote, Montréal, le 29 décembre 1837. Foote ne devrait recevoir des ordres que de Routh ou du colonel Foster qui commande les troupes dans le Haut-Canada. Il blâme la conduite de Foote. p. 159

(iv) Foote à Routh, Toronto, le 21 décembre 1837. Il lui transmet un ordre général de la milice en date du 13 décembre, annonçant la nomination du colonel J. B. Macaulay comme quartier-maître général pendant la crise; certains versements faits en conformité d'ordres écrits de Macaulay. p. 162

(v) Routh à Foote, Montréal, le 29 décembre 1837. Aucun ordre général ne peut donner à Foote l'autorité d'agir comme il l'a fait. Ce dernier n'a pour officier supérieur que Routh et le colonel C. L. L. Foster. p. 162

1838 (vi) Déclarations faites devant le comité au sujet de la conduite du capitaine Richardson qui a refusé de transporter des troupes sur le *Transit*. Avec copie des lettres suivantes:— p. 164

(A) Le colonel C. Hughes à ————, le 21 [janvier] 1838. Ordre de transporter les troupes de la milice sur le *Transit*. p. 174

(B) Le capitaine George Chisholm à MacNab, le 21 janvier 1838. Il ne peut obtenir satisfaction de Richardson. p. 176

(C) Foster à Richardson, Toronto, le 19 janvier 1838. Il lui donne les instructions de se rendre à Niagara conformément aux ordres de Routh, commissaire général. On gardera le vaisseau pendant qu'il sera dans la rivière Niagara. p. 177

Toronto, le 17 mars. Head à Glenelg (N° 34). Il lui transmet la suite de sa correspondance avec le colonel Thomas Talbot. p. 102

Annexes:—

(1) Talbot à Head, Port Talbot, le 27 février 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 17 février et lui dit qu'il est prêt à liquider ses affaires. Il se propose de confier à Peter Carrol, sous-inspecteur, le soin de faire un rapport sur chaque canton. Il n'est aucunement froissé d'être déplacé, mais il craint que le Gouvernement exécutif ne soit pas aussi zélé que lui pour l'établissement, surtout en ce qui concerne le drainage des terres. Il désire que ses remerciements soient transmis au secrétaire d'État pour l'appréciation de ses services. p. 103

(2) Talbot à Head, Port Talbot, le 27 février 1838. Il le remercie de son appréciation favorable; il a le sentiment d'avoir bien servi le public. Il rend hommage à Head et espère qu'en reconnaissance des services que celui-ci a rendus, le Gouvernement britannique n'enverra pas sir George Arthur mais qu'il demandera à Head de demeurer à son poste. p. 106

(3) Head à Talbot, Toronto, le 12 mars 1838. Il lui accuse réception des lettres du 27 février et reconnaît en lui un homme de caractère. Il espère le rencontrer en Angleterre. Il lui donne l'autorisation d'employer un sous-inspecteur. T. J. Sutherland est en route pour Toronto. On attend l'arrivée d'Arthur. p. 108

Toronto, le 17 mars. Head à Glenelg (N° 35—imprimé). Il lui transmet sept adresses de l'Assemblée. p. 111

Annexes:—

(1) Adresse, du 15 février 1838 (imprimé). On est dégoûté de l'attitude des États-Unis en ce qui concerne les agressions à la frontière; des mesures devront être prises pour obtenir réparation et protéger le Haut-Canada contre de tels actes à l'avenir. p. 111

Sous-annexes:—

(i) Résolutions. p. 111A

1838

(ii) Déposition du colonel Thomas Radcliffe, commandant de la milice à la frontière de l'ouest, et du lieutenant-colonel John Prince, le 15 février 1838 (imprimé). Renseignements sur les mouvements à la frontière. p. 112

Annexes à cette sous-annexe:—

(a) Prospectus signé par E. M. Townsend, capitaine des volontaires de Cleveland (sans date—imprimé). Il demande des dons pour permettre aux patriotes de retourner dans leur foyer. p. 113

(b) Correspondance du lieutenant-colonel John Prince avec Stevens T. Mason, gouverneur du Michigan, cotée A à G. (Voir *Q. 402-2*, pp. 202-221). Les lettres additionnelles à cette place sont les suivantes:—

(i) Prince à Mason, The Park Farm, le 25 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet des dépêches du colonel Radcliffe ainsi que des lois de la Législature du Haut-Canada. Sutherland est allé lever un bataillon de volontaires dans l'intérieur du Michigan. (Les annexes manquent. Cotée H). p. 114A

(ii) Prince à Mason, Détroit, le 25 janvier 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 25 janvier et lui transmet une communication du procureur du district. Il espère qu'un parti de l'île Navy n'arrivera pas à la frontière. Il a demandé des troupes et espère recevoir des ordres par chaque courrier. (Cotée I). p. 115

Annexe à l'annexe (ii):—

D. Goodwin, procureur du Michigan, à Prince, Détroit, le 25 janvier 1838 (imprimé). On s'efforcera de faire le procès de ceux qui ont violé les lois de la neutralité. (Cotée J). p. 115

(2) Adresse de l'Assemblée, le 27 février 1838 (imprimé). On demande de lever les restrictions auxquelles le commerce a été assujetti par le loi 3 et 4, Guil. IV, ch. 89. p. 115

Sous-annexe:—

Résolution de l'Assemblée (imprimé). Les restrictions dont on se plaint. Une requête sera adressée à la Reine. On insiste surtout sur la question du thé. p. 115

(3) Adresse, du 26 février 1838 (imprimé). On transmet des résolutions sur l'union ainsi que le rapport de la commission d'enquête sur l'état de la province; des mesures devraient être prises pour mettre à effet les vues que l'adresse expose et pour assurer la possession des provinces à la Couronne britannique. p. 116

Sous-annexes:—

(i) Résolutions (imprimé). Les conditions que devrait comporter l'union. p. 116

(ii) Rapport de la commission d'enquête sur l'état de la province, le 8 février 1838. p. 117

1838 Appendice au rapport:—

P. McGill, président de la Société constitutionnelle de Montréal, à T. McKay, M.P.P., Montréal, le 26 janvier 1838 (imprimé). Listes des membres de l'Assemblée du Bas-Canada selon leur origine; en vertu de l'union la majorité britannique éventuelle sera de 70 membres. p. 126

Annexes:—

(A) Le nombre de membres britanniques et français de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, d'après la division des comtés en vertu du statut provincial de 1829, 9 Geo. IV, ch. 73 (imprimé). p. 127

(B) Liste des membres de la Chambre d'Assemblée d'après la nouvelle division des comtés de la province du Bas-Canada, renfermée dans l'appendice des "représentations sur l'union législative des provinces du Haut et du Bas-Canada par la Société constitutionnelle de la ville de Montréal", publié le 23 mars 1837. p. 127A

(C) Pétition de l'Association constitutionnelle de Montréal aux chevaliers, citoyens et bourgeois de la province du Haut-Canada, réunis au Parlement provincial, Montréal, le 13 décembre 1837 (imprimé). (Voir *Q. 403*, p. 78). p. 128

(4) Adresse, du 27 février 1838 (imprimé). Elle demande le rappel de la loi qui empêche la monnaie de papier d'avoir cours légal. p. 128

(5) Adresse, du 26 février 1838 (imprimé). On demande que le Parlement britannique pourvoie à une juste division des droits entre le Haut et le Bas-Canada. p. 128

(6) Adresse, du 26 février 1838 (imprimé). On demande que l'argent prélevé dans le Haut-Canada sur les terres publiques, les réserves du clergé, les terres des sauvages ou provenant d'autres sources, servent à acheter des obligations du Haut-Canada. p. 128

(7) Adresse du 26 février 1838 (imprimé). On demande de ne plus prélever sur les revenus casuels et territoriaux la somme de 7,295 louis pour fonds religieux; cette somme devrait être prise à même les revenus provenant des réserves du clergé. p. 128

Toronto, le 17 mars. Head à Glenelg (N° 36). Il lui transmet une pétition de la Législature demandant que le commandant en chef reçoive les instructions de faire faire une inspection du havre à Port Dalhousie. p. 141

Adresse adoptée par l'Assemblée le 3 mars 1838 et par le Conseil législatif le 5 mars 1838. p. 142

Toronto, le 17 mars. Head à Glenelg (N° 38). Pourquoi il a jugé nécessaire de soulever le peuple contre les institutions républicaines. Il lui transmet copie d'une lettre personnelle à W. L. Marcy, gouverneur de New-York, prouvant son désir de collaborer avec les États-Unis pour préserver la paix. p. 178

1838

Annexes:—

(1) Head à Marcy, le 27 décembre 1837. Il offre d'aller voir Marcy à Buffalo. p. 180

(2) Marcy à Head, Albany, le 3 janvier 1838. Il regrette de ne s'être pas trouvé à Buffalo et par conséquent de n'avoir pu voir Head. p. 181

Head à Glenelg (N° 39). Il lui transmet le mémoire du consistoire de Glengarry demandant que la part de l'allocation du Gouvernement qu'on a cessé de lui verser lui soit de nouveau accordée. p. 182 Toronto, le 19 mars.

Annexes:—

(1) Le révérend A. McNaughton à J. Joseph, Manse, Lancaster, le 10 mars 1838. Il lui transmet le mémoire. p. 183

(2) Le mémoire, du 4 février 1838. p. 184

Sous-annexe:—

E. McMahon, secrétaire adjoint, à John McGillivray, Hôtel du Gouvernement, York, le 19 avril 1832. Le ministre de Lochiel a droit au traitement que recevait son prédécesseur. p. 187

Head à Glenelg (N° 40). Il lui transmet copie d'une lettre qu'il a adressée à F. R. Foote, commissaire général adjoint, et demande qu'elle soit communiquée à la Trésorerie. p. 188 Toronto, le 19 mars.

Annexe:—

Head à Foote, Toronto, le 16 mars 1838. Les services de Foote au cours de la rébellion. Foote s'est conformé aux ordres en s'écartant des règlements qui jusque-là avaient régi ses fonctions. p. 189

Head à Glenelg (N° 41). Il lui transmet copie des décrets du Conseil en vertu desquels la Banque du Haut-Canada et la Banque de Gore ont reçu les ordres de continuer leurs transactions nonobstant la suspension des payements en espèce. Nécessité de cette mesure; précautions à prendre pour éviter des conséquences désastreuses. (Voir *Q. 403-2*, p. 209). p. 192 Toronto, le 20 mars.

Extrait d'une dépêche de Glenelg au major général sir George Arthur, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. Accusé de réception de la dépêche de Head, N° 33, du 14 mars. Sir John Colborne l'a mis au courant des services rendus par les troupes et la milice; satisfaction de la Reine. p. 92 Downing St., le 20 avril.

Lettre sans signature au général lord Hill, commandant en chef, (brouillon). Sir John Colborne devra recevoir les instructions de nommer un officier pour faire l'inspection du havre de Port Dalhousie, conformément à l'adresse de la Législature du Haut-Canada. p. 110 [Ministère des Colonies], le 30 avril.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint à la Trésorerie (brouillon). Accusé de réception de la dépêche de Head, N° 30, du 12 mars. La Trésorerie devra prendre des mesures pour remplacer les couvertes qui ont été empruntées du département des Sauvages pour l'usage des volontaires. p. 57 [Ministère des Colonies], le 5 juin.

1838

Série Q. 403, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR FRANCIS BOND HEAD

Annexes à la dépêche de Head à Glenelg (N° 41), du 20 mars 1838.

(1) Pétition de la Banque de Gore, Hamilton, le 8 mars 1838. On demande la permission de suspendre les payements en espèce. p. 209

Sous-annexe:—

Extrait des livres de la Banque de Gore, du 8 mars 1838. p. 209

(2) Note du Conseil recommandant la suspension des payements en espèces par la Banque de Gore, du 10 mars 1838. p. 212

(3) Décret du Conseil pour la suspension des payements en espèces par la Banque de Gore, du 10 mars 1838. p. 214

(4) Pétition de la Banque du Haut-Canada, Toronto, le 5 mars 1838. On demande l'autorisation de suspendre les payements en espèces. p. 216

Sous-annexe:—

Extrait des livres de la Banque du Haut-Canada, du 5 mars 1838. p. 219

(5) Note du Conseil, du 5 mars 1838, recommandant la suspension des payements en espèce par la Banque du Haut-Canada. p. 221

(6) Extraits d'une lettre de R. I. Routh, commissaire général, Québec, le 27 février 1838. Difficultés que comporte la situation financière. p. 225

Toronto, le 20 mars.

Head à Glenelg (N° 42). Accusé de réception des dépêches N°s 241-249, des 7, 8, 10, 15, 16, 21, 24, 27, 28, 29 et 30 novembre et 4, 5, 6, 20 et 30 décembre 1837. p. 227

Toronto, le 20 mars.

Head à Glenelg (N° 43). Il lui transmet copie de sa lettre à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington. p. 230

Annexe:—

Head à Fox, Toronto, le 15 mars 1838 (imprimé). Il lui fait rapport sur l'occupation de l'île Pelée par des bandes venant des États-Unis, et sur les combats qui suivirent; aussi sur la capture de T. J. Sutherland. L'attitude hostile des États-Unis. p. 230

Appendices:—

(A) Extrait d'une lettre de Robert Baldwin à Glenelg, le 26 juillet 1837 (imprimé). L'allusion de Head à "l'intervention étrangère" et le sentiment qu'elle soulève. p. 234

(B) N. Garrow, maréchal des États-Unis, à M. Van Buren, président des États-Unis, Buffalo, le 28 décembre 1837 (imprimé). Les conditions sur la frontière. p. 210 1838

(C) Le général Winfield Scott à l'officier commandant des vaisseaux britanniques armés qui ressortissent aux quartiers généraux de Niagara, armée des États-Unis, division de l'est, en aval de Black Rock, le 15 janvier 1838 (imprimé). Les États-Unis sont prêts à empêcher toute violation des lois de neutralité et regrettent la présence de vaisseaux britanniques armés dans les eaux américaines. Tout coup de feu provenant de ces vaisseaux sera considéré comme une provocation. p. 234A

(D) Rapport du comité sur le message du gouverneur au sujet des troubles à la frontière (New-York), (imprimé). p. 234A

Head à Glenelg (N° 44—imprimé). Il lui transmet les adresses qui lui ont été présentées par suite de la démission du Gouvernement. p. 237 Toronto, le 20 mars.

Annexes:—

(1) Adresse de Montréal, le 13 mars 1838 (imprimé). p. 237

(2) Message de Head à la Législature transmettant un vote de remerciements du Nouveau-Brunswick (imprimé). p. 237

Sous-annexes:—

(i) Sir John Harvey, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, à Head, Fredericton, le 6 janvier 1838 (imprimé). Il lui transmet des résolutions de la Législature du Nouveau-Brunswick: remerciements à Head et à la milice du Haut-Canada pour la suppression de la révolte. p. 237

(ii) Résolutions de l'Assemblée, Nouveau-Brunswick, le 5 janvier 1838 (imprimé). Remerciements. p. 237A

(iii) Résolutions de l'Assemblée, Nouveau-Brunswick, le 5 janvier 1838. Adresse à Harvey demandant de transmettre à Head les résolutions. p. 237A

(iv) Approbation des résolutions de l'Assemblée par le Conseil législatif du Nouveau-Brunswick, le 5 janvier 1838 (imprimé). p. 237A

(3) Adresse de Toronto (imprimé). p. 238

(4) Adresse des Irlandais de Hamilton (imprimé). p. 238A

(5) Adresse de Trafalgar (imprimé). p. 239

(6) Adresse de Dumfries (imprimé). p. 240

(7) Adresse de Nelson (imprimé). p. 240

(8) Adresse d'Esquessing (imprimé). p. 240A

(9) Adresse de Flamboro East (imprimé). p. 241

(10) Adresse de Nichol (imprimé). p. 241

(11) Adresse de Guelph (imprimé). p. 241A

(12) Adresse de Port Hope (imprimé). p. 241A

1838 (13) Adresse de Haldimand, district de Newcastle (imprimé). La rébellion et l'indignation des habitants à l'égard de la conduite des États-Unis. p. 242

(14) Adresse de Seymour (imprimé). Son loyalisme; la rébellion et la conduite d'une partie de la population américaine. p. 242A

(15) Adresse de Cobourg (imprimé). p. 242A

(16) Adresse de la Rivière Trent (imprimé). p. 243

(17) Adresse de Norwich (imprimé). p. 243A

(18) Adresse du district de Bathurst (imprimé). p. 243A

(19) Adresse de Torbolton, Fitzroy, Pakenham, MacNab, Horton, Ross, Westmeath et Pembroke (imprimé). Expressions de loyalisme. p. 244

(20) Adresse d'Oro (imprimé). Félicitations au sujet de la répression de la révolte. p. 244A

(21) Adresse de Moore (imprimé). p. 244A

(22) Adresse de London et d'Oxford (imprimé). p. 245

(23) Adresse de Port Burwell (imprimé). p. 245A

(24) Adresse de Kingston (imprimé). p. 246

(25) Adresse d'Ernesttown et de Kingston (imprimé). p. 246A

(26) Adresse de Grimsby (imprimé). p. 247

(27) Adresse de Medonte (imprimé). p. 247

(28) Adresse de St. Thomas (imprimé). p. 247A

(29) Adresse de Newmarket (imprimé). p. 247A

(30) Adresse de Brantford (imprimé). p. 248

(31) Adresse de Peterborough (imprimé). p. 248A

(32) Adresse de Yonge St. (imprimé). p. 248A

(33) Adresse de Tyendenaga (imprimé). p. 249

(34) Adresse du district Prince-Edouard (imprimé). p. 249

(35) Adresse du comté de Huron (imprimé). p. 249A

(36) Adresse de West Gwillimbury et Tecumseth (imprimé). p. 250

(37) Adresse des officiers de la milice du district de Western (imprimé). p. 250

(38) Adresse du comté de Prescott (imprimé). p. 250A

(39) Adresse de Georgina (imprimé). p. 250A

(40) Adresse de Sandwich (imprimé). p. 251

(41) Adresse de Streetsville (imprimé). p. 251A

(42) Adresse de Cramahe et de Haldimand (imprimé). p. 251A

(43) Adresse de Hamilton (imprimé). p. 251A 1838

(44) Adresse des officiers et des hommes en service à Kingston (imprimé). p. 252

(45) Adresse de Chatham (imprimé). p. 252A

(46) Adresse de Paris (imprimé). p. 252A

(47) Adresse de Bytown (imprimé) p. 253

(48) Première adresse d'Amherstburg, le 22 janvier 1838 (imprimé). p. 253

(49) Adresse de Dalhousie (imprimé). p. 253A

(50) Adresse de W. Allan et de T. M. Jones, commissaires pour la Compagnie du Canada, Toronto, le 23 janvier 1838 (imprimé). p. 253A

(51) Adresse de Hastings (imprimé). p. 254

(52) Adresse de Cornwall (imprimé). p. 254A

(53) Adresse d'Oxford (imprimé). p. 254A

(54) Adresse de Glengarry (imprimé). p. 255A

(55) Seconde adresse d'Amherstburg, le 22 janvier 1838 (imprimé). p. 255A

(56) Adresse d'Orillia (imprimé). p. 256

(57) Formule de la réponse du lieutenant-gouverneur aux adresses précitées (imprimé). p. 256A

Addenda:—

(i) Adresse prononcée par le président de l'Assemblée du Haut-Canada à la prorogation (imprimé). p. 256A

(ii) Le major général sir Colin Campbell, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, à Head, Halifax, le 6 février 1838 (imprimé). Il lui transmet une résolution du Conseil législatif exprimant l'admiration de la conduite de Head, de MacNab et de la milice du Haut-Canada au cours de la révolte. p. 257

(iii) Résolution du Conseil législatif de la Nouvelle-Écosse, du 29 janvier 1838 (imprimé). p. 257

(iv) Résolution du Conseil législatif de la Nouvelle-Écosse, du 31 janvier 1838 (imprimé). Il nomme des agents qui assisteront Campbell au sujet des résolutions précitées. p. 257A

(v) Adresse du comité exécutif de l'Association Constitutionnelle de Québec, du 24 février 1838 (imprimé). p. 257A

(vi) Adresse des officiers et des hommes, première compagnie de la *Saint Johns Volunteer Light Infantry* (imprimé). p. 257A

(vii) Adresse des chefs Chippewas des lacs Huron et Simcoe (imprimé). p. 258

(viii) Adresse des nègres de Hamilton (imprimé). p. 258A

1838

(ix) Adresse des sauvages Six Nations de la Grande Rivière. p. 258A

(x) Adresse des Highlanders de Lochiel (imprimé). Leur loyalisme et leur répulsion pour la rébellion. p. 259

(xi) Réponse de Head à l'adresse de Lochiel, du 13 janvier 1838 (imprimé). p. 259

62 Park St., Grosvenor Square, le 28 avril.

Head à Glenelg. Pourquoi il a démissionné du Gouvernement du Haut-Canada. Il demande d'être présenté par Glenelg à la prochaine réception du Gouvernement. p. 267

62 Park St., Grosvenor Square, le 28 avril.

Mémoire de Head, au sujet du rappel des troupes du Haut-Canada. Ce rappel fut donné par Colborne qui ne l'a pas consulté. L'appel de la milice pour la défense de la province. p. 269

62 Park St., Grosvenor Square, le 10 mai.

Head à sir George Grey, sous-secrétaire. Accusé de réception de la lettre du 9 mai. Il n'a aucune remarque à soumettre au sujet de la demande de R. Stanton qu'il a apportée en Angleterre; il n'a pas voulu refuser Stanton dont il admire la conduite et le caractère. p. 276

[Ministère des Colonies], le 12 mai.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). Il lui transmet copie de la dépêche de Head, N° 41, du 20 mars, et demande une liste des annexes qui furent envoyées avec l'original. p. 208

62 Park St., Grosvenor Square, le 13 mai.

Head à Glenelg. Il envoie la correspondance au sujet de la démission de J. S. Howard, de la charge de maître de poste à Toronto, et répond aux plaintes et déclaration de Howard par suite de cette démission. (Les annexes manquent). p. 277

62 Park St., Grosvenor Square, le 15 mai.

Head à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre du 9 mai. En soumettant ses remarques au sujet des dépenses supplémentaires encourues par suite de la rébellion, il n'eut pas l'intention de faire une réclamation. Ses frais de voyage s'élèvent à 530 louis et 8 chelins; la somme de 300 louis qui fut allouée par le Gouvernement. p. 281

Annexe:—

État des dépenses encourues par Head pour son retour en Angleterre. p. 283

Sous-annexes:—

(i) Reçu de J. Jones, New-York, le 2 avril 1838. p. 284

(ii) Reçu de Hugh Richardson, capitaine du *Transit*, Bath, le 24 mars 1838. p. 285

(iii) Reçu du Carlton House, New-York, le 2 avril 1838. p. 286

(iv) Reçu de J. Buchanan, pour frais de passage, le 21 février 1838. p. 287

(v) Reçu de l'hôtel Athenaeum pour la pension de Lady Head. p. 288

1838

Head à Glenelg. Accusé de réception des copies de dépêches adressées à Arthur. La somme qui lui fut allouée pour ses dépenses. Il demande l'occasion de soumettre certaines remarques avant qu'on dépose à la Législature la lettre que Glenelg lui adressa le 25 avril. p. 292 — 62 Park St., Grosvenor Square, le 15 mai.

Mémoire explicatif adressé par Head à Glenelg (imprimé). Réponse aux questions qui furent posées au sujet des points suivants: rappel des troupes, défaut de mesures effectives prises contre Mackenzie, appel de la milice avant l'ouverture des hostilités, effet de la destruction du *Caroline* sur l'état d'esprit des Américains, publicité donnée aux sentiments anti-américains et témérité de Head qui a passé par les États-Unis à son retour du Canada. p. 295 — Le 19 mai.

Head à Glenelg. Il lui transmet quelques lignes dont il désire faire précéder son mémoire explicatif. (L'annexe manque). p. 298 — 62 Park St., Grosvenor Square, le 19 mai.

Head à Glenelg (imprimé). Il offre d'enlever de son mémoire explicatif tout ce qui pourra embarrasser Colborne ou le Gouvernement. Pourquoi il a préparé ce mémoire; il n'insiste pas pour qu'on le publie. p. 299 — 62 Park St., Grosvenor Square, le 19 mai.

Head à Grey. Accusé de réception de la lettre du 25 mai. Au sujet du mémoire qui a été envoyé avec sa dépêche N° 39, du 19 mars, il n'y a aucuns fonds sur lesquels on pourrait prélever une nouvelle allocation pour le ministre presbytérien à Lochiel. Il se trouve une fausse citation dans cette requête. p. 300 — 62 Park St., Grosvenor Square, le 28 mai.

Head à Grey. Accusé de réception de la lettre du 8 juin. Il se rendra au bureau des Colonies le lendemain matin afin de lire les représentations auxquelles on fait allusion et de donner les renseignements nécessaires. p. 303 — 62 Park St., Grosvenor Square, le 8 juin.

[Grey] à Head (brouillon). On a reçu une communication de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre au sujet de terres dans le Haut-Canada qu'elle désire obtenir pour certains sauvages. On y mentionne une communication que Head est censé avoir écrite à ce sujet. Glenelg désire savoir si Head a réellement étudié la question. p. 306 — [Ministère des Colonies], le 11 juin.

Head à Grey. Accusé de réception de la lettre du 11 juin. Il a eu plusieurs entrevues avec deux agents de la compagnie de la Nouvelle-Angleterre et après accord avec l'archidiacre d'York et le Conseil, il a demandé que le président du Conseil rédige sous forme légale un exposé des désirs de la compagnie. Ceci n'a pas été fait à cause du départ soudain de Head de Toronto. On devra demander à la compagnie de soumettre un tel exposé qu'on pourrait ensuite envoyer à sir George Arthur. p. 304 — 62 Park St., Grosvenor Square, le 13 juin.

Head à Glenelg. Il lui transmet des remarques au sujet des représentations de A. Stevenson, ministre des États-Unis, en ce qui concerne le *Caroline*. Il lui envoie la note qu'il a rédigée au sujet de ces représentations et demande copie de son mémoire qui renferme des documents dont il n'a pas le double; il pourrait ainsi préparer les explications qui seront jugées nécessaires. p. 307 — 62 Park St., Grosvenor Square, le 26 juin.

1838 Annexes:—

Le mémoire. p. 308

Les documents suivants sont renfermés dans le mémoire précité:—

(1) N. S. Benton, procureur des États-Unis, à l'honorable John Forsyth, secrétaire d'État des États-Unis, le 6 février 1838. Il n'y a aucune preuve à l'appui des accusations du capitaine G. Appleby au sujet de personnes tuées à bord du *Caroline*. p. 316

(2) Extraits des déclarations faites par les personnes suivantes: G. Appleby, W. Kennedy, C. F. Harding, L. Walker, D. J. Stuart et James King. p. 320

(3) Copie de la correspondance entre H. Arcularius et le colonel A. N. MacNab: Arcularius à MacNab, le 2 janvier 1838, avec annexe (voir *Q. 402-1*, p. 25); Arcularius à MacNab, le 3 janvier 1838 (voir *Q. 402-1*, p. 25A); Arcularius à MacNab, le 3 janvier 1838 (voir *Q. 402-1*, p. 25A); Van Rensselaer à Arcularius, le 4 janvier 1838 (voir *Q. 402-1*, p. 27); Arcularius à MacNab, le 5 janvier 1838 (voir *Q. 402-1*, p. 27).

(4) Proclamation, île Navy, le 19 décembre 1837. (Voir *Q. 398-3*, p. 597A).

(5) Proclamations de T. J. Sutherland. (Voir *Q. 402-2*, p. 219A).

(6) N. Garrow à M. Van Buren, président des États-Unis. (Voir *Q. 403-2*, p. 234).

(7) Troubles à la frontière. (Voir *Q. 403-2*, p. 234A).

(8) Article du *Morning Courier* qui renferme les dépêches suivantes d'officiers de l'armée des États-Unis au sujet de la situation à la frontière: le lieutenant-colonel W. J. Worth au major général Winfield Scott, Buffalo, le 9 février 1838; le lieutenant J. J. Homans au brigadier général Hugh Brady, Milan, Ohio, le 5 février 1838; le brigadier général Hugh Brady au brigadier général R. Jones, Détroit, le 11 février 1838. p. 343

(9) R. Van Rensselaer se justifie, le 29 mars 1838. Article de l'*Albany Daily Advertiser*. p. 353

(10) Message de W. L. Marcy, gouverneur de New-York, au sujet de la saisie d'armes des arsenaux de l'État, Albany, le 5 mars 1838. p. 356

(11) Article du *Republican*. Plattsburgh, le 21 avril 1838: lettre du brigadier général J. E. Wool au comité qui a offert un dîner en son honneur et qui représentait les personnes désireuses d'exprimer à Wool leur reconnaissance pour les services qu'il a rendus à la frontière, Plattsburg, le 12 avril 1838. Cette lettre atteste les agissements des citoyens américains contre le Canada. p. 360

(12) Lettre de Head à Fox, le 23 décembre 1837. (Voir *Q. 402-1*, p. 28). p. 365

(13) Appendice A. Le colonel John Prince à Head, Hôtel Ontario, Toronto, le 22 mars 1838. Invasion de l'île de la Pointe Pelée. p. 385

(14) Appendice B. Le lieutenant William Spring, adjudant du 24e régiment, à la garnison, Toronto, le 22 mars 1838. Conversation qu'il a eue avec Thomas J. Sutherland alors que ce dernier lui dit que les États-Unis étaient décidés de vaincre le Canada afin de fortifier leurs positions navales. p. 388 **1838**

Head à Glenelg (personnelle). Les raisons pour lesquelles il a écrit le mémoire sur le *Caroline* comme si ce mémoire venait du Gouvernement; il consentirait à modifier le texte. Il n'est plus nécessaire de faire des représentations au Haut-Canada en ce qui concerne les États-Unis. Leur culpabilité est établie. p. 391 62 Park St., Grosvenor Square, le 26 juin.

Head à Glenelg (personnelle). On devrait accorder justice aux officiers de la marine qui ont aidé à réprimer la rébellion: le capitaine Drew, le lieutenant S. MacCormick et madame Moodie. Il demande une copie de la lettre de M. S. Bidwell. p. 393 62 Park St., le 3 août.

Head à [Stephen] (personnelle). Il a écrit à Glenelg sur les seuls sujets qui intéressent le ministère des Colonies. La dépêche qui devait être envoyée par le *Great Western* est-elle partie? Il considère comme très important que les habitants du Haut-Canada n'attribuent pas son départ à une simple question d'argent. p. 396 62 Park St., le 3 août.

Head à Glenelg. Il recommande une promotion pour le capitaine A. Drew, une pension pour le lieutenant MacCormick et une pension pour la veuve du colonel Moodie. Leurs états de service. p. 398 62 Park St., Grosvenor Square, le 3 août.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman (brouillon). Dépenses supplémentaires imposées à Head par la rébellion. On a demandé à celui-ci de fournir une déclaration là-dessus. L'auteur recommande d'accorder à Head la différence entre ses frais de voyage et les 300 louis qui lui furent accordés par le Gouvernement. p. 289 [Ministère des Colonies], le 8 août.

Lettre sans signature à Head (brouillon). Glenelg a recommandé que la Trésorerie remette à Head la différence entre ses dépenses de retour en Angleterre et la somme qui lui fut accordée par le Gouvernement. L'auteur demande un état du personnel de Head pendant la rébellion. p. 291 [Ministère des Colonies], le 8 août.

Head à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 8 août au sujet du payement de la différence entre ses frais de retour en Angleterre et l'allocation du Gouvernement. Il n'a aucune copie de sa lettre du 15 mai, mais les faits qu'il y exposait visaient tout simplement à justifier Glenelg de lui accorder tous ses frais de voyage. Ceux-ci ayant été payés, il n'a rien de plus à réclamer. p. 404 Barford, Warwick, le 10 août.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint à la Trésorerie (brouillon). Au sujet de sa lettre du 8 août. Head a déclaré qu'il n'exigera rien en sus de ses frais de voyage; il ne fera aucune réclamation pour son personnel supplémentaire. p. 406 [Ministère des Colonies], le 21 août.

Head à Glenelg. Il demande une réponse à sa note du 3 août au sujet de la lettre de Bidwell. p. 407 Barford, Warwickshire, le 26 août.

1838

Barford, Warwickshire, le 26 août. Head à J. Stephen, sous-secrétaire. Il demande une réponse à sa lettre du 3 août. Il n'a pas reçu copie de son mémoire au sujet du *Caroline*. p. 408

[Ministère des Colonies], le 4 septembre. [Stephen] à Head (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 3 août et lui transmet copie de la dépêche demandée. Confusion provoquée par cette dépêche. p. 397

[Ministère des Colonies], le 4 septembre. [Glenelg] à Head (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 3 août. On ne pourra pas régler le cas des officiers de la marine avant d'avoir terminé la correspondance au sujet du *Caroline*. Le cas de MacCormick est actuellement à l'étude. p. 403

[Ministère des Colonies], le 5 septembre. Lettre sans signature à Head (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 3 août. Le cas des officiers de la marine est encore à l'étude. On a retiré des dossiers officiels la lettre de M. S. Bidwell, conformément à la demande de Head. p. 394

[Ministère des Colonies], le 3 novembre. Lettre sans signature à Head (brouillon). L'auteur transmet copie du mémoire de Head avec les notes qui en ont fait le sujet. Remerciements. p. 382

The Hall, Altherston, le 4 décembre. Head à Glenelg. Il désire savoir si l'on en est venu à une décision dans les cas du capitaine Drew, du lieutenant MacCormick et de madame Moodie. Les réclamations de ces personnes. p. 410

Série Q. 404, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Portsmouth, le 2 janvier. Arthur à J. Stephen, sous-secrétaire. A cause du vent contraire, son départ sera retardé de 24 heures. Félicitations pour les nouvelles du Canada. Il croit que les rebelles seront les plus mal partagés en ce qui concerne la suspension des hostilités. p. 3

Downing St., le 30 janvier. Glenelg à Arthur (dictincte—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche de Head, N° 132, du 19 décembre 1837. Il approuve la distinction qu'on a faite au sujet des prisonniers politiques; la rébellion dans le Haut-Canada semble avoir été provoquée plutôt par un désir de pillage que par des griefs politiques. Il lui transmet copie d'une dépêche à Colborne au sujet du procès des prisonniers politiques du Bas-Canada, mais il n'ose proposer la ligne de conduite qu'on devrait adopter dans le Haut-Canada. p. 70

Annexe:—

Glenelg au lieutenant général sir John Colborne, commandant des troupes, Downing St., le 6 janvier 1838 (imprimé). Les délits politiques et la prudence dont on devrait user dans l'organisation des conseils de guerre et l'imposition des peines. Il est important que les membres de l'administration s'abstiennent de participer à ces conseils de guerre qui doivent être composés d'officiers de l'armée régulière. p. 70

1838

Arthur à Glenelg (personnelle). A cause de tempêtes le passage, de Portsmouth, a duré 61 jours. Il doit se rendre immédiatement à Toronto et ne peut voir H. S. Fox à Washington. Celui-ci s'attend à peu de concessions de la part des États-Unis. En dépit d'un dîner qui lui fut offert par le maire et d'autres citoyens de New-York, Arthur croit que les autorités sont en faveur des insurgés. Un mandat a été lancé contre Mackenzie qui toutefois est arrivé à New-York le 8 mars et a vu le maire. Mackenzie a envoyé l'un de ses créditeurs voir Arthur pour lui demander de payer un compte de papeterie à même le fonds provenant des propriétés saisies par la Couronne. Quelle audace! p. 5 New-York, le 9 mars.

Glenelg à Arthur (imprimé). Il a appris que des mesures très sévères avaient été prises par la Législature du Haut-Canada contre ceux qui sont impliqués dans la rébellion. Il espère que ce rapport n'est pas conforme à la vérité et qu'on usera de modération. p. 70A Downing St., le 14 mars.

Arthur à Glenelg (distincte—imprimé). Il a prêté son serment professionnel ce matin et s'est entretenu avec Head. Il n'est actuellement au courant d'aucun mouvement hostile. p. 11 Toronto, le 23 mars.

Arthur à Glenelg (N° 1). Il s'occupe actuellement du procès des prisonniers d'État, de la direction des armées en service dans la province et des dépenses que comportent ces questions. Deux personnes ont été condamnées à mort et le procès de Sutherland est en cours au conseil de guerre qui fut formé à son arrivée dans la province. Dissensions; il rédige là-dessus un exposé qu'il soumettra au Conseil. Il lui transmet une adresse des réformateurs; à son avis une telle démarche est imprudente. La question de la milice et des dépenses considérables que celle-ci entraîne sera aussi soumise au Conseil. La réduction se fera lentement en attendant de pouvoir communiquer avec Colborne. La question des dépenses est compliquée: le commissariat du Haut-Canada n'est pas distinct de celui du Bas-Canada; il propose une division à cet égard vu les inconvénients que comporte le système actuel. On n'observe aucun mouvement à la frontière et il n'existe aucune raison de s'inquiéter. Il est en bonne intelligence avec le gouverneur de New-York; il transmet une lettre qu'il a adressée à ce fonctionnaire. p. 12 Toronto, le 29 mars.

Annexes:—

(1) Adresse des habitants de Toronto (imprimé). Félicitations à Arthur. Expression de loyalisme. Certains griefs devraient être redressés et les punitions imposées à ceux qui sont impliqués dans la rébellion ne pas être trop sévères. p. 21

(2) Réponse d'Arthur à l'adresse précitée (imprimé). p. 22

(3) Arthur à W. L. Marcy, gouverneur de New-York, Toronto, le 29 mars 1838 (imprimé). Il a commencé à exercer ses fonctions d'administrateur du Haut-Canada; il est satisfait de l'adoption du bill de neutralité qui devrait empêcher de nouveaux troubles sur la frontière. p. 23

Arthur à Glenelg (N° 2). Il lui accuse réception des dépêches 1 à 26, des 21, 22, 23, 26, 28, 29 et 30 décembre 1837; des 20, 22, 24, 28 et 30 janvier 1838; des 6 à 10, 17, 19, 20 et 22 février 1838; ainsi Toronto, le 4 avril.

1838 que des deux dépêches distinctes des 28 décembre 1837 et 30 janvier 1838 respectivement, et de la dépêche personnelle et confidentielle du 4 avril 1838. p. 26

Toronto, le 9 avril. Arthur à Glenelg (N° 3). C'est avec plaisir qu'il a publié cette partie de la dépêche de Glenelg, N° 16, du 30 janvier, à la louange des services de MacNab et de la milice dans la répression de la rébellion. Conduite digne d'éloges de J. Powell, maintenant maire de Toronto, qui fut saisi par les rebelles. Il demande qu'un portrait de la Reine soit donné à Toronto comme marque d'appréciation royale. p. 28

Toronto, le 9 avril. Head à Glenelg (personnelle). Allusion à sa dépêche N° 3, du 9 avril. Le cadeau du portrait de la Reine, dans les circonstances, dépasserait en valeur l'envoi d'un régiment additionnel. p. 27

Toronto, le 14 avril. Arthur à Glenelg (N° 4). Il lui accuse réception de la dépêche du 30 janvier, qui renferme une autre dépêche du 6 janvier, adressée à sir John Colborne au sujet du soin qu'on devrait prendre dans l'imposition de la peine de mort aux rebelles. Contrairement à l'opinion exprimée dans cette dépêche, la rébellion dans le Haut-Canada a le même caractère politique que celle du Bas-Canada; le désir de piller fut secondaire. Opinions et délibérations du Conseil au sujet de la peine qui devrait être imposée; la décision de mettre à mort Samuel Lount et Peter Matthews; on a adhéré à cette décision en dépit des pétitions présentées en faveur des condamnés. En retardant le procès des personnes impliquées, on aura l'avantage d'obtenir des décisions plus pondérées. Difficultés légales. Il espère être dégagé de toute responsabilité pour dommage. Nature de la commission qui fut nommée pour enquêter et obtenir les dépositions des témoins; elle n'est pas chargé du procès des criminels; divers cas que ce corps doit étudier. La question des peines secondaires; sa propre opinion; la condamnation à mort ne devrait plus être nécessaire; il s'oppose à l'exil aux États-Unis. L'état des esprits dans le Haut-Canada. Le cas des citoyens du Haut-Canada pris les armes à la main; il espère recevoir les vues de Glenelg au sujet de ceux qui furent pris sur la goélette *Anne*. p. 30

Annexes:—

(1) Rapport du Conseil, Toronto, le 24 mars 1838 (imprimé). La dépêche distincte de Glenelg, du 30 janvier, est à l'étude, ainsi que la dépêche de Colborne, du 6 janvier, et les autres documents qui se rapportent au procès des prisonniers politiques. Ordre pour les procès qui sont nécessaires. p. 64

(2) Rapport du Conseil, Toronto, le 31 mars 1838 (imprimé). Opinions du juge en chef et du procureur général au sujet de l'exécution de S. Lount et de P. Matthews. p. 64A

(3) Note d'Arthur, du 31 mars 1838 (imprimé). Ses vues; il demande l'opinion du Conseil sur les prisonniers politiques. p. 65

(4) J. B. Robinson, juge en chef, au lieutenant-gouverneur, Toronto, le 29 mars 1838 (imprimé). Rapport sur la sentence prononcée contre Lount et Matthews. p. 66

1838

(5) Rapport du procureur général sur le cas de Lount et de Matthews, trouvés coupables de haute trahison, Toronto, le 2 avril 1838 (imprimé). p. 66

(6) Rapport du Conseil, Toronto, le 2 avril 1838 (imprimé). On persiste à croire que Lount et Matthews devraient subir la peine capitale. Ordres au sujet du procès de certaines autres personnes. p. 66A

(7) Rapport du Conseil, Toronto, le 3 avril 1838 (imprimé). La ligne de conduite qu'on devrait adopter en ce qui concerne le châtiment infligé à ceux qui ont pris part à la rébellion. p. 67

(8) Rapport du Conseil, le 3 avril 1838 (imprimé). Ce rapport renferme l'avis donné dans le rapport précédent. p. 67

(9) J. Joseph, secrétaire civil, au juge en chef, Hôtel du Gouvernement, le 4 avril 1838 (imprimé). Il demande l'opinion des juges sur le rapport du Conseil du 3 avril, concernant les peines imposées aux prisonniers politiques. p. 68

(10) Les juges à Arthur, Toronto, le 6 avril 1838 (imprimé). Il ne voit aucune objection légale au rapport du Conseil du 3 avril 1838. p. 68

(11) Extrait de la note du Conseil du 9 avril 1838 (imprimé). Les prisonniers politiques. (Transcription d'un paragraphe omis dans l'imprimé). p. 68A

Toronto, le 16 avril.

Arthur à Glenelg (N° 5). Au sujet de la dépêche de Glenelg, N° 11, du 30 décembre 1837, il déclare que des personnes respectables de la province sont d'avis que, vu l'importance de la situation de Ridout dans la région, on soulèverait l'opinion publique en poursuivant une enquête sur son cas. Il le met au courant d'une conversation qu'il a eue avec Ridout où ce dernier l'a renvoyé à l'archidiacre J. Strachan. Celui-ci croit que Head a eu raison de congédier Ridout de son poste de juge de district; mais ce dernier aurait dû pouvoir retenir sa commission honoraire de la milice. Il demande des instructions. p. 76

Annexe:—

Le vénérable John Strachan, archidiacre d'York, à Arthur, Toronto, le 17 avril 1838. p. 81

Toronto, le 23 avril.

Arthur à Glenelg (N ° 6). Au sujet de la dépêche N° 21, du 10 février. Il lui transmet l'acte de décès de George Heubach, conformément à la demande du comte Mandelsloh. (L'annexe manque). p. 82

Toronto, le 23 avril.

Arthur à Glenelg (N° 7). T. J. Sutherland a été condamné à la déportation aux colonies australiennes; de quelle manière devrait-on exécuter cette sentence. Constitution de la cour, difficultés légales et moyens à prendre pour obvier à ces difficultés. Il lui transmet des documents concernant ce cas. p. 83

Annexes:—

(1) Acte à l'effet de protéger le Haut-Canada contre des attaques étrangères, du 12 janvier 1838. p. 95

1838 (2) Loi de la milice pour la constitution du conseil de guerre. (Cette loi manque).

(3) Procès-verbaux du conseil de guerre chargé de juger les prisonniers politiques conformément à l'ordre du 12 mars 1838. p. 99

Appendices aux procès-verbaux précités:—

(i) Déposition des magistrats au sujet de la déclaration de T. J. Sutherland, Fort Malden, le 5 mars 1838. Lue et acceptée par Sutherland. p. 161

(ii) T. J. Sutherland, brigadier général de l'armée des patriotes, à R. VanRensselaer, commandant en chef de l'armée des patriotes, quartiers généraux de la 2e division, Bois Blanc, le 9 janvier 1838. On occupe Bois Blanc; il lui transmet copie des proclamations qu'il a lancées. (Les annexes manquent. Voir *Q. 402-2*, p. 219A). p. 164

Sutherland à Van Rensselaer, Bois Blanc, le 10 janvier 1838. Perte de la goélette. p. 168

(iii) Déclaration de Thomas Jefferson Sutherland; sa justification. Toronto, le 2 avril 1838. p. 173

(Les annexes 4 à 7 se trouvent dans la série *Q. 404-2*, p. 257).

(8) Remarques de J. B. Robinson, juge en chef, sur certaines lois qui furent adoptées à la dernière session par suite de l'insurrection. p. 88

Downing St., le 22 mai. Glenelg à Arthur (N° 70—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 1, du 29 mars. Il approuve l'exécution de S. Lount et de P. Matthews dont les rapports ont paru dans les journaux. Il espère qu'il ne sera plus nécessaire d'imposer la peine de mort. La situation à la frontière est satisfaisante ainsi que l'entente conclue avec le gouverneur de New-York. p. 24

Sans date. Liste de documents concernant le cas du prisonnier Sutherland. (Annexes à la dépêche précitée). p. 87

[Ministère des Colonies], le 25 mai. Lettres sans signature à l'avocat de la Reine (urgente—brouillon). L'auteur lui tranmet la dépêche d'Arthur, N° 7, du 23 avril, et demande que les légistes étudient cette dépêche et les documents qui y sont annexés, puis qu'ils fassent rapport sur les objections légales que pourrait comporter la sentence de mort prononcée contre Thomas Jefferson Sutherland. La légalité d'une sentence d'exil en Australie. p. 89

[Ministère des Colonies], le 25 mai. Lettre sans signature à l'avocat de la Reine (urgente—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la loi du Haut-Canada qui accorde un pardon conditionnel dans certains cas aux personnes coupables d'avoir pris part à la rébellion. Il demande un rapport conjoint des légistes à l'effet de déterminer si cet acte porte atteinte au droit royal de grâce ou s'il existe d'autres objections légales à sa mise en vigueur. p. 92

Annexe:—

La loi adoptée le 6 mars 1838. p. 73

Lettre sans signature à l'avocat de la Reine (urgente—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la loi du Haut-Canada à l'effet d'assurer une protection efficace contre les attaques étrangères, ainsi que les remarques du juge en chef à ce sujet. Il demande aux légistes de déterminer si cette loi est conforme à la loi internationale ou si elle est du ressort de la Législature provinciale. (Les annexes manquent. Voir *Q. 404-1*, pp. 88, 95). p. 93 **1838** [Ministère des Colonies], le 26 mai.

Glenelg à Arthur (N° 82—extrait). Il lui accuse réception de la dépêche N° 4, du 14 avril, et regrette la nécessité d'exécuter S. Lount et P. Matthews. On ne peut donner des instructions au sujet des autres prisonniers avant d'avoir reçu le rapport sur leur cas. Il espère qu'on n'imposera pas d'autres sentences de mort. p. 71 Downing St., le 30 mai.

Série Q. 404, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Suite des annexes à la dépêche d'Arthur à Glenelg (N° 7), du 23 avril 1838 (Voir *Q. 404-1*, p. 83):—

(4) Pétition de T. J. Sutherland, du 6 avril 1838. p. 257

(5) Rapport de C. A. Hagerman, procureur général, sur le cas de Sutherland. Le 7 avril 1838. p. 265

(6) Arthur au procureur général, Toronto, le 17 avril 1838. Il lui transmet le rapport du juge en chef sur le cas du Dr Edward A. Theller, ainsi qu'un extrait des minutes du Conseil, et demande son opinion sur le point légal que ces documents soulèvent. Vu l'importance de ce cas, il serait à propos d'obtenir l'opinion de Hagerman sur toute la question. (Les annexes manquent). p. 274

(7) Hagerman à Arthur, Toronto, le 13 avril 1838. Son opinion sur le cas de Sutherland. p. 275

Arthur à sir George Grey. Il demande deux copies des règlements. p. 282 Toronto, le 23 avril.

Arthur à Head (N° 8). Le mécontentement, ou le désir d'avoir des institutions républicaines, est beaucoup plus répandu qu'on ne le croit généralement; Aaron Vail, agent du président des États-Unis, lui a fait savoir qu'il se trouve à la frontière des milliers de personnes sans loi. L'état de la province a été porté à l'attention du Conseil; ce rapport sera envoyé avec les remarques d'Arthur; le Conseil n'a aucune confiance dans le Gouvernement ou les habitants des États-Unis. Les insurgés ont reçu de l'aide de personnes importantes des États-Unis. Il ne croit pas au danger d'une nouvelle attaque et il a communiqué avec Colborne à ce sujet. Il insiste pour qu'on mette le Haut-Canada en état de défense et qu'on sépare le commissariat et le génie de ceux du Bas-Canada. p. 282 Toronto, le 24 avril.

Arthur à Glenelg (N° 9). Le cas de E. A. Theller, irlandais de naissance mais qui se qualifie d'américain, condamné à mort. Le juge en chef doute de la validité de cette sentence, mais le Conseil Toronto, le 25 avril.

1838 exécutif et le solliciteur général la confirment. Il lui transmet les documents et demande une décision. p. 288

Annexes:—

(1) Rapport de J. B. Robinson, juge en chef, sur le procès de E. A. Theller, du 11 avril 1838. p. 295

(2) Note du Conseil exécutif, du 17 avril 1838. Le Conseil désire être renseigné sur la validité du principe de maintenir l'allégeance en dépit de la résidence étrangère ou de la naturalisation. Son opinion. p. 317

(3) Opinion de C. A. Hagerman, procureur général, Toronto, le 18 avril 1838. p. 322

(4) Rapport du Conseil, du 19 avril 1838. La culpabilité de Theller. p. 333

(5) J. B. Robinson, juge en chef, à Arthur. (Sans date). Il maintient son opinion au sujet du cas de Theller et propose de s'en référer au Gouvernement britannique. p. 336

(6) Note d'Arthur pour le Conseil exécutif, du 23 avril 1838. Il a décidé de soumettre le cas à la Reine. p. 346

(7) Le colonel John Prince à Arthur, Park Farm, Sandwich, le 14 avril 1838. Il lui transmet une lettre de W. L. Whiting, de Détroit, donnant des renseignements sur Theller. On devrait demander au gouverneur de l'Ohio l'extradition d'un homme du nom de Bradley qui fut le chef de l'expédition contre la Pointe Pelée. Bradley demeure à Sandusky et est le commandant d'un vaisseau à vapeur sur le lac Érié. p. 352

Sous-annexe:—

Whiting à [Prince], Détroit, le 14 avril 1838. La carrière de Theller. p. 348

(8) Pétition de Theller à la Reine, prison du district Home, le 16 avril 1838. p. 354

Toronto, le 27 avril. Arthur à Glenelg (N° 10). Il lui transmet la correspondance échangée avec le capitaine W. Sandom, au sujet du commandant de la flotille sur les lacs, et fait remarquer les difficultés que comporte le manque d'instructions au sujet de la nomination de cet officier ou de ses fonctions. La situation à la frontière et la possibilité d'une attaque. p. 361

Annexes:—

(1) Sandom à Arthur, Kingston, le 19 avril 1838. Il est arrivé au Haut-Canada pour prendre charge du commandement de la marine et il a établi sa résidence à Kingston où il préparera quelques vaisseaux en cas de danger. p. 365

(2) J. Joseph, secrétaire civil, à Sandom, Toronto, le 27 avril 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 19 avril; Arthur n'a pas reçu d'instructions au sujet de la nomination de Sandom. Il reconnaît la valeur d'une telle nomination, aussi les difficultés qu'elle comporte. Il soumettra la question au Gouvernement britannique. p. 366

1838 Toronto, le 1er mai.

Arthur à Glenelg (N° 11). Il lui accuse réception de la dépêche N° 41, du 14 mars. Il se méfie de l'attitude des États-Unis à l'égard des troubles à la frontière. Il craint le danger et compte sur l'arrivée des régiments qui tiendront garnison au Haut-Canada. Il transmet la correspondance avec H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, sur la question des Américains dans les prisons du Haut-Canada, au sujet desquels Aaron Vail fut envoyé au Haut-Canada par le président des États-Unis. Il lui transmet une autre lettre du capitaine Sandom avec la réponse. p. 369

Annexes:—

(1) Fox à Arthur, Washington, le 3 avril 1838 (imprimé). Il lui présente Aaron Vail et demande qu'on lui permette de voir ses compatriotes emprisonnés. p. 373

(2) Arthur à Fox, Toronto, le 25 avril 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 3 avril. On a assuré toute facilité à Vail qui a recommandé la clémence pour sept personnes. Les légistes de la Couronne soumettront un rapport. Il espère qu'on pourra traiter ces prisonniers avec indulgence. Éloge de Vail. p. 373

Une copie suit; elle renferme un autre paragraphe exprimant cette crainte: la visite de Vail pourrait créer l'impression parmi le peuple que les États-Unis sympathisent avec ceux qui ont violé les lois de la neutralité. p. 375

(3) Fox à Arthur, Washington, le 4 avril 1838 (confidentielle). Pourquoi il a donné à Aaron Vail une lettre d'introduction. L'importance d'obtenir un rapport impartial sur le traitement des prisonniers. Il est d'avis que les États-Unis ont fait preuve d'amitié en cette matière. p. 378

(4) [Arthur] à Fox (confidentielle), Toronto, le 28 avril 1838. Il lui accuse réception de la lettre confidentielle du 4 avril. Il partage l'opinion de Fox sur l'importance de mettre fin aux mensonges qui sont propagés au sujet du traitement des prisonniers. Il croit que les États-Unis encouragent encore des actes hostiles. Ses inquiétudes en ce qui concerne le lac Érié. La lettre qu'il a laissée au consul britannique et qui devra être transmise à Fox. Il lui transmet une note de Vail au sujet des citoyens américains qui sont emprisonnés dans le Haut-Canada et méritent considération. p. 382

Sous-annexe:—

Note de A. Vail, Toronto, le 25 avril 1838. p. 385

(5) Rapport de C. A. Hagerman, procureur général, sur les personnes mentionnées dans le rapport de Vail. Il recommande leur liberté. p. 387

(6) Le capitaine William Sandom, commandant de la flottille, à Arthur, du vaisseau de Sa Majesté *Niagara*, Kingston, le 26 avril 1838. Les devoirs qu'il a été appelé à remplir après avoir consulté Colborne. p. 388

(7) Joseph à Sandom, Toronto, le 1er mai 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 26 avril; la nécessité d'éviter toutes mesures qui pourraient provoquer l'antagonisme des États-Unis. Il propose l'achat de l'*Experiment* plutôt que la construction d'un vaisseau.

1838 Il y a un excellent chantier de construction de navires à Niagara et il recommande l'usage de ces facilités avant d'en établir de nouvelles. p. 390

Toronto, le 2 mai. Arthur à Glenelg (N° 12). Il lui accuse réception de la dépêche N° 29, du 27 février, qui renfermait une dépêche à Colborne au sujet du licenciement de la milice et du corps des volontaires. Il lui transmet une note du Conseil et des ordres généraux de la milice. Son désir d'effectuer une réduction et de retenir la seule partie de la milice qui doit servir jusqu'au 1er juin prochain. Il regrette de ne pouvoir donner un rapport plus favorable sur les craintes d'attaques à la frontière. L'arrivée des troupes pour le Haut-Canada devrait donner une bonne impression. Il a communiqué avec Colborne avant l'arrivée de la dépêche de Glenelg, mais vu l'état actuel des affaires, on a considéré prudent de ne pas effectuer une trop grande réduction. Il accordera toute l'attention possible aux recommandations de Colborne. p. 393

Annexes:—

(1) Note du Conseil, du 2 avril 1838. Arthur demande des conseils sur l'à-propos de réduire la milice. p. 398

(2) Ordre général militaire, Toronto, le 12 avril 1838. Éloge de la milice; les ordres seront donnés d'en licencier une partie. p. 401

(3) Ordre général de la milice, Toronto, le 14 avril 1838. On devrait licencier certains régiments et dispenser d'autres de certains devoirs. p. 402

Toronto, le 4 mai. Arthur à Glenelg (N° 13). Il lui accuse réception de la dépêche N° 44, du 17 mars, où sont désapprouvées toutes expressions de haine et de mépris à l'égard du Gouvernement des États-Unis. Head s'est exprimé ainsi dans un moment d'excitation. Il a toujours évité une telle politique. À son avis les autorités des États-Unis ont permis le soulèvement à la frontière, mais le général W. Scott et d'autres officiers employés par le Gouvernement fédéral ont agi de bonne foi. Il promet d'écrire sous peu et de donner un exposé de l'état de la province. p. 404

Arthur à Glenelg (N° 14). Allusion à sa dépêche N° 9, du 25 avril. La condamnation de E. A. Theller; ses deux principaux associés, S. B. Brophy et Walter Chase, sont Irlandais et ont été condamnés à quatorze ans de travaux forcés dans une colonie pénitentiaire. Il lui transmet le rapport de l'auditeur général au sujet des autres associés de Theller qui sont citoyens américains. Difficultés légales; demande d'instructions sur les meilleures méthodes à prendre pour y obvier. p. 410

Annexe:—

Rapport de l'auditeur général, du 1er mai 1838. Étude du problème; il recommande que ceux qui furent pris à bord du *Anne* soient détenus jusqu'à ce qu'on soit au courant du plaisir de Sa Majesté; il a donné au solliciteur général les instructions de juger pour meurtre ceux qui furent pris à la Pointe Pelée. p. 416

Toronto, le 5 mai. Arthur à Glenelg (confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 14 mars, au sujet des mesures sévères que

la Législature est censée avoir prises contre ceux qui furent impliqués dans la rébellion. La transcription des actes; il a demandé au procureur général de faire son rapport aussitôt que possible. Allusion aux remarques du juge en chef, transmises dans la dépêche N° 7, du 23 avril, et à sa déclaration qu'on usera de clémence. p. 407 1838

Arthur à Glenelg (N° 16). Il lui accuse réception de la dépêche N° 33, du 7 mars, renfermant copie de la correspondance échangée entre Head et la Législature au sujet de sa démission. Il désire savoir dans quelle mesure il peut user de sa propre discrétion dans la transmission des dépêches demandées par la Législature. p. 423 Toronto, le 5 mai.

Arthur à Glenelg (N° 15). Il lui accuse réception de la dépêche N° 35, du 8 mars, et lui transmet la déclaration de R. S. Jameson, vice-chancelier, au sujet de l'établissement de la cour de Chancellerie demandée par la Chambre des Communes. p. 421 Toronto, le 5 mai.

Annexe:—

La déclaration, Toronto, le 9 mai 1838. p. 422

Arthur à Glenelg (N° 17). Il lui transmet copie de la correspondance avec H. S. Fox au sujet de Francis Dawson, sujet britannique qui fut emprisonné à Lockport par les autorités des États-Unis sous l'accusation d'avoir pris part à l'attaque contre le *Caroline*. Dawson a été remis en liberté. p. 425 Toronto, le 11 mai.

Annexe:—

(1) Arthur à Fox, édifice du Gouvernement, le 18 avril 1838. Il lui transmet une déclaration au sujet de l'arrestation de Dawson. Il ne voit pas comment le cas du *Caroline* peut être réglé d'une manière satisfaisante, si les magistrats de la région continuent à créer de nouvelles difficultés. Dawson ne semble pas être inculpé. Lorsqu'un citoyen américain fut arrêté à Niagara sous l'accusation d'avoir donné des renseignements sur Dawson, Arthur a aussitôt donné l'ordre de le remettre en liberté. p. 428

Sous-annexe:—

Déclaration de Henry Haylock, Niagara, le 17 avril 1838. p. 432

(2) Arthur à Fox, Toronto, le 8 mai 1838. Il lui transmet la correspondance échangée avec l'honorable John Macaulay, qu'il avait envoyé à Lockport pour obtenir la libération de Dawson. Celui-ci a été remis en liberté. Il espère qu'on ne prendra plus d'autres mesures contre les sujets britanniques accusés d'avoir pris part à cette attaque qui fut l'objet de négociations entre les deux Gouvernements. p. 434

Sous-annexes:—

(i) J. Joseph à l'honorable John Macaulay, édifice du Gouvernement, le 4 mai 1838. Il lui transmet copie de la déclaration de Haylock ainsi que les instructions d'Arthur; Macaulay devra se rendre à Lockport pour obtenir la libération de Dawson, puis à Niagara pour enquêter sur le cas d'une homme nommé Zealand, commandant de goélette, qui est censé être détenu à Rochester. p. 436

1838 (ii) Macaulay à Joseph, Niagara, le 7 mai 1838. À son arrivée à Niagara, il a appris que Dawson avait été mis en liberté et était retourné dans le Haut-Canada. Son entrevue avec Dawson. p. 440

Toronto, le 11 mai. Arthur à Glenelg (N° 18). Il lui transmet copie de deux lettres où il est dit que Theller est venu d'Irlande lorsqu'il était jeune homme et que sa conduite depuis a été peu honorable. p. 443

Annexes:—

(1) Charles Mittleburger à Joseph, Montréal, le 5 mai 1838. p. 444

(2) Mittleburger à Joseph, Montréal, le 7 mai 1838. p. 445

Toronto, le 11 mai. Arthur à Glenelg (N° 19). Il lui transmet copie de la correspondance avec le capitaine W. Sandom et maintient qu'il aurait dû êtres mis au courant de la nomination; heureux résultat que cette nomination devrait produire. p. 452

Annexes:—

Toronto, le 12 mai. (1) Sandom à Joseph, Toronto, le 9 mai 1838. Ses instructions. Il lui transmet copie d'une lettre du capitaine T. L. Goldie, secrétaire militaire, renfermant les instructions de Colborne pour la défense navale. Un vaisseau sera bientôt prêt à faire le service sur le lac Érié, mais la question des armements est laissée à la disposition d'Arthur. p. 454

Sous-annexe:—

Goldie à Sandom, quartiers généraux, Montréal, le 4 mai 1838. p. 456

(2) Joseph à Sandom, Hôtel du Gouvernement, le 10 mai 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 9 mai. Pourquoi Arthur retire la recommandation faite dans sa lettre du 1er mai. Désir d'éviter toutes preuves d'hostilité envers les États-Unis. Circonstances qui imposent la plus stricte vigilance. p. 458

Toronto, le 16 mai. Arthur à Glenelg (N° 20). Il lui accuse réception de la dépêche N° 47, du 30 mars où l'on déclarait que le colonel Allan MacNab avait reçu le titre de chevalier et que la dépense occasionnée par ce mandat serait défrayée par la Trésorerie. MacNab en a reçu l'avis. p. 461

[Ministère des Colonies], le 24 mai. Lettre sans signature à l'avocat de la Reine (urgente—brouillon). L'auteur transmet la dépêche d'Arthur N° 9, du 25 avril, et demande l'opinion conjointe des légistes sur les objections que pourrait comporter la condamnation de Theller. p. 294

Mémoire:—

Le 30 mai. La nécessité de construire immédiatement des casernes à Toronto; fortifications de la ville et de la frontière; la population américaine; désertion. (Aucun renseignement n'accompagne ces titres). p. 463

Extrait d'une dépêche de Glenelg à Arthur (N° 87). Il lui accuse réception de la dépêche N° 8, du 24 avril. Nouveaux dangers à la frontière. Glenelg espère que l'arrivée de renforts ramènera la confiance. p. 287 — 1838 Downing St., le 1er juin.

Lettre sans signature à sir John Barrow, deuxième secrétaire de l'Amirauté (brouillon). L'auteur transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 10, du 27 avril, et demande que le capitaine Sandom, lorsqu'il se trouve dans les eaux du Haut-Canada, porte aux directions et aux propositions d'Arthur la même attention qu'à celles du commandant en chef lorsqu'il se trouve dans les eaux du Bas-Canada. p. 364 — [Ministère des Colonies], le 6 juin.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). Allusion à la lettre du 28 mai. L'auteur transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 12, du 2 mai, au sujet de la réduction de la milice dans le Haut-Canada. p. 397 — [Ministère des Colonies], le 19 juin.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire, bureau des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 17, du 11 mai. Glenelg ne croit pas à propos d'argumenter au sujet de l'arrestation de F. Dawson. p. 427 — [Ministère des Colonies], le 23 juin.

Série Q. 405

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Glenelg à Arthur (distincte). (Voir *Q. 404-1*, p. 70). — Downing St., le 6 janvier.

Copie de divers actes de la Législature du Haut-Canada adoptés au cours de la dernière session au sujet des personnes impliquées dans l'insurrection.

Chapitre I. Acte qui autorise l'arrestation et la détention de personnes soupçonnées de haute trahison, de non-révélation, de trahison et d'actes entachés de trahison. (Imprimé). p. 12 — Le 12 janvier.

Chapitre II. Acte qui pourvoit au procès plus efficace et impartial des personnes accusées de trahison et d'actes entachés de trahison commis dans cette province. (Imprimé). p. 12A — Le 12 janvier.

Chapitre III. Acte à l'effet de protéger les habitants de cette province contre les agressions de sujets de pays étrangers en paix avec Sa Majesté. (Imprimé). p. 13 — Le 12 janvier.

Chapitre IX. Acte qui pourvoit à une plus rapide mise hors la loi de personnes accusées de haute trahison qui se sont sauvées de cette province ou qui y sont demeurées cachées pour s'esquiver de la justice. (Imprimé). p. 13A — Le 6 mars.

Chapitre X. Acte qui permet au Gouvernement de cette province d'accorder un pardon conditionnel dans certains cas aux personnes impliquées dans l'insurrection. (Imprimé). p. 14 — Le 6 mars.

1838
Le 6 mars. Chapitre XI. Acte à l'effet d'empêcher l'entraînement illégal au maniement des armes ou la pratique des exercices militaires, et qui autorise les juges de paix à saisir les armes acquises et gardées pour fins nuisibles à la paix publique. (Imprimé). p. 14

Le 6 mars. Chapitre XII. Acte pour indemniser les personnes qui, depuis le 2 décembre 1837, ont aidé à arrêter, à emprisonner ou à détenir sous bonne garde les personnes soupçonnées de haute trahison ou d'actes entachés de trahison, et à supprimer les assemblées illégales, aussi pour d'autres fins y mentionnées. (Imprimé). p. 15

Le 6 mars. Chapitre XIII. Acte à l'effet d'autoriser la nomination de commissaires pour enquêter sur les réclamations de certains habitants de cette province par suite de pertes subies pendant la dernière rébellion. (Imprimé). p. 15A

Downing St., le 14 mars. Glenelg à Arthur. (Voir *Q. 404-1*, p. 70A).

Toronto, le 14 avril. Arthur à Glenelg (N° 4). (Voir *Q. 404-1*, p. 62).

Toronto, le 30 mai. Arthur à Glenelg (N° 22). Il fait allusion à sa dépêche N° 4, du 14 avril. L'exécution de Lount et de Matthews a eu un effet salutaire. Il ne sera pas nécessaire de mettre d'autres personnes à mort. Les circonstances qui ont accompagné de nombreuses arrestations et le travail du commissaire enquêteur que Head avait nommé dans le district Home. Le pouvoir du lieutenant-gouverneur d'accorder le pardon dans des cas de trahison devrait être plus étendu. Pourquoi il a renoncé à la confiscation dans certains cas. Il lui transmet les procès verbaux du Conseil au sujet des commissaires enquêteurs ainsi que le rapport des commissaires et d'autres documents concernant les prisonniers; diverses sentences imposées aux personnes qui appartiennent à différentes catégories. Il demande des instructions. p. 17

Annexe:—

Exposé général concernant les personnes accusées de haute trahison; leur sort. p. 40

Sous-annexes:—

(1) Rapport des commissaires enquêteurs pour le district Home au sujet des personnes impliquées dans la rébellion. Exposé de chaque cas. p. 50

(2) Décret du Conseil concernant les prisonniers mentionnés dans le rapport des commissaires enquêteurs du district Home, le 4 mai 1838. 56 personnes sont libérées. p. 86

(3) Un autre décret du Conseil du 5 mai 1838. Les sentences sont modifiées. p. 93

(4) Procès verbaux du Conseil au sujet des prisonniers condamnés à la déportation, 29 mai 1838, ainsi que le rapport de W. H. Draper, solliciteur général, sur la révolte à London et à l'extrémité ouest du district de Gore, 28 mai 1838. p. 100

(5) Rapports des juges sur les diverses causes qu'ils ont eu à décider:— 1838

(i) Rapport de J. B. Robinson, juge en chef, sur le cas respectif des personnes suivantes: John Anderson, Gilbert Fields Morden, John Montgomery et Edward Alexander Theller. Toronto, le 13 avril 1838. p. 188

(ii) Procès de John Montgomery. p. 190

(iii) Procès de Gilbert Fields Morden. p. 222

(iv) Rapport de Robinson sur le cas de Charles Durand, le 16 mai 1838. p. 231

Sous-annexes à l'annexe (iv):—

(A) [C. Durand] à l'éditeur de la *Constitution*. (Sans date.) Signée du pseudonyme John Hampden. (Cotée N° 1). p. 250

(B) Durand à [Mackenzie], Toronto, le 16 novembre 1838. Les affaires de l'agence. p. 260

(v) Rapport sur les condamnations pour haute trahison, à la session spéciale de la cour d'auditions et d'assises tenue à Hamilton le 8 mars et le 4 avril 1838; le 6 avril 1838. Signé J. B. Macaulay. p. 262

(vi) Rapport sur le procès de John Moore. p. 274

(vii) Rapport sur le procès d'Ebenezer Wilcox et d'Enoch Moore. p. 288

(viii) Rapport sur le procès d'Isaac Moore et de Harvey Bryant. p. 301

(6) Décrets du Conseil:—

(i) Décret du 9 avril. (Voir *Q. 404-1*, p. 68A).

(ii) Décret du 23 avril, accordant un sursis de la peine de mort aux personnes suivantes: J. Montgomery, John Anderson, Gilbert Fields Morden et E. A. Theller. On devrait laisser savoir à Theller qu'aucune recommandation de clémence ne peut être envoyée. p. 313

(iii) Décret du 19 mai accordant un sursis dans les cas d'Enoch Moore, de John Moore et de Harvey Bryant. p. 315

(7) Décret du Conseil, le 21 mai 1838. Ordres de commutation de punition dans certains cas. p. 316

(8) Rapport du solliciteur général sur les pétitions des prisonniers du district de Gore, le 16 mai 1838, et du district de London, le 18 mai 1838. p. 320

(9) Décret du Conseil, du 21 mai 1838. On recommande le pardon dans certains cas et l'omission de la confiscation dans onze cas. p. 341

Décret du Conseil, du 21 mai 1838. On recommande le pardon pour certaines personnes et l'omission de la peine de confiscation dans vingt et un cas. p. 346

1838 (10) Décret du Conseil, du 21 mai 1838. Commutation de la sentence dans le cas des prisonniers des districts de Gore et de London qui ont présenté une pétition. p. 350

(11) Adresses à Arthur avec les réponses:—

(i) De Toronto. (Voir *Q. 404-1*, p. 21). p. 131

(ii) Du conseil municipal, Toronto, le 29 mars 1838. p. 132

(iii) Réponse. p. 134

(iv) Des habitants de Brantford. p. 137

(v) Réponse. p. 140

(vi) Des magistrats, propriétaires et habitants de Brantford. p. 142

(vii) Réponse. p. 144

(viii) Des habitants de Flamboro ouest et des cantons environnants. p. 146

(ix) Réponse. p. 148

(x) Des ministres et des doyens du presbytère de Toronto. p. 151

(xi) Réponse. p. 154

(xii) Des ministres de la *Congregational Association*, Brantford, le 27 mars 1838. p. 156

(xiii) Réponse à cette adresse, du 6 avril 1838. p. 160

(xiv) Des habitants d'Ancaster. p. 161

(xv) Réponse, du 4 mai 1838. p. 162

(xvi) De Hastings, le 27 avril 1838. p. 163

(xvii) Réponse. p. 165

(xviii) Des habitants loyaux de Hastings. p. 167

(xix) Réponse. p. 173

(xx) Des personnes récemment libérées de prison. p. 176

(xxi) Réponse. p. 179

(xxii) Des femmes et parents des personnes libérées de prison. p. 182

(xxiii) Réponse. p. 184

(xxiv) Proclamation d'Arthur: des pardons ont été accordés; il demande aux sujets loyaux de faire tout en leur pouvoir pour apaiser les esprits, le 14 mai 1838. p. 185

Le 30 mai. Liste des annexes à la dépêche de sir George Arthur, N° 22. p. 48

Downing St., le 12 juin. Glenelg à Arthur (N° 111—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 22, du 7 juin; il se réjouit de ce que le nombre des personnes sous le coup de sentences a été considérablement réduit. Il attire l'attention sur les dispositions spéciales de la commission

du comte de Durham au sujet de la prérogative du pardon; Arthur doit agir en vertu de cette commission dans le Haut-Canada et il devrait consulter Durham afin d'adopter une méthode uniforme dans les deux provinces. Il partage l'opinion d'Arthur au sujet de l'exil et approuve la distinction faite entre les délits politiques et les délits criminels. Il lui donne l'autorisation de commuer la peine de déportation, d'exil ou de peines plus légères, sur réception de renseignements qui ne seraient pas connus du Conseil exécutif ou des cours. Remerciements au Conseil pour la diligence et la bonne disposition d'esprit dont les membres ont fait preuve en réglant ces cas. Durham devra être mis en possession de la correspondance. p. 39 1838

Série Q. 406, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Renseignements sur les "Hunter's Lodges". p. 18 Sans date.

Arthur à Glenelg (N° 23). Il le renvoie aux dépêches N°s 10-12, des 25 avril, 1er et 2 mai 1838, et il lui fournit de nouveaux renseignements sur les allées et venues à la frontière. L'incendie du *Sir Robert Peel;* il lui transmet une documentation sur cet incident. Il a communiqué avec Colborne; il espère que cet officier pourra envoyer des renforts dans le Haut-Canada. p. 3 Toronto, le 1er juin.

Annexes:—

(1) Déclaration du lieutenant John S. Macdonald, le 13 mai 1838. p. 20

(2) Proclamation, le 31 mai 1838. Défense d'user de représailles envers les citoyens des États-Unis qui se rendent coupables d'agression. p. 25

(3) Déclaration de R. Bullock, capitaine du *Neptune* et passager à bord du *Sir Robert Peel*, le 31 mai 1838. p. 29

(4) Déclaration de T. Reardon, le 31 mai 1838. p. 30

(5) Arthur à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, Toronto, le 22 mai 1838. Il constate avec regret que les hostilités se continuent à la frontière. Nécessité de faire là-dessus des représentations aux autorités américaines. p. 12

Arthur à Glenelg (N° 24). En raison de la situation à la frontière, il a ordonné que E. A. Theller, T. J. Sutherland et d'autres citoyens américains, soient mis à bord du *Anne* et transportés dans le Bas-Canada. Il lui transmet copie de la communication qui a été adressée là-dessus à sir John Colborne. p. 37 Toronto, le 1er juin.

Annexe:—

Arthur au lieutenant général sir John Colborne, commandant des troupes, Toronto, le 1er juin 1838. p. 38

1838 Sous-annexe:—

Décision du Conseil à l'effet de transférer les prisonniers dans le Bas-Canada, le 31 mai 1838. p. 40

Toronto, le 4 juin. Arthur à Glenelg (N° 25). Il lui accuse réception de la dépêche N° 32, du 4 mars 1838, et il lui transmet copie de la communication du lieutenant-colonel Walter O'Hara. Il ne veut pas porter un jugement sur O'Hara; mais Head a pu croire que cet officier n'avait pas les qualités requises pour occuper le poste de chef d'état-major. On a fait savoir à Arthur que telle était bien l'opinion de Colborne. p. 42

Annexe:—

O'Hara, sous-chef d'état-major, à Glenelg, Toronto, le 13 janvier 1838. Il se plaint de Head qui a essayé d'abolir son poste et qui l'a empêché de devenir chef d'état-major. p. 44

Sous-annexes:—

(i) H. Taylor, secrétaire du Grand Quartier général, à O'Hara, le 29 juin 1821. Les lettres de créance de ce dernier ont été déposées dans les bureaux du Grand Quartier général. p. 50

(ii) Sir Archibald Campbell à O'Hara, Londres, le 10 avril 1821. Éloge d'O'Hara. p. 51

(iii) Le major général R. Blunt à O'Hara, Brighton, le 16 mai 1821. Éloge d'O'Hara. p. 52

(iv) B. O'Toole, autrefois colonel au service du Portugal, à O'Hara, Wexford, le 19 mai 1821. Il souligne l'importance des services rendus par O'Hara, alors que ce dernier était sous ses ordres. p. 53

(v) Lord Fitzroy Somerset, [secrétaire militaire], à O'Hara, le 14 mars 1814. Il lui transmet une pièce concernant O'Hara. (L'annexe manque). p. 55

(vi) Henry Torrens à l'archevêque de Tuan, bureau du Grand Quartier général, le 27 mars 1822. Le nom d'O'Hara sera soumis au commandant en chef s'il est question d'ajouter des majors de brigade aux effectifs irlandais. p. 56

(vii) J. Joseph, secrétaire civil, à O'Hara, le 4 décembre 1837. Le colonel James Fitzgibbon a été nommé chef d'état-major, mais cette nomination ne saurait porter atteinte à la réputation d'O'Hara. p. 57

Toronto, le 5 juin. Arthur à Glenelg (personnelle). Il lui accuse réception de la circulaire à laquelle était annexée copie de la dépêche de Glenelg, du 3 avril, à Durham. Il rappelle sa conversation avant d'accepter le poste de lieutenant-gouverneur: on lui donna l'assurance que l'on n'accroîtrait pas les pouvoirs du gouverneur en chef d'intervenir dans les affaires locales ou d'assumer l'administration du Haut-Canada. Ses sentiments là-dessus. Il promet de collaborer avec lord Durham, mais il souligne l'importance de maintenir sa propre autorité et son influence. p. 58

Arthur à Glenelg (N° 26). Il le renvoie à ses dépêches N°s 4 et 22, du 14 avril et du 30 mai, et il lui donne de nouveaux renseignements sur le procès des prisonniers politiques et les sentences prononcées. Commentaires; le pardon des traîtres. p. 69 1838 Toronto, le 7 juin.

Arthur à Glenelg (N° 27). Il le renvoie à sa dépêche N° 23, du 1er juin. Les coups de canons tirés sur le *Telegraph*, vaisseau américain; la déclaration des autorités américaines et l'ordre général qui fut émis en cette occasion. L'aide que le peuple américain apporte aux rebelles et l'insuccès des tentatives faites jusqu'ici pour neutraliser cette action. L'échec d'une expédition de brigands; les mesures prises par les autorités américaines contre W. Johnson et D. McLeod qui se livraient à des actes de brigandage. p. 85 Toronto, le 9 juin.

Annexes:—

(1) Déclaration au sujet de l'attaque livrée contre le *Telegraph*, le 2 juin 1838 (imprimé). p. 86

(2) Ordre général de la milice, du 4 juin 1838 (imprimé). p. 86

Arthur à Glenelg (personnelle et confidentielle). Il lui accuse réception de la note du 7 mai; il a transmis le colis adressé au révérend E. Ryerson. Ryerson épouse la cause de M. S. Bidwell; commentaires sur cette question. Ryerson n'a pas dit toute la vérité au sujet des relations entre Head et Bidwell. Arthur a rencontré Bidwell à Albany; ce dernier lui a alors déclaré que Head l'avait traité avec générosité. A son sentiment, W. L. Mackenzie est seulement l'instrument de J. Rolph et de Bidwell. Ryerson est un agitateur qui s'intéresse à l'académie de Cobourg; mais il veut surtout se venger de Head. L'adoption des recommandations de Ryerson au sujet de Bidwell suscitera probablement des difficultés. Cette lettre était en retard parce qu'il a dû attendre l'accusé de réception de Ryerson; entre-temps la lettre officielle de Glenelg est arrivée. On ne prendra aucune mesure avant que Glenelg ait eu l'occasion d'étudier de nouveau la question. Ryerson a provoqué un violent débat dans les journaux. p. 87 Toronto, le 15 juin.

Arthur à Glenelg (N° 28—imprimé). Colborne lui a rendu visite; tous deux sont d'accord sur les mesures à prendre pour défendre la province. La situation à la frontière. Il lui transmet une documentation sur l'expédition à la Pointe Pelée et la capture du *Anne*. On n'a pas obtenu d'autres nouvelles sur Johnson et sa bande; toutefois on a doublé le nombre des gardes de nuit au pénitencier. p. 99 Toronto, le 19 juin.

Annexes:—

(1) Résolutions adoptées par les habitants du district Western, lors d'une réunion tenue à Sandwich le 9 juin 1838 (imprimé). Le traitement que subissent les habitants du district et la méthode employée pour juger les prisonniers. p. 100

(2) Requête des magistrats de Sandwich et d'Amherstburg, le 14 juin 1838 (imprimé). p. 101

(3) John Macaulay, secrétaire civil, aux magistrats du district Western, le 19 juin 1838 (imprimé). Il accuse réception de la requête et des résolutions adoptées à Sandwich. Il déplore la situation peu

1838 sure des habitants. Colborne prend toutes les mesures nécessaires pour parer à toute éventualité; il leur transmet copie du rapport du procureur général sur les prisonniers placés à bord du *Anne*. p. 101A

Sous-annexe:—

Le rapport, le 7 juin 1838 (imprimé). p. 101A

Toronto, le 25 juin. Arthur à Glenelg. L'établissement d'imprimeries aux États-Unis et l'effervescence politique. Il lui transmet des extraits de la *Gazette* de Mackenzie ainsi que des communications des autorités postales sur les moyens à prendre pour empêcher la circulation de ces textes dans le Haut-Canada. p. 107

Annexes:—

(1) Les extraits de la *Gazette* de Mackenzie, le 26 mai 1838. p. 110

(2) Les extraits de la *Gazette* de Mackenzie, le 9 juin 1838. p. 186

(3) Les extraits de la *Gazette* de Mackenzie, le 16 juin 1838. (La suite dans *Q. 406-2*). p. 270

[Ministère des Colonies], le 9 juillet. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie des dépêches de Durham et d'Arthur au sujet de la destruction du *Sir Robert Peel;* les mesures prises pour obtenir réparation. Il attire l'attention sur la partie de la dépêche d'Arthur, N° 23, du 1er juin, ayant trait aux préparatifs pour une nouvelle invasion du Haut-Canada. p. 76

Downing St., le 18 juillet. Glenelg à Arthur. Il lui accuse réception des dépêches N°s 23 et 27, des 1er et 9 juin. La copie des dépêches d'Arthur et de Durham au sujet de l'incendie du *Sir Robert Peel* fut transmise au vicomte Palmerston. Il approuve les mesures prises en l'occurrence ainsi que dans l'affaire du *Telegraph*. Il échange une correspondance avec Durham au sujet des troupes qui devront être cantonnées au Canada. p. 10

Downing St., le 31 juillet. Glenelg à Arthur (N° 122—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 28, du 19 juin, et approuve la réponse faite à la requête des habitants de Sandwich et d'Amherstburg. Par suite de la correspondance échangée avec Durham et Fox, le Gouvernement est convaincu que les États-Unis ont pris des mesures pour parer à l'invasion du Canada. p. 103

Série Q. 406, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Suite des pièces annexées à la dépêche d'Arthur à Glenelg, N° 29, du 25 juin 1838. (Voir *Q. 406-1*, p. 107). p. 316

(4) J. Joseph, secrétaire civil, à T. A. Stayner, adjoint du directeur général de l'administration des Postes, Toronto, le 30 mai 1838. Il lui transmet copie d'une lettre de l'inspecteur des bureaux de poste du Haut-Canada; les instructions requises. p. 361

Sous-annexe:— 1838

Joseph à J. Stayner, Toronto, le 28 mai 1838. Il lui transmet la correspondance échangée avec le procureur général au sujet des publications séditieuses; les instructions requises. L'adjoint du directeur général de l'administration des Postes sera notifié à ce sujet. p. 362

Annexes à la sous-annexe:—

(a) Joseph à C. A. Hagerman, procureur général, Toronto, le 21 mai 1838. Demande de renseignements sur la diffusion de textes séditieux par le courrier. p. 363

(b) Rapport du procureur général, le 22 mai 1838. Il croit que l'administration des Postes peut prohiber le transport de publications séditieuses par le courrier. p. 364

(5) Stayner à Joseph, Administration générale des Postes, Québec, le 7 juin 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 30 mai. Avant d'avoir reçu cette lettre, on avait donné l'ordre de prohiber la circulation de la *Gazette* de Mackenzie dans le Bas-Canada. Cet ordre a aussi été communiqué aux fonctionnaires des bureaux qui se trouvent sur la frontière du Haut-Canada. p. 365

Glenelg à Arthur (N° 20—imprimé). Il le renvoie à une correspondance qui a été échangée à une date antérieure au sujet de la création de bénéfices dans le Haut-Canada. Il lui transmet copie d'un autre rapport des légistes confirmant la validité de ces fondations. L'opposition de l'Église d'Écosse; il aimerait obtenir de nouveaux renseignements des légistes sur tout point au sujet duquel cette Église pourrait susciter une controverse; mais serait-il possible de découvrir un pareil point? p. 538 Downing St., le 9 janvier.

Annexes:—

(1) Glenelg à l'avocat de la Reine, Downing St., le 19 décembre 1837 (imprimé). Il lui transmet une documentation sur les bénéfices et désire connaître son opinion. Il lui pose quatre questions précises sur ce sujet. (Une lettre semblable a été adressée au procureur général et au solliciteur général). p. 538A

Sous-annexes:—

(i) Extrait d'une dépêche du vicomte Goderich, secrétaire d'État, au lieutenant général sir John Colborne, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, N° 55, Downing St., le 21 novembre 1831 (imprimé). p. 539

(ii) Goderich à Colborne, N° 56, Downing St., le 21 novembre 1831 (imprimé). p. 539A

(iii) Brouillon d'un message de la Législature du Haut-Canada, muni de la signature de Goderich (imprimé). p. 539A

(iv) Brouillon d'un projet de loi qui sera déposé à la Législature (imprimé). p. 541

(v) Goderich à Colborne, Downing St., le 5 avril 1832 (confidentielle—imprimé). p. 542

1838

(vi) Ordre de préparer les lettres patentes du comte de Gosford qui devient capitaine général et gouverneur en chef (imprimé). p. 543

(2) Les légistes à Glenelg, collège des docteurs en droit civil, le 24 janvier 1838 (imprimé). Ils lui accusent réception de la lettre du 19 décembre 1837: la légalité de l'établissement des cures; réponse aux questions posées. p. 545

Toronto, le 26 juin.

Arthur à Glenelg (N° 30). Il lui transmet une communication de J. B. Robinson, juge en chef, sur la difficulté que souligne la dépêche de Glenelg, N° 49, du 14 juin 1838, au sujet de la loi du Haut-Canada, 7 Guillaume IV, ch. 7: la déportation et l'exil. p. 366

Annexe:—

Robinson à Joseph, Toronto, le 14 juin 1838. Pourquoi on a renoncé à la déportation dans le Haut-Canada; aplanissement de cette difficulté; ce qu'il pense de la loi; il ne voit aucune lacune dans cette loi et il est convaincu que la Législature en fera disparaître tout article répréhensible qu'on pourrait peut-être découvrir en serrant le texte de près. p. 368

Toronto, le 26 juin.

Arthur à Glenelg (N° 31). Il lui accuse réception de la dépêche N° 57, du 14 avril. Il n'a rien négligé pour apaiser les esprits montés par les paroles de Head, au sujet de l'attitude hostile des autorités américaines. p. 371

Toronto, le 30 juin.

Arthur à Glenelg (N° 32). L'échec d'un mouvement révolutionnaire sur la frontière du Niagara. p. 373

Annexe:—

Arthur à Durham, Toronto, le 27 juin 1838 (N° 5—imprimé). L'échec du mouvement révolutionnaire à la frontière du Niagara. p. 382

Sous-annexes:—

(i) La proclamation, le 22 juin 1838 (imprimé). Défense de mettre pied sur les rives du Niagara à moins d'être muni d'un passeport. p. 379

(ii) Proclamation du 23 juin 1838 (imprimé). Récompense offerte pour la capture de Morrow. p. 379A

(iii) La proclamation de James Morrow, Fort George, le 7 juin 1838 (imprimé). Il demande aux Canadiens d'aider les patriotes; menaces à tous ceux qui entraveront cette cause. p. 379A

(iv) Loi provinciale à l'effet de mettre en jugement les sujets non naturalisés qui envahissent la province. (Sans transcription. Voir *Q. 405*, p. 13).

(v) Opinion des légistes britanniques de la Couronne sur le cas de E. A. Theller. (Sans transcription. Voir *Q. 411-1*, p. 92).

(vi) Rapport de J. B. Robinson, juge en chef, Toronto, le 28 juin 1838. Il prétend que les citoyens des États-Unis ne peuvent être accusés de haute trahison. p. 407

(vii) Rapport de C. A. Hagerman, procureur général, et de W. H. Draper, solliciteur général, Toronto, le 29 juin 1838. Ils partagent l'opinion de Robinson. p. 412 1838

(viii) Le lieutenant J. Magrath, des *Queen's Lancers*, au colonel H. D. T. Townshend, Battle-ground Inn, le 21 juin 1838 (imprimé). La part qu'il a prise à une bataille livrée aux rebelles. p. 380

Arthur à Glenelg (N° 33). Des hommes de l'Ohio et du Michigan ont envahi le district Western. p. 417 Toronto, le 1er juillet.

Annexes:—

(1) L'honorable colonel J. Maitland au colonel C. L. L. Foster, sous-chef d'état-major, Londres, le 30 juin 1838. Il lui transmet des notes des lieutenants J. Grogan, J. Forsyth et A. D. Ward, sur l'invasion. p. 421

Sous-annexes:—

(i) Le lieutenant J. Grogan à Maitland, Alexander Ward's Tavern, à 39 milles de London. p. 425

(ii) Le lieutenant T. Forsyth à Maitland, Delaware. p. 424

(iii) Le lieutenant A. D. Ward, Mosa, le 29 juin 1838. p. 423

(2) Maitland à Foster, London, le 29 juin 1838. La capture et la fuite du prisonnier Wilson; l'arrivée de citoyens américains à bord du *Macomb*. p. 426

(3) Maitland à Foster, London, le 29 juin 1838. Il lui transmet une lettre du colonel T. Talbot, où ce dernier souligne l'insuffisance des effectifs dans le district de London. Nécessité d'obtenir des renforts. Il lui transmet une lettre des magistrats de West Oxford: difficulté d'en venir à une entente au sujet de la milice. (Les annexes manquent). p. 430

(4) Duncan McGregor, juge de paix pour le district Western, à Maitland, Chatham, le 28 juin 1838. Il lui transmet deux lettres attestant l'arrivée des rebelles; on affirme qu'ils se rendront à Windsor. p. 432

Sous-annexes:—

(i) Le capitaine Hector McDougald, de la milice *1st West Kent*, à McGregor, Down Mills, le 27 juin 1838. Les rebelles ont fait une descente; les miliciens se préparent à les recevoir. Il demande de la poudre, des balles et de la pierre à fusil. p. 433

(ii) Hugh McCallam à McGregor, Wallaceburgh, le 27 juin 1838. Les rebelles ont fait une descente; il demande de l'aide. p. 434

(5) McGregor et James Read, juges de paix du district Western, à Maitland. Les rebelles ont fait une descente; l'effervescence des esprits; pénurie d'armes et de munitions. p. 435

(6) Déclaration de l'enseigne Thaddeus Patrick, le 30 juin 1838. Renseignements au sujet de l'invasion. p. 437

1838 (7) Déclaration de James Barnett, le 29 juin 1838. Renseignements sur les projets des patriotes. p. 440

(8) Contre-interrogatoire de Barnett, président du Conseil exécutif. p. 443

Toronto, le 2 juillet. Arthur à Glenelg (confidentielle). Il lui transmet une liste où figurent les noms de 26 personnes et lui demande de les nommer membres du Conseil législatif. (L'annexe manque). p. 446

Toronto, le 3 juillet. Arthur à Glenelg (N° 34). Il lui accuse réception de la dépêche N° 81 et lui transmet un rapport du Conseil exécutif: inopportunité d'étudier de nouveau le cas de James Howard, destitué de ses fonctions de maître de poste à Toronto. p. 450

Annexe:—

Le rapport, le 27 juin 1838. p.453

Toronto, le 9 juillet. Arthur à Glenelg (N° 35—double). Il lui transmet copie des lois adoptées au cours de la session du Parlement ainsi que le rapport du procureur général sur ce sujet. p. 458

Annexe:—

Le rapport de C. A. Hagerman, procureur général, sur 62 lois, le 17 juin 1838. p. 462

Toronto, le 9 juillet. Arthur à Glenelg (N° 36). Il propose de transmettre régulièrement au Haut-Canada la copie des lois impériales et des traités conclus avec les puissances étrangères, intéressant la colonie. p. 499

Toronto, le 9 juillet. Arthur à Glenelg (distincte). Il lui transmet copie d'une dépêche à Durham qui se rend dans le Haut-Canada. On a tenté de l'indisposer contre le plus puissant parti de la province. Il considère que la lettre de Buchanan est diffamatoire. p. 501

Annexe:—

Arthur à Durham (distincte), le 9 juillet 1838. Renseignements sur les hommes et partis dans le Haut-Canada; les faux renseignements donnés par J. Buchanan. p. 502

Toronto, le 10 juillet. Arthur à Glenelg (N° 37). De nouveaux renseignements sur l'invasion de la partie ouest du Haut-Canada. Les magistrats avaient interdit tout rapport avec les habitants de la côte américaine sauf en certains cas bien spéciaux. Une pareille ligne de conduite ne pouvait être approuvée. Pourquoi la confiance renaît. p. 510

Annexes:—

(1) Le capitaine H. Reid, 32e régiment, au brigadier général H. Brady, de l'armée américaine, Amherstburg, le 30 juin 1838 (imprimé). Il le remercie des renseignements obtenus sur les allées et venues des patriotes. Le pillage du magasin de Govin; les sujets britanniques n'ont pas cherché à se venger parce qu'ils ont eu la promesse d'obtenir justice. Il entend bien maintenir l'ordre et espère que les autorités du Michigan ne négligeront rien pour obtenir ce résultat. p. 518

(2) Brady à Reid, quartier général, Détroit, le 2 juillet 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 30 juin. Un ou deux américains faisaient partie de la bande qui a pillé le magasin de Govin. Les autorités américaines n'ont pas failli à leur devoir. Des mesures sont prises pour prévenir de nouveaux désordres. p. 519 1838

(3) Extrait d'une lettre du colonel John Prince à John Macaulay, secrétaire civil, Sandwich, le 3 juillet 1838 (imprimé). Il lui transmet copie d'une proclamation des magistrats du district Western rendant plus difficiles les relations avec les États-Unis. (Voir p. 523). p. 519A

(4) Proclamation des magistrats, le 2 juillet 1838 (imprimé). p. 519A

(5) Macaulay à Prince, Toronto, le 9 juillet 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 3 juillet; la proclamation outrepasse les pouvoirs des autorités locales. Le zèle et l'activité déployés lui font plaisir. p. 519A

Arthur à Glenelg (N° 38). Il lui transmet la copie imprimée des lois adoptées au cours de la dernière session de la Législature provinciale. (L'annexe manque). p. 527 Toronto, le 10 juillet.

Arthur à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches 27 à 88, du 25 février au 1er juin 1838, des dépêches confidentielles du 14 mars et du 9 mai, des dépêches distinctes du 25 avril et du 5 mai ainsi que d'une circulaire du 14 mars. p. 528 Toronto, le 12 juillet.

Arthur à Glenelg (distincte). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 9 mai. Il attache une grande importance au mémoire du Ministère des Affaires étrangères annexé à la dépêche: les autorités américaines ont poursuivi des ennemis ou de prétendus criminels en territoire neutre. p. 530 Toronto, le 12 juillet.

Arthur à Glenelg (confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 14 mars. Lui aussi croit qu'il était opportun de s'abstenir de commentaires sur la conduite du colonel A. MacNab et du capitaine A. Drew dans l'affaire du *Caroline*. Cette opinion a été communiquée officieusement à ces officiers de même que l'opinion des légistes annexée à la dépêche de Glenelg du 22 février 1838. p. 532 Toronto, le 15 juillet.

Arthur à Glenelg (N° 40—imprimé). Il est heureux de constater qu'Aaron Vail a laissé savoir au Gouvernement des États-Unis que les citoyens américains détenus dans les prisons du Haut-Canada recevraient un excellent traitement. Éloges adressés à Vail. p. 535 Toronto, le 15 juillet.

Arthur à Glenelg (N° 41—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche de Glenelg, N° 20, du 9 février 1838, et il lui transmet copie d'une communication adressée à l'Église d'Écosse à propos de la décision des légistes auxquels avait été soumise la question de la légalité des cures établies par Colborne. p. 545A Toronto, le 18 juillet.

Annexe:—

J. Macaulay, secrétaire civil, au révérend Arthur Gale, président du synode du Canada, Toronto, le 2 juillet 1838 (imprimé). p. 545A

1838

Toronto, le 18 juillet.

Head à Glenelg (personnelle). Il lui accuse réception de la dépêche personnelle du 29 mai, et il le renvoie à sa dépêche N° 34, du 3 juillet, au sujet de James Howard. p. 548

Toronto, le 23 juillet.

Arthur à Glenelg (N° 5—confidentielle). La dépêche confidentielle du 2 juillet. La liste des personnes dont il recommande la nomination au Conseil législatif était défectueuse; il lui transmet une nouvelle liste à laquelle on a ajouté le nom de Robert Neilson. p. 549

Annexe:—

La nouvelle liste. p. 552

Toronto, le 25 juillet.

Arthur à Glenelg (N° 42—imprimé). Il lui transmet une requête du synode uni de l'Église presbytérienne du Haut-Canada, qui désire obtenir une partie des fonds provenant des réserves du clergé ainsi qu'une augmentation de la gratification que la Reine accorde aux ministres de cette Église; excellence du travail qu'elle accomplit. p. 559

Annexe:—

La pétition, 1er mai 1838 (imprimé). p. 560

Toronto, le 27 juillet.

Arthur à Glenelg (N° 43—imprimé). Il le renvoie à la dépêche N° 5, du 27 juin, adressée à lord Durham au sujet de l'invasion de la frontière du Niagara. Il lui transmet un rapport sur le cas de J. Morrow condamné à mort; ses complices subiront bientôt leur procès. p. 564

Annexes:—

(1) Jonas Jones, juge, à John Macaulay, Toronto, le 23 juillet 1838 (imprimé). Le cas de Morrow. p. 564

Et Jones à Macaulay, Toronto, le 25 juillet 1838 (imprimé). Les témoignages lors du procès de Morrow. p. 564

Sous-annexe:—

La reine *vs.* James Morrow. p. 565

(2) W. H. Draper, solliciteur général, à Macaulay, Toronto, le 25 juillet 1838 (imprimé). Le coup de main de Morrow. p. 566A

(3) Draper à [Macaulay], Toronto, le 22 juillet 1838 (imprimé). A propos des prisonniers. p. 567A

(4) Rapport du Conseil exécutif qui approuve la sentence prononcée contre J. Morrow. p. 568

Toronto, le 28 juillet.

Arthur à Glenelg (N° 44). Il lui accuse réception des dépêches N°s 88 et 92, des 1er et 6 juin, au sujet des personnes capturées à bord de l'*Anne* et à l'île de la Pointe Pelée. Le procès de ces prisonniers et les objections des légistes britanniques; le rapport du procureur général et du solliciteur général sur cette question. p. 575

Annexe:—

Rapport du procureur général et du solliciteur général, sur l'opinion émise par les légistes britanniques le 31 mai 1838 au sujet des prisonniers, 27 juillet 1838. p. 579

Arthur à Glenelg (N° 45). Il lui transmet la requête de R. Davergne qui veut toujours la faire parvenir à destination, nonobstant le jugement rendu dans la cause de Daniel Davergne. La dépêche de Glenelg, N° 31, du 1er mars 1836, attestait ce jugement et un extrait de cette dépêche fut montré à Davergne. p. 582 **1838** Toronto, le 31 juillet.

Annexes:—

(1) La requête de Daniel Davergne qui désire obtenir les titres de ses terres. p. 584

(2 et 3) Le Lieutenant Z. Mudge, secrétaire civil, à D. Davergne, le 7 décembre 1829 et le 7 juin 1831. (Sans transcription. Voir *Q. 384*, p. 311). p. 586

(4) Décision du Conseil, le 20 novembre 1831. Le lot N° 3, Harvey St., Perth, et le nom de D. Davergne. p. 586

(5 et 6) John Beikie, greffier du Conseil, à D. Davergne, le 4 juillet 1832 et le 9 septembre 1833. (Sans transcription. Voir *Q. 384*, p. 309). p. 587

(7) Le colonel William Rowan, secrétaire civil, à Davergne, Toronto, le 3 février 1835. Des instructions ont été reçues du secrétaire d'État et le Conseil étudie maintenant la requête de Davergne. p. 588

(8) W. Rosevüllier à D. Davergne, le 23 août 1822. (Sans transcription). p. 589

(9) R. Davergne à Macaulay, Adolphustown, le 21 juillet 1838. Il demande de nouveau d'envoyer sa requête en Angleterre. p. 590

(10) Le capitaine George Fowler à D. Davergne, Québec, le 12 novembre 1817. (Sans transcription. Voir *Q. 384*, p. 308). p. 593

(11) Extrait d'une lettre du lieutenant-colonel F. Cockburn, adjoint du quartier-maître général, au major général Sidney Beckwith, quartier-maître général, Kingston, le 11 décembre 1815. Il craint que le nom de D. Davergne ait été biffé de la liste de ses subalternes; il demande que R. Davergne reçoive la solde et les indemnités que l'on a accordées jusqu'ici à son frère. p. 594

(12) R. Davergne à Glenelg, Adolphustown, le 18 juillet 1838. La réclamation de son frère. p. 596

Extrait d'une dépêche de Glenelg à Arthur (N° 129—imprimé). Accusé de réception des dépêches N°s 32, 33, 37, 43 et 44, des 30 juin, 10, 27 et 28 juillet 1838. Il regrette que les hostilités aient éclaté de nouveau et approuve la sentence de mort prononcée contre Morrow. Il est heureux de constater que les autorités américaines ont aidé à enrayer ce mouvement. p. 381 Downing St., le 22 août.

Glenelg à Arthur (imprimé). Il est heureux d'avoir obtenu les renseignements que renferme la dépêche d'Arthur, N° 40, du 15 juillet, au sujet de la mission de Vail. p. 536 Downing St., le 4 septembre.

Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire du bureau de l'Artillerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une loi de la [Ministère des Colonies], le 15 octobre.

1838 Législature du Haut-Canada qui constitue en société la *Kingston Marine Railway Company*. Cette loi soulève-t-elle des objections? p. 460

[Ministère des Colonies], le 15 octobre. Lettre sans signature à l'avocat de la Reine, au procureur général et au solliciteur général (brouillon). L'auteur leur transmet copie de cinq lois adoptées au cours de la dernière session du Parlement provincial. Sont-elle valides? p. 459

[Ministère des Colonies], le 15 octobre. J. Stephen, sous-secrétaire, à S. M. Phillipps, sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur. Il lui transmet copie d'une loi du Haut-Canada qui règlemente la construction des prisons dans la province. Faudrait-il soumettre cette loi à l'inspecteur des prisons et lui demander un rapport là-dessus? p. 461

Série Q. 407, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Toronto, le 3 août. Arthur à Glenelg (N° 46). Il lui accuse réception de la dépêche N° 50, du 2 avril. La terre des sauvages sur le lac Huron; le titre de propriété. p. 2

Toronto, le 3 août. Arthur à Glenelg (N° 47). Il lui accuse réception de la dépêche N° 60, du 23 avril, et lui transmet copie de la communication de Ryerson à Glenelg ainsi qu'un rapport du Conseil sur la même question. Il partage l'opinion du Conseil qui prétend que Ryerson n'a pas démontré que l'aide accordée à l'*Upper Canada Academy* était un don et non un prêt. On devrait toutefois prier la Législature du Haut-Canada d'en faire un prêt. Son entretien avec Ryerson. p. 5

Annexes:—

(1) Le révérend Egerton Ryerson à John Macaulay, secrétaire civil, Toronto, le 14 juillet 1838. Il lui transmet copie de sa communication à Glenelg; ce qu'il pense de l'aide accordée à l'*Upper Canada Academy*. p. 7

(2) Ryerson à Glenelg, Kingston, le 8 mars 1838. p. 23

(3) Requête du révérend E. Ryerson à la Chambre d'Assemblée; message de son Excellence le lieutenant-gouverneur; correspondance échangée entre le très honorable lord Glenelg, son Excellence, et monsieur Ryerson, au sujet de l'*Upper Canada Academy*. Imprimés sur la demande de la Chambre d'Assemblée, Toronto, Haut-Canada, 1838. (La majeure partie de ce texte n'as pas été reproduite. Voir *Q. 402-2*, p. 275; on donne toutefois l'appendice qui comprend une documentation que l'Assemblée n'avait pas demandé d'imprimer mais qui se rapporte à l'aide accordée à l'*Upper Canada Academy*). p. 54

Sous-annexes:—

(i) Article du *Christian Guardian*, le 14 février 1838. p. 61

(ii) Appel à la bienveillance des membres de la Chambre d'Assemblée, par les révérends E. Ryerson et E. Evans, de la part des méthodistes wesleyens du Canada; extrait du *Christian Guardian*, du 14 février 1838. p. 66 1838

(iii) Ryerson à l'honorable James Gordon, président du comité nommé au sujet de l'*Upper Canada Academy*, Toronto, le 15 février 1838. Ses vues. p. 89

(iv) Gordon à Ryerson, Toronto, le 16 février 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 15 février. Le comité recevra Ryerson le lendemain. Il regrette le ton de Ryerson; on agira avec justice sans tenir compte des menaces. p. 92

(v) Ryerson à Gordon, Toronto, le 17 février 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 16 février; il nie avoir proféré des menaces contre le comité ou avoir laissé planer des soupçons. Nouvelles explications. p. 93

(vi) Rapport du comité spécial du Conseil législatif, le 20 février 1838. p. 97

(vii) Rapport du comité spécial du Conseil législatif, le 21 février 1838. (Sans transcription, Voir *Q. 402-2*, p. 348). p. 100

(viii) Conclusions tirées par le rédacteur du *Christian Guardian*. p. 101

(4) Rapport du Conseil exécutif sur la communication de Ryerson à Glenelg, le 28 juillet 1838. p. 44

Arthur à Glenelg (N° 48). Il lui accuse réception de la dépêche N° 53, du 5 avril. Puisque c'est la Couronne qui a défrayé les dépenses de l'école à Peterborough, il faudra prendre à même le revenu casuel et territorial le montant nécessaire pour solder l'arriéré du traitement du révérend R. T. C. Taylor, autrefois instituteur dans cette école. Si l'on fait droit à la réclamation de Taylor, H. M. Williamson, l'instituteur actuel, en conclura qu'il a droit à une nouvelle indemnité. L'établissement prochain d'un nouveau district avec Peterborough comme chef-lieu permettra de rattacher cette école à l'école publique qui sera alors érigée; la loi scolaire et le traitement de l'instituteur. p. 104 Toronto, le 3 août.

Arthur à Glenelg (N° 49). Il lui transmet le livre bleu pour 1837; l'omission de certains détails s'explique probablement par l'absence de certains officiers appelés sous les drapeaux. p. 106 Toronto, le 3 août.

Arthur à Glenelg (N° 50). Il lui accuse réception de la circulaire du 17 avril et lui transmet la liste des ecclésiastiques qui font partie des confessions secourues à même les fonds publics; cette liste sera soumise à la Chambre des Communes. p. 107 Toronto, le 4 août.

Annexe:—

Le liste, le 1er août 1838. p. 108

Arthur à Glenelg (N° 51). Le comte de Durham s'est rendu à Niagara et à Toronto. Il a discuté avec Durham le projet d'un nouveau mode de gouvernement pour l'Amérique britannique du Nord ainsi que la question des prisonniers politiques. p. 114 Toronto, le 6 août.

1838
Toronto, le 6 août.

Arthur à Glenelg (N° 52). Il lui accuse réception des dépêches des 1er et 12 juin, concernant la diminution des effectifs de la milice. Il le renvoie aux dépêches N°s 32 et 37, sur l'invasion de la province et l'effervescence des esprits. Colborne est arrivé dans le Haut-Canada avec le 43e régiment; il est toujours à la frontière afin de savoir quels postes devront être occupés par la milice. Les esprits sont mieux disposés. Depuis la visite du colonel C. Grey à Washington, les autorités américaines se sont efforcées de décourager toute tentative d'invasion du Haut-Canada. Ses vues sur l'origine de l'insurrection. p. 106

Annexes:—

Extraits d'ordres:—

(1) Ordre général, Toronto, le 21 juin 1838. Il faudra retourner le matériel de guerre dont les volontaires de Toronto n'ont plus besoin. p. 123

(2) Ordre général, Toronto, le 3 juillet 1838. Le relevé du matériel de guerre de l'Artillerie, Toronto. p. 124

(3) Ordre général, Toronto, le 10 juillet 1838. Relevé du matériel de guerre sur la frontière de Niagara. p. 125

(4) Ordre général, Toronto, le 20 juillet 1838. Relevé du matériel de guerre à la frontière de Détroit. p. 126

(5) Ordre général, Toronto, le 26 juillet 1838. Il faudra dresser un état des armes remises aux officiers. p. 127

(6) Ordre général, Toronto, le 1er août 1838. Mode de remettre les armes et le matériel de guerre qui se trouvent sur la frontière du Niagara. p. 128

(7) Foster au colonel J. Hill, de l'infanterie légère de la Reine, Toronto, le 4 août 1838. Le relevé des armes confiées à l'infanterie légère de la Reine. Explications à donner sur ce qui manque. p. 129

(8) Ordre général de la milice, Toronto, le 14 avril 1838. Le licenciement de quelques régiments de la milice; le retour de certains soldats dans leurs foyers. p. 130

(9) Ordre général de la milice, N° 67, Toronto, le 7 mai 1838. Les officiers de la milice devront venir en aide aux autorités civiles qui s'efforcent de mettre la main sur des armes et des vêtements remis au petit bonheur à certains individus, en décembre 1837, afin de leur permettre de collaborer à la défense du pays. La liste de ces armes. p. 132

(10) Ordre général de la milice, N° 127, Toronto, le 22 juin 1838. Ordre de remettre, jusqu'à nouvelles instructions, aux intendants de casernes, les armes qui appartiennent au Gouvernement. p. 134

(11) Ordre général, N° 3, Toronto, le 20 juin 1838. La literie et certains autres articles dont les volontaires de Toronto n'ont pas besoin devront être déposés dans les arsenaux de l'Artillerie. Il faudra prévenir là-dessus les intendants de casernes. p. 135

(12) Ordre général, N° 161, Toronto, le 10 juillet 1838. Il faudra licencier les miliciens et les volontaires qui se trouvent sur

la frontière du Niagara, sauf deux groupes de la *Queen's Own Incorporated Militia* dont les services sont requis à Queenston et au fort George. p. 136 1838

(13) Ordre général, Toronto, le 20 juillet 1838. Les miliciens et les volontaires qui ont servi à Toronto seront licenciés, sauf la garde de la ville de Toronto. p. 139

(14) Circulaire aux officiers commandant les régiments incorporés et les troupes qui ne sont pas cantonnées à Toronto, Toronto, le 6 août 1838. Demande de dresser la liste du matériel de guerre déposé aux arsenaux de l'Artillerie. p. 142

(15) Circulaire à la milice incorporée de Toronto, Toronto, le 6 août 1838. Demande de dresser la liste du matériel de guerre déposé aux arsenaux de l'Artillerie. p. 143

Arthur à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N°s 14 et 98, des 24 janvier et 19 juin. Pourquoi il ne peut modifier l'ordre donné au sujet de la suspension des payements en espèces par les banques. Il lui transmet copie de la correspondance qu'il a échangée avec les banques: il leur demande d'effectuer de nouveau des payements en espèces dans un avenir prochain. p. 144 Toronto, le 8 août.

Annexes:—

(1) J. Macaulay, secrétaire civil, aux présidents des banques, Toronto, le 17 juillet 1838. p. 151

(2) John S. Cartwright, président de la Banque Commerciale du district de Midland, Kingston, le 23 juillet 1838. On commencera à faire des payements en espèces le jour où les autres banques approuveront cette décision. p. 154

(3) W. Proudfoot, président de la Banque du Haut-Canada, à Macaulay, Toronto, le 20 juillet 1838. Une réunion sera tenue pour discuter la question. p. 155

(4) James White, président de la Banque de Gore, à Macaulay, Hamilton, le 24 juillet 1838. Ils communiqueront avec les autres banques sur ce sujet. p. 156

(5) Arthur à Durham (N° 14), Toronto, le 8 août 1838. Il lui transmet la correspondance qu'il a échangée avec les banques au sujet de la reprise des payements en espèces; ses raisons d'espérer un résultat satisfaisant. p. 157

Arthur à Glenelg (N° 54). Il lui accuse réception de la dépêche N° 88, du 1er juin, ordonnant de commuer la sentence de mort prononcée contre E. A. Theller en déportation pour la vie. Cet ordre et les pièces qui s'y rapportent ont été transmis à Québec où Theller est incarcéré. p. 160 Toronto, le 9 août.

Arthur à Glenelg (N° 55). Il lui transmet copie de la correspondance qu'il a échangée avec la Trésorerie au sujet de la partie de la dépêche d'Arthur à Glenelg, N° 1, du 29 mars, préconisant la constitution de commissariats distincts dans le Haut et dans le Bas-Canada. Pourquoi il a rédigé cette lettre; il ne veut pas blesser là-dessus les susceptibilités de sir John Colborne. p. 162 Toronto, le 9 août.

1838 Annexes:—

(1) A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire de la Trésorerie, à Arthur, bureau de la Trésorerie, le 30 mai 1838. p. 167

(2) Arthur à Spearman, Toronto, le 2 août 1838. p. 172

(3) Arthur au lieutenant général sir John Colborne, Toronto, le 23 avril 1838. Le payement des comptes relatifs à l'insurrection; le commissaire général et son ordre de cesser les payements; défense d'accorder de nouvelles soldes et indemnités aux membres du personnel de la milice. Il demande que Colborne rende justice à qui de droit. p. 183

Toronto, le 10 août. Arthur à Glenelg (personnelle). Ce qu'il pense du projet de Durham. Il lui transmet copie du rapport de R. B. Sullivan sur cette question; ce texte a été soumis à Durham. p. 190

Annexe:—

Le rapport de R. B. Sullivan. (La suite se trouve dans *Q. 407-2*). p. 193

Downing St., le 7 septembre. Glenelg à Arthur (N° 142—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 52, du 6 août, et il est heureux de prendre connaissance des renseignements qu'elle renferme: la diminution des effectifs; la situation s'améliore dans le Haut-Canada. p. 122

[Ministère des Colonies], le 15 septembre. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 55, du 9 août, et il lui demande son avis sur la réponse à rédiger. p. 166

[Ministère des Colonies], le 19 septembre. Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche N° 53, du 8 août 1838. (Une lettre semblable a été envoyée au bureau du Commerce). p. 150

Série Q. 407, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Suite du rapport de R. B. Sullivan sur le projet de Durham, mai 1838. p. 229

Toronto, le 11 août. Arthur à Glenelg (N° 56). Il lui transmet la correspondance qu'il a échangée avec Durham au sujet de la commission accordée à Buller lui permettant d'enquêter sur les terres concédées dans le Haut-Canada; l'aide à l'émigration. p. 350

Annexes:—

(1) *Upper Canada Gazette,* Toronto, le 19 juillet 1838. L'adresse des habitants de Toronto à lord Durham, le 18 juillet 1838. p. 353

(2) Note au sujet de la visite de Durham à Toronto. p. 358

(3) Proclamation, du 30 juin 1838: la prorogation de la Législature provinciale. p. 359 1838

(4) Durham à Arthur, Québec, le 18 juin 1838. Il lui transmet la commission accordée à C. Buller qui doit enquêter sur le mode de concession des terres; il faudra apposer sur cette commission le grand sceau du Haut-Canada. p. 361

Sous-annexe:—

La commission. p. 363

(5) Arthur à Durham (N° 7), Toronto, le 30 juin 1838. Durham a fait une demande bizarre au sujet de la commission de Buller. Il aurait pu obtenir le même résultat en demandant à Arthur de rédiger cette commission. Les fonds provinciaux et les dépenses folles qui se font sans le contrôle d'un ministère des travaux publics. p. 369

(6) Durham à Arthur, Québec, le 30 juin 1838. Il le renvoie à la dépêche du 18 juin; nouvelles explications sur les terres de la Couronne; il lui demande de ne pas vendre des terres si ce n'est au plus haut prix et pour argent comptant. p. 375

(7) Durham à Glenelg (N° 6), Québec, le 29 juin 1838. Ses vues sur les terres de la Couronne; mesures prises. p. 378

(8) Arthur à Durham, Toronto, le 2 août 1838. Les légistes ont déclaré que la commission de Buller est illégale: une pareille commission ne peut être émise que par l'officier qui dirige l'administration du pays où Buller effectuera son enquête. p. 382

(9) Arthur à Durham (N° 13), Toronto, le 31 juillet 1835. Il lui accuse réception de la dépêche N° 6, du 29 juin; les terres de la Couronne et certaines réclamations. p. 383

Arthur à Glenelg (N° 57). Il lui accuse réception de la dépêche N° 101, du 22 juin, renfermant une documentation au sujet de John et d'Enoch Moore. Il lui transmet les témoignages recueillis au cours du procès. On recommande de gracier John Moore; la sentence prononcée contre Enoch Moore a été commuée en déportation. p. 390 Toronto, le 11 août.

Annexes:—

(1) L. P. Sherwood, juge, à J. Macaulay, secrétaire civil, Toronto, le 9 août 1838. La cause de John et d'Enoch Moore. p. 394

(2) Déposition d'Enoch Moore, Toronto, le 9 août 1838. p. 397

(3) W. H. Draper, procureur général, à Macaulay, Toronto, le 10 août 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 9 août; son opinion sur certains points que soulève la cause. p. 398

Arthur à Glenelg (N° 58). Il lui accuse réception de la dépêche N° 102, du 23 juin, concernant l'intention de désavouer la loi qui protège les habitants du Haut-Canada contre les agressions. Les difficultés qui surgiront pour le Gouvernement si l'on désavoue la loi en vertu de laquelle J. Morreau [Morrow] a été exécuté. Il lui transmet une documentation sur ce sujet. p. 402 Toronto, le 11 août.

1838 Annexes:—

(1) Déclaration de J. B. Robinson, juge en chef, au sujet de la loi susmentionnée du Haut-Canada, Toronto, le 6 août 1838. p. 416

(2) Rapport du Conseil, le 9 août 1838. Le cas de certains prisonniers; en raison de circonstances spéciales, la loi devrait être maintenue en vigueur jusqu'au moment où elle sera désavouée p. 446

Toronto, le 13 août. Arthur à Glenelg (N° 59). Nulle sentence de mort ne sera exécutée jusqu'à ce qu'on ait reçu de nouveaux ordres au sujet de la loi qui protège les habitants du Haut-Canada contre les agressions. p. 456

[Ministère des Colonies], le 17 septembre. Lettre sans signature à l'avocat de la Reine, au procureur et au solliciteur général. L'auteur leur transmet l'opinion de Robinson au sujet de la loi du Haut-Canada qui protège les habitants contre les agressions; il leur demande leur opinion; ce texte ne pourrait-il pas modifier les vues qu'ils ont déjà exprimées sur ce sujet. p. 414

Série Q. 408, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Toronto, le 8 septembre. Arthur à Glenelg (N° 60). Il lui accuse réception des dépêches des 5 et 23 mai. Ses raisons de croire que Ryerson n'a pas présenté sous son vrai jour le cas de Bidwell. p. 2

Annexe:—

M. S. Bidwell à Head, Toronto, le 8 décembre 1837. p. 7

Toronto, le 10 septembre. Arthur à Glenelg (N° 61). Pourquoi il a envoyé à Québec la documentation relative à certains prisonniers; la politique suivie en l'occurrence par Durham est inconstitutionnelle et suscitera des conséquences regrettables. L'opinion publique est opposée à la clémence dont on a fait preuve jusqu'ici. Les réserves du clergé. p. 9

Toronto, le 18 septembre. Arthur à Glenelg (N° 62). Il lui transmet la requête de John Christie, de Niagara, arrêté par les autorités américaines sur l'accusation d'avoir pris part à l'attaque contre le *Caroline;* il lui transmet aussi la requête des hommes de mer qui ne peuvent débarquer dans un port quelconque des États-Unis de peur d'être arrêtés pour le même motif. Il demande de prendre des mesures pour remédier à cette situation. p. 13

Annexes:—

(1) La requête de John Christie. p. 18

(2) La requête des marins. p. 33

Toronto, le 21 septembre. Arthur à Glenelg (N° 63). Il lui accuse réception de la dépêche N° 48, du 30 mars, et lui transmet des rapports sur les réserves du clergé et les cures dans le Haut-Canada. p. 36

Annexes:— 1838

(1) Liste des terres du clergé vendues depuis 1827. Bureau des terres de la Couronne, Toronto, le 25 août 1838. p. 39

(2) Recettes et déboursés du receveur général pour le maintien du clergé protestant, 1827-1837. Bureau du receveur général, Toronto, le 21 septembre 1838. p. 40

(3) État des terres que l'on recommande de mettre à part pour la dotation d'églises, sous l'empire du décret du Conseil du 15 janvier 1836. Bureau de l'inspecteur général, le 7 septembre 1838. p. 54

(4) Liste des traitements payés aux titulaires. p. 52

(5) Sans titre.

(6) Le vicomte Goderich, secrétaire d'État, à sir John Colborne, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, Downing St., le 22 avril 1831. Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie et lui donne des instructions sur le placement des fonds provenant des réserves du clergé. p. 58

Sous-annexe:—

J. Stewart, secrétaire de la Trésorerie, à R. U. Hay, sous-secrétaire, bureau de la Trésorerie, le 26 mars 1831. Approbation des mesures que l'on se propose de prendre pour placer les fonds provenant des réserves du clergé. p. 60

Arthur à Glenelg (N° 64—imprimé). Il lui transmet une requête du révérend A. Gale, président du synode presbytérien, qui proteste, au nom de l'Église d'Écosse, contre l'établissement de cures, ainsi qu'une adresse du grand jury du district de Bathurst. Il déplore cette campagne menée contre la dotation d'une église dominante; dans sa réponse à Gale il a essayé d'apaiser les esprits. p. 62 Toronto, le 22 septembre.

Annexes:—

(1) La requête, Hamilton, le 18 juillet 1838 (imprimé). p. 62

(2) Décision du Conseil sur la requête susmentionnée, le 9 août 1838 (imprimé). p. 66

(3) L'adresse du grand jury de Bathurst (imprimé). p. 67

(4) J. Macaulay, secrétaire civil, à Gale, Toronto, le 3 juillet 1838 (imprimé). Les vues et la politique d'Arthur au sujet des réclamations de l'Église d'Écosse. p. 71A

Arthur à Glenelg (N° 65). Il lui accuse réception de la dépêche N° 109, du 23 juillet. L'indemnité accordée au ministre à Lochiel. Il demande la permission d'accorder annuellement une somme de 57 louis au révérend John McIsaac, à partir du moment où ce dernier entre en fonction en 1835. p. 73 Toronto, le 25 septembre.

Arthur à Glenelg (N° 66). Fuite de quinze prisonniers condamnés à la déportation; deux d'entre eux ont été capturés. p. 78 Toronto, le 26 septembre.

Arthur à Glenelg (N° 67). La destruction du *Sir Robert Peel*. Il lui transmet une documentation sur les réclamations de ceux Toronto, le 27 septembre.

1838 qui ont subi des dommages. Il aimerait que ces personnes obtinssent compensation. p. 80

Annexe:—

Arthur à Durham (N° 9), Toronto, le 3 juillet 1838. Il lui transmet une documentation sur les réclamations de ceux qui ont subi des dommages par suite de la destruction du *Sir Robert Peel.* p. 86

Sous-annexes:—

(i) D. B. O. Ford, l'un des principaux propriétaires, à J. Macaulay, secrétaire civil, le 2 juillet 1838. Commentaires sur les témoignages; le jury semble décidé à acquitter les accusés. p. 89

(ii) Requête de D. B. O. Ford et de Jonas Jones, principaux propriétaires, Toronto, le 13 juin 1838. p. 94

(iii) La réclamation des propriétaires. p. 98

(iv) Affidavit des personnes suivantes:—

J. Sheeran et Joseph Gillan, employés, le 9 juin 1838. p. 99

James Wilson, chauffeur, le 9 juin 1838. p. 100

John B. Armstrong, maître d'équipage, le 30 mai 1838. p. 102

Roderick McSween [McSwane?], officier, le 9 juin 1838. p. 105

Neil Smith, John Graham et Patrick McGahan, matelots de pont, le 2 juin 1838. p. 106

Neil McDermot, homme de barre, le 8 juin 1838. p. 108

Maurice Fitzgibbon, lieutenant, le 8 juin 1838. p. 110

Mathew McGurk, buvetier, le 8 juin 1838. p. 112

William J. Barnes, chef mécanicien, le 9 juin 1838. p. 114

William McKeever, cuisinier, le 2 juin 1838. p. 117

Hugh Phillips, mécanicien, le 8 juin 1838. p. 119

Warner Johnston, garçon, le 2 juin 1838. p. 120

Robert Gilpin, aide-cuisinier, le 9 juin 1838. p. 122

W. C. Johnston, commissaire, le 8 juin 1838. p. 123

(v) Jones à Macaulay, Toronto, le 23 août 1838. Il attire l'attention sur la requête relative à l'indemnité. p. 125

(vi) Requête de Roderick McSwane, officier; ses blessures et les pertes subies, Prescott, le 20 août 1838. p. 127

(vii) George Auldjo à Macaulay, North American Hotel, Toronto, le 31 août 1838. Il lui transmet une documentation sur les pertes qu'il a subies; Durham en a déjà reçu une semblable. p. 129

Annexes à cette sous-annexe:— 1838

(a) C. Buller, chef du secrétariat, à Auldjo, Québec, le 22 août 1838. Il a reçu ses réclamations pour les pertes subies; cela est de la compétence du Haut-Canada. p. 130

(b) Auldjo à Buller, Montréal, le 23 juillet 1837. Ses pertes; il a inclu une somme d'argent qui appartient à D. P. Ross de Montréal; cette somme lui avait été confiée. (L'annexe manque). p. 131

(viii) Auldjo à Macaulay, North American Hotel, le 1er septembre 1838. Il lui accuse réception de la note du 31 août et lui transmet un état de ses pertes; 600 louis appartiennent à D. P. Ross. p. 133

Annexes à la sous-annexe:—

(a) État des pertes de George Auldjo, Toronto, le 13 juin 1838. p. 134

(b) État des pertes de John Richardson Auldjo, fils de George Auldjo, Toronto, le 13 juin 1838. p. 136

Arthur à Glenelg (N° 68—imprimé). Il lui transmet une adresse des membres loyaux de la conférence méthodiste wesleyenne. p. 139 Toronto, le 28 septembre.

Annexe:—

L'adresse, Kingston, le 22 juin 1838 (imprimé). p. 139

Arthur à Glenelg (N° 69—imprimé). On a eu recours à un groupe de sauvages pour combattre l'insurrection à Short Hills; motifs de cette intervention. p. 142 Toronto, le 28 septembre.

Arthur à Glenelg (N° 70). Il lui transmet un rapport de la Banque du Haut-Canada au sujet de la reprise des payements en espèces, ainsi que sa dépêche à Durham sur ce sujet. p. 146 Toronto, le 28 septembre.

Annexes:—

(1) T. G. Ridout, caissier, à Macaulay, Banque du Haut-Canada, Toronto, le 18 août 1838. Il lui transmet le rapport. (L'annexe manque). p. 149

(2) Arthur à Durham (N° 20), Toronto, le 28 septembre 1838. Il lui transmet copie du rapport de la Banque du Haut-Canada et attire l'attention sur l'opposition que suscite le projet de la reprise des payements en espèces; commentaires sur la monnaie. p. 150

Arthur à Glenelg (N° 71). Il lui transmet la demande de J. B. Robinson, juge en chef, qui désire obtenir un congé; on lui accorde un congé de six mois. p. 153 Toronto, le 28 septembre.

Annexes:—

(1) Robinson à Macaulay, Toronto, le 27 août 1838. p. 155

Sous-annexe:—

Certificat du médecin, Toronto, le 22 août 1838. p. 160

1838 (2) Macaulay à Robinson, Hôtel du Gouvernement, le 28 août 1838. Robinson reçoit un congé de six mois à partir du jour où il se propose de s'en aller. p. 162

Toronto, le 29 septembre. Arthur à Glenelg (N° 73—imprimé). Durham à décidé qu'il n'y aurait plus d'exécutions capitales; en conséquence, Jacob Beamer et ses amis qui sont prisonniers seront déportés. Il regrette la décision de Durham; la situation dans la province. p. 224

Toronto, le 29 septembre. Arthur à Glenelg (N° 72). Il a nommé J. Joseph greffier du Conseil législatif et J. Macaulay secrétaire civil en remplacement de Joseph. Ces nominations lui ont permis de fusionner les postes d'arpenteur général et de commissaire des terres de la Couronne. Macaulay a été nommé inspecteur général en remplacement de Markland démissionnaire. Il propose que Richard Alexander Tucker remplace Cameron, autrefois secrétaire provincial et officier de l'état civil. Il lui transmet des lettres de James Fitzgibbon et de S. P. Jarvis au sujet de leurs réclamations. p. 164

Annexes:—

(1) Fitzgibbon à Glenelg, Toronto, le 24 septembre 1838. p. 174

Sous-annexes:—

(i) F. Arthur à Fitzgibbon, le 24 septembre 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 17 septembre. Pourquoi Arthur ne peut nommer Fitzgibbon inspecteur général ou secrétaire provincial et officier de l'état civil. p. 179

(ii) Fitzgibbon à Macaulay, Toronto, le 8 septembre 1838. Il lui demande d'être nommé inspecteur général. p. 181

(iii) Fitzgibbon à Macaulay, Toronto, le 17 septembre 1838. Il lui demande d'être nommé inspecteur général ou secrétaire provincial et officier de l'état civil. p. 183

(iv) Le colonel W. Rowan, secrétaire, à Fitzgibbon, Toronto, le 20 janvier 1838. Head a désiré donner un poste à Fitzgibbon en raison des services que ce dernier a rendus. Arthur recevra une copie de cette lettre. p. 185

(v) La requête de Fitzgibbon, Toronto, le 15 octobre 1838. p. 186

(vi) Fitzgibbon à Head, le 12 décembre 1837. Fitzgibbon se plaint des mauvais traitements dont il est l'objet. p. 190

(vii) J. Joseph, secrétaire civil, à Fitzgibbon, Hôtel du Gouvernement, mardi. Il lui accuse réception d'une note; les relations entre Head et Fitzgibbon. p. 192

(viii) Head à Glenelg (N° 25), Toronto, le 8 mars 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 403-1*, p. 28).

(ix) Macaulay à Fitzgibbon, Toronto, le 23 juin 1838. Pourquoi Glenelg a refusé de concéder une terre à Fitzgibbon conformément à la demande de l'adresse conjointe de la Législature. p. 195

(x) Requête de Fitzgibbon aux orangistes de Cavan et de Perth, York, le 18 juin 1836. Il leur demande de vivre en paix avec les catholiques. p. 197

(xi) Délibérations de la Chambre des Communes au sujet des processions des orangistes. p. 203 1838

(2) Requête de S. P. Jarvis qui désire être nommé secrétaire et officier de l'état civil. p. 209

Sous-annexes:—

(i) S. P. Jarvis à Arthur, Toronto, le 12 septembre 1838. Ses titres. p. 214

(ii) Macaulay à Jarvis, Toronto, le 24 septembre 1838. Arthur offre le poste de secrétaire provincial et d'officier de l'état civil à quelqu'un qui est maintenant à sa retraite. p. 218

(iii) Jarvis à Macaulay, Toronto, le 26 septembre 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 24 septembre et lui demande de mettre sur un meilleur pied son poste dans le département des Sauvages. p. 220

Arthur à J. Stephen, sous-secrétaire. Le courrier est arrivé dans un mauvais état; moyens de rémédier à la situation. p. 225 Toronto, le 29 septembre.

Arthur à Glenelg (distincte). Il demande une indemnité en sa qualité de major général. p. 227 Toronto, le 29 septembre.

Arthur à Glenelg (personnelle). Il lui accuse réception d'une lettre personnelle au sujet des pouvoirs devant être conférés au gouverneur général. Ce dont il a eu à souffrir par la suite. Nouvelle activité à la frontière. p. 230 Toronto, le 29 septembre.

Arthur à Glenelg (personnelle). La recommandation d'accroître le nombre des membres du Conseil législatif; la question pourrait être discutée avec J. B. Robinson quand ce dernier arrivera en Angleterre. On devrait accorder à Robinson une marque de distinction. p. 233 Toronto, le 29 septembre.

Annexe:—

Robinson à Arthur. Il lui transmet une lettre de Durham avec sa réponse.; il espère que les projets de Durham ne comporteront pas la mise à effet de propositions qui commencent à susciter la crainte dans le Haut-Canada. p. 237

Sous-annexes:—

(i) [Robinson à Durham], Toronto, le 6 septembre 1838 (brouillon). Robinson a obtenu un congé; en conséquence il ne pourra s'occuper de Durham comme on le lui a demandé. Il espère que Durham ne demandera pas d'apporter dans le gouvernement du pays des modifications qui déplairaient aux loyalistes du Haut-Canada. p. 238

(ii) Durham à Robinson, Château St-Louis, le 16 septembre 1838. Il regrette de ne pouvoir compter sur le concours de Robinson. Commentaires sur certaines modifications; il a retiré quelques projets qui, au sentiment de Robinson, soulèveraient des difficultés. p. 241

Arthur à Glenelg (No 74). Il lui accuse réception de la dépêche N° 127, du 21 août; il a demandé un rapport indiquant le nombre Toronto, le 29 septembre.

1838 de personnes convaincues de haute trahison depuis le 1er octobre 1837. p. 243

A bord du vaisseau *Canada*, sur le St-Laurent, le 12 octobre.

Arthur à Glenelg (distincte). Son entretien avec Durham et Colborne au sujet de l'état des prisonniers et de l'amnistie. p. 256

Downing St., le 21 octobre.

Glenelg à Arthur (N° 152). Il lui accuse réception de la dépêche N° 69, du 29 septembre, et il attire l'attention sur la dépêche du 22 août au sujet des sauvages que l'on emploie pour la défense du pays. p. 144

Toronto, le 22 octobre.

Proclamation convoquant La Législature pour le 4 décembre 1838. p. 260

Downing St., le 24 octobre.

Glenelg à Arthur (N° 157—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 64, du 22 septembre, et il approuve la ligne de conduite adoptée au sujet de la requête du synode de l'Église presbytérienne. L'adresse du grand jury de Bathurst a été déposée au pied du trône. p. 67A

[Ministère des Colonies], le 24 octobre.

J. S[tephen], sous-secrétaire, à J. Backhouse, sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères. Il lui transmet copie de la dépêche de Glenelg, N° 62, du 18 septembre; il veut que l'on demande aux États-Unis de ne pas prendre des mesures contre ceux qui ont participé à l'attaque dirigée contre le *Caroline*. p. 17

Toronto, le 26 octobre.

Arthur à Glenelg (N° 77). Il lui transmet une correspondance échangée au sujet des prisonniers d'État. L'ingérence de Durham; ses résultats. (Annexes N°s 1-12. Voir *Q. 408-2*, p. 290). p. 245

Annexes:—

(13) Proclamation, le 22 octobre 1838 (imprimé). Amnistie aux délinquants politiques, sauf à ceux dont les noms paraissent dans la proclamation et qui se sont enfuis, ou à ceux qui ont été reconnus coupables et sont incarcérés. p. 253

(14) Proclamation, le 22 octobre 1838 (imprimé). On demande à W. L. Mackenzie, à John Rolph et à d'autres personnes de se rendre et de subir leur procès. p. 253A

[Ministère des Colonies], le 29 octobre.

Lettre sans signature à Backhouse (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche N° 67, du 27 septembre. Serait-il opportun de demander aux États-Unis une compensation pour les dommages subis par suite de la perte du *Sir Robert Peel*? p. 85

[Ministère des Colonies], le 30 octobre.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, assistant-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche d'Arthur, N° 70, du 28 septembre; les payements en espèces et la monnaie. p. 148

[Ministère des Colonies], le 22 novembre.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). Glenelg a approuvé le projet de fusionner le département de l'inspecteur général et celui des terres de la Couronne. On devrait accorder un mandat à R. B. Sullivan lui permettant d'exercer les fonctions d'inspecteur général, de commissaire des terres de la Couronne et d'inspecteur général des terres et forêts. p. 172

Lettre sans signature à A. Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée entre Glenelg et Arthur au sujet du traitement du ministre à Lochiel. Il recommande d'approuver la demande faite dans la dépêche d'Arthur, N° 65, du 25 septembre. p. 77 1838 [Ministère des Colonies], le 8 décembre.

Glenelg à Arthur (N° 183—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 77, du 26 octobre. Dans la présente conjoncture, il ne veut pas discuter les divergences d'opinion qui existent entre Durham et Arthur. Il a déjà sollicité Arthur qui a accédé aux désirs de Durham. p. 255 Downing St., le 14 décembre.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). Il aimerait qu'Arthur fût autorisé à recevoir une indemnité en sa qualité de major général. p. 229 [Ministère des Colonies], sans date.

Série Q. 408, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Proclamation: on demande à ceux qui ont été convaincus de trahison et qui se sont enfuis de la province de se rendre. District de London. p. 263 Le 22 octobre.

Proclamation semblable pour le district de Gore. p. 269 Le 22 octobre.

Proclamation semblable pour le district de Niagara. p. 273 Le 22 octobre.

Ordres généraux de la milice: l'appel sous les drapeaux d'un certain nombre de miliciens. p. 282 Bureau du chef d'état-major, le 23 octobre.

Ordre général de la milice. Le lieutenant-colonel W. J. Kerr commandera le groupe des Six Nations. p. 289 Bureau du chef d'état-major, le 24 octobre.

Order général de la milice: la constitution d'unités supplémentaires. p. 285 Bureau du chef d'état-major, le 24 octobre.

Ordre général de la milice: la solde et les indemnités. p. 277 Bureau du chef d'état-major, le 24 octobre.

Annexes à la dépêche d'Arthur à Glenelg, N° 77, du 26 octobre 1838:— (Voir *Q. 408-1*, p. 245). Le 26 octobre.

(1) Durham à Arthur (N° 7), Québec, le 16 août 1838. Ses instructions; les prisonniers. p. 290

(2) Arthur à Durham (distincte), Cornwall, le 20 août 1838. Il lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 16 août. Il ne partage pas l'opinion de Durham au sujet de l'interprétation à donner à certaines instructions. p. 294

(3) Durham à Arthur (N° 8), Montréal, le 21 août 1838. Il lui transmet copie d'une dépêche de Glenelg; ce dernier a demandé à Arthur de fournir à Durham la correspondance échangée au sujet des prisonniers. p. 297

1838 Sous-annexe:—

Glenelg à Durham (N° 68), du 14 juillet 1838. p. 298

(4) Durham à Arthur (N° 9), Québec, le 24 août 1838. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 août et il regrette la ligne de conduite adoptée par Arthur. Sa politique; il demande la documentation qui se rapporte aux prisonniers. p. 299

(5) Arthur à Durham (N° 17), Toronto, le 29 août 1838. Il défend son attitude au sujet des prisonniers; il accède toutefois à la demande de Durham et lui transmet les rapports demandés. p. 303

Sous-annexes:—

(i) Le rapport du Conseil, le 27 août 1838. p. 312

(ii) Le rapport du Conseil, le 29 août 1838. p. 315

(6) Arthur à Durham (N° 18), Toronto, le 31 août 1838. Il lui accuse réception de la dépêche N° 9, du 24 août. Il défend toujours sa politique; commentaires sur les prisonniers. p. 346

(7) Liste de documents se rapportant aux prisonniers. Cette documentation renferme des témoignages et des rapports sur les personnes suivantes:— p. 369

(i) Jacob Beamer, John Brown et associés. pp. 488, 511

(ii) Linus Wilson Miller. pp. 388, 506

(iii) George Cooley. p. 399

(iv) Rapport sur ceux qui ont subi leur procès à Niagara, les 3,7 et 20 août 1838. pp. 410, 506

(v) Samuel Chandler. p. 415

(vi) George Buck. p. 434

(vii) Benjamin Wait. p. 437

(viii) Liste des membres de la compagnie du capitaine Beamer. p. 442

(ix) Norman Mallory. p. 460

(x) James Wells Doan. p. 467

(xi) Stephen Hart. p. 472

(xii) Edward Seymour. p. 480

(xiii) Résumé des causes; ce que l'on entend faire avec les prisonniers. p. 517

(8) Durham à Arthur (N° 10), Québec, le 18 septembre 1838. Il lui accuse réception des dépêches des 29 et 31 août; les critiques injustes que renferme le rapport du Conseil exécutif. Il ne veut pas s'ingérer dans les affaires du Haut-Canada. Il n'y aura plus d'exécutions. La sentence injuste prononcée contre Jacob Beamer. Les autres prisonniers devraient subir leur procès immédiatement ou être

élargis. Il faudrait accorder une amnistie à tout le monde, sauf aux criminels les plus notoires; cette décision permettrait à bon nombre de personnes maintenant sur la frontière de rentrer dans leurs foyers. p. 532 1838

(9) Arthur à Durham, Toronto, le 29 septembre 1838. Il lui accuse réception de la dépêche N° 10, du 18 septembre. Il regrette de constater que le rapport du Conseil n'a pas eu l'heur de plaire à Durham. Il a accordé un pardon conditionnel à J. Beamer et à d'autres prisonniers de Short Hills qui seront déportés. Remarques sur les prisonniers et la politique à suivre à leur égard. La question des étrangers. p. 544

(10) Délibérations du Conseil exécutif, des 25 et 27 septembre 1838. Manière de disposer des prisonniers. p. 555

(11) Arthur au major général sir John Colborne, commandant des troupes, Montréal, le 11 octobre 1838. Son projet d'amnistie; il demande là-dessus l'opinion de sir John Colborne. p. 574

(12) Colborne à Arthur, Sorel, le 13 octobre 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 11 octobre. Son opinion sur les prisonniers politiques et l'amnistie. Il approuve le projet d'Arthur. p. 577

Série Q. 409, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Loi impériale 1 & 2 Victoria, ch. 112, à l'effet d'indemniser ceux qui ont pourvu, sous l'empire de l'ordonnance, à la sécurité du Bas-Canada. p. 26 Le 16 août.

Arthur à Glenelg. Il demande de modifier une phrase de la dépêche N° 58, du 11 août. Il faudrait substituer aux mots "victimes nécessaires de la justice" les suivants: "exemples pour les fins de la justice". p. 3 Toronto, le 2 octobre.

La *Gazette de Québec* renferme les proclamations suivantes de lord Durham:— Le 9 octobre.

(1) Désaveu de l'ordonnance 2 Victoria, ch. 1, à l'effet de "pourvoir à la sécurité du Bas-Canada". p. 6

(2) Proclamation de la loi impériale 1 & 2 Victoria, ch. 112, pour indemniser ceux qui ont agi sous l'empire de l'ordonnance 2 Victoria, ch. 1. p. 23

Texte français. p. 30

Arthur à Glenelg (personnelle). La frontière est couverte de patriotes ou de "chasseurs"; les autorités américaines déclarent qu'elles ne peuvent en venir à bout. La milice ne semble pas disposée à combattre; les entrepôts et les moyens de défense sont dans un pauvre état. p. 55 Toronto, le 22 octobre.

Arthur à Glenelg (N° 75). Il lui transmet une documentation sur l'ouverture des hostilités à la frontière. p. 57 Toronto, le 22 octobre.

1838 Annexes:—

(1) Le major général sir John Colborne, commandant des troupes, à Arthur (confidentielle). Sorel, le 28 septembre 1838. La défense du Canada. p. 66

(2) Déposition de Benjamin Daley de Le Ray, New-York. p. 75

(3) Le capitaine M. de Rottenburg à Arthur, Belleville, le 11 octobre 1838. Renseignements sur des rumeurs au sujet de l'invasion du district. p. 79

(4) H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, à Arthur (confidentielle). Washington, le 4 octobre 1838. On déploie, paraît-il, une grande activité à la frontière; on dit que le Canada sera envahi. p. 82

(5) Rapport du lieutenant J. B. [J. T. W.] Jones, du 43e régiment, envoyé à la frontière pour obtenir des renseignements. p. 87

(6) Rapport du Conseil sur l'insurrection et les moyens à prendre pour faire face à cette éventualité. Il approuve la politique d'employer des sauvages pour défendre le pays. p. 98

(7) Déposition de William Jones Kent, citoyen anglais qui demeure aux États-Unis; il est venu à Toronto pour donner des renseignements au sujet des envahisseurs. p. 127

Toronto, le 26 octobre. Arthur à Glenelg (N° 76). Il lui accuse réception de la dépêche N° 131, du 24 août, et il lui transmet une correspondance échangée au sujet de James S. Howard, ancien maître de poste de Toronto. Lorsque la paix sera revenue il confiera un poste à Howard. p. 147

Annexes:—

(1) J. Macaulay, secrétaire civil, à Howard, Toronto, le 22 septembre 1838. La requête de Howard a été étudiée; on ne saurait pour le moment accéder à sa demande. p. 149

(2) Certificat du docteur C. Widmer au sujet de la vue de Howard. p. 152

(3) C. Berczy, inspecteur des postes, à Howard, Toronto, le 7 décembre 1837. Il lui demande d'arrêter les lettres adressées à Bidwell, à Rolph ou à Mackenzie. p. 153

(4) Certificat du colonel James Fitzgibbon au sujet du service militaire de James Howard. p. 154

(5) Howard à Macaulay, Toronto, le 28 septembre 1838. Il lui accuse réception de sa lettre et lui demande d'expédier au secrétaire d'État celle qu'il lui transmet. p. 156

Sous-annexe:—

Howard à Glenelg, Toronto, le 28 septembre 1838. Il se défend; il demande d'être réintégré dans ses fonctions. p. 157

(6) Macaulay à Howard, Hôtel du Gouvernement, le 1er octobre 1838 Il lui accuse réception de la lettre du 28 septembre; il faudra

attendre encore quelques jours avant d'envoyer cette lettre en Angleterre; Howard ne saurait être réintégré dans ses fonctions, mais on pourrait lui confier un autre poste. p. 163 1838

Arthur à Glenelg (confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche du 22 août; ses vues au sujet des prisonniers politiques. p. 166 Toronto, le 27 octobre.

Arthur à Glenelg (distincte). Il lui transmet une communication adressée à Glenelg par Daniel O'Connor, de la terre de Van Diemen; la réponse devrait être adressée à sir John Franklin. p. 170 Toronto, le 29 octobre.

Arthur à Glenelg (N° 80). Il lui accuse réception de la dépêche N° 133, du 29 août, au sujet des nouvelles personnes qui deviendront membres du Conseil législatif; Durham ne s'oppose pas à ce projet. Robinson, actuellement en Angleterre, devrait être consulté là-dessus. Il partage l'opinion de Head qui prétend que la Législature ne devrait pas être convoquée avant la nomination de nouveaux membres du Conseil. p. 269 Toronto, le 29 octobre.

Arthur à Glenelg (N° 78). La situation à la frontière; il ne négligera rien pour assurer la protection du Haut-Canada. p. 171 Toronto, le 30 octobre.

Annexes:—

(1) Note sans signature: l'auteur possède des renseignements qu'il vendra pour la somme de 50,000 louis. p. 189

(2) Renseignements donnés par Thomas Knox, le 26 octobre 1838. p. 193

(3) Rapport du Conseil, le 25 octobre 1838. Déposition de George M. Tighe, de Toronto, p. 199

(4) Déposition de John M. Murchison, le 31 octobre 1838. p. 206

(5) Sir John Colborne à Arthur, Montréal, le 26 octobre 1838. Il lui accuse réception des lettres des 20 et 22 octobre et commente les préparatifs militaires pour la défense du Haut-Canada. p. 217

(6) Délibérations du Conseil militaire réuni à Toronto le 20 octobre 1838 pour assurer la défense de la province. p. 224

(7) Répartition projetée des troupes. p. 229

(8) Délibération du Conseil militaire, Toronto, le 27 octobre 1838. p. 232

(9) Arthur au général Brady, commandant des troupes à Détroit, Toronto, le 26 octobre 1838. Renseignements sur l'activité des "chasseurs"; demande de collaboration pour prévenir une attaque contre le Haut-Canada. p. 235

(10) Arthur au général Macomb, commandant de l'armée américaine (confidentielle). Toronto, le 20 octobre 1838. Il demande de l'aide pour prévenir une incursion dont le point de départ serait aux États-Unis. p. 246

Arthur à Glenelg (N° 82). Il lui accuse réception de la dépêche N° 116. Il recommandera à la Législature d'adopter une loi à Toronto, le 30 octobre.

1838 l'effet de fixer une date au delà de laquelle on ne pourra plus faire de réclamations pour pertes subies par suite de la construction du canal Welland. p. 278

Toronto, le 30 octobre. Arthur à Glenelg (N° 83). Il lui accuse réception de la dépêche N° 117, du 20 juillet, concernant l'entente Rush-Bagot à propos des lacs. Le capitaine W. Sandom a communiqué avec Durham qui était lui-même en relation avec Washington sur ce sujet. La dépêche N° 79 en ce qui a trait à cette affaire. (Cette dernière dépêche est datée du 31 octobre). p. 281

Toronto, le 30 octobre. Arthur à Glenelg (N° 84). Il le renvoie à la dépêche N° 69, du 28 septembre, et il lui transmet une lettre de William Johnson Kerr, chef Mohawk, au sujet des remarques de J. Hume sur l'emploi des sauvages pour la défense de la colonie. Il n'aime pas le ton de la lettre de Kerr, mais il a pensé qu'elle devait être transmise. Kerr n'exerce aucune fonction, mais il est le chef reconnu des Six Nations. p. 283

Annexe:—

Kerr à Macaulay, Brant House, Wellington Square, district de Gore, le 3 octobre 1838. p. 286

Toronto, le 31 octobre. Arthur à Glenelg (N° 79). Il lui transmet copie d'un ordre général de la milice: le nombre de miliciens appelés sous les drapeaux. Pénurie d'armes, etc. L'absence d'un commissariat distinct suscite des difficultés au Haut-Canada. Il lui transmet copie d'une lettre de Fox au sujet de l'emploi de vaisseaux armés sur les lacs. Il espère que le Gouvernement américain agira après les élections. (L'ordre de la milice manque). p. 249

Annexe:—

Arthur à H. S. Fox (confidentielle). Toronto, le 31 octobre 1838. Il lui accuse réception de la dépêche du 21 octobre et lui transmet copie des dépositions faites au sujet de l'activité des "chasseurs". Commentaires sur les mesures prises pour défendre les lacs. p. 252

Sous-annexes:—

(Pour les dépositions voir *Q. 409-1*, p. 193).

(i) Extrait d'une lettre du procureur général au sujet de l'activité des "chasseurs". Sans date. p. 258

(ii) Le colonel C. B. Turner, commandant du district de l'est, au colonel F. Halkett, secrétaire militaire (confidentielle). Cornwall, le 28 octobre 1838. Il lui transmet copie d'une lettre de J. L. Wilkinson au sujet des allées et venues sur la frontière. p. 259

Annexe à cette sous-annexe:—

Wilkinson à Turner, Cornwall, le 26 octobre 1838. p. 260

Toronto, le 31 octobre. Arthur à Glenelg (N° 81—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 136, du 31 août, au sujet de la demande de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre: les terres des sauvages. Les

mesures prises pour obtenir là-dessus des renseignements. Impossibilité de faire parvenir une réponse immédiate. La Société devrait envoyer un missionnaire chez les Cayugas. p. 242 1838

Annexe:—

Arthur au révérend A. Nelles et au révérend A. Elliott, Brantford, le 19 septembre 1838 (imprimé). Sa visite chez les sauvages; un médecin y serait envoyé. Il faudra leur demander d'envoyer leurs enfants à l'école. On fera savoir aux chefs païens que c'est le désir d'Arthur qu'ils deviennent chrétiens; la compagnie leur enverra un missionnaire et construira une église. On a demandé la collaboration de — O'Neil. p. 277

Arthur à Glenelg (double). Il lui accuse réception des dépêches Nos 89-131, 133-134, 136-142, en date du 29 mai et du 7 septembre; aussi deux circulaires du 26 juin et du 12 juillet et une dépêche sans numéro du 2 août 1838. p. 290 Toronto, le 31 octobre.

J. S[tephen] à S. M. Phillipps, sous-secrétaire du département de l'Intérieur (brouillon). Il lui transmet un extrait d'une dépêche d'Arthur au sujet de la déportation des prisonniers. (L'annexe manque). p. 5 [Ministère des Colonies], le 16 novembre.

Arthur à Glenelg (N° 176—extrait). Il lui accuse réception de la dépêche N° 84, du 30 octobre. Il faudra faire savoir à W. J. Kerr que la Reine apprécie les services rendus par les sauvages et qu'elle a confiance en eux. p. 285 Downing St., le 5 décembre.

Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire du bureau de l'Artillerie (brouillon). On a reçu une dépêche d'Arthur qui manifeste l'intention de recommander l'adoption d'une loi, à l'effet de fixer un jour au delà duquel il ne sera plus loisible de faire des réclamations pour les dommages subis par suite du creusage du canal Rideau. p. 280 [Ministère des Colonies], le 5 décembre.

Sir George Grey, sous-secrétaire, au trésorier de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre (imprimé). Il lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 81; il attire l'attention sur la demande d'un missionnaire pour les Cayugas. p. 275 Downing St., le 7 décembre.

Glenelg à Arthur (N° 180—extrait—imprimé). Il lui accuse réception des dépêches Nos 75, 78, 79, 88 et 89, des 22, 30 et 31 octobre, 14 et 15 novembre. Il faudra adresser des remerciements à ceux qui ont aidé à réprimer l'insurrection. Les règlements édictés pour la défense; nécessité de suivre les directions de Colborne. Les renseignements reçus de Colborne sont très satisfaisants. p. 65 Downing St., le 13 décembre.

Série Q. 409, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

Arthur à Glenelg (N° 85). Il le renvoie à la dépêche distincte du 12 octobre, et lui transmet une documentation sur les vingt-six condamnés dont la sentence a été commuée en déportation, ainsi que Toronto, le 6 novembre.

1838 la requête du père et de l'épouse de Benjamin Wait qui demandent que celui-ci soit gracié. Il ne peut accéder à cette demande. p. 293

Annexes:—

(1) Liste des documents relatifs à ceux qui ont été condamnés à la déportation. p. 299

(2) Les sentences. p. 295

(3) Requête de Reuben et de Maria Wait, Niagara, le 6 octobre 1838. p. 296

Toronto, le 6 novembre. Arthur à Glenelg (N° 86). Il lui transmet la requête du révérend Arthur Palmer, ministre anglican de Guelph. Celui-ci demande d'être placé sur le même pied que les autres ministres qui se trouvaient dans la province avant 1833. Palmer fut nommé immédiatement après son arrivée en 1832. p. 303

Annexes:—

(1) La requête, Guelph, le 12 mai 1838. p. 306

(2) L'évêque de Montréal à Palmer, Québec, le 24 avril 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 10 avril; Palmer a droit de recevoir l'indemnité accordée à ceux qui exerçaient leurs fonctions avant 1833. p. 310

Toronto, le 7 novembre. Arthur à Glenelg (N° 87). Il le renvoie à la dépêche N° 85, du 6 novembre; Charles P. Walroth, l'un des condamnés, s'est échappé; Horatio Hills, un autre condamné, est actuellement très malade et doit rester où il se trouve; les pièces relatives à ces deux prisonniers ont été enlevées du dossier qui accompagne les prisonniers déportés. p. 312

Toronto, le 9 novembre. Arthur à Glenelg (distincte). Il renvoie la circulaire du 6 juillet; nulle indemnité n'est accordée aux médecins de l'armée du Haut-Canada qui exercent des fonctions civiles. p. 314

Le 11 novembre. Numéro spécial de la Gazette. Nouvelles du Bas-Canada; dépêche du colonel L. Carmichael au major G.-D. Hall, adjoint du quartier-maître général, Beauharnois, le 10 novembre 1838: l'élargissement de quelques-uns des prisonniers capturés par les rebelles à Beauharnois. p. 500

Toronto, le 14 novembre. Arthur à Glenelg (N° 88). Il lui transmet une documentation sur le situation à la frontière. Il croit que les généraux Macomb et Brady sont de bonne foi, mais qu'ils ignorent le cours des évènements. À n'en pas douter, plusieurs autorités civiles des États-Unis sont impliquées dans l'affaire. Il est difficile d'arrêter un petit nombre d'individus qui sont venus dans la province et se mêlent à leurs amis. Colborne a demandé d'appeler sous les drapeaux le plus grand nombre possible de miliciens, mais ceux-ci sont récalcitrants. Cette opposition s'explique par le fait que les comptes de l'hiver dernier n'ont pas été soldés; c'est le commissariat qui est responsable de cette négligence. On a donné trop tard l'ordre de remédier à la situation. Il devrait y avoir un commissariat dans chacune des deux provinces. L'insurrection dans le Bas-Canada et le 93e régiment qui a passé quelques heures seulement à Toronto. Il lui transmet la proclamation émise

la veille de la journée où il apprit la nouvelle d'une insurrection dans le Bas-Canada; on dit que cette proclamation a amélioré la situation à la frontière, mais il n'ajoute pas foi à ces rapports. p. 315 1838

Annexes:—

(1) H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, à Arthur, Washington, le 5 novembre 1838 (personnelle). La situation sur la frontière; il lui transmet copie d'une note qu'il a adressée au Gouvernement des États-Unis et dans laquelle il recommande l'adoption de mesures sévères pour empêcher une incursion dans le Haut-Canada.

P.S.—Le 6 novembre. Les autorités américaines ont envoyé des agents à la frontière avec mission d'arrêter les chefs de l'insurrection. p. 332

Sous-annexe:—

Fox à Aaron Vail, secrétaire d'État intérimaire des États-Unis, Washington, le 3 novembre 1838. p. 323

(2) Rapport du capitaine H. Taylor, du 85e régiment, envoyé à Buffalo pour remettre des dépêches, Toronto, le 6 novembre 1838. p. 340

(3) Rapport du lieutenant H. W. [J. T. W.] Jones, du 43e régiment, envoyé à Plattsburg avec des dépêches qu'il devait remettre au général Macomb, Toronto, le 5 novembre 1838. p. 345

Sous-annexes:—

(i) Le major général A. Macomb aux officiers commandant les troupes à la frontière, Plattsburg, le 30 octobre 1838. Il lui présente Jones; rapports sur la situation à la frontière. p. 353

(ii) Les troupes américaines sur la frontière au commencement de novembre. p. 354

(4) Le brigadier général H. Brady, commandant des troupes américaines, à Arthur (confidentielle), Détroit, le 31 octobre 1838. Il lui accuse réception des dépêches reçues de Taylor. Il se demande si les sociétés de "chasseurs" ont recruté un nombre considérable de membres; il croit que l'on s'est servi de noms de notables pour les besoins de la propagande. Les armes qu'il a en sa possession ne tomberont pas entre les mains de personnes qui en feraient un mauvais usage. p. 355

(5) Macomb à Arthur, Plattsburg, le 29 octobre 1838. Il lui accuse réception des dépêches reçues de Jones; il sera prudent. p. 357

(6) Arthur au lieutenant général sir John Colborne, commandant des troupes, Toronto, le 25 octobre 1838. Il lui transmet copie de trois lettres attestant que le commissariat n'a pas payé certains comptes; le Haut-Canada devrait avoir un commissariat distinct de celui du Bas-Canada; le mécontentement des habitants du Haut-Canada; la réclamation de John Vanallan. p. 359

Sous-annexes:—

(i) T. M. Jones, commissaire de la Compagnie du Canada, à J. Macaulay, secrétaire civil, Goderich, le 9 octobre 1838. Les réclamations de certains colons du district. p. 364

1838 Annexe à cette sous-annexe:—

Liste des réclamations faites contre le 1er régiment de la milice de Huron. p. 371

(ii) Edmund Murney, membre de l'Assemblée, à Macaulay, Belleville, le 19 octobre 1838. Il lui transmet un rapport sur les comptes du commissariat devenus payables. p. 376

Annexe à cette sous-annexe:—

Le rapport. p. 377

(iii) Robert Mercer à Macaulay, Sandwich, le 20 octobre 1838. J. M. Douglas a l'esprit dérangé et est fauteur de discordes. Il faudrait examiner les canots qui descendent la rivière. Les comptes rognés et le mécontentement qui en est résulté. Les magistrats sont menacés de poursuites parce qu'ils ont autorisé des dépenses que les fonctionnaires du commissariat ont, par la suite, refusé de sanctionner. Les colons irlandais, qui étaient loyaux au cours de l'hiver dernier, sont maintenant mécontents. p. 383

(iv) Le colonel F. Halkett, adjoint du secrétaire militaire, au commissaire général, Toronto, le 4 octobre 1838. Il lui transmet une requête du juge de paix du district Western au sujet des déductions faites au compte de John Vanallan. p. 387

Annexe à cette sous-annexe:—

La requête, Sandwich, le 28 septembre 1838. p. 388

(v) R. I. Routh, commissaire général, à Halkett, Québec, le 13 octobre 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 4 octobre; les item biffés du compte de Vanallan ne seraient acceptés dans aucun compte de l'armée. p. 390

Annexe à cette sous-annexe:—

Explications sur les déductions. p. 391

(vi) Extrait d'une lettre du colonel Chichester au colonel Halkett, Chatham, le 9 octobre [1838]. Les comptes impayés et le mécontentement qui en résulte. p. 393

(7) Arthur à Colborne, Toronto, le 10 novembre 1838. Il lui transmet copie d'une lettre de F. G. Knowles, adjoint du commissaire général: pourquoi ce dernier ne peut accéder à la demande d'Arthur qui désire qu'il aille chercher ses ordres à l'Hôtel du Gouvernement. Nécessité d'aplanir cette difficulté. La caisse militaire et la pénurie de fonds. p. 395

Sous-annexes:—

(i) Knowles à Halkett, Toronto, le 9 novembre 1838. p. 397

(ii) Extrait d'une lettre de Knowles à Routh (N° 55), le 7 novembre 1838. La situation difficile où il se trouve. p. 399

(iii) Extrait d'une lettre de Knowles à Routh, le 24 octobre 1838. Sa position difficile; les nouvelles fonctions de Howe et de Trew, adjoints du sous-commissaire. p. 400

(iv) [Knowles] à Routh, Toronto, le 31 octobre 1838. Il demande un aide ainsi qu'un adjoint au sous-commissaire; ses fonctions. p. 402 1838

(8) Proclamation, le 5 novembre 1838 (imprimé). Ce qui a été fait pous assurer la défense et la tranquillité du Haut-Canada. p. 320

Arthur à Glenelg (confidentielle). Il regrette que l'on n'ait pas accédé à sa demande d'établir dans le Haut-Canada un commissariat et un bureau de l'Artillerie distincts de ceux du Bas-Canada. Il avait aussi demandé que la province fût fortifiée. L'insuffisance des armes disponibles; le Haut-Canada a peu de chance de repousser les envahisseurs. p. 405 Toronto, le 14 novembre.

Arthur à Glenelg (N° 89). L'invasion de Prescott où vingt-huit hommes furent capturés. Un groupe d'envahisseurs s'est réfugié dans un moulin à vent; avec les canons, on pourra les en chasser. On ne sait pas encore s'ils se sont rendus. Il lui transmet le rapport du capitaine W. Sandom et souligne l'importance des observations de ce dernier sur l'attitude des autorités américaines. Il prétend qu'elles ont été traîtresses; l'honneur du pays exige que l'on demande des explications aux États-Unis. Il lui transmet copie d'une lettre qu'il a adressée là-dessus à Fox. p. 411 Toronto, le 15 novembre.

Annexes:—

(1) Le rapport du capitaine W. Sandom, M.R., sur le vaisseau *Niagara,* Kingston, le 14 novembre 1838. p. 415

(2) Sandom au colonel F. Halkett, assistant secrétaire militaire, sur le vaisseau *Niagara,* Kingston, le 14 novembre 1838. Si l'on en juge par les documents trouvés sur les prisonniers, l'invasion a été bien préparée; l'attaque déclanchée sur Prescott avait probablement pour but d'attirer l'attention à cet endroit et de permettre une invasion sur un autre point de la frontière. p. 426

Sous-annexes:—

(i) Liste des tués et des blessés, le 14 novembre 1838 (imprimé). p. 428

(ii) Liste des documents trouvés sur les prisonniers. p. 429

(3) Arthur à Fox, Toronto, le 15 novembre 1838. Il lui transmet copie du rapport de Sandom sur l'invasion de Prescott; il prétend que les autorités américaines étaient de connivence avec les envahisseurs. La guerre est inévitable si les États-Unis ne peuvent obliger leurs citoyens à respecter l'amitié qui existe entre les deux pays. Récit de la bataille à Prescott publié dans la *Gazette du Haut-Canada;* déposition de John Mittleberger qui s'est rendu récemment dans l'Ohio et qui a enquêté sur l'activité des patriotes. (Le numéro de la *Gazette* manque). p. 431

Sous-annexe:—

Déposition de John Mittleberger, de Ste-Catherine, le 7 novembre 1838. p. 438

Arthur à Glenelg (N° 90). Il lui transmet des rapports sur les événements qui se sont déroulés dans le Bas-Canada. p. 443 Toronto, le 15 novembre.

1838 Annexes:—

(1) Le colonel C. B. Turner, commandant à Cornwall, au colonel C. Foster, adjoint du chef d'état-major, Cornwall, le 9 novembre 1838. Échauffourée à Cornwall au cours de laquelle un soldat a probablement tué ou blessé un soldat américain. Le colonel Vankoughnet donnera là-dessus des explications. La cavalerie est dépourvue d'armes; on se procurera des lances. p. 444

(2) Le lieutenant D. V. D. Reede, de l'armée américaine, à Turner, Rocket River, le 8 novembre 1838. Des fantassins se rendront à French Mills; ils ne sont pas en relation avec les radicaux. p. 447

(3) Le capitaine Simon Fraser, de la milice de Stormont, à Turner, Dundee, le 10 novembre 1838. Il a appris que des succès ont été remportés à Odelltown. Le lieutenant-colonel D. E. McDonell s'est rendu à Huntingdon le 8 novembre. p. 448

(4) Le major John McGibbon, commandant à Huntingdon, à Turner, Huntingdon, le 10 novembre 1838. Défaite des envahisseurs qui ont quitté St-Rémi et la rivière Chateauguay. Ils ont enterré leurs canons; nécessité de les déterrer. p. 449

(5) Turner à Arthur, Cornwall, le 11 novembre 1838. Défaite des envahisseurs; incendie des maisons des rebelles. p. 451

(6) Turner à Arthur, Cornwall, le 10 novembre 1838. Mouvements des troupes qui se rendent à Beauharnois. L'officier américain au fort Covington est satisfait des explications fournies au sujet des coups de feu tirés de Cornwall. p. 453

Toronto, le 20 novembre. Arthur à Glenelg (N° 91—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 56, du 11 août, et lui transmet copie d'une communication qu'il a reçue de Durham au sujet des terres de la Couronne et de l'émigration; la malheureuse situation financière du Haut-Canada; la Législature devra y remédier; il aimerait obtenir des instructions avant la convocation de ce corps. Il demande qu'on lui donne la permission d'approuver une loi en vertu de laquelle des billets ou effets du Gouvernement pourraient être émis sous certaines conditions. Commentaires sur le crédit, la monnaie, les obligations, les difficultés et l'avenir du Haut-Canada. p. 456

Annexes:—

(1) John Henry Dunn, receveur général, à John Macaulay, secrétaire civil, Toronto, le 31 juillet 1838 (imprimé). Il lui transmet une lettre de la compagnie *Baring Brothers*. p. 466

(2) *Baring Brothers* à Dunn, Londres, le 20 octobre 1838 (imprimé). Ils ne veulent pas être tenus responsables des pertes subies par suite d'obligations forgées. Ils lui transmettent copie d'une lettre de Bosanquet & Cie de même qu'une copie de la réponse adressée à cette maison. L'émission d'obligations et les difficultés qui en résultent. (L'annexe manque). p. 466

(3) *Baring Brothers & Co.* à Dunn, Londres, le 14 juin 1838. (imprimé). Ils le renvoient à des lettres antérieures; ils s'opposent de nouveau à la méthode suivie pour l'émission d'obligations; les emprunts et ses résultats sur les finances de la province. p. 466

(4) Dunn au [secrétaire civil], Toronto, le 8 août 1838 (imprimé). 1838
État de la vente des obligations faites sur l'ordre de Head et pendant son absence; pourquoi il fut nécessaire de les vendre dans le Haut-Canada. p. 466A

(5) Dunn à Macaulay, Toronto, le 29 septembre 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 28 septembre et discute les moyens à prendre pour obtenir de l'argent. On ne saurait rien faire si on n'obtient pas la collaboration des *Baring Brothers* ou d'un autre agent. p. 467

(6) Rapport du Conseil exécutif, le 9 août 1838 (imprimé). La question des obligations du Haut-Canada; l'impossibilité de les vendre. Le Conseil exécutif regrette qu'Allan et Draper aient pris des mesures pour vendre les obligations en l'absence de Dunn; leur excuse est qu'ils étaient eux-mêmes absents lorsque fut effectuée la vente des premières obligations. p. 467

Numéro spécial de la Gazette du Haut-Canada. La défaite des rebelles qui ont envahi le Bas-Canada. p. 494 Le 20 novembre.

Post-scriptum de la *Gazette*, édition du samedi. Ce post-scriptum renferme la documentation suivante:—

(1) John Eden, sous-chef d'état-major, au colonel G. Wetherall, C. B., commandant à Montréal, Napierville, le 10 novembre 1838. Les rebelles ont quitté Napierville. p. 496

(2) Le lieutenant-colonel C. C. Taylor au lieutenant Griffin, adjoint du sous-chef d'état-major, Odelltown, le 9 novembre 1838. La défaite des rebelles à Odelltown. p. 497

Arthur à Glenelg (N° 92). Il le renvoie à la dépêche N° 89, du 15 novembre. Commentaires sur la bataille à Prescott. 160 prisonniers furent capturés et envoyés à Kingston où ils subiront leur procès sous l'empire de la loi qui protège les habitants du Haut-Canada contre les coups de main des étrangers. Il craint qu'une attaque ne soit déclanchée ailleurs. Il lui transmet, avec d'autres documents, le rapport de William Jeckell où il est question d'un attentat commis sur un vaisseau britannique dans les eaux américaines. Le capitaine Sandom a retiré les paroles qu'il a prononcées au sujet de la conduite du colonel W. J. Worth. La conduite des officiers suivants: le colonel H. Dundas, du 83e régiment; le major P. Young; le capitaine W. Sandom et le lieutenant W. N. Fowell de l'*Experiment;* le lieutenant Parker, de la marine royale; le major Carmichael. La correspondance échangée entre le colonel Dundas et le colonel Worth: tous deux se rendent comptent des maux néfastes dont le Canada est la victime. p. 475 Toronto, le 24 novembre.

Annexes:—

(1) Le lieutenant-colonel H. Dundas, du 83e régiment, à Arthur, Kingston, le 15 novembre 1838 (imprimé). L'attaque de Prescott; il retournera en cet endroit avec de l'artillerie lourde pour disperser les rebelles qui se sont installés dans un moulin à vent. Lorsqu'il sera devenu maître du moulin, il faudra le démolir ou le mettre en état de défense. Le moulin à vent à Maitland pourrait aussi être transformé en tour à la Martello. p. 483

1838 (2) Dundas au colonel C. Foster, sous-chef d'état-major, Kingston, le 18 novembre 1838 (imprimé). La bataille près du moulin à vent. p. 483A

(3) Le colonel Plomer Young, en service spécial, au colonel F. Halkett, adjoint du secrétaire militaire, Prescott, le 14 novembre 1838 (imprimé). La bataille de Prescott. p. 484

(4) Ordre général de district, le 19 novembre 1838 (imprimé). Remerciements à ceux qui se sont battus à Prescott. p. 484

(5) Le capitaine W. Sandom, M.R., à Arthur, à bord du *Niagara*, Kingston, le 18 novembre 1838 (imprimé). La bataille au moulin à vent. p. 484A

(6) Cette annexe manque.

(7) Déposition de W. Jeckell, au sujet de l'attaque livrée au *Caroline*, vaisseau britannique, Hamilton, le 16 novembre 1838 (imprimé). p. 485

(8) *Numéro spécial de la Gazette du Haut-Canada*, le 24 novembre 1838. Ce numéro renferme, au sujet de la bataille de Prescott, les documents suivants:—

(i) Dundas à Arthur. Il lui transmet une documentation reçue du colonel W. J. Worth, commandant de l'armée américaine à Sackett's Harbour, ainsi que la copie de la réponse adressée au colonel. p. 485A

(ii) Worth au commandant des troupes de Sa Majesté, Kingston, Sackett's Harbour, le 23 novembre 1838 (imprimé). Il lui transmet une déclaration des citoyens d'Oswego qui demandent le pardon des prisonniers. p. 485A

(iii) George M'Wharter à Worth, Oswego, le 20 novembre 1838 (imprimé). Il lui transmet une déclaration. p. 485A

(iv) La déclaration, le 20 novembre 1838 (imprimé). p. 486

(v) Dundas à Worth, Kingston, le 23 novembre 1838 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 23 novembre; la documentation sera transmise à Arthur. p. 486

(9) Tableau indiquant la nationalité des personnes qui ont pris part à la bataille de Prescott. p. 486A

Toronto, le 24 novembre. Arthur à Glenelg (N° 93). Il lui transmet une documentation au sujet de la situation à la frontière; les miliciens et la répugnance qu'ils éprouvent à faire la guerre. Il accuse les autorités américaines. p. 505

Annexes:—

(1) Le lieutenant-colonel Richard Airey, du 34e régiment, à Arthur, Amherstburg, le 17 novembre 1838. Difficulté d'obtenir des volontaires. Il a cru nécessaire de faire savoir que s'il ne se présente un nombre suffisant de volontaires, on aura recours au tirage au sort. Cette situation s'explique par le fait que l'on n'a pas fait droit aux réclamations de l'hiver dernier. Les rumeurs qui émanent de la frontière. p. 511

(2) Airey à Halkett, Amherstburg, le 20 novembre 1838. Il lui transmet copie des rapports qu'il a reçus. Besoin de soldats de cavalerie. p. 518 1838

Sous-annexes:—

(i) Un rapport de Détroit, samedi soir. Le général H. Brady a déclaré qu'il était trop faible pour repousser les envahisseurs et que les autorités civiles ne lui inspirent aucune confiance. p. 519

(ii) Rapport émanant de la frontière à Sainte-Claire, le 18 novembre 1838. Les envahisseurs préparent une attaque à 36 milles de Détroit, le 21 novembre; ils veulent s'emparer de London. p. 521

(3) [— Whiting] à Arthur, [Détroit], le 17 novembre 1838. Les miliciens et leur répugnance à défendre le pays; un acte de générosité ferait disparaître le mécontentement. Un membre de la loge de Détroit s'est rendu à Amherstburg pour y demeurer. Il a reçu la visite du général Brady; celui-ci lui a demandé de faire savoir aux autorités canadiennes que les envahisseurs devaient, de Put-in-Bay, déclancher une attaque dans la soirée du lendemain; impossibilité d'envoyer des hommes en cet endroit pour repousser l'envahisseur. p. 523

(4) Le colonel John Prince, du 3e régiment de la milice d'Essex, au colonel R. Bullock, chef d'état-major, Sandwich, le 17 novembre 1838. Les compagnies de son régiment. p. 526

(5) Le lieutenant-colonel H. Booth, du 43e régiment, à Arthur, Drummondville, le 20 novembre 1838. Une attaque sera déclanchée, mais les miliciens ne veulent pas répondre à l'appel; pénurie d'armes. p. 529

(6) Le lieutenant-colonel De Rottenburg à Arthur, Belleville, le 17 novembre 1838. La situation dans certains cantons; insurrection possible. Serait-il opportun d'appréhender certaines personnes? Difficulté d'obtenir des miliciens ou des volontaires et de leur fournir des armes et des couvertures. p. 531

(7) Déposition d'Anthony Hood sur les allées et venues des patriotes, Toronto, le 21 novembre 1838. p. 536

Arthur à Glenelg (N° 95). Il lui transmet une requête du clergé de l'Église anglicane désireux d'obtenir une décision judiciaire sur l'affectation des terres du clergé. Il lui envoie aussi copie d'une adresse du même clergé qui félicite Arthur sur son entrée en fonctions comme administrateur du pays. p. 553 Toronto, le 25 novembre.

Annexes:—

(1) La requête au sujet des réserves du clergé, Toronto, le 11 octobre 1838. p. 555

(2) La réponse d'Arthur. Il se propose de demander à la Législature d'adopter un projet de loi à l'effet de faire rétrocession de ces terres à la Couronne et de remédier à la situation. p. 560

(3) Des félicitations adressées à Arthur. p. 562

1838 (4) Le réponse d'Arthur. p. 564

Toronto, le 27 novembre. Arthur à Glenelg (N° 94—imprimé). Il lui transmet un rapport sur l'incident survenu entre l'*Experiment* et le *United States*. Il félicite le lieutenant W. N. Fowell qui commandait l'*Experiment*. p. 549

Annexe:—

Le capitaine W. Sandom, M.R., à Arthur, à bord du *Niagara*, vaisseau de Sa Majesté, Kingston, le 25 novembre 1838 (extrait—imprimé). Il lui transmet le rapport du lieutenant Fowell. p. 549

Sous-annexe:—

Le rapport, le 12 novembre 1838 (imprimé). p. 549
A cette pièce est annexée copie de la lettre de Sandom. L'auteur regrette d'avoir mis en doute la sincérité des autorités américaines. p. 550

Toronto, le 29 novembre. Arthur à Glenelg (N° 96). Il lui accuse réception de la dépêche N° 135, du 31 août; sir Allan MacNab et son titre de chevalier. p. 565

Toronto, le 30 novembre. Arthur à Glenelg (N° 97). Il lui accuse réception de la circulaire du 24 octobre; il est convaincu que les moyens de communication par la vapeur seront d'une grande utilité et que la Législature offrira sa collaboration à l'entreprise. p. 366

[Ministère des Colonies], le 17 décembre. Lettre sans signature à S. M. Phillips, sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur (brouillon). Il lui transmet copie des dépêches d'Arthur, N°s 85 et 87, au sujet de la déportation des prisonniers. p. 302

1839

Le 3 janvier. Glenelg à Arthur (N° 193—imprimé). Il lui accuse réception des dépêches N°s 92-94, au sujet de la bataille de Prescott; il approuve les mesures prises en l'occurrence. p. 487

Hastings, le 4 janvier. T. Spring Rice, chancelier de l'Échiquier, à Glenelg. Il a lu deux fois la dépêche d'Arthur sur la situation financière du Haut-Canada et il regrette de constater qu'elle ne traite pas certains points essentiels lui permettant d'en arriver à une décision. Commentaires sur les propositions faites par Arthur. p. 468

[Ministère des Colonies], le 4 janvier. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait de la dépêche d'Arthur, N° 93, du 24 novembre 1838; les difficultés à la frontière; le rôle soutenu par le Gouvernement des États-Unis et certains notables américains. p. 510

[Ministère des Colonies], le 10 janvier. Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 86, du 6 novembre, au sujet du traitement du révérend A. Palmer, ainsi que copie de la réponse que Glenelg entend faire à cette demande si la Trésorerie ne s'y oppose. p. 305

[Ministère des Colonies], (15 janvier. Lettre sans signature à Baring (confidentielle—brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche d'Arthur, N° 91, du 20 novembre, sur la situation financière du Haut-Canada, ainsi que la réponse que

Glenelg entend faire si la Trésorerie ne s'y oppose. L'auteur demande de lui retourner la dépêche d'Arthur. p. 458 **1839**

Lettre sans signature à Baring. L'auteur lui rappelle que la réponse de Glenelg à la dépêche d'Arthur sur la situation financière du Haut-Canada s'inspire d'une lettre du lord chancelier. Prière de retourner ce texte. p. 459 [Ministère des Colonies], le 15 janvier.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 95, du 28 novembre 1838. Au sujet de la requête du clergé de l'Église anglicane, il prétend que, par suite de la décision que les légistes ont fait connaître en 1819, il n'y a pas lieu de soumettre de nouveau la question à un tribunal. p. 554 [Ministère des Colonies], le 15 janvier.

Glenelg à Arthur (N° 203—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche d'Arthur, N° 91, du 20 novembre 1838, et il répond aux questions que soulève ce texte au sujet de la situation financière du Haut-Canada. Il y a plusieurs lacunes dans le rapport d'Arthur; Glenelg aimerait obtenir d'autres renseignements. Impossibilité de sanctionner le projet d'engager la Trésorerie afin de permettre un emprunt qui solderait la dette du Haut-Canada. p. 473 Downing St., le 31 janvier.

Série Q. 410, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

1838

Arthur à Glenelg (N° 98). Il lui accuse réception de la dépêche N° 28, du 26 février, et lui transmet un rapport du Conseil sur l'incarcération de James et de William Lesslie. p. 2 Toronto, le 1er décembre.

Annexe:—

Le rapport du Conseil, le 27 juillet 1838. p. 4

Arthur à Glenelg (confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 10 octobre; il ne lui répondra pas tout de suite afin d'obtenir au préalable le témoignage de certaines personnes qui ne sont pas actuellement à Toronto; il expliquera la déclaration de Head relative à la destruction du *Caroline*. p. 8 Toronto, le 2 décembre.

Arthur à Glenelg (N° 99). Il lui transmet copie d'une lettre adressée à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, au sujet de l'erreur que renferme la proclamation du 21 novembre 1838, du président des États-Unis. p. 9 Toronto, le 4 décembre.

Annexe:—

Arthur à Fox, Toronto, le 3 décembre 1838. La déclaration du président des États-Unis: les troubles au Canada avant l'invasion américaine. Arthur nie le bien-fondé de cette assertion; il déclare qu'il n'y a pas eu de désordres dans le Haut-Canada. Parmi les 157 soldats faits prisonniers à Prescott, il y a 131 Américains et 9 Allemands, Polonais et Français, qui ont prêté temporairement le serment d'allégeance aux États-Unis. Neuf d'entre eux sont nés dans le Haut-Canada ou dans les Iles Britanniques. Il lui transmet

1838 un exemplaire du *True Patriot*. Le président des États-Unis laisse entendre que la population du Canada se réjouirait de l'invasion du pays si celle-ci avait quelque chance de succès. p. 10

Sous-annexe:—

Le *True Patriot*, novembre 1838. Les habitants du comté de Jefferson ont trahi leur pays en offrant leur collaboration à ceux qui voulaient envahir le Canada. Le journal leur demande de rentrer dans l'obéissance. p. 18

Autres pièces—:

(i) Le conseil de guerre constitué pour le procès des prisonniers à Montréal. p. 26

(ii) Kerr à Macaulay, le 3 octobre 1838. (Voir *Q. 409-1*, p. 286). p. 28

Toronto, le 4 décembre. Arthur à Glenelg (N° 100—imprimé). Il lui transmet un rapport sur le procès de N. S. Van Schoultz, condamné à mort le 8 décembre 1838. p. 30

Annexes:—

(1) Le rapport. p. 32

(2) Le mandat d'exécution de Von Schoultz. p. 46

Toronto, le 4 décembre. Arthur à Glenelg (N° 101). Il lui accuse réception des *Journaux du Parlement* qui seront à la disposition des membres de la Législature du Haut-Canada. Il faudra rembourser G. L. Wilder qui a payé pour l'expédition de ces journaux. p. 53

Annexe:—

J. Macaulay, secrétaire civil, à Wilder, Toronto, le 4 décembre 1838. p. 54

Sous-annexe:—

Macaulay à Wilder, Hôtel du Gouvernement, le 5 décembre 1838. p. 55

Toronto, le 5 décembre. Arthur à Glenelg (N° 102). Il lui accuse réception de la dépêche N° 89, du 2 juin; on ignore tout du sort de Cornelius Ward qui vint au Canada en 1834. On pourrait peut-être obtenir des renseignements par l'intermédiaire des journaux. p. 56

Toronto, le 6 décembre. Arthur à Glenelg (N° 103). Il lui accuse réception de la circulaire du 18 mai 1838, renfermant un travail intitulé *The Natural History of the Silk Worm*. p. 58

Toronto, le 7 décembre. Arthur à Glenelg (N° 104). Il lui transmet la requête de John Barnhart, de Streetsville, qui demande une compensation pour la perte qu'il a subie lors de la session de l'île Barnhart aux États-Unis. p. 59

1838

Annexe:—

La requête, Streetsville, le 5 mars 1838. p. 61

Sous-annexes:—

(i) Le rapport du Conseil, le 11 octobre 1838. Au sentiment des membres du Conseil, cette question devrait être décidée par les tribunaux américains; opportunité de la soumettre à l'attention du ministère des Colonies et du ministère des Affaires étrangères. p. 67

(ii) Déposition de Solomon Chesley au sujet de l'île Barnhart et de son propriétaire, le 22 février 1837. p. 68

(iii) Contrat à l'effet de louer à bail l'île Barnhart, 1805 ou 1806. p. 71

(iv) Bail accordé à John Barnhart, le 21 mai 1811. p. 77

(v) Certificat de W. Thompson, juge de paix de Toronto, attestant la bonne réputation de Barnhart, le 16 mars 1838. p. 81

(vi) Certificat de W. Chisholm, d'Oakville, attestant la bonne réputation de Barnhart, le 16 mars 1838. p. 82

(vii) Certificat de Charles C. Farran attestant que, en sa qualité d'agent des sauvages de Saint-Régis, il a rédigé le contrat à l'effet de louer à bail l'île Barnhart, Montréal, le 6 octobre 1838. p. 83

Arthur à Glenelg (N° 105). La défaite des envahisseurs à Windsor, le 4 décembre 1838. On a donné l'ordre de transporter les prisonniers à London où ils passeront en conseil de guerre. Environ 200 Américains sont incarcérés. Éloge au général Brady, commandant des troupes américaines. p. 84 Toronto, le 13 décembre.

Annexes:—

(1) Ordre général de district, Toronto, le 10 décembre 1838 (imprimé). Remerciements adressés à ceux qui ont aidé à repousser l'envahisseur américain. p. 93

(2) Rapport du lieutenant-colonel R. Airey sur l'attaque à Windsor, Amherstburg, le 4 décembre 1838 (imprimé). p. 93

Aussi adresse des citoyens de Toronto, le 10 décembre 1838. Ils protestent contre les paroles du président des États-Unis qui a déclaré que des "troubles avaient déjà éclaté au Canada". p. 94A

(3) Lettre trouvée sur l'un de ceux qui ont été tués à Windsor: C. Latimer à H. O'Beirne, Chicago, le 22 novembre 1838. Il manifeste de l'enthousiasme pour la cause des patriotes. p. 100

(4) Lettre trouvée sur l'un de ceux qui ont été tués à Windsor: Richard Murphy à H. O'Briene, Ellisville, le 9 novembre 1838. Il manifeste de l'enthousiasme pour la cause des patriotes. p. 105

(5) Documents trouvés sur l'un de ceux qui ont été tués à Windsor: les allées et venues des "chasseurs":—

(i) W. Putnam et W. E. Bennett à A. D. M. Reynolds, Swan Creek, le 24 novembre 1838. p. 112

1838 (ii) Sarah Anne Putnam à Putnam, Détroit, le 27 novembre 1838. p. 113

(iii) [Le major général] L. V. Bierce, commandant en chef, au [général Putnam], Windsor, le 12 novembre 1838. p. 115

(iv) Donald McLeod, secrétaire de guerre, Windsor, le 29 août 1838. Ordre d'attaquer. p. 116

(v) D. McLeod à — Hervie, Cleveland, Ohio, le 9 novembre 1838. Ordre d'aider Putnam à se procurer le pistolet de McLeod. p. 117

(vi) McLeod aux "chasseurs", le 17 juillet 1838. Il leur demande de lui aider à payer sa pension. p. 118

(vii) G. E. B. ———— à Putnam, Port Hanton, le 28 octobre 1838. Il y a des hommes et des vivres pour Putnam. p. 119

(viii) E. Crawford à Putnam (sans date). L'activité sur la frontière. p. 120

(ix) (Le morceau de papier où l'auteur a apposé sa signature a été enlevé) à Sam —— ———, Toledo, le 1er décembre 1838. L'activité à la frontière. p. 122

(x) L'attaque. p. 124

Toronto, le 13 décembre. Arthur à Glenelg (N° 106). L'exécution de N. Von Schoultz qui a admis avoir été leurré. Il lui transmet des lettres écrites par Von Schoultz. Dorephus Abbey et Daniel George ont été condamnés à la peine capitale, mais Arthur n'a pas encore reçu le rapport sur ces deux prisonniers. L'ordre a été donné d'exécuter Martin Woodruff le 19 décembre. La culpabilité de ces individus ne fait pas de doute et justifie la mesure prise à leur égard; mais les sentences imposées aux autres prisonniers seront soumises à l'attention du Conseil au moyen d'un rapport dont la copie est annexée à la présente dépêche. On a demandé aux juges de donner là-dessus leur opinion et le Conseil n'a pas encore laissé connaître son avis. La situation est délicate. p. 129

Annexes:—

(1) Rapport sur l'exécution de Von Schoultz, Kinsgton, le 9 décembre 1838. p. 135

(2) Von Schoultz à Warren Green, de la prison de Kingston, le 7 décembre 1838. Comment il a été leurré; la misère des Canadiens. p. 136

(3) Von Schoultz à Arthur, le 1er décembre 1838. Il demande son pardon; comment il a été induit en erreur en ce qui concerne la puissance du mouvement révolutionnaire. p. 138

(4) Note au Conseil, le 8 décembre 1838. Les principes dont le Conseil devrait s'inspirer en ce qui concerne la sentence à prononcer contre ceux qui ont été incarcérés à Prescott et à Windsor. p. 142

(5) Note du Conseil, le 8 décembre 1838. Les juges ont été appelés à donner leur opinion sur les sentences à prononcer contre ceux qui ont été incarcérés à Prescott. p. 148

(6) L'opinion du juge L. P. Sherwood, le 10 décembre 1838. p. 151 1838

(7) L'opinion des juges J. B. Macaulay, J. Jones et A. McLean, le 8 décembre 1838. p. 156

Arthur à Glenelg (confidentielle). Le colonel John Prince a ordonné l'exécution de quatre individus capturés à Sandwich. Cette décision est en harmonie avec l'opinion exprimée par Durham et le procureur général. Il tient cette décision pour inopportune et imprudente. p. 163 Toronto, le 13 décembre.

Annexes:—

(1) Le rapport de Prince, Sandwich, le 5 décembre 1838. p. 171

(2) Le colonel F. Halkett, adjoint du secrétaire militaire, au colonel C. Chichester, du Western district (confidentielle). Toronto, le 10 décembre 1838. Il lui demande de découvrir pourquoi le colonel Prince a tué les prisonniers. Il regrette la publication du rapport de Prince. p. 178

Arthur à Glenelg (N° 107). Il lui accuse réception de la dépêche N° 152, du 21 octobre, au sujet de nouveaux troubles à la frontière et de l'emploi des sauvages. Les sauvages en général demeurent loyaux, mais afin d'empêcher que la conspiration des "chasseurs" ne les contamine, on leur a donné l'ordre de se réunir sous la direction de leurs chefs. Il lui transmet là-dessus une documentation; il croit en la réussite de l'affaire. p. 181 Toronto, le 14 décembre.

Annexes:—

(1) J. Macaulay, secrétaire civil, au colonel J. Maitland (circulaire). Hôtel du Gouvernement, le 10 novembre 1838. Il lui transmet un mémoire sur les personnes qui essaient de séduire les sauvages. Il faudra donner là-dessus les instructions nécessaires. p. 184

(2) Le mémoire, Hôtel du Gouvernement, le 10 novembre 1838. Ordre de réunir les sauvages. p. 185

Arthur à Glenelg (N° 108). Il lui transmet la requête d'Eliza Chandler, épouse de Samuel Chandler condamnée à la déportation; il ne peut recommander d'accéder à cette demande. p. 187 Toronto, le 15 décembre.

Annexe:—

La requête, St John's, Haut-Canada, le 30 novembre 1838. p. 189

Arthur à Glenelg (confidentielle). L'enquête sur la destruction du *Caroline*. Il lui transmet certaines dépêches et attire son attention sur quelques points qu'on y soulève. Pourquoi il approuve la ligne de conduite adoptée. p. 193 Toronto, le 17 décembre.

Annexes:—

(1) J. Joseph, secrétaire civil, à John Beikie, greffier du Conseil exécutif, Hôtel du Gouvernement, le 3 avril 1838. Il demande au Conseil exécutif d'ouvrir une enquête sur la destruction du *Caroline*. p. 214

1838 Sous-annexes:—

(i) Déposition de John Harris, London, le 6 mai 1838. p. 215

(ii) Déposition de William O. B. Gafeny, London, le 8 mai 1838. p. 219

(ii) Déposition de Christopher Beer, London, le 19 avril 1838. p. 222

(iv) Déposition de William Hamilton Merritt, St. Catharines, le 19 avril 1838. p. 223

(v) Déposition de J. Radenhurst, Toronto, le 24 novembre 1838. p. 227

(vi) Déposition du lieutenant J. Elmsley, Toronto, le 27 novembre 1838. p. 235

(vii) Déposition de Charles S. Finlayson, le 27 novembre 1838. p. 243

(Suite des annexes dans *Q. 410-2*).

[Ministère des Colonies], sans date. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche confidentielle d'Arthur, du 17 décembre 1838, sur la destruction du *Caroline;* les vues d'Arthur sur ce sujet. p. 213

Toronto, le 17 décembre. Arthur à Glenelg (N° 109—imprimé). Il le renvoie à la dépêche N° 93, du 9 juin 1838, où l'on demandait un rapport sur le procès de tous les prisonniers accusés d'avoir pris part à l'insurrection, ainsi qu'une liste renfermant les noms de ceux qui ont été arrêtés. La copie de ces documents lui a été transmise. Il faudra beaucoup de temps pour obtenir les autres renseignements, mais il espère pouvoir les lui transmettre dans un avenir prochain. p. 192

1839

Downing St., le 4 janvier. Glenelg à Arthur (N° 194—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 100, du 4 décembre 1838, et il approuve l'exécution de N. Von Schoultz. p. 31

Downing St., le 1er février. Glenelg à Arthur (N° 204). Il lui accuse réception de la dépêche N° 105, du 13 décembre 1838; il félicite les citoyens loyaux qui ont aidé à réprimer l'insurrection à Windsor; il approuve les mesures prises pour juger les prisonniers. p. 96

Série Q. 410, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR

1838 Suite des annexes dans la dépêche confidentielle d'Arthur à Glenelg, du 17 décembre 1838:—(Voir *Q. 410-1*, p. 193). p. 248

(viii) Déposition du lieutenant S. McCormick, Toronto, le 11 décembre 1838. p. 248

(ix) Déposition de Peregrine Warren, Toronto, le 13 décembre 1838. p. 253

(x) Déposition du capitaine A. Drew, Toronto, le 15 décembre 1838. 1838
1838. p. 260

(2) Extraits de documents qui démontrent que les autorités américaines ne peuvent contenir la population:—

(i) Head à Glenelg (N° 11), du 26 janvier 1838. p. 271

(ii) Head à Glenelg (N° 33), du 14 mars 1838. p. 271

(iii) Le major général H. C. Macomb, commandant des troupes américaines, au capitaine W. Sandom, commandant des forces navales britanniques, Washington Island, le 13 juillet 1838. p. 272

(iv) Arthur à Glenelg (N° 52), du 6 août 1838. p. 274

(v) Mention des annexes aux dépêches suivantes:—

(a) Arthur à Glenelg (N° 16), du 18 septembre 1838.

(b) Arthur à Glenelg (N° 93), du 24 novembre 1838.

(c) Arthur à Glenelg (N° 88), du 14 novembre 1838. p. 275

(vi) Proclamation du président des États-Unis, le 21 novembre 1838. p. 276

(vii) Extrait d'un message du président des États-Unis, le 3 décembre 1838; extrait du *New York Spectator*, de la même date. p. 279

(viii) Extrait du *Commercial Advertiser*, le 22 novembre 1838. p. 280

Arthur à Glenelg (N° 110—imprimé). Il lui transmet la liste de ceux qui ont été convaincus de trahison, de non-révélation, d'attentat ou de crime capital, depuis le 11 octobre 1837; les biens de ces personnes. Toronto, le 18 décembre. p. 286A

Annexe:—

La liste, le 18 décembre 1838 (imprimé). p. 286A

Arthur à Glenelg (N° 111). Il lui transmet copie de la lettre de l'évêque de Montréal: raisons qui militent en faveur de l'établissement dans le Haut-Canada d'un diocèse anglican distinct; les difficultés du clergé anglican dans cette province. Il approuve cette lettre; le vénérable John Strachan devrait être le premier évêque du Haut-Canada. Il a déjà recommandé le révérend William Armstrong, mais il a fait cette recommandation avant de connaître Strachan. Toronto, le 18 décembre. p. 289

Annexes:—

(1) Le très révérend G. J. Mountain à Arthur, Marchmont, le 20 novembre 1838. p. 293

(2) Arthur à Mountain, Toronto, le 18 décembre 1838. p. 304

(3) Le vénérable John Strachan, archidiacre d'York, à Arthur, Toronto, le 14 mai 1838. p. 311

1838

Toronto, le 18 décembre.

Arthur à Glenelg (N° 112). Il lui transmet une requête en faveur de Paul Bedford, condamné à la déportation; il ne peut accéder à cette requête. William Stockdale, l'un des prisonniers qui s'est enfui de Kingston, a été capturé de nouveau au moment où il revenait au Haut-Canada. p. 322

Annexe:—

La requête de Nancy Bedford, Norwich, le 8 décembre 1838. p. 324

Sous-annexes:—

Affidavit attestant que les accusations portées contre Bedford sont dénuées de fondement:—

(i) Elias Snyder, Norwich, le 6 décembre 1838. p. 330

(ii) Garry V. D. Long, Norwich, le 6 octobre 1838. p. 331

(iii) Joseph Hart, Norwich, le 6 décembre 1838. p. 332

(iv) Philip Snyder, Norwich, le 6 décembre 1838. p. 333

Toronto, le 18 décembre.

Arthur à Glenelg (N° 113—imprimé). Il lui transmet une adresse des Canadiens français de Toronto ainsi que sa réponse. Le loyalisme de ces gens du Haut-Canada; la compagnie sous les ordres du capitaine Thebo a déployé beaucoup de zèle pour la défense du gouvernement. p. 335

Annexes:—

(1) L'adresse (imprimé). On manifeste des sentiments de loyalisme et on s'élève contre les incursions des Américains. L'adresse fut présentée par Ramond Baby et Paul l'Evêque. p. 337

(2) La réponse (imprimé). p. 338

Toronto, le 19 décembre.

Glenelg à Arthur (N° 114). Il lui transmet la liste des prisonniers qui ont été traduits devant un conseil de guerre au fort Henry. Un prisonnier n'a pas encore subi son procès. p. 340

Annexe:—

La liste, le 19 décembre 1838. p. 342

Toronto, le 19 décembre.

Arthur à Glenelg (N° 115). Il lui accuse réception de la dépêche N° 156, du 24 octobre, en réponse à la dépêche distincte du 29 septembre sur les indemnités qu'il est censé recevoir en sa qualité de major général. Pourquoi il croyait avoir droit au même traitement et aux mêmes indemnités que recevait Colborne. La correspondance de Head. Il désire ne fournir que certains renseignements additionnels; il ne veut pas importuner Arthur là-dessus. p. 344

Toronto, le 21 décembre.

Arthur à Glenelg (N° 116). Il lui transmet la liste des militaires retraités; nécessité de leur accorder une pension. p. 348

Annexes:—

(1) La liste, le 21 décembre 1838. p. 352

(2) Rapport de A. B. Hawke, agent des émigrants du Haut-Canada, au sujet de cette liste. p. 362 1838

(3) Avis aux militaires retraités, bureau de l'Émigration, Toronto, le 22 septembre 1838. p. 363

Arthur à Glenelg (N° 117). Rapport sur d'autres prisonniers de Prescott qui ont été traduits devant un conseil de guerre à Kingston. Il lui transmet là-dessus une documentation ainsi que la déposition de Hely Chamberlain, citoyen américain, dont on a obtenu de précieux renseignements. Cette déposition révèle que les prisonniers condamnés à mort sont les meurtriers du lieutenant Jonhstone, du 83e régiment. Rumeurs de nouvelles invasions. p. 364 Toronto, le 22 décembre.

Annexes:—

(1) Décret du Conseil approuvant la sentence prononcée contre dix prisonniers, le 15 décembre 1838; les décisions du conseil de guerre. p. 367

(2) Déposition de Hely Chamberlain, le 22 décembre 1838. p. 422

Arthur à J. Stephen, sous-secrétaire (personnelle). Il lui demande de transmettre une lettre à son frère. Ses dépêches donnent des renseignements complets sur le Haut-Canada. On a rien négligé pour fomenter une insurrection, mais il a agi de telle sorte que le Gouvernement américain n'aura pas lieu de se plaindre. La proclamation du président des États-Unis est une invitation à poursuivre la guerre. La triste nécessité où il se trouve de punir les brigands. Les habitants du Haut-Canada perdront patience si ce pillage se renouvelle à chaque hiver. Le ministère des Colonies ne comprend pas la situation au Canada. Il offre ses condoléances à Glenelg qui a perdu un frère. p. 429 Toronto, le 23 décembre.

Arthur à Glenelg. Il lui accuse réception d'une lettre d'introduction pour George Evans. p. 432 Toronto, le 31 décembre.

Arthur à Glenelg (N° 118—imprimé). Il lui transmet la liste de ceux qui ont été arrêtés dans le Haut-Canada depuis décembre 1837 jusqu'au moment de l'invasion de Prescott. p. 434 Toronto, le 31 décembre.

Annexe:—

La liste (imprimé). p. 434A

1839

Glenelg à Arthur (N° 202—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche N° 113, du 18 décembre; il prise à sa juste valeur les sentiments de loyalisme que renferme l'adresse des Canadiens français de Toronto. p. 339 Downing St., le 30 janvier.

1838

Série Q. 411, t. 1

HAUT-CANADA. FONCTIONS PUBLIQUES, 1838

Ordres de la Chambre des Communes de produire les documents suivants:—

Le 17 janvier. (1) Les dépêches de Head du 21 avril et du 16 juillet 1836, les résolutions reçues au ministère des Colonies et adoptées lors de réunions publiques tenues dans le Haut-Canada, depuis mars 1837, ayant trait à des griefs, ainsi que les dépêches de Head sur ce sujet. p. 3

Le 8 février. (2) Le précis des lois adoptées depuis le moment où Head devint lieutenant-gouverneur du Haut-Canada et qui ont dû être soumises au Parlement avant d'obtenir l'assentiment royal, avec l'indication du jour où ces lois furent adoptées, soumises à la Chambre des Communes et munies de l'assentiment royal; aussi la loi qui établit une cour de la Chancellerie et une liste des fonctionnaires avec leurs traitements et indemnités. p. 4

Le 21 mai. (3) Les instructions au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada au sujet du procès que doivent subir ceux qui ont été arrêtés dans la province. p. 6

Le 8 juin. (4) L'extrait d'une dépêche du Haut-Canada au sujet de la disposition des prisonniers accusés de trahison. p. 7

Le 14 juin. (5) Le mémoire de Head, du 21 mai 1838. p. 8

Le 13 août. (6) La liste de ceux qui, dans le Haut-Canada, ont été convaincus de trahison, de non-révélation, d'attentat ou de crime capital, depuis le 1er octobre 1837; la liste des propriétés confisquées avec les noms des acheteurs et des concessionnaires; la valeur de ces propriétés; les mesures prises pour venir en aide aux veuves, aux enfants et aux parents de ces accusés. p. 9

AMIRAUTÉ

Amirauté, le 13 février. C. Wood, premier secrétaire de l'Amirauté, à sir George Grey, sous-secrétaire. Nomination du capitaine William Sandom, M.R., qui se rendra à Kingston; flottille pour le Saint-Laurent et les Grands Lacs. Il faudra demander à sir John Colborne d'offrir sa collaboration à Sandom. p. 12

Annexes:—

(1) Les instructions à Sandom, le 13 février 1838. p. 13

(2) Le *Niagara*, vaisseau de Sa Majesté, le 13 février 1838. p. 18

Amirauté, le 27 février. Sir John Barrow, deuxième secrétaire de l'Amirauté, à Grey. Il lui transmet copie du rapport de Drew sur la destruction du *Caroline*. p. 20

1838

Annexe:—

Le rapport, le 1er janvier 1838. p. 21

Barrow à Grey. Il lui transmet le rapport de Drew sur la diminution des forces navales sous ses ordres par suite de l'expulsion des rebelles de l'île Navy. p. 23 — Amirauté, le 27 février.

Annexe:—

Le capitaine Andrew Drew à Barrow, Chippewa, le 23 janvier 1838. p. 24

Barrow à Grey. Il lui transmet une liste d'instruments astronomiques, dont la plus grande partie vient de Sainte-Hélène; ils peuvent être envoyés à l'observatoire de Toronto. Quelles mesures a-t-on prises là-dessus dans la Haut-Canada. p. 25 — Amirauté, le 21 mai.

Annexe:—

La liste, le 3 mai 1838. p. 27

Barrow à J. Stephen, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 6 juin; la capitaine W. Sandom a reçu l'ordre d'accorder la même importance aux directions d'Arthur, lorsqu'il navigue dans les eaux du Haut-Canada, qu'il en accorde à celles de Colborne quand il se trouve dans le Bas-Canada. p. 36 — Amirauté, le 8 juin.

Lettre sans signature à Barrow (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 21 mai; il faudra garder à Greenwich les instruments astronomiques assignés à l'observatoire de Toronto, aussi longtemps qu'on n'aura pas reçu une réponse à la dépêche adressée à Head sur ce sujet, le 29 février 1836. p. 26 — [Ministère des Colonies], le 14 juin.

Wood à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 9 mai 1838. Il regrette que l'Amirauté ne puisse accorder pleine solde aux officiers de la marine du Haut-Canada, comme Head l'avait demandé, parce que ces officiers n'agissent pas sous les ordres de l'Amirauté. Ils recevront la demi-solde ainsi que toutes les rémunérations que le Gouvernement colonial jugera opportun de leur accorder. p. 37 — Amirauté, le 20 juillet.

Barrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre relative au lieutenant S. McCormick; puisque cet officier n'agissait pas sous les ordres de l'Amirauté lorsqu'il fut blessé, il n'a pas droit à une pension. p. 38 — Amirauté, le 7 septembre.

Commandant en chef

Le major général Lord Fitzroy Somerset, secrétaire du Grand quartier général, à Grey. Il regrette la décision prise au sujet du capitaine [A.] Ellison qui désirait obtenir une terre. p. 40 — Grand quartier général, le 21 mai.

Ministère du Commerce

J. D. Hume, adjoint du secrétaire, à Stephen. Il lui transmet copie d'une correspondance échangée avec la Trésorerie au sujet de la loi de 1836 du Haut-Canada qui modifie l'étalon or et argent. Il recommande le désaveu de cette loi. p. 43 — Whitehall, le 14 juin.

1838

Annexes:—

(1) Denis Le Marchant, adjoint du secrétaire, à F. T. Baring, secrétaire conjoint de la Trésorerie, Whitehall, le 26 décembre 1837. p. 49

(2) Le Marchant à Baring, Whitehall, le 10 février 1837. p. 45

Whitehall, le 23 août.

Hume à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 28 mai; pourquoi le ministère du Commerce ne peut accéder aux demandes de l'Assemblée au sujet du commerce du Haut-Canada; le rapport du 15 février 1837. Il refuse de recommander l'introduction du thé dans le Haut-Canada par voie des États-Unis. p. 52

Whitehall, le 29 octobre.

Le Marchant à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 19 septembre au sujet de la reprise des paiements en espèces par les banques. On n'a pas encore répondu à la lettre du 18 décembre 1837, parce que le ministère désire étudier la loi 1 Vic., ch. 22. Commentaires sur cette loi ainsi que sur la loi 1 Vic., ch. 4; on ne recommandera pas le désaveu de ces lois parce qu'elles auront expiré avant la prochaine session de la Législature. Il approuve les mesures prises par Arthur pour assurer la reprise des paiements en espèces; il espère que ces mesures seront couronnées de succès. Il compte bien que le lieutenant-gouverneur recevra l'ordre de refuser d'accorder l'assentiment royal aux projets de loi qui avaient pour but de légaliser du papier-monnaie inconvertible en espèces. p. 54

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Ministères des Affaires étrangères, le 28 février.

W. Fox Strangways, sous-secrétaire, au sous-secrétaire d'État, ministère des Colonies. Il lui accuse réception de la lettre du 6 décembre 1837; les esclaves fugitifs; le cas de Jesse Happy. Les points que soulève cette loi ont été soumis aux légistes; ces fugitifs devraient être extradés si l'on a des preuves que ce sont des criminels. On n'a pas obtenu de pareilles preuves dans le cas de Jesse Happy qui devrait être élargi. p. 59

Ministère des Affaires étrangères, le 19 mars.

J. Backhouse, sous-secrétaire, à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de G. Cree au sujet de T. J. Sutherland. p. 62

Annexe:—

Gavin Cree au vicomte Palmerston, secrétaire d'État pour le ministère des Affaires étrangères, Biggar, le 4 mars 1838. Ses motifs de croire que T. J. Sutherland s'appelle John Prentice, un forcéné. p. 63

Ministère des Affaires étrangères, le 31 mai.

Backhouse à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 28 mai et lui fait savoir que Palmerston approuve la réponse que Glenelg entend faire à l'adresse de l'Assemblée du Haut-Canada relative à l'invasion de l'Amérique britannique du nord par des citoyens américains. p. 67

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Whitehall, le 26 avril.

S. M. Phillips, sous-secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 19 avril et lui transmet un rapport sur les honoraires que comportent les lettres patentes en vertu desquelles MacNab a été créé chevalier. p. 69

1838

L'honorable Fox Maule, sous-secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 15 octobre et lui transmet les remarques des inspecteurs de prisons sur la loi du Haut-Canada qui règlemente la construction des prisons. Il faudra porter ces remarques à l'attention de la Législature du Haut-Canada. p. 70 Whitehall, le 8 novembre.

Annexe:—

W. Crawford et W. Russell, inspecteurs des prisons, à Maule, Édifices Raymond, le 5 novembre 1838. p. 71

Sous-annexe:—

Copie de l'article 14 du projet de loi à l'effet d'assurer une meilleure règlementation des prisons. p. 73

Maule à Stephen. Il lui retourne un exemplaire de la loi sur les prisons. p. 76 Whitehall, le 10 novembre.

Les légistes

Les légistes à Glenelg. (Sans transcription. Voir *Q. 406-2*, p. 545). Collège de droit civil, le 24 janvier.

Les légistes à Glenelg (urgente). Ils lui accusent réception de la lettre du 24 mai. Ils ne s'opposent pas à la condamnation de E. A. Theller. Tous ceux qui ont pris les armes sont coupables de trahison. p. 92 Collège de droit civil, le 28 mai.

Les légistes à Glenelg (urgente). Ils lui accusent réception de la lettre du 26 mai; la loi du Haut-Canada qui protège la province contre les agressions ne viole pas le droit international; toutefois elle viole la législation britannique, puisqu'elle établit une distinction entre des sujets et des étrangers qui se rendent également coupables d'une trahison. p. 90 Collège de droit civil, le 28 mai.

Les légistes à Glenelg (urgente). Ils lui accusent réception de la lettre du 25 mai. Pourquoi ils estiment que les décisions du Conseil de guerre devant lequel fut traduit T. J. Sutherland sont entachées de nullité. Tous ceux qui ont envahi la province sont coupables de trahison. p. 79 Collège de droit civil, le 28 mai.

Les légistes à Glenelg (urgente). Ils lui accusent réception de la lettre du 25 mai. Aucune objection ne s'oppose au projet de sanctionner la loi du Haut-Canada à l'effet d'accorder un pardon conditionnel à certaines personnes qui ont pris part à l'insurrection. p. 88 Collège de droit civil, le 28 mai.

Lettre sans signature aux légistes (urgente—brouillon). L'auteur leur transmet copie des dépêches de Head, des 16 janvier, 7 février et 20 mars 1838, ainsi que la lettre du colonel Radcliffe au secrétaire militaire, du 10 janvier 1838, et un extrait de la dépêche d'Arthur, N° 4, du 14 avril 1838; que fera-t-on des citoyens américains capturés à bord de l'*Anne*? p. 98 [Ministère des Colonies], le 29 mai.

Les légistes à Glenelg (urgente). Ils lui accusent réception de la lettre du 29 mai; les citoyens américains capturés à bord de l'*Anne* devront être placés sur le même pied que les autres prisonniers. Collège de droit civil, le 31 mai.

1838 Le droit des gens ne saurait protéger les citoyens d'un pays qui envahissent un autre pays en temps de paix et y commettent un crime de haute trahison. Puisque ce crime a été perpétré avant le 12 janvier 1838, les accusés devront comparaître devant les tribunaux. p. 95

[Ministère des Colonies], le 4 juin. Lettre sans signature aux légistes (brouillon). L'auteur leur accuse réception de la lettre du 28 mai. Peut-on intenter de nouvelles poursuites contre T. J. Sutherland? p. 85

Collège de droit civil, le 7 juin. Les légistes à Glenelg (urgente). Ils lui accusent réception de la lettre du 4 juin. On peut intenter des poursuites contre Sutherland pour haute trahison, mais cette façon de procéder susciterait de sérieuses difficultés. Il vaudrait mieux renoncer à toutes poursuites à condition d'obtenir de Sutherland la promesse de s'éloigner pour toujours du territoire britannique. p. 100

Collège de droit civil, le 26 juin. Les légistes à Glenelg (urgente). Ils lui accusent réception de la lettre du 15 juin. Pourquoi ils maintiennent les opinions qu'ils ont exprimées les 28 et 31 mai au sujet de la trahison. p. 103

[Ministère des Colonies], le 11 août. Lettre sans signature aux légistes (brouillon). L'auteur leur transmet copie de lettres adressées au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada où l'on nie le bien-fondé de la thèse que les légistes britanniques énoncèrent le 28 mai 1838. Après la lecture de cette documentation, serait-il possible de modifier les vues exprimées au sujet de la trahison, vues qui n'ont pas l'heur de plaire aux légistes canadiens. (Les annexes manquent. Voir *Q. 406-2*, pp. 407, 412 et 579). p. 86

Le 16 août. Sir Robert M. Rolfe, solliciteur général, à Grey. Il demande la documentation qui se rapporte au cas de Theller et à l'affaire de la goélette *Anne*. p. 107

Collège de droit civil, le 21 août. Les légistes à [Glenelg]. Ils lui accusent réception de la lettre du 11 août. Pourquoi ils maintiennent l'opinion déjà énoncée au sujet de la trahison. Les scrupules des légistes canadiens sont dignes de respect; c'est pourquoi les étrangers qui ont envahi le Haut-Canada devraient être traduits devant un conseil de guerre. p. 108

Le 23 août. Rolfe à [Glenelg]. Il lui retourne les rapports sur la question de la trahison; une petite modification apportée au rapport du 21 août; la loi canadienne permet d'imposer la peine capitale. p. 119

[Ministère des Colonies], le 30 août. Lettre sans signature aux légistes (brouillon). L'auteur leur accuse réception de la lettre du 21 août et leur transmet copie d'un autre rapport des légistes canadiens sur la question de la trahison. Les arguments employés dans ce rapport, ainsi que les autorités dont on s'inspire, permettent-ils de modifier l'opinion donnée le 21 août? (L'annexe manque. Voir *Q. 406-2*, p. 579). p. 122

Collège de droit civil, le 1er septembre. Rolfe à Glenelg (urgente). Il lui accuse réception de la lettre du 30 août. Les auteurs du rapport rédigé le 21 août 1838 ont pris connaissance des arguments invoqués par les légistes canadiens sur la question de la trahison. p. 120

Collège de droit civil, le 17 octobre. Les légistes à Glenelg. Ils lui accusent réception de la lettre du 15 octobre. Les lois annexées à cette lettre ne suscitent aucune

1838

objection; ces lois furent adoptées par la Législature en conséquence de l'insurrection. Le troisième article de l'acte, ch. 9 (N° 1093), stipulant la soumission dans un délai de trois mois, provoquera peut-être quelques difficultés dans certains cas, mais ces cas seront rares et pourraient être laissés à la prérogative royale. p. 124

Collège de droit civil, le 26 octobre.

Les légistes à Glenelg. Ils lui accusent réception de la lettre du 17 septembre. Après avoir étudié les remarques du juge en chef du Haut-Canada sur les circonstances qui ont amené l'adoption de la loi à l'effet de protéger le Haut-Canada contre les agressions étrangères, ils maintiennent l'opinion qu'ils ont déjà exprimée sur la trahison. Robinson n'a pas compris ce qu'ils ont voulu dire au sujet de ceux qui ont fait feu à bord du *Anne*. (Pour le rapport de Robinson voir *Q. 407*, p. 416). p. 126

ARTILLERIE

Artillerie, le 13 janvier.

R. Byham, secrétaire du conseil de l'Artillerie, à Stephen (urgente). Il lui accuse réception de la lettre du 10 janvier; les effectifs de l'Artillerie royale et des sapeurs-mineurs qui seront envoyés au Canada. p. 130

Le 18 janvier.

Byham à Stephen. Il le renvoie à la note du 13 janvier; nouveaux renseignements sur les troupes qui seront envoyées dans le Haut-Canada. p. 132

Artillerie, le 5 mars.

Byham à Stephen. Il le renvoie à la lettre du 13 janvier; commentaires sur les troupes d'Artillerie qui seront envoyées au Canada. p. 133

Artillerie, le 30 mai.

Byham à Stephen. Il demande que l'assentiment royal ne soit pas accordé à la loi qui constitue en société la *Kingston Marine Railway Company;* cette compagnie devra tout d'abord fournir des explications sur la nature et la portée des travaux qu'elle se propose d'effectuer sur la Pointe Mississagua. p. 135

Artillerie, le 15 juin.

Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 6 juin. Pourquoi l'Artillerie ne peut accepter la recommandation d'Arthur qui désire que le département de l'Artillerie du Haut-Canada soit distinct de celui du Bas-Canada. Il lui transmet copie d'une décision du 17 septembre 1819 en vertu de laquelle ces deux départements furent fusionnés. p. 137

Annexe:—

Le texte de la décision. p. 139

Bureau de l'Artillerie, le 2 juillet.

Byham à Stephen. Il faudra demander au gouverneur général du Canada d'obtenir l'adoption d'une loi limitant la période pendant laquelle ceux qui ont subi des dommages par suite de la construction du canal Rideau pourront faire leurs réclamations. p. 140

[Ministère des Colonies], le 25 juillet.

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 2 juillet et attire l'attention sur les instructions données à sir Francis Head, au sujet de l'adoption d'une loi limitant la période pendant laquelle ceux qui ont subi des dommages, par suite de la construction du canal Rideau, pourront demander

1838 une indemnité. La Législature du Haut-Canada n'a pas eu le temps d'étudier cette question qui a été soumise à la considération de sir George Arthur. p. 142

Bureau de l'Artillerie, le 27 juillet. G. Butler (pour le secrétaire) à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 25 juillet 1838. p. 144

Bureau de l'Artillerie, le 5 novembre. Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 15 octobre et lui demande de ne pas accorder immédiatement l'assentiment royal à la loi qui constitue en société la *Kingston Marine Railway Company;* il sera peut-être nécessaire de reprendre possession de la Pointe Mississagua que l'Artillerie a louée à cette compagnie. p. 145

[Ministère des Colonies], le 26 novembre. Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 5 novembre et lui demande d'autres renseignements avant de faire quoi que ce soit au sujet de la loi qui constitue en société la *Kingston Marine Railway Company.* p. 147

Bureau de l'Artillerie, le 28 novembre. Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 26 novembre; l'Artillerie n'avait pas l'intention de recommander le désaveu de la loi qui constitue en société la *Kingston Marine Railway Company;* elle voulait tout simplement laisser les choses en suspens jusqu'à ce que l'on sache si le désaveu est nécessaire. p. 150

[Ministère des Colonies], le 8 décembre. Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 28 novembre; il veut bien ne pas accorder immédiatement l'assentiment royal; une loi ne saurait être rapportée deux ans après qu'elle a été reçue en Angleterre. p. 151

Bureau de l'Artillerie, le 10 décembre. Byham à Stephen. Il le renvoie à la lettre du 28 novembre et lui transmet copie d'un rapport de l'inspecteur général des fortifications: comment la *Kingston Marine Railway Company* nuit à la défense de Kingston à la Pointe Mississagua. Au moment où cette compagnie a loué son lopin de terre, on lui a fait savoir qu'elle n'aurait pas le droit d'y construire des édifices permanents. p. 152

Annexe:—

F. W. Mulcaster, inspecteur général des fortifications, à Byham, 84 Pall Mall, le 5 décembre 1838. p. 154

Bureau de l'Artillerie, le 13 décembre. C. R. Fox, secrétaire du commandant d'Artillerie, à Grey. Il lui transmet un rapport du garde-magasin: les armes pour le Canada. p. 156

Annexe:—

Rapport de R. Porrett, commis en chef (urgente—confidentielle). Tower, le 13 décembre 1838. p. 157

TRÉSORERIE

Bureaux de le Trésorerie, le 15 janvier. A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 3 janvier; permission sera accordée d'affecter la somme de 17,910 louis, 8 chelins et 1 penny, au remboursement des traites tirées sur l'ordre de Head; cette somme devait servir à indemniser ceux qui ont subi des pertes par suite de la guerre. p. 160

1838

Spearman à Stephen. La Trésorerie a accordé une pension de 100 louis à J. B. Clench et les gratifications suivantes: 108 louis à George Ironside, 54 louis à James Winniott, et 20 louis à Jacob Martin, autrefois du département des Sauvages du Haut-Canada. Il ne faudra pas confirmer la nomination de S. P. Jarvis avant d'avoir reçu le rapport complet du département des Sauvages; ce rapport a été demandé le 9 février 1837. D'ici là Jarvis pourra recevoir le traitement proposé, mais à condition qu'il sache que ce traitement sera sujet à modifications lorsque tous les renseignements auront été obtenus. Il lui demande des renseignements sur les terres que les sauvages ont dû quitter pour prendre possession de nouveaux territoires. p. 161 — Bureaux de la Trésorerie, le 7 février.

F. T. Baring, secrétaire conjoint, à Stephen. La Trésorerie a consenti à remettre les honoraires et les droits de timbre exigés pour les lettres patentes en vertu desquelles sir George Arthur est devenu lieutenant-gouverneur. p. 166 — Bureaux de la Trésorerie, le 15 février.

Spearman à Stephen. La somme de 12,500 louis a été versée entre les mains du payeur de l'administration; cette somme provient de la vente des réserves du clergé; nécessité de faire des placements. p. 167 — Bureaux de la Trésorerie, le 27 février.

Spearman à Stephen. La Trésorerie a été mise au courant de la teneur de la lettre du bureau du Commerce, du 18 décembre 1837, au sujet de la suspension des payements en espèces; approbation des vues que renferme cette lettre; permission de confirmer la loi du Haut-Canada à cet effet. p. 168 — Bureaux de la Trésorerie, le 22 mars.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 18 septembre; la Trésorerie ne saurait recommander la construction d'un canal et d'une écluse aux Rapides de Sainte-Anne si les frais de cette entreprise doivent être soldés par les fonds publics; elle ne s'opposerait pas toutefois à ces travaux s'ils étaient faits par des particuliers; la question des droits de péage et des libertés de la navigation. p. 170 — Bureaux de la Trésorerie, le 31 mars.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur demande de prendre des mesures pour que soient payées les dépenses que comporte l'émission des lettres patentes en vertu desquelles le colonel A. N. MacNab est devenu chevalier. p. 174 — Bureaux de la Trésorerie, le 31 mars.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 13 mars; la somme de 600 louis a été accordée à la mission wesleyenne du Haut-Canada pour l'année 1836. p. 172 — Bureaux de la Trésorerie, le 1er avril.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 31 mars et lui demande un relevé des dépenses occasionnées par l'émission des lettres patentes pour le colonel A. N. MacNab. p. 173 — Bureaux de la Trésorerie, le 17 avril.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 10 avril; la somme de 500 louis sera remise à Head pour lui permettre de solder les dépenses additionnelles que comporte l'administration du Haut-Canada. Nulle objection à donner un effet rétroactif au traitement additionnel qui est accordé. p. 175 — Bureaux de la Trésorerie, le 25 avril.

1838

[Ministère des Colonies], le 30 avril.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet deux adresses de la Législature du Haut-Canada désireuse d'obtenir le surplus du revenu des Postes et d'imposer un droit additionnel de 2½ pour cent sur les marchandises importées dans le Bas-Canada. Cette somme d'argent servirait à payer l'intérêt de la dette du Haut-Canada. p. 194

Bureaux de la Trésorerie, le 19 mai.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 12 février où l'on demandait à Arthur de renouveler l'offre d'abandonner les revenus de la Couronne moyennant l'adoption d'une liste civile. La Trésorerie se garderait de faire là-dessus des commentaires avant d'avoir reçu des renseignements sur les décisions que la Législature a prises à ce sujet. p. 177

Bureaux de la Trésorerie, le 19 mai.

Spearman à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de R. I. Routh, commissaire général, qui déclare que la somme de 2,166 louis, 13 chelins et 4 pence a été versée dans la caisse militaire et portée au crédit des réserves du clergé du Haut-Canada; ordre de placer ces fonds. p. 179

Annexe:—

Routh à Spearman, Commissariat, Québec, le 23 mars 1838. p. 180

Bureaux de la Trésorerie, le 25 mai.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 mai. Pourquoi la Trésorerie ne peut approuver le projet d'Arthur qui désire que le commissariat du Haut-Canada soit distinct de celui du Bas-Canada. La confusion qui règne et les conséquences d'irrégularités attribuables à Head. On écrira là-dessus à Colborne et à Routh. p. 181

Bureaux de la Trésorerie, le 4 juin.

Spearman à Stephen. Sir George Arthur a-t-il le droit de recevoir une solde ou une indemnité en sa qualité de major général exerçant ses fonctions dans le Haut-Canada? p. 186

[Ministère des Colonies], le 5 juin.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une adresse de l'Assemblée du Haut-Canada désireuse de placer en obligations de la province les deniers provenant de la vente des terres publiques, des réserves du clergé et des terres des sauvages. p. 199

Bureaux de le Trésorerie, le 7 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 12 juin. Vu certaines circonstances spéciales, la Trésorerie ne désapprouve pas les décrets du Conseil rendus par Head pour obliger la Banque du Haut-Canada et la Banque de Gore à suspendre leurs payements en espèces. La proposition du bureau du Commerce au sujet du payement des dividendes pendant la période de la suspension. Arthur devra recevoir des instructions à ce sujet. Il lui demande des renseignements sur la dernière loi du Haut-Canada qui se rapporte aussi à la question. p. 188

Bureaux de la Trésorerie, le 9 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 25 mai; le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada et les services de F. Foote, adjoint du commissaire général. p. 191

1838

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 avril à laquelle étaient annexées deux adresses de la Législature du Haut-Canada. En ce qui concerne la demande de céder le surplus du revenu des Postes, on ne peut rien faire là-dessus sans la décision conjointe des diverses législatures canadiennes; il espère que Durham s'occupera de l'affaire; la Trésorerie consent à étudier toute mesure qui ne violera pas l'esprit des lois 4 et 5, Guil. IV, ch. 7. Quant à la deuxième demande d'imposer un droit additionnel de 2½ pour cent sur les marchandises importées dans le Bas-Canada, il faudra d'abord s'entendre avec cette province. L'adresse devrait être soumise à Durham. p. 192 Bureaux de la Trésorerie, le 13 juin.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 4 juin; Arthur n'a pas le droit de recevoir une solde ou une indemnité en sa qualité de major général exerçant ses fonctions dans le Haut-Canada. p. 187 [Ministère des Colonies], le 14 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 5 juin; on a donné l'ordre de remplacer les couvertures qui furent enlevées du département des Sauvages et remises aux miliciens et aux volontaires. p. 195 Bureaux de la Trésorerie, le 16 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception des lettres du 11 juillet 1837 et du 5 juin 1838. La Trésorerie ne peut acquiescer à la demande de l'Assemblée du Haut-Canada qui désire apporter des modifications dans la manière de placer les fonds provenant des réserves du clergé. Il faudra obtenir de nouveaux renseignements avant de formuler un jugement sur la recommandation de Dunn qui propose que les fonds des Six Nations soient placés en obligations du Haut-Canada. p 196 Bureaux de la Trésorerie, le 18 juin.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 28 mai, à laquelle était annexée une adresse de l'Assemblée du Haut-Canada demandant d'abroger le statut impérial 4 Geo. III, ch. 34, qui empêche de reconnaître comme ayant cours légal les effets émis dans l'une ou l'autre des colonies. Cette loi fut considérablement modifiée par la loi 13 Geo. III, ch. 57; inopportunité de recommander de nouvelles modifications. p. 200 Bureaux de la Trésorerie, le 7 juillet.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 21 juin. Vu les circonstances exposées dans l'adresse de l'Assemblée du Haut-Canada, la Trésorerie permet que l'avance faite à l'*Upper Canada Academy* soit considérée comme un dernier octroi. p. 202 Bureaux de la Trésorerie, le 9 juillet.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 août et approuve les instructions que Glenelg se propose de transmettre au Haut-Canada au sujet de la solde des officiers de la marine qui ont servi comme volontaires. La différence entre la solde et la demi solde leur sera remise en Angleterre ou au Canada selon le désir des intéressés. p. 203 Bureaux de la Trésorerie, le 21 août.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 28 juillet. La Trésorerie ne s'oppose pas à ce que la somme de 10,000 louis soit prise à même les fonds militaires à Toronto pour solder les dépenses occasionnées par la construction de casernes dans la même ville. p. 204 Bureaux de la Trésorerie, le 22 août.

1838

Bureaux de la Trésorerie, le 25 août.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 août. On a donné l'ordre de payer 230 louis et 8 chelins à Head, ainsi que 500 louis à Arthur, afin de leur permettre de solder les dépenses additionnelles auxquelles ils furent assujettis lorsqu'ils prirent en main le gouvernement du Haut-Canada. Cette décision ne devra pas servir de précédent. p. 208

[Ministère des Colonies], le 30 août.

Lettre sans signature à sir Francis Bond Head (brouillon). L'auteur lui fait savoir que la Trésorerie a donné des ordres en vertu desquels il recevra une autre somme de 230 louis et 8 chelins, afin de lui permettre de solder les dépenses additionnelles que lui occasionnera son retour du Haut-Canada. p. 211

Leamington, le 27 septembre.

Spearman à Stephen. Le chancelier de l'Échiquier approuve le projet de communication avec l'Amirauté; la lettre officielle devra être envoyée à la Trésorerie. p. 212

[Ministère des Colonies], sans date.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur le renvoie à sa lettre précédente sur le même sujet, et il recommande l'octroi d'une pension au lieutenant S. McCormick qui fut blessé lorsqu'il était en service volontaire dans la marine. Nécessité de ne pas tenir compte des règlements en l'occurrence. p. 213

Bureaux de la Trésorerie, le 28 septembre.

F. T. Baring, secrétaire conjoint, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 19 septembre. Vu les circonstances, la Trésorerie n'a pas de nouvelles instructions à donner au sujet de la reprise des payements en espèces dans le Haut-Canada. p. 215

Bureaux de la Trésorerie, le 29 octobre.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 27 octobre et approuve la loi du Haut-Canada qui protège la population contre les banques privées. La loi N° 1106, qui abroge et amende la loi autorisant la suspension des payements en espèces, devrait être désavouée puisqu'elle permet une mitigation des lois 7 et 8, Guil. IV, ch. 2. Il s'oppose à la méthode suivie pour maintenir en vigueur cette dernière loi. p. 216

Bureaux de la Trésorerie, le 15 novembre.

Spearman à Stephen. Il le renvoie à la lettre du 15 septembre. Il est toujours d'avis que le commissariat du Haut-Canada ne devrait pas être distinct de celui du Bas-Canada. Sir John Colborne et R. I. Routh, commissaire général, ont soutenu qu'il serait inopportun d'effectuer ce changement recommandé par Arthur. p. 219

Bureaux de la Trésorerie, le 5 décembre.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 27 septembre. Pourquoi il faudrait désavouer la loi qui autorise un emprunt à Londres. p. 222

Bureaux de la Trésorerie, le 19 décembre.

F. T. Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 12 décembre. La Trésorerie n'a pas en main des fonds lui permettant d'avancer à W. P. Smith une somme qui lui servirait à rentrer à Toronto; les services qu'il rendit au cours de l'insurrection. p. 225

Bureaux de la Trésorerie, le 21 décembre.

Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 décembre et il approuve les instructions que Glenelg se propose de transmettre au Haut-Canada au sujet du traitement du révérend John McIsaac, ministre écossais à Lochiel. p. 226

1838

Baring à Stephen. Il le renvoie à la lettre du 29 octobre relative à la législation que nécessite la suspension des payements en espèces dans le Haut-Canada. La Trésorerie a reçu copie de la lettre que le bureau du Commerce adressera là-dessus au ministère des Colonies. Le bureau du Commerce s'oppose lui aussi à cette législation et croit que le moyen de remédier à la situation est d'empêcher l'assentiment à de pareilles mesures à l'avenir. Glenelg voudrait-il lui laisser savoir s'il vaut mieux désavouer cette législation ou donner les instructions proposées? p. 227 Bureaux de la Trésorerie, le 24 décembre.

1839

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur le renvoie à la lettre du 28 juillet 1838; depuis, l'Artillerie a décidé de construire de nouvelles casernes à Toronto. Si les dépenses dépassent la somme de 10,000 louis, l'excédent devra être soldé par les fonds britanniques. La Trésorerie devra obtenir des renseignements sur ces estimations. p. 206 [Ministère des Colonies], le 2 janvier.

Série Q. 411, t. 2

ADMINISTRATION DU HAUT-CANADA

TRÉSORERIE

1838

Baring à Stephen. Il lui transmet copie d'un rapport de la cour des comptes au sujet de la somme assignée aux réparations de l'Hôtel du Gouvernement. Glenelg a-t-il approuvé que la somme de 439 louis, 2 chelins et 6 deniers affectée à cette dépense soit prise à même le revenu casuel et territorial? p. 231 Bureaux de la Trésorerie, le 24 décembre.

Annexe:—

L'extrait du rapport, le 9 novembre 1838. p. 234

Sous-annexes:—

(i) Le mandat N° 561 autorisant la réparation de l'Hôtel du Gouvernement. p. 239

(ii) Le mandat N° 581 autorisant la réparation de l'Hôtel du Gouvernement. p. 237

Baring à Stephen. Il lui transmet des pièces attestant qu'une somme a été payée pour nettoyer la Chambre d'Assemblée; cette somme devra être remboursée à même la caisse militaire. p. 241 Bureaux de la Trésorerie, le 26 décembre.

Annexes:—

(1) Le compte du colonel J. Macaulay. p. 242

(2) La mandat N° 219 pour Æneas Bell. p. 243

(3) Le reçu d'Æneas Bell, le 8 janvier 1838. p. 245

Baring à Stephen. Il lui transmet copie d'un rapport des commissaires des comptes: le double traitement accordé au surintendant en chef des affaires des sauvages depuis le 15 juin jusqu'au 31 juillet 1837. Il demande une explication. p. 246 Bureaux de la Trésorerie, le 31 décembre.

1838 Annexe:—

Le rapport, le 20 décembre 1838. p. 247

[Ministère des Colonies], le 5 janvier. Lettre sans signature à Baring (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 décembre 1838. Le ministère des Colonies ne possède aucun renseignement sur les dépenses faites pour l'Hôtel du Gouvernement. p. 233

[Ministère des Colonies], le 7 janvier. Lettre sans signature à Baring (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 décembre 1838, et lui transmet copie des instructions envoyées à Arthur le 13 décembre au sujet de la loi qui autorise la suspension des payements en espèces. (L'annexe manque). p. 230

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Ministère de la Guerre, le 30 avril. L. Sulivan, sous-ministre de la guerre, à Stephen. A quel moment sir Francis Bond Head cessa-t-il de recevoir son traitement à titre de lieutenant-gouverneur du Haut-Canada? Head a demandé de recevoir sa demi-solde en sa qualité de major du *Royal Wagon Team.* p. 250

Ministère de la Guerre, le 7 juin. Sulivan à Stephen. Il demande des renseignements sur le poste auquel fut nommé le capitaine Archibald McLean, le 24 mars 1837. p. 251

Ministère de la Guerre, le 8 juin. Sulivan à Stephen. Il lui demande des renseignements sur les émoluments que reçoit le lieutenant James Hamilton, nommé shérif du district de London, le 7 août 1837. p. 252

Ministère de la Guerre, le 11 juin. Sulivan à Stephen. Il lui demande des renseignements sur la nomination et le traitement du lieutenant James Pringle, greffier de la paix du district Eastern. p. 253

Ministère de la Guerre, le 23 novembre. Sulivan à Stephen. Le colonel Foster, sous-chef d'état-major, a-t-il dirigé le gouvernement civil du Haut-Canada après le départ de sir John Colborne? Dans l'affirmative, pendant combien de temps a-t-il occupé ce poste? p. 254

Ministère de la Guerre, le 5 décembre. Le vicomte Howick, ninistre de la guerre, à lord Glenelg, secrétaire des colonies. Pourquoi il ne peut approuver le projet d'Arthur qui est désireux d'accorder au soldat britannique en service en Amérique des rations gratuites. p. 255

MISSION WESLEYENNE

Maison de la mission wesleyenne, 77 Hatton Garden, Londres, le 16 février. Le révérend R. Alder, secrétaire de la société missionnaire wesleyenne, à Glenelg. La lettre qu'il écrivit en décembre 1837 au sujet de la politique adoptée à l'égard des sauvages; le missionnaire des sauvages voudrait avoir une entrevue; les griefs des autres citoyens du Canada sont peu de chose en comparaison de ceux des sauvages; la paix sera toujours précaire aussi longtemps que ces injustices ne seront pas redressées. p. 259

77 Hatton Gardens, le 5 mars. Alder à Glenelg. Remerciements adressés à Glenelg qui a accordé une entrevue à Peter Jones et à Alder. Le cas d'Ishtonaquette, sauvage de la rivière Sainte-Claire. Ces sauvages désirent obtenir

les titres de leurs terres et assurer ainsi la protection de leurs droits. p. 262 **1838**

Le révérend Peter Jones (Kahkewaquonaby) à Glenelg. Il est le délégué des sauvages de la rivière Credit. Le but de son voyage en Angleterre: procurer aux sauvages les titres de leurs terres et obtenir le payement d'arrérages dus à la tribu, grâce à l'entente de 1818. p. 262 77 Hatton Gardens, le 6 mars.

Annexes:—

(1) Jones à J. Joseph, secrétaire civil, Toronto, le 10 otobre 1837. Le but de son voyage en Angleterre. p. 269

(2) Joseph à Jones, Hôtel du Gouvernement, le 10 octobre 1837. Il lui accuse réception de la lettre du 10 octobre; le secrétaire d'État reçoit une communication au sujet du voyage de Jones. p. 271

(3) Certificat de W. C. Keele, notaire public; la procuration donnée au révérend Peter Jones, Toronto, le 7 octobre 1837. p. 272

(4) Procuration donnée à Peter Jones par le grand Conseil des Mississauguas de la rivière Credit, le 4 octobre 1837. p. 272

Lettre sans signature à Alder (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 5 mars et de la communication de Peter Jones du 6 mars. Il lui transmet copie d'une dépêche adressée à Arthur au sujet du titre des terres des sauvages. (L'annexe manque). p. 265 [Ministère des Colonies], le 2 avril.

Alder à Glenelg. Il lui transmet l'extrait d'une lettre du révérend Joseph Stinson, inspecteur général des missions wesleyennes du Haut-Canada, qui réfute la thèse énoncée par Head dans sa dépêche du 20 novembre 1836. p. 277 77 Hatton Gardens, le 19 juillet.

Annexe:—

L'extrait, Kingston, le 5 avril 1838. p. 279

Jones à Glenelg. Il le remercie des instructions données au sujet des sauvages. Nécessité de réserver les terres dans le territoire des Saugeens; ces réserves pourraient recevoir tous les sauvages du Canada ainsi que ceux qui viendraient des États-Unis. Nécessité d'établir des écoles industrielles. Il lui transmet une documentation qu'il a apportée en sa qualité d'agent de J. B. Clench; il louange cet homme. Il espère être présenté à la Reine. (La documentation manque). p. 284 Upper Lambeth March, le 13 septembre.

J. S[tephen] à Jones. Il lui retourne la documentation qui appartient à J. B. Clench ainsi que la médaille qui avait été laissée au ministère des Colonies. p. 288 [Ministère des Colonies], le 17 septembre.

Jones à Stephen. Il lui accuse réception de la documentation de J. B. Clench, qui lui fut retournée, ainsi que de la médaille qu'il avait laissée au ministère des Colonies. p. 287 Lambeth, le 17 septembre.

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

1838 COMPAGNIE DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

Lincoln's Inn, le 23 mars.

Edward Busk, gouverneur de la compagnie, à Glenelg. Il lui demande de recevoir une députation comprenant J. Gibson, trésorier, Jacob Hans Busk, qui revient du Canada, et lui-même. Ils se sont assigné la mission d'expliquer la demande de Head qui désire obtenir des terres pour la compagnie, dans l'intérêt des sauvages. p. 290

Lincoln's Inn, le 5 avril.

Busk à Glenelg. Il lui transmet sur la compagnie une documentation qui pourra être utile à sir George Grey, lorsque ce dernier devra parler sur la proposition de Hume, faite le 10 avril. La députation qui a déjà obtenu une entrevue de Glenelg pourra fournir, le cas échéant, de nouvelles explications. p. 293

Annexes:—

(1) Avis de la proposition faite par J. Hume, M.P., le 3 avril 1838. Demande d'un rapport sur la compagnie de la Nouvelle-Angleterre. p. 295

(2) Le révérend Samuel Stratton à Hume, 27 Lincoln's Inn Fields, le 23 mars 1838. Il lui transmet des extraits d'une réponse faite par la compagnie au cours de poursuites devant la chancellerie. Ces textes devraient constituer une réponse suffisante aux faux renseignements qui l'ont induit à appuyer la requête de sir Henry Bedingfield. p. 296

Sous-annexes:—

(i) Les extraits, le 9 août 1834. p. 308

(ii) L'arrêt de la chancellerie, le 26 juillet 1836. p. 303

(3) Hume à Stratton, Bryanston Square, le 25 mars 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 23 mars; il étudiera les pièces annexées à la lettre. Les objections possibles. p. 297

(4) Stratton à Hume, 27 Lincoln's Inn Fields, le 26 mars 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 25 mars et lui demande d'attendre encore quelques jours avant de présenter sa proposition. La documentation envoyée le 23 mars démontre que la question a été discutée par le menu à la chancellerie. p. 298

(5) Stratton à Hume, 27 Lincoln's Inn Fields, le 28 mars 1838. Lorsqu'il aura parcouru la documentation annexée à la lettre de Stratton, du 23 mars, Hume admettra que le Parlement ne doit s'immiscer dans cette affaire. Pourquoi il s'oppose à la proposition de Hume. p. 299

27 Lincoln's Inn Fields, le 30 avril.

Stratton à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui transmet de nouveaux extraits sur la réponse faite par la compagnie, le 9 août 1834. p. 316

Annexe:—

Les extraits. p. 316

[Ministère des Colonies], le 22 juin.

Lettre sans signature à Busk (brouillon). L'auteur le renvoie à la lettre du 23 mars. Par suite de la démission de Head, il n'a pas rédigé le rapport sur les terres que la compagnie de la Nouvelle-

Angleterre désire obtenir pour les sauvages. Il demande que la compagnie fasse ce rapport. p. 292 **1838**

Busk à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 22 juin. Pourquoi il n'a pas répondu plus tôt à cette lettre. Il lui transmet un rapport sur les terres demandées; des lettres qui sont dans les dossiers du ministère des Colonies expliquent par le menu la situation de la compagnie; il donnera, si l'on veut, de nouveaux renseignements là-dessus. Remerciements pour les amabilités dont on a fait preuve à l'égard de la compagnie. p. 322 Lincoln's Inn, le 24 août.

Annexe:—

Le rapport. p. 328

Lettre sans signature à Busk (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 août qui fut transmise à sir George Arthur. Glenelg craint que le Gouvernement du Haut-Canada ne puisse accéder au désir de la compagnie qui voudrait obtenir des terres pour les sauvages. p. 327 [Ministère des Colonies], le 5 septembre.

J. Gibson, trésorier, à Grey. Il lui transmet une lettre non terminée qui fut écrite par Edward Busk, quelque temps avant sa mort survenue le 20 septembre 1838, et qui est une réponse à la lettre du 5 septembre. Le résultat des décisions prises lors de la réunion tenue le 18 septembre 1838. p. 339 Great St. Helen's, le 17 octobre.

Annexe:—

Busk à ————, Lincoln's Inn, septembre 1838. Il accuse réception de la lettre du 5 septembre; les terres de la Grande Rivière et les terres en friche de la Couronne. p. 340

Jacob H. Busk, trésorier, à Grey. James Gibson a été nommé président de la compagnie; lui-même devint trésorier en remplacement de Gibson. Un comité spécial nommé pour veiller aux intérêts des établissements des sauvages se réunira mardi et étudiera la lettre de Grey. p. 342 Great St. Helen's, le 8 décembre.

J. H. Busk à Grey. Il le renvoie à la lettre du 7 décembre. Il espère que le rétablissement de l'ordre permettra à Arthur d'étudier la politique des sauvages. La situation et les réclamations de la compagnie. Il approuve le projet de nommer l'évêque du Haut-Canada et l'archidiacre d'York administrateurs des établissements des sauvages et collaborateurs du révérend A. Nellis, du révérend A. Elliott et de W. Richardson, de Brantford. Le comité ne peut s'expliquer pourquoi Arthur a placé le révérend — O'Neil au nombre des missionnaires de la compagnie; il suppose que cette nomination est temporaire. La pénurie de fonds l'empêche d'accéder à la demande d'envoyer un missionnaire chez les Cayugas. Pourquoi on a fermé l'école à Onondaga et à Cayuga. p. 343 9 Great St. Helen's, le 13 décembre.

1838

SERVICES DIVERS

Commissaires nommés en vertu de la loi concernant les pauvres

Bureau des Commissaires, le 19 janvier.

Chadwick à Grey. Il lui transmet une communication et lui demande de la porter à la connaissance de sir Francis Bond Head. (L'annexe manque). p. 355

Administration des Postes

[Administration des Postes], reçue le 11 avril.

Le lieutenant-colonel W. L. Maberly, secrétaire, de l'administration générale des Postes, à ————. Il lui transmet une communication. (L'annexe manque). p. 356

Administration générale des Postes, le 26 avril.

Maberly à J. Stephen, sous-secrétaire. Il lui transmet des rapports sur le renvoi de Joseph Howard, maître de poste à Toronto, et il demande à Glenelg de lui laisser savoir si la décision de Head devrait être confirmée; dans l'affirmative faudrait-il congédier Howard ou le suspendre tout simplement? Nécessité de faire parvenir cette réponse le plus vite possible. p. 358

Annexe:—

(1) T. A. Stayner, adjoint de l'administrateur des Postes, à Maberly. Administration générale des Postes, le 1er février 1838. Le renvoi de James Howard qui a toujours donné satisfaction. C. Berczy le remplace. Il regrette cette décision. En sa qualité d'inspecteur, Berczy a fait des travaux d'une grande utilité, mais les fonctions de l'administrateur des Postes seraient pour lui plus faciles. p. 361

Sous-annexes:—

(i) J. Joseph, secrétaire civil, à Stayner, Hôtel du Gouvernement, le 22 janvier 1838. Pourquoi Howard a été révoqué de ses fonctions; C. Berczy a reçu l'ordre de succéder à Howard à Toronto. p. 365

(ii) Joseph à Howard, Hôtel du Gouvernement, le 13 décembre 1837. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 359).

(iii) Howard à Stayner, Toronto, le 14 décembre 1837. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 360).

(iv) Howard à Berczy, Toronto, le 9 décembre 1837. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 358).

(v) Stayner à Howard, Administration générale des Postes, le 25 décembre 1837. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 364.)

(vi) Howard à Stayner, Toronto, le 4 janvier 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 366).

(vii) Stayner à Howard, Administration générale des Postes, le 30 janvier 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 373).

(2) Stayner à Maberly, Administration générale des Postes, Québec, le 5 mars 1838. Il le renvoie à la lettre du 1er février, au sujet de la destitution de Howard, et il lui transmet copie d'une

lettre où ce dernier laisse entendre que Stayner a commis des injustices à son égard. Il affirme que "la maladie de Howard semble incurable". p. 376 1838

Sous-annexe:—

Howard à Stayner, Yonge St., Toronto, le 24 février 1838. p. 378

(3) Howard au comte de Lichfield, Administration générale des Postes, Toronto, le 22 février 1838. La situation dans laquelle il se trouve; il désirerait être réintégré dans ses fonctions. p. 379

Sous-annexes:—

(i-v) (Sans transcription. Voir pièces annexées à la lettre de Stayner à Maberly, du 1er février 1838).

(vi) Howard à Berczy, Toronto, le 4 janvier 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 368).

(vii) Requête de Howard à Head, le 1er février 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 378).

(viii) Howard à Joseph, Yonge St., le 7 février 1838. Il n'a reçu aucune réponse à sa requête du 1er février; il lui transmet copie de cette requête. p. 388

(ix) Stayner à l'administrateur des postes, Toronto, le 30 janvier 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 373).

(x) Joseph à Howard, Hôtel du Gouvernement, le 8 février 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 372).

(xi) Requête de Howard, le 12 février 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 376).

(xii) Howard à Joseph, Yonge St., le 12 février 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 378).

(xiii) Howard à Stayner, Toronto, le 14 février 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 379).

Lettre sans signature à Maberly (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 26 avril. Glenelg a transmis les lettres de Howard à Head; celui-ci est arrivé en Angleterre. Il fera connaître sa décision aussitôt qu'il aura reçu le rapport de Head. p. 360 [Ministère des Colonies], le 11 mai.

Maberly à Grey. Il lui transmet un extrait d'une lettre de Québec, en date du 21 avril 1838, au sujet du renvoi de Howard. p. 393 Administration générale des Postes, le 21 mai.

Annexe:—

L'extrait. p. 394

Maberly à Stephen. Il lui transmet copie d'une nouvelle documentation qu'il vient de recevoir de Howard. p. 396 Administration générale des Postes, le 25 mai.

Annexe:—

Howard à Litchfield, Toronto, le 16 mars 1838. Il se défend et il demande une enquête. p. 398

1838 Sous-annexes:—

(i) Copie de lettres de Joseph à Stayner, le 22 janvier 1838, et de Joseph à Howard, le 13 décembre 1837. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, pp. 359 et 360).

(ii) Déposition de Joseph Lesslie, le 17 mars 1838. p. 408

(iii) Lettres écrites par John Lesslie, Dundas, décembre 1837. p. 411

(iv) Déposition de John Howard: la réputation de J. S. Howard, Guelph, le 7 mars 1838. p. 411

(v) Déposition de John Ballard: la réputation et la conduite de Howard, le 12 mars 1838. p. 412

(vi) Brouillon d'une autre dépêche de John Ballard. p. 414

(vii) Ballard à Howard, Toronto, le 9 mars 1838. Il refuse de signer cette nouvelle déposition: il craint de mettre son poste en danger. p. 416

(viii) Extrait d'une lettre de Moses Hayter à J. S. Howard, Innisfil, le 5 mars 1838. Benjamin M. Hayter est mort avant d'avoir pu signer la dépêche en faveur de J. S. Howard. p. 417

(ix) Brouillon de la déposition de Benjamin M. Hayter: la réputation et la conduite de Howard, le 5 mars 1838. p. 418

(x) J. Joseph à Howard, Hôtel du Gouvernement, le 21 février 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 387).

(xi) Howard à Stayner, Toronto, le 24 février 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 411-2*, p. 378).

(xii et xiii) Howard à Joseph, Yonge St., le 26 février 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 402-2*, p. 356).

(xiv) Joseph à Howard, Hôtel du Gouvernement, le 28 février 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 26 février 1838; cette lettre fut transmise à Glenelg. p. 424

(xv) Stayner à Howard, Administration générale des Postes, le 23 février 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 14 février; il répond à ceux qui affirment que Howard a été révoqué de ses fonctions sans motif. p. 425

(xvi) Berczy à Stayner, Toronto, le 21 décembre 1837. La destitution de Howard; il a remplacé ce dernier en conformité d'un ordre de Head. p. 430

(xvii) Howard à Stayner, Toronto, le 13 mars 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 23 février; il lui fournit des explications sur sa destitution; sa requête à Glenelg et au comte de Litchfield. p. 431

[Ministère des Colonies], le 29 mai. Lettre sans signature à Maberly (brouillon). L'auteur le renvoie à la correspondance échangée sur le cas de Howard. Glenelg ne fera connaître son opinion qu'après avoir étudié le rapport de sir George Arthur. p. 397

1838

Série Q. 412, t. 1

HAUT-CANADA. DIVERS, 1838

B

W. Bancks à Glenelg. Il a vécu douze ans dans le Haut-Canada; ce qui explique l'insurrection, c'est l'état misérable des colons assujettis à des règlements défectueux. Il s'offre de produire des pièces à l'appui de cette assertion. p. 58 — 6 Well Walk, Hampstead, le 18 octobre.

Grey à Bancks. Il lui accuse réception de la lettre du 18 octobre; Glenelg recevra avec plaisir des commentaires faits par écrit sur cette question. p. 62 — Downing St., le 22 octobre.

Bancks à Glenelg. Les causes du mécontentement dans le Haut-Canada. p. 63 — 6 Well Walk, Hampstead, le 23 octobre.

Arthur Beeston à Glenelg. Sa requête de 1836 au sujet de la perte du poste qu'il occupait dans le bureau des terres de la Couronne. A-t-on reçu un rapport sur cette destitution? Il s'est rendu dans le Haut-Canada et n'a pu obtenir l'enquête qu'il désirait. p. 51 — Grove Terrace, Camberwell, le 3 octobre.

Lettre sans signature à Beeston (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 3 octobre; il n'a reçu aucun rapport du Haut-Canada sur la requête de Beeston; Arthur a reçu l'ordre de rédiger un rapport sur cette affaire. p. 53 — [Ministère des Colonies], le 13 octobre.

Joseph Bertram à Glenelg. Il a passé six ans au Canada et il connaît tous les partis politiques. Il fournira volontiers à Glenelg tous les renseignements dont il dispose. p. 54 — Buckminster, près Colsterworth, le 3 octobre.

Lettre sans signature à Bertram (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 3 octobre; Glenelg étudiera tous les renseignements que Bertram pourra lui fournir sur la situation au Canada. p. 57 — [Ministère des Colonies], le 12 octobre.

Bertram à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre du 12 octobre; pourquoi il n'a pas répondu à cette lettre. Il se demande si les renseignements qu'il voulait alors fournir seront maintenant de quelque utilité. Il se propose de retourner dans le Haut-Canada; il se place à la disposition de Glenelg. p. 84 — Buckminster, le 19 décembre.

Lettre sans signature à Bertram (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 19 décembre; Glenelg et les services de Bertram. p. 85 — [Ministère des Colonies], le 24 décembre.

W. Blanchard à Glenelg. James Hardy a-t-il obtenu une terre sur la rivière Rideau? Blanchard a reçu une concession en 1816, en sa qualité d'ancien lieutenant du régiment de la Nouvelle-Écosse, et a donné à James Hardy une procuration l'autorisant à la diviser en deux. p. 22 — 4 Duncan St., St. James' St., Liverpool, le 22 mars.

1838

20 Clarendon Buildings, Liverpool, le 9 juin.

S. J. Boileau à Glenelg. Il est le petit-fils du lieutenant-colonel Ebenezer Jessup; il a droit à une compensation pour les pertes subies par Jessup qui était un loyaliste. Une partie des terres demandées sera bientôt accordée à une société. p. 29

Annexe:—

Liste d'actes translatifs de propriété en faveur d'Ebenezer Jessup, loyaliste. p. 33

[Ministère des Colonies], le 3 juillet.

Lettre sans signature à Boileau (brouillon). L'auteur lui accuse réception d'une lettre du 9 juin; difficulté de faire droit à la réclamation de Boileau. Une recherche dans les archives du ministère des Colonies a exhumé deux dépêches qui se rapportent à la propriété de Jessup dans le Haut-Canada. Ces deux dépêches furent rédigées en 1816 et en 1817 et font mention d'une propriété près de Prescott sur laquelle on construisit le fort Wellington. p. 32

Le 5 juillet.

Boileau à Glenelg. Pourquoi il a retardé à élever des réclamations en sa qualité d'héritier de E. Jessup. Il n'a pas encore reçu tous les renseignements demandés. p. 41

20 Clarendon Buildings, Liverpool, le 14 juillet.

Boileau à Glenelg. De nouveaux renseignements sur la propriété de E. Jessup; les pertes subies par son grand-père. p. 43

[Ministère des Colonies], le 25 juillet.

Lettre sans signature à Boileau (brouillon). L'auteur lui accuse réception des lettres des 5 et 14 juillet; impossibilité de venir en aide à Boileau. p. 49

20 Clarendon Buildings, Liverpool, le 27 juillet.

Boileau à [Glenelg]. Il lui accuse réception de la lettre du 25 juillet; il se propose d'adresser une requête à la Chambre des Communes. p. 50

29 South Tenth St., Philadelphie, Pa. le 18 février.

Daniel Browne, président de la Société des loyalistes britanniques d'Adelaïde, à [lord Glenelg, secrétaire d'État]. Il le renvoie à une requête précédente. Remarques sur la société; impossibilité de se procurer des terres; ses propres pertes. p. 3

Sans date.

D. B[rowne] à Glenelg (personnelle). Le suicide du lieutenant Z. Mudge; pourquoi P. Robinson a vendu des lots divisés par la société d'Adelaïde. p. 19

North Leith, le 8 juin.

Le révérend James Buchanan à Glenelg. Les réclamations du révérend John McIsaac, de Lochiel, qui désire obtenir du Gouvernement une terre concédée à son prédécesseur. p. 23

[Ministère des Colonies], le 7 juillet.

Lettre sans signature au révérend J. Buchanan (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 8 juin. L'Église à Lochiel et l'impossibilité d'obtenir un octroi; sir George Arthur a reçu l'ordre d'affecter les premiers fonds disponibles au payement d'un traitement au révérend J. McIsaac. p. 27

St. Mildred's Court, le 18 décembre.

Bush et Mason à Glenelg. Ils demandent la permission d'examiner la loi qui constitue légalement la Banque du Haut-Canada; le procès du forgeur John Hannon impliqué dans l'insurrection. p. 81

Macclesfield, le 4 mars.

Mathew lord Butler au comte de Durham. Le testament de John Holdham qui est mort à Toronto. p. 133

C

1838

Le révérend Charles Carpenter, baptiste, à Glenelg. Il demande une entrevue pour le révérend W. Rees, de Brantford, président de la Société des missionnaires canadiens, qui peut donner à Glenelg des renseignements sur la situation dans le Haut-Canada. p. 88 — 10 Polygon, Clarendon Square, le 26 octobre.

J. D. Clanchy à Glenelg. Remerciements pour la permission qu'il a obtenue d'envoyer une documentation à Mary Conway, de Cornwall, par l'intermédiaire du ministère des Colonies. p. 87 — 31 Surrey St., Strand, le 2 janvier.

John Cunningham au secrétaire des Colonies. Il a servi dans la compagnie du capitaine Kidd, des volontaires de Brockville; on lui a promis un complet, mais il n'a reçu jusqu'ici que le pantalon. Il aimerait avoir les autres pièces. p. 90 — Corradarren, près Killishandra, le 10 novembre.

Lettre sans signature à Cunningham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 10 novembre; cette demande devrait être faite à l'officier qui commandait le bataillon de Cunningham. p. 91 — [Ministère des Colonies], le 24 novembre.

D

J. L. Dampier à Grey. Il lui demande une lettre d'introduction pour W. Dampier qui ira s'établir dans le Haut-Canada. p. 96 — 24 Montague Place, Bedford Square, le 28 mai.

Dampier à Grey. Il lui demande une lettre d'introduction pour W. Dampier, autrefois du 40e régiment, qui s'établira dans le Haut-Canada. p. 94 — 24 Montague Place, le 29 mai.

Lord Darlington à Grey. Il lui présente Henry Coldham qui ira s'établir dans le Haut Canada. p. 93 — 40 Upper Brook Street, le 27 février.

E

Sir Augustus d'Este à Glenelg. Le révérend R. Alder fut forcé de partir pour le nord d'Angleterre au moment où Glenelg désirait le voir. Il pourrait faire des arrangements pour qu'Alder vienne en même temps que Peter Jones. p. 97 — Le 20 juin.

Andrew Ellison, autrefois capitaine du 66e régiment, à Glenelg. Il lui transmet copie d'une lettre de lord Fitzroy Somerset, secrétaire du grand quartier général; son désappointement de n'être pas placé sur le même pied que les autres colons militaires du Haut-Canada. Il demande d'être réintégré dans ses fonctions afin de pouvoir réclamer ce privilège. p. 108 — Jersey, le 24 septembre.

Annexe:—

Fitzroy Somerset à Ellison, Grand quartier général, le 25 août 1838. p. 113

Lettre sans signature à Ellison (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 septembre. Pourquoi la demande d'Ellison ne peut être accordée. p. 111 — [Ministère des Colonies], le 8 octobre.

1838
Downing St., le 19 décembre.

Lettre sans signature à Fitzroy Somerset (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre d'Ellison. Glenelg est d'avis que celui-ci ne devrait pas subir de pertes pécuniaires. Il désire savoir si les règlements concernant le service permettent d'accéder à la demande d'Ellison. p. 121

Annexe:—

Ellison à Glenelg, Jersey, le 7 décembre 1838. Il lui accuse réception de la lettre du 8 octobre. On devra donner les ordres de payer la balance qui lui est due sur la vente de sa commission. p. 119

18 Ebury Sq., Pimlico, le 15 mars

William Emery à Grey. Il a acheté une terre dans le Haut-Canada dans le but d'y ériger des bâtisses. Il est entrepreneur, de son état, et accepterait tout travail que le Gouvernement voudrait bien lui confier. p. 103

7 Trafalgar Place, Stoke, le 24 février.

James Christie Esten à J. Stephen, sous-secrétaire. Il approuve la décision énoncée dans la lettre de Stephen, du 22 février 1837, mais regrette que sa négligence à demander une extension de congé l'ait privé de la possibilité d'être nommé doyen du Conseil des Bermudes. Il demande de l'emploi dans le Haut-Canada, de préférence à la cour de l'Amirauté. L'importance d'une telle cour dans le Haut-Canada. p. 99

Portsmouth, le 23 mai.

Requête de James Christie Esten. Il désire être nommé juge de la cour de la Vice-Amirauté dans le Haut-Canada. p. 104

[Ministère des Colonies], le 26 mai.

Lettre sans signature à Esten (brouillon). L'auteur accuse réception de la lettre du 23 mai. Le Gouvernement n'a pas l'intention d'établir une cour de la Vice-Amirauté dans le Haut-Canada. Si plus tard une telle cour était établie, le poste de juge serait donné à un membre du barreau du Haut-Canada. p. 107

3 Lincoln's Inn, le 17 septembre.

John Evans à Grey. Il lui demande une lettre d'introduction pour son frère Georges qui va s'établir au Canada. p. 117

3 Lincoln's Inn, New Square, le 26 septembre.

Evans à Grey. Son frère a l'intention d'aller à Toronto. p. 116

Lincoln's Inn, le 2 octobre.

Evans à Grey. Il le remercie de la lettre d'introduction qui lui fut donnée pour son frère. p. 115

F

12 Hill St., Edimbourg, le 31 janvier.

J. Ferguson à Grey. Il lui transmet copie d'une lettre d'Adam Ferguson: récit de l'insurrection dans le Haut-Canada. p. 123

Annexe:—

Adam Ferguson à James Ferguson, Woodhill, le 25 décembre 1837. p. 124

Bureau du greffier de l'Assemblée, Toronto, le 1er juin.

J. Fitzgibbon, greffier de l'Assemblée, au sous-secrétaire du ministère des Colonies. Il lui transmet des copies imprimées des journaux de l'Assemblée pour 1837 et demande de les transmettre aux deux Chambres du Parlement. p. 135

Fitzgibbon à Glenelg. Il lui transmet copie d'une note qui lui fut remise par le lieutenant-gouverneur. p. 134 — 1838 Toronto, le 10 août.

Annexe:—

Fitzgibbon à Glenelg, Toronto, le 9 août 1838. Il répond aux déclarations faites par Glenelg au sujet de la rébellion et de la défense de Toronto. Explication de sa conduite. Il se plaint de Head. p. 136

Joseph Froste et Cie à Glenelg. Trente-quatre prisonniers sont arrivés sur le *Captain Ross*. On les a incarcérés. Les papiers ont été transmis au maître de poste. p. 150 — Liverpool, le 17 décembre.

G

E. Gaudy à Grey. Il lui envoie des échantillons de blé rustique qu'on devra faire parvenir à sir George Arthur. p. 152 — 18 Hart St., Bloomsbury, le 17 février.

Le colonel Charles E. Grey à Grey. Il demande une lettre d'introduction pour Henry Parsons qui va s'établir dans le Haut-Canada. p. 153 — 95 Eaton Square, le 16 mars.

— Garett à Grey. Il lui transmet une lettre du révérend — Waddilove. Les affaires des missionnaires. (L'annexe manque). p. 154 — Presbytère, Toronto, le 1er mai.

Samuel Guerney à ————. Il attire l'attention sur le cas de John et d'Enoch Moore qui ont été condamnés à mort pour avoir pris part à l'insurrection. Il soumet des représentations en leur faveur. p. 155 — Sans date

H

Arch. Hastie, M.P., à Grey. Il lui transmet un mémoire demandant que les noms de George et de Thomas Lowndes, qui ont servi au cours de la rébellion, soient placés sur la liste de lord Glenelg. p. 161 — 29 St. James's Place, le 4 juin.

Annexe:—

Le mémoire. p. 162

Lettre sans signature à Hastie (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 4 juin. Glenelg ne peut intervenir lorsqu'il s'agit de choisir des candidats aux situations dans le Haut-Canada. p. 163 — [Ministère des Colonies], le 11 juin.

C. Harsant au secrétaire d'État pour les Colonies. Il désire savoir si John Prout, de Pickering, est impliqué dans la rébellion. p. 164 — 420 Strand, le 20 juin.

J. Hawker à Grey. Il demande que l'annexe (non mentionnée) soit transmise. p. 166 — Ashford, Petersfield, le 8 septembre.

Lewis Hertslet, bibliothécaire, à Glenelg. Il demande une lettre de recommandation pour Georges Evans, jeune avocat, qui s'en va dans le Haut-Canada. p. 167 — Ministère des Affaires étrangères, le 26 septembre.

1838

7 Durham Place, Chelsea, le 13 janvier. W. F. Hillyer à Glenelg. Il désire savoir si Larratt Smith ou Francis Boyd, qui ont leur résidence sur la rue Yonge, ont été blessés au cours de l'attaque livrée contre Toronto. p. 157

Toronto, le 31 janvier. Francis Hincks à Glenelg. Il justifie la ligne de conduite qu'il a adoptée dans les questions de politique provinciale et déclare qu'il n'a jamais été impliqué dans l'insurrection. p. 158

[1837] Toronto. Berczy à Howard (Sans transcription. Voir *Q. 409-1*, p. 194).

[1838] Toronto, le 17 mars. J. S. Howard, ex-maître de poste de Toronto, à Glenelg. Il lui transmet d'autres papier relatifs à son cas. (Les annexes manquent. Voir *Q. 402-2*, et *Q. 411*). p. 171

[Ministère des Colonies], le 12 mai. Glenelg à sir Francis Bond Head, ancien lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. Il lui transmet deux communications concernant la démission de James Howard, maître de poste de Toronto, et demande un rapport. (Les annexes manquent). p. 169

Toronto, le 11 septembre. Howard à Glenelg. On ne lui a pas encore fourni l'occasion de justifier sa conduite. Une entrevue lui a été accordée par sir Georges Arthur au cours de laquelle on lui a appris la détermination du Gouvernement de maintenir sa décision. Il lui transmet des documents. p. 175

Annexes:—

(1) Howard à John Macaulay, secrétaire civil, Yonge St., le 16 juillet 1838. Il a appris par un membre de la Chambre des Communes qu'Arthur avait reçu les instructions de lui permettre de justifier sa conduite. Il demande des renseignements à ce sujet. p. 180

(2) Howard à Macaulay, le 25 juillet 1838. Il désire savoir si la décision d'Arthur à son sujet a été communiquée à Glenelg avant son entrevue de vendredi dernier. S'il en est ainsi aura-t-on un rapport supplémentaire? Autres représentations en sa faveur. Il a dépensé la somme de 2,400 louis à la construction d'un immeuble afin de loger le bureau de poste. p. 182

(3) Requête de Howard, le 10 septembre 1838. p. 184

Sous-annexe:—

T. G. Ridout, caissier de la Banque du Haut-Canada, à Howard, York, le 27 mars 1833. On pourra vendre l'immeuble qui appartient à la banque à condition qu'une bâtisse de brique soit construite où sera logé le bureau de poste. p. 188

Toronto, le 22 septembre. Macaulay à Howard. (Sans transcription. Voir *Q. 409-1*, p. 149).

Toronto, le 25 septembre. Certificat de Fitzgibbon. (Sans transcription. Voir *Q. 409-1*, p. 149).

Toronto, le 27 septembre. Certificat de C. Widmer. (Sans transcription. Voir *Q. 409-1*, p. 152.

Toronto, le 28 septembre. Howard à Glenelg. (Sans transcription. Voir *Q. 409-1*, p.157).

Joseph Hume, M.P., à Grey. Le jour suivant la date de cette lettre, il demandera combien de sauvages sont employés à la répression de la rébellion. p. 165 — 1838 Chambre des Communes, le 2 août.

K

Jane Kelly au secrétaire des Affaires des colonies. Elle demande si son frère a été employé au service du Haut-Canada depuis qu'il a été licencié du 71e régiment. p. 197 — Strabane, Tyrone, le 17 juillet.

L

Le lieutenant Douglas Labalmondière, du 83e régiment, à Grey. Il demande le remboursement de 6 louis et 2 chelins pour les frais qu'il a encourus lorsque ses effets n'ont pu le suivre. Labalmondière a apporté des dépêches. p. 199 — 46 Harley St., le 24 décembre.

Lettre sans signature à Labalmondière (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 24 décembre 1838. Sa réclamation sera payée sur demande adressée à G. L. Wilder, commis principal. p. 200 — [1839] [Ministère des Colonies], le 3 janvier.

M

1838

Le comte Mandelsloh à Glenelg. Il demande qu'on certifie l'extrait mortuaire de John George Heuback, de Bytown. p. 206 — Somerset St., le 22 janvier.

G. H. Markland, ex-inspecteur des comptes publics, à Glenelg (confidentielle). A son avis la rébellion a été provoquée par la ligne de conduite de sir Francis Bond Head. p. 217 — Toronto, le 19 février.

A. McLean à Glenelg. Au sujet de sa lettre du 30 décembre 1837, il fait rapport sur les mesures prises par le Gouvernement des États-Unis au sujet de la rébellion. p. 202 — New-York, le 8 janvier.

W. Morris à James Stephen, sous-secrétaire (confidentielle). A. N. MacNab apporte l'adresse de l'Assemblée où l'on critique Stephen pour les témoignages qu'il a donnés devant le comité spécial de 1828. Ces gens désirent que Stephen soit démis de ses fonctions. Le parti de l'archidiacre a acquis de l'importance à cause de la rébellion. p. 207 — Toronto, février.

Annexe:—

Extrait des journaux de l'Assemblée. p. 212

Morris à Glenelg. Il lui transmet copie des *Lettres à l'honorable William Morris*, de l'archidiacre Strachan, et de son adresse au clergé. Il blâme l'archidiacre pour le mécontentement qui s'est répandu dans la province. p. 233 — Toronto, le 20 février

Annexe:—

(1) Les lettres. (Suite dans la *Série Q. 412-2.*) p. 235

1838

Série Q. 412, t. 2

HAUT-CANADA, DIVERS, 1838

M—*Suite*

Le 20 février. Suite des annexes à la lettre de Morris à Glenelg.

(2) Les lettres. p. 256

(3) L'adresse au clergé de l'archidiaconat d'York. p. 331

Galway, le 12 mai. — Martin à Glenelg. Il demande qu'on étudie la requête de — Moore. p. 373

5 Palistine Place, le 30 novembre. Le Dr John McCaul à Glenelg. Il lui accuse réception d'un sac de dépêches pour le Haut-Canada. p. 376

Canada House, Ballinasloe, Irlande, le 10 juillet. H. McLaughlin à Glenelg. Il désire savoir si le propriétaire d'une terre dans le Haut-Canada doit l'occuper lui-même ou s'il peut la louer. p. 374

[Ministère des Colonies], le 17 juillet. Lettre sans signature à McLaughlin (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 10 juillet. Glenelg ne connaît aucune restriction sur le louage des terres dans le Haut-Canada. McLaughlin devra se reporter aux lois de cette colonie. p. 375

O

Walter O'Hara à Glenelg. (Sans transcription. Voir *Q. 406-1*, p. 44, avec annexes).

Annexe supplémentaire:—

Traduction de l'ordre d'élargissement d'O'Hara, de St. Juan da Foy, le 6 septembre 1820. p. 383

Toronto, le 2 février. O'Hara à Glenelg. Représentations contre certains fonctionnaires qu'il accuse d'avoir dénaturé l'opinion publique au sujet du rappel de Head. p. 385

Toronto, le 4 juillet. O'Hara à Glenelg. Il lui transmet copie de sa requête et d'une lettre du juge Archibald McLean. Il se plaint de n'avoir pas été nommé chef de l'état-major. p. 390

Annexes:—

(1) La requête d'Arthur. p. 394

(2) McLean à O'Hara, Toronto, le 31 mars 1838. Il était présent lorsque O'Hara offrit ses services, mais il ignore si Head a profité de cette offre. Les services que lui-même a reçus d'O'Hara. p. 399

P 1838

H. Parnell à Glenelg. Il lui transmet copie d'une adresse de James et de William Leslie, de Toronto. p. 402 Whitehall, le 19 février.

Annexe:—

L'adresse, Toronto, le 9 janvier 1838. Griefs des colons; leur détention; on devrait accorder l'indépendance à la colonie. p. 404

Lettre sans signature à S. M. Phillipps, sous-secrétaire, ministère de l'Intérieur (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une requête de John G. Parker et demande que lord John Russell prenne les mesures qu'il jugera nécessaires. p. 403 [Ministère des Colonies], le 27 décembre.

Annexe:—

La requête, Liverpool, le 24 décembre 1837. Parker donne un exposé de son arrestation et de sa condamnation. Il demande d'être traité avec clémence. p. 411

R

Le révérend Andrew Reed, D.D., à Glenelg. Il lui transmet copie du *Herald*, de Kingston, qui donne un exposé du cas de M. S. Bidwell. Il demande que Bidwell soit rétabli dans ses droits. p. 418 Hackney, le 19 juillet.

Annexes:—

The Herald, du 8 mai 1838, qui renferme la correspondance suivante sur les circonstances qui ont entouré le départ de Bidwell de la province:— p. 420

(1) C. A. Hagerman, procureur général, à Bidwell, Toronto, le 8 décembre 1837. Sympathies. p. 440

(2) Bidwell à Head, Lewiston, le 11 décembre 1837. p. 443

(3) Head à Bidwell, Toronto, le 23 mars 1838. p. 448

(4) Bidwell à Henry Cassady, Toronto, le 9 décembre 1837. Il demande de l'aide pour régler ses affaires personnelles. (Ces annexes sont suivies d'autres lettres à Cassady et d'une lettre à une autre personne non nommée). p. 456

Lettre sans signature à Reed (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 19 juillet. Il y a longtemps que des instructions ont été données pour obtenir justice dans le cas de Bidwell. p. 419 [Ministère des Colonies], le 1er août.

J. B. Robinson, juge en chef, à [Glenelg]. Il refuse le titre de chevalier que Head a réclamé pour lui. p. 475 Toronto, le 6 février.

Robinson à Glenelg. Il lui transmet copie du témoignage qu'il a donné à l'ouverture de la commission spéciale établie pour le procès des séditieux. p. 478 Le 23 mars.

Annexe:—

Le témoignage. p. 480

Robinson à Glenelg. Il est arrivé en Angleterre. p. 511 Clifton, le 18 octobre.

1838
7 Lansdowne Place, Cheltenham, le 26 novembre.

Robinson à Glenelg. Arthur désire qu'on ajoute un nouveau membre au Conseil législatif. p. 512

[Ministère des Colonies], le 5 décembre.

Lettre sans signature à Robinson (confidentielle—brouillon). L'auteur lui transmet le double d'une dépêche adressée à Arthur et qui renferme une liste des membres que Glenelg a l'intention de proposer pour le Conseil législatif. Glenelg désire l'avis de Robinson sur l'étendue de l'addition projetée. p. 514

Cheltenham, le 7 décembre.

Robinson à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre du 5 décembre; ses vues sur le Conseil législatif. p. 516

Cheltenham, le 7 décembre.

Robinson à ————. Du 10 décembre au 28 décembre il restera avec sir Francis Bond Head. Il commente les nouvelles et craint que des troubles n'éclatent à la frontière de l'Ouest. p. 523

Kingston, le 8 mars.

Le révérend Egerton Ryerson à Glenelg. Il lui transmet des documents imprimés sur l'ordre de l'Assemblée au sujet de l'*Upper Canada Academy:* les intentions de Glenelg ont été frustrées. L'aide accordée à l'*Academy* constituera-t-elle un don ou un prêt. Le loyalisme des méthodistes wesleyens. Partialité dont on a fait preuve en agissant d'après les instructions du bureau des Colonies sur l'éducation et les intérêts religieux. Il demande un octroi annuel pour l'*Upper Canada Academy.* Il craint de paraître dans une lumière défavorable aux yeux de Glenelg, mais il se justifie. p. 526

Série Q. 412, t. 3

HAUT-CANADA, DIVERS, 1838

R (*suite*)

Jersey, le 2 mars.

M. Rafter à Glenelg. Il demande un prolongement de congé pour le capitaine Ellison qui est trop malade pour se rendre au Canada actuellement. Ellison désire de l'emploi au Canada. p. 691

Jersey, le 13 mars.

Lettre sans signature à Rafter (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 2 mars. Glenelg accorde un congé supplémentaire d'un mois à Ellison. Par suite d'une loi qui a été adoptée dans .le Haut-Canada et dans le Nouveau-Brunswick, régissant la distribution des terres publiques, Ellison sera privé d'une concession militaire dans l'une ou l'autre province. p. 695

Jersey, le 16 mars.

Rafter à sir George Grey, sous-secrétaire. Accusé de réception de la lettre du 13 mars. D'après les règlements en vertu desquels Ellison a disposé de sa commission, il a droit à une concession de terre dans l'une ou l'autre province, à son choix. p. 695

[Ministère des Colonies], le 26 mars.

Lettre sans signature à Rafter (brouillon). L'auteur accuse réception de la lettre du 16 mars; les raisons pour lesquelles Glenelg ne peut aider Ellison en cette matière. p. 697

1838

Rafter à Grey. Il adresse un nouvel appel en faveur du capitaine A. Ellison et désire que celui-ci soit mis en demi-solde s'il est impossible de lui obtenir une concession dans le Haut-Canada. p. 702 Jersey, le 30 mars.

Lettre sans signature à Rafter (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 30 avril. Glenelg ne peut atténuer la loi provinciale qui régit ce cas. La demande de demi-solde devrait être adressée au commandant en chef. p. 703 [Ministère des Colonies], le 5 avril.

Ryerson à Stephen (personnelle). Il lui transmet les documents imprimés par l'ordre de l'Assemblée ainsi que l'appendice officiel se rapportant à l'*Upper Canada Academy*. Il critique la ligne de conduite adoptée par Head à l'égard de cette institution. Il prétend que Head, le procureur général et d'autres membres du Conseil Exécutif veulent absolument obtenir la démission de Stephen du bureau des Colonies. Commentaires sur l'adresse de l'Assemblée et sur les personnes qui l'ont discutée. Il est sûr que la province sera protégée contre les agressions américaines. (Les annexes manquent). p. 546 Kingston, le 9 mars.

Ryerson à Glenelg (personnelle). Le cas de M. S. Bidwell et les plaintes sur la conduite de Head. p. 557 Kingston, le 23 mars.

Annexes:—

(1-4) Les lettres de Bidwell. (Voir *Q. 412-2*, p. 443).

(5) Bidwell à Head, Toronto, le 8 décembre 1837. Extrait au sujet d'une certaine propriété. p. 573

Ryerson à Glenelg. Remarques supplémentaires sur le cas de Bidwell. p. 574 Kingston, le 4 avril.

Annexes:—

(1) Extrait du *Guardian*, le 4 janvier 1832. Description d'un défilé en l'honneur de la réélection de Mackenzie et des drapeaux qui furent arborés en cette occasion, y compris "Bidwell et la glorieuse minorité". p. 577

(2) Extrait du *New York Spectator*, le 11 janvier 1838. On nie que Bidwell ait favorisé Mackenzie. Ceci comprend une lettre de Bidwell à ————, Lewiston, le 20 décembre 1837. p. 580

(3) Extrait du *Herald*, Kingston, le 10 avril 1838. p. 584

Ryerson à Glenelg. Ses vues sur les réserves du clergé, les méthodistes wesleyens, la ligne de conduite de Head à l'égard des sauvages; le rapport de l'Assemblée sur l'état de la province. p. 592 Kingston, le 9 avril.

Annexes:—

(1) Extrait des délibérations de la Conférence, Toronto, le 24 juin 1837. Au sujet des concessions du Gouvernement et des réserves du clergé. p. 630

(2) Numéro spécial du *Christian Guardian*, Toronto, le 15 janvier 1838. La question des réserves du clergé. Un manifeste. p. 642

1838 (3) Lettre ouverte de Ryerson à MacNab, président de l'Assemblée, Toronto, le 23 janvier 1838. Au sujet des réserves du clergé. p. 661

S

Liverpool, le 15 février. Le capitaine William Sandom à Grey. Avant son départ il est allé au ministère des Colonies chercher des dépêches. Récépissé des dépêches dont il est le porteur. p. 708

Londres, novembre. W. P. Smith à Glenelg. Au cours d'un voyage qu'il a fait dans l'Amérique du Nord afin de collectionner des articles pour un musée d'histoire naturelle, il a reçu à Michigan l'offre d'une situation comme géologiste adjoint au musée projeté de l'université. Les services qu'il a rendus au début de la rébellion. Cette conduite lui valut la perte de sa situation. Il n'a reçu aucun secours au Canada. Il demande l'aide britannique pour payer ses frais de retour en ce pays. p. 738

[Ministère des Colonies], le 30 novembre. Lettre sans signature à Smith (brouillon). L'auteur lui accuse réception de sa lettre et déclare qu'il n'y a aucun fonds sur lequel on pourrait prélever les frais de voyage demandés. On n'a reçu aucun rapport du Canada sur les services que Smith prétend y avoir rendus. p. 747

Décembre. Smith à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 30 novembre et lui transmet des documents au sujet des services qu'il a rendus au cours de la rébellion. (Les annexes manquent). p. 748

Le 8 décembre. Reçu de W. P. Smith pour les papiers qui accompagnaient sa lettre de décembre 1838. p. 754

[Ministère des Colonies], le 12 décembre. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). L'auteur transmet copie d'une lettre de Smith et demande s'il serait possible d'accorder une petite concession à cet homme. p. 752

Londres, le 28 décembre. Smith à Glenelg. Ses difficultés. Il demande de l'aide. p. 756

[Ministère des Colonies], le 28 décembre. Lettre sans signature à Smith (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 28 décembre. Glenelg accorderait une avance de 50 louis à la condition que Smith puisse obtenir de Colborne et d'Arthur un rapport établissant la preuve de ses prétentions. p. 759

Callington, le 7 décembre. Hugh Snell à Glenelg. Plusieurs jeunes gens de son entourage sont prêts à servir au Canada ou ailleurs si on veut bien leur accorder des commissions dans l'armée. p. 753

Toronto, le 10 septembre. Joseph Bitterman Spragge à Stephen. Il lui demande de l'aider à obtenir le poste de secrétaire provincial et de greffier rendu vacant par la mort de Duncan Cameron. p. 732

Toronto, le 22 mars. Stanton à Head. Il lui demande de l'aider à présenter sa requête. p. 725

Toronto, le 22 mars. Requête de Robert Stanton demandant une concession dans le Haut-Canada. p. 709

1838

Annexes:—

(1) Requête de William Stanton, sous-adjoint du commissaire général, fort Érié, le 12 septembre 1818. Ses états de service. Il demande la concession d'une terre qu'il a occupée à Fort Érié avec l'autorisation de sir Gordon Drummond. p. 712

(2) Décret du Conseil du 21 septembre 1818. Le nom de Stanton devra être inscrit comme premier demandeur de la terre mentionnée. p. 714

(3) Avis de T. Ridout, procureur général. Le nom de Stanton a été inscrit le 28 septembre 1818. p. 714

(4) Requête de Robert Stanton, Toronto, le 21 novembre 1836. La réclamation de son père. p. 715

(5) Extrait de la requête de William Stanton, Amherstburg, 1828. Ses états de service. p. 719

(6) Décret du Conseil du 8 décembre 1836. Le Gouvernement exécutif ne peut accéder à la requête de Stanton qui désire une réserve militaire. p. 722

(7) Description de la terre occupée par Stanton, le 20 juillet 1817. p. 723

(8) Carte de la réserve du fort Érié. (Cette pièce se trouve actuellement à la division des cartes).

Lettre sans signature à sir Francis Head, ancien lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (brouillon). L'auteur accuse réception de la requête de Stanton, qui fut transmise à Glenelg par Head le 27 avril, et demande si ce dernier a quelque observation à faire à ce sujet avant de soumettre la question à sir George Arthur. p. 711 [Ministère des Colonies], le 9 mai.

Stephen à Glenelg. Il lui transmet une lettre d'Arthur au sujet des pouvoirs accordés au comte de Durham. La nomination d'Arthur comme lieutenant-gouverneur du Haut-Canada et son refus d'accepter le poste à certaines conditions. Stephen prétend qu'il n'en fut pas ainsi. p. 726 Londres, le 5 juillet.

Annexe:—

Arthur à Stephen, Toronto, le 2 juin 1838 (personnelle). p. 728

J. A. Stevenson à Glenelg. Il soumet un plan en vertu duquel des ouvriers seraient engagés pour l'érection d'un entrepôt central d'armes et de munitions à Bytown, après quoi on les établirait sur des terres du Gouvernement. p. 705 New Edinburgh, le 6 janvier.

Le vénérable John Strachan, archidiacre d'York, à Glenelg. Il désire être nommé évêque du Haut-Canada; la question du traitement pourrait rester en suspens jusqu'au règlement des réserves du clergé. p. 735 Toronto, le 24 septembre.

Lord Dudley Stewart à Grey. Il demande qu'on lui envoie une certaine annexe. p. 755 Wilton Crescent, le 18 décembre.

1838

T

Rathdrum, le 30 mars. Le révérend Robert J. C. Taylor, curé de Rathdrum, à Glenelg. Il demande de nouveau le paiement d'un arriéré de traitement à titre de professeur à l'école secondaire de Peterborough. p. 762

[Ministère des Colonies], le 9 avril. Lettre sans signature à Taylor (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 30 mars. On n'a pas encore reçu le rapport demandé. Il est malheureux que Glenelg ne puisse espérer recevoir de l'avancement. p. 765

7 Aston's Quay, Dublin, le 9 juillet. Taylor à Glenelg. Il lui adresse une nouvelle demande. p. 775

[Ministère des Colonies], le 31 juillet. Lettre sans signature à Taylor (brouillon). Le rapport demandé n'a pas encore été reçu; il n'est pas probable qu'on puisse prélever sur un fonds quelconque du Haut-Canada la somme en question. p. 777

St. Mary's Vestry, le 8 octobre. Taylor à Glenelg. Il désire recevoir une partie de la somme qu'il a demandée car il se trouve dans un pressant besoin. Il désire être nommé chapelain au Canada. p. 778

[Ministère des Colonies], le 19 octobre. [Grey] à Taylor. Il lui accuse réception de la lettre du 8 octobre. On a reçu le rapport demandé. Colborne n'a pas les fonds voulus pour accorder une allocation additionnelle et par conséquent il ne peut rien faire pour Taylor. Arthur a reçu l'ordre de soumettre le cas à l'étude de l'Assemblée. Il regrette qu'il n'y ait aucun poste où Taylor pourrait être nommé. p. 780

5 Suffolk St., le 12 mai. T. Thornely, M.P., à Glenelg. Il lui demande d'étudier le cas de J. Howard qui a été démis de ses fonctions de maître de poste à Toronto. p. 766

[Ministère des Colonies], le 16 mai. [Stephen] à Thornely (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 12 mai; la ligne de conduite qu'on a adoptée en ce qui concerne Howard. Offre à Thornley de transmettre à Arthur toutes les représentations qu'il pourrait soumettre. p. 767

5 Suffolk St., le 19 mai. Thornely à Glenelg. Représentations en faveur de Howard. p. 769

[Ministère des Colonies], le 26 mai. Lettre sans signature à Thornely (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 19 mai; cette lettre a été transmise à sir George Arthur. p. 773

5 Suffolk St., mardi. Thornely à Glenelg. Le *Royal William* partira jeudi soir. p. 774

W

Prison de Liverpool, le 20 décembre. Pétition de James Waggoner. Il demande son pardon. p. 800

Prison de Liverpool, le 20 décembre. Pétition des personnes suivantes: Benjamin Wait, Samuel Chandler, Alex. McLeod, James Gemmell, James Waggoner, John Grant, John J. McNulty, John Vernon, condamnés à la transportation. Ils demandent leur pardon. p. 797

W. F. G. Waldron à Glenelg. Il désire être nommé maître d'école dans le Haut-Canada. p. 785 — 1838 [Répondue le 30 janvier], sans date.

William Wallace à Glenelg. Il a résidé à Port Hope de 1820 à 1822 et était capitaine dans la milice. Il offre de retourner dans le Haut-Canada si ses services sont requis. p. 783 — 4 Hill Place, Edimbourg, le 13 janvier.

Wallace à Glenelg. Pourrait-il obtenir une concession de terre s'il retournait dans le Haut-Canada en vertu de sa commission militaire? p. 786 — 4 Hill Place, Edimbourg, le 4 février.

M. le juge — Williams à Glenelg. Il recommande Edmund Lally pour le poste de shérif dans le comté de Simcoe et sollicite l'aide et l'appui de Glenelg. p. 787 — Grosvenor Square, le 16 avril.

Lettre sans signature à Williams (brouillon). L'auteur accuse réception de la lettre du 16 avril et dit qu'il ne pourrait intervenir dans les nominations locales. p. 788 — [Ministère des Colonies], le 30 avril.

James White à Grey. Il lui transmet un paquet pour le Haut-Canada et demande si le blé laissé par E. Gaudy a été remis à Arthur. p. 789 — Plymouth, le 4 septembre.

Lettre sans signature à White (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 4 septembre. Le blé a été envoyé à destination. p. 790 — [Ministère des Colonies], le 13 septembre.

Requête de William H. Yellon, autrefois adjudant du 3e bataillon *Royal Veteran*. Il demande ses frais de voyage pour se rendre au Canada. p. 792 — Ballintample, le 20 août.

Y

H. E. F. Young à Glenelg. Il désire être nommé au poste de secrétaire des Colonies (pour la province) du Haut-Canada. p. 795 — Cowes, Isle of Wight, le 8 novembre.

Série Q. 412, t. A

BROUILLON DE DÉPÊCHES À SIR GEORGE ARTHUR, 1837-1838

Sauf celles qui suivent, les dépêches que renferme ce volume sont déjà inventoriées dans le *Rapport pour l'année 1936, Série G*, volumes 83 à 86. — 1837

Lettre sans signature à sir George Arthur, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 9 décembre. La question des cures a été soumise aux légistes et Arthur sera mis au courant s'ils en viennent à une décision avant la date de son départ. Les instructions, quant au revenu casuel et territorial, seront données dans une dépêche avant le départ d'Arthur. p. 2 — [Ministère des Colonies], le 15 décembre.

Glenelg à Arthur (N° 1). (Cette dépêche se trouve dans la *Série G* et porte le N° 2). p. 3 — Le 22 décembre.

1837

Downing St., le 22 décembre. Glenelg à Arthur (N° 2). (*A* comparer avec la dépêche qui se trouve dans la *Série G. 38*, p. 249). Il lui accuse réception des dépêches confidentielles de Head, des 22 septembre et 7 octobre 1837, au sujet du nombre des membres du Conseil législatif. Il demande à Arthur de lui fournir un rapport sur cette matière. p. 5

Downing St., le 23 décembre. Glenelg à Arthur (N° 3). Il lui accuse réception de la dépêche de Head, N° 103, du 16 septembre, avec les requêtes de l'Église presbytérienne, unie à l'Église d'Écosse, au sujet d'une part des réserves du clergé et des cures. On devrait transmettre au synode la partie de la correspondance que renferme la dépêche N° 231, du 7 septembre, où l'on expose les vues du Gouvernement sur ces questions. Il espère qu'on en viendra à un arrangement satisfaisant. p. 7

[Ministère des Colonies], le 26 décembre. Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 21 décembre. Arthur désire recevoir les mêmes frais de passage que ceux qui furent accordés à Head; sa demande sera soumise au chancelier de l'Échiquier. p. 17

1838

Downing St., le 26 mai. Glenelg à Arthur (N° 78). Il lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 23 avril. Le cas de T. J. Sutherland a été soumis aux légistes. Des instructions seront données aussitôt qu'on aura reçu le rapport. p. 156

Downing St., le 29 mai. Glenelg à Arthur (N° 81). Pour faire suite à sa dépêche N° 58, du 19 avril, il lui transmet d'autres documents au sujet de la démission de J. Howard, maître de poste de Toronto. On devra consulter le sous-directeur général des postes et si celui-ci est toujours du même avis Howard ne devra pas être rétabli dans ses fonctions; on devra toutefois lui fournir l'occasion de se disculper. p. 159

Série Q. 412, t. B

DÉPÊCHES AUX GOUVERNEURS, 1838

Sauf celles qui suivent, les dépêches que renferme ce volume sont déjà inventoriées dans le *Rapport pour l'année 1936*, *Série G*, volumes 84 à 86.

[Ministère des Colonies], le 7 mai. Glenelg à Arthur. Il lui transmet quelques originaux qui devront être envoyés au révérend E. Ryerson. p. 114

Downing St., le 26 mai. Arthur à Glenelg (N° 78). Le cas de T. J. Sutherland a été soumis aux légistes de la Couronne. p. 133

Série Q. 412, t. C

DÉPÊCHES AUX GOUVERNEURS, 1838

Sauf celles qui suivent, les dépêches que renferme ce volume sont inventoriées dans le *Rapport pour les années 1936 et 1937*, *Série G*, volumes 86 à 90.

1838

Glenelg à Arthur. Stephen lui a montré la lettre d'Arthur, du 2 juin. Il regrette qu'il y ait malentendu au sujet des fonctions du gouverneur général. Ses vues là-dessus. p. 7 — Downing St., le 5 juillet.

Glenelg à Arthur. Il lui accuse réception de la lettre personnelle du 5 juin et lui donne des explications sur les fonctions du gouverneur général. p. 12 — Downing St., le 12 juillet.

Glenelg à Arthur (N° 141). Il lui accuse réception de la dépêche N° 21, du 30 mai. Il espère qu'Arthur n'a pas voulu insinuer que les sommes provenant de la vente de la réserve militaire n'ont pas été perçues. Il a été convenu que de nouvelles casernes seraient construites à Toronto, si l'on réalisait 10,000 louis par la vente de la réserve militaire. Il donne les instructions de verser cette somme à l'Artillerie. p. 119 — Downing St., le 6 septembre.

Glenelg à Arthur. Il lui transmet des documents au sujet de la réclamation du Gouvernement des États-Unis qui désire être indemnisé pour la destruction du *Caroline*. Le rapport de Head. Il demande à Arthur les renseignements qui n'ont pas été fournis par Head. p. 136 — Downing St., le 10 octobre.

Glenelg à Arthur. Il lui présente — Leith. p. 156 — Downing St., le 24 octobre.

Glenelg à Arthur. Il lui accuse réception d'une dépêche confidentielle. Pourquoi il a attiré son attention sur l'expression employée par Arthur, qui pourrait faire croire à un manque d'humanité de sa part. p. 191 — Downing St., le 5 décembre.

Glenelg à Arthur. Il lui transmet copie d'une dépêche du 31 décembre, adressée à sir John Colborne. Les prisonniers politiques. (L'annexe manque). p. 244 — Downing St., le 31 décembre.

Série Q. 413, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

1839

Arthur à Glenelg (N° 1). Il le renvoie aux dépêches N°s 100, 106, 114 et 117, des 4, 13, 19 et 22 décembre 1837, et lui transmet copie des délibérations du conseil de guerre ainsi que d'autres documents concernant 63 prisonniers à Prescott. Les problèmes relatifs à ces prisonniers. p. 3 — Toronto, le 1er janvier.

Annexes:—

(1) Délibérations du conseil de guerre. (Résumé). p. 9

(2) Décret du Conseil, le 24 décembre 1838, avec une résolution du Conseil, du 26 décembre 1838, et un décret du Conseil, du 26 décembre 1838. On approuve l'exécution de six personnes. p. 20

(3) Décret du Conseil, le 31 décembre 1838. p. 22

(4) Décret du Conseil, le 1er janvier 1839. p. 28

1839 (5) Rapport d'une assemblée publique tenue à Watertown, New-York, le 21 décembre 1838, au sujet de citoyens des États-Unis capturés à Prescott; publié dans le *Jeffersonian.* p. 31

(6) Pétition de Lyme, New-York, en faveur de Charles Smith, le 13 décembre 1838. p. 40

(7) John A. Dix, secrétaire d'État, New-York, à Arthur, Albany, le 22 décembre 1838. Il lui transmet une requête d'Albany en faveur de Daniel Sweetman et demande de la considérer favorablement. p. 43

Sous-annexe:—

La requête, Albany, le 21 décembre 1838. p. 44

Annexe à la sous-annexe:—

L'état mental de D. Sweetman. p. 58

(8) R. A. Tucker, secrétaire provincial, à Z. Converse, Hôtel du Gouvernement, le 17 décembre 1838. Il lui accuse réception de la requête en faveur de Charles Smith; irrégularité dans la forme de cette communication; la gravité de l'offense; on sera aussi généreux que possible. Mesures à prendre pour prévenir toute hostilité contre le Haut-Canada. p. 50

(9) Tucker à Dix, Toronto, le 1er janvier 1839. Accusé de réception de la lettre du 22 décembre 1838. Il accède à la requête reçue d'Albany en faveur de D. Sweetman. L'attitude des citoyens respectables d'Albany lui donne satisfaction. Il lui transmet copie de la lettre de Tucker à Converse. (Annexe 8). p. 54

Toronto, le 2 janvier. Arthur à Glenelg (N° 2). Ses vues au sujet de l'attitude des États-Unis envers le Canada; sécurité du Haut-Canada. p. 62

Annexe:—

Demande d'armes et d'effets pour la milice du Haut-Canada, Toronto, le 2 janvier 1839. p. 74

Toronto, le 2 janvier. Arthur à Glenelg (N° 3). Il lui transmet copie des délibérations du conseil de guerre qui a condamné à mort Hiram Benjamin Lynn, capturé à Windsor. p. 77

Annexes:—

(1) Décret du Conseil, Toronto, le 31 décembre 1838. Lynn a été exécuté le 7 janvier. p. 80

(2) H. Sherwood à Arthur, London, le 28 décembre 1838. Rapport sur le procès de Lynn. p. 82

(3) Rapport de C. A. Hagerman, procureur général: il ne voit aucune raison de s'opposer à la sentence prononcée contre Lynn, Toronto, le 31 décembre 1838. p. 85

Toronto, le 2 janvier. Arthur à Glenelg (N° 4). Il lui transmet des documents qui indiquent les projets des *Hunter's Lodges* contre le Canada ainsi qu'une

lettre du juge Jonas Jones à John Fine, d'Ogdensburg; celui-ci avait sollicité l'influence de Jones en faveur des plus jeunes délinquants. p. 91 1839

Annexe:—

E. Ermatinger à C. Berczy, St-Thomas, le 26 décembre 1838 (confidentielle). Il lui transmet une lettre d'un ancien résident de St-Thomas, adressée à Bella Shaw. p. 93

Sous-annexe:—

J. C. G. à Ermatinger. Sans date. L'auteur lui transmet copie d'une lettre à Bella Shaw; cette .lettre prouve que Shaw ne devrait pas être soupçonné de conversations entachées de trahison. p. 97

Annexes à cette sous-annexe:—

(a) J. C. G. à Shaw, Chicago, le 4 décembre 1838. p. 94

(b) Extrait d'une lettre de Détroit, le 26 décembre 1838. p. 98

(c) Jones à Fine, Toronto, le 17 décembre 1838. Ses vues sur l'invasion à la frontière et sur l'administration de la justice dans le cas des envahisseurs du Haut-Canada. p. 100

(d) *Upper Canada Herald.* Le procès des prisonniers, Kingston. p. 115

Arthur à Glenelg (N° 5—imprimé). Il le renvoie à la dépêche N° 3, du 2 janvier; des ordres ont été donnés pour l'exécution de Daniel Davis Bedford et d'Albert Clark, qui ont été choisis entre six prisonniers, tous coupables. Mouvements à la frontière. p. 120 Toronto, le 4 janvier.

Annexes:—

(1) Le décret du Conseil ordonnant l'exécution de D. D. Bedford, le 3 janvier 1839 (imprimé). p. 120A

(2) Le décret du Conseil ordonnant l'exécution d'Albert Clark, Toronto, le 4 janvier 1839 (imprimé). p. 120A

(3) La requête de Daniel Bedford, prison de London, le 22 mars 1838. p. 124

Arthur à Glenelg (N° 6). Accusé de réception de la dépêche N° 119, du 25 juillet. La question d'une avance pour l'*Upper Canada Academy* sera portée à l'attention de la Législature provinciale le plus tôt possible. p. 127 Toronto, le 4 janvier.

Arthur à Glenelg (N° 7). Il est de retour d'une inspection à Amherstburg et à Sandwich. Les agissements des citoyens américains à la frontière et les mesures à prendre pour protéger le Haut-Canada. Il lui transmet copie de la correspondance au sujet d'un incident survenu récemment sur la rivière Sainte-Claire, ainsi que des adresses provenant du district Western. Il se propose de convoquer la Législature; la tranquillité est rétablie. p. 128 Toronto, le 24 janvier.

1839 Annexes:—

(1) Requête adressée au Congrès par le quatorzième district congressionnel, New-York. On regrette que des accusations aient été inconsidérément proférées contre les habitants de New-York lors de l'agression contre le Canada. On justifie les habitants et demande une enquête; des mesures devront être prises pour protéger le pays contre la menace d'une agression britannique. p. 137

(2) Le brigadier général H. Brady, de l'armée américaine, au colonel Richard Airey, commandant à la frontière de l'ouest, Détroit, le 20 janvier 1839. Accusé de réception de la lettre du 19 janvier. Il regrette l'acte d'hostilité perpétré par un citoyen américain. Cet acte a été porté à l'attention de S. Mason, gouverneur de New-York, qui fera son possible pour faire comparaître le coupable en justice. (Les autres annexes manquent). p. 160

Toronto, le 29 janvier. Arthur à Glenelg (N° 8). Il a ordonné l'exécution de C. Cunningham, de J. G. Doan et d'Amos Perley, convaincus de culpabilité dans l'attaque contre Windsor. Les rapports seront transmis avec ceux qui seront rédigés dans le cas de D. Bedford et de A. Clark. p. 162

Annexe:—

Décret du Conseil, le 26 janvier 1839. p. 164

Toronto, le 29 janvier. Arthur à Glenelg (N° 9). L'église St. James à Toronto a été incendiée. Depuis assez longtemps cette église ne répondait plus aux besoins des fidèles de l'Église d'Angleterre. p. 169

Toronto, le 29 janvier. Arthur à Stephen. Pourquoi on a retardé à transmettre les dépêches N°s 1 à 4. p. 172

Toronto, le 31 janvier. Arthur à Glenelg (N° 10). Pourquoi on a retardé à répondre à la dépêche N° 90, du 3 juin 1838. Il a autorisé l'avance de 900 louis, qui seront pris à même le revenu casuel et territorial, en faveur des administrateurs de l'église St. Andrew à Toronto. p. 173

Toronto, le 31 janvier. Arthur à Glenelg (N° 11). Il lui transmet le rapport de S. P. Jarvis, surintendant en chef des Affaires des sauvages, sur la présence de militaires à la distribution des présents aux sauvages. Les mesures qu'il a prises pour se dispenser de cette présence. p. 179

Annexe:—

Le rapport, Toronto, le 15 octobre 1838. p. 184

Toronto, le 5 février. Arthur à Glenelg (N° 12). Lyman L. Lewis, dont le vrai nom est Leach, a été condamné à être pendu le 11 février. La sentence de ceux qui ont pris part à l'invasion du Haut-Canada. Louanges à l'adresse du colonel W. H. Draper et du lieutenant-colonel H. Sherwood qui ont agi comme assesseurs auprès du tribunal militaire à Kingston et à London respectivement. p. 190

Annexes:—

(1) Décret du Conseil, du 2 février 1839. p. 205

(2) Rapport de Henry Sherwood, assesseur, Toronto, le 26 janvier 1839. Les délibérations du conseil de guerre lors du procès des prisonniers de Windsor. p. 211 **1839**

(3) Rapport de W. H. Draper, Toronto, le 21 janvier 1839. p. 222

(4) Draper au lieutenant-gouverneur, le 4 février 1839. La plupart des remarques qu'il a faites sont fondées sur des conversations qu'il eut avec des citoyens respectables des États-Unis lorsqu'il remplissait les fonctions d'assesseur à Kingston. (Suite des annexes dans la *Série Q. 413-2*, p. 190). p. 221

Lettre sans signature à Arthur (N° 212—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 2, du 2 janvier. La demande d'armes et d'effets a été transmise à Colborne qui rédigera un rapport là-dessus. Toutes les demandes futures concernant ces questions seront soumises à l'approbation de Colborne. p. 69 [Ministère des Colonies], le 9 février.

Lettre sans signature à sir John Colborne, commandant de l'armée (N° 56—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la demande d'armes et d'effets qu'il a reçue d'Arthur. Il désire un rapport. p. 68 [Ministère des Colonies], le 9 février.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Accusé de réception de la dépêche du 4 janvier. On approuve l'exécution de Daniel D. Bedford et d'Albert Clarke. p. 122 Downing St., le 9 février.

Le marquis de Normanby, secrétaire d'État, à Arthur. Il lui accuse réception des dépêches 1 et 3, des 1er et 2 février, et approuve la décision qu'on a prise au sujet de l'exécution des prisonniers. p. 86 Downing St., le 28 février.

Lettre sans signature à Arthur (personnelle et confidentielle—brouillon). L'auteur exprime sa sympathie à Arthur qui se trouve placé dans une situation difficile en ce qui concerne les exécutions. Il laisse à la discrétion d'Arthur le soin de fixer le chiffre de ceux qui devront être mis à mort, après quoi celui-ci pourra déclarer avoir reçu les instructions de cesser toutes poursuites. p. 88 Downing St. le 28 février.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 8 et regrette la destruction de l'église St. James. p. 171 [Ministère des Colonies], le 8 mars.

Lettre sans signature à Arthur (N° 11—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 24 janvier; le rétablissement de la tranquillité et le ton de la lettre adressée au colonel R. Airey par le général H. Brady lui donnent satisfaction. p. 135 Downing St., le 11 mars.

Le marquis de Normanby, secrétaire d'État, à Arthur (N° 14). Il lui accuse réception des dépêches du 29 janvier et du 5 février, et approuve l'exécution de Cunningham, de Doan, de Perley et de Lewis. Arthur est d'avis qu'il ne sera presque plus nécessaire d'imposer la peine capitale; cette opinion le réjouit. Commentaires sur les sentences; il approuve la ligne de conduite adoptée par Arthur. p. 199 Downing St., le 21 mars.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire adjoint à la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 11, du 31 janvier; il approuve les arrangements qui ont été faits en ce qui concerne les présents aux sauvages. p. 182 [Ministère des Colonies], le 23 mars.

1839

[Ministère des Colonies], le 9 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 24—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 11, du 31 janvier, et approuve les mesures qu'on a prises au sujet de la distribution des présents aux sauvages. p. 183

[Ministère des Colonies], le 11 avril.

Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire à la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 10, du 31 janvier, ainsi que de la dépêche adressée à Arthur le 3 juin 1838, et propose qu'on approuve l'avance que celui-ci a faite aux administrateurs de l'église St. Andrew. p. 176

[Ministère des Colonies], le 4 mai.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui transmet copie de deux rapports du président du tribunal militaire de cassation et des légistes déclarant que les conseils de guerre furent légalement constitués. p. 202

[Ministère des Colonies], le 24 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 50—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 10, du 31 janvier, et approuve l'avance qu'on a faire à l'église St. Andrew. p. 178

Downing St., le 17 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 82—brouillon). L'auteur le renvoie à la dépêche N° 212, du 9 février, et lui transmet la correspondance au sujet de la demande d'armes et d'approvisionnements pour le Haut-Canada qu'Arthur a transmise dans la dépêche N° 2, du 2 janvier. (Les annexes manquent). p. 70

[Ministère des Colonies], le 21 juillet.

Lettre sans signature à sir John Colborne, commandant de l'armée (N° 60), et à Arthur (N° 83—brouillon). Les conseils de guerre furent légalement constitués. p. 203

[Ministère des Colonies], le 29 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 34—brouillon). L'auteur le renvoie à la dépêche N° 82, du 17 juillet, et lui transmet une autre liste au sujet de la demande d'armes et d'équipements pour le Haut-Canada. Le gouverneur général devra voir si les entrepôts à Québec sont suffisants pour répondre à cette demande et faire rapport sur ce qui est requis. (L'annexe manque). p. 72

Série Q. 413, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Suite des annexes à la dépêche d'Arthur à Glenelg, N° 12, du 5 février 1839. (Voir *Q. 413-1*, p. 190).

(5) Liste alphabétique des prisonniers capturés à la Pointe du Moulin à Vent, en aval de Prescott, dans le district de Johnstown, sous l'accusation d'avoir perpétré des actes d'hostilité contre cette province, le 12 novembre 1838, avec exposé de ces cas et de la décision qui fut prise à leur sujet. p. 249

(6) Résolution du Conseil, du 4 février 1839. La question des sentences. p. 277

Arthur à Glenelg (N° 13). Il lui transmet la requête de Duncan McGregor, de Chatham, qui demande une indemnité pour les pertes qu'il a subies lors de la destruction du *Thames*, près de Windsor. D'autres personnes réclament aussi des indemnités et il désire des instructions à ce sujet. p. 287 **1839** Toronto, le 5 février.

Annexe:—

Le lieutenant-colonel John Prince au colonel Halkett, secrétaire militaire adjoint, Sandwich, le 29 décembre 1839. Il lui transmet la requête de McGregor et recommande qu'on l'indemnise immédiatement parce que le *Thames* était au service du commissariat au moment de sa destruction; un retard entraînerait la ruine de McGregor et irait à l'encontre des intérêts du district. p. 291

Sous-annexes:—

(i) La requête de McGregor. p. 293

(ii) La requête des habitants de Chatham, recommandant le payement d'une indemnité à McGregor. p. 297

(iii) La déposition d'Henry S. Lained, sur l'état du *Thames*, Chatham, le 2 janvier 1839. p. 300

(iv) La déposition de Duncan McGregor, le 16 janvier 1839. p. 301

Arthur à Glenelg (N° 14). Il craint qu'on ne puisse disposer d'aucun fonds pour venir au secours de l'église St. James, à Toronto; il a écrit à l'archevêque de Canterbury dans l'espoir d'obtenir de l'aide de la Société pour la propagation de l'Évangile. Il lui transmet copie de cette lettre. p. 302 Toronto, le 5 février.

Annexe:—

Arthur à l'archevêque de Canterbury, Toronto, le 5 février 1839. p. 305

Arthur à Glenelg (N° 15). La nomination de R. A. Tucker comme membre du Conseil exécutif. Il demande qu'on sanctionne cette nomination. p. 312 Toronto, le 5 février.

Arthur à sir George Grey, sous-secrétaire. Il a suspendu J. Elmsley du Conseil législatif et a retardé de présenter un rapport afin de permettre à Elmsley de se faire entendre. p. 314 Toronto, le 5 février.

Arthur à J. Stephen, sous-secrétaire. Il lui demande d'user de son influence auprès des sociétés religieuses de Londres en vue d'obtenir de l'aide pour l'église St. James, de Toronto. p. 315 Toronto, le 5 février.

Arthur à Glenelg (N° 16). Il lui transmet une liste de marins et de soldats de marine admis à l'hôpital de Toronto. L'hôpital de Kingston n'est ni renté ni ouvert aux malades. p. 318 Toronto, le 6 février.

Annexe:—

Rapport du Dr C. Widmer, Toronto, le 29 janvier 1839. De 1830 à 1836, aucun soldat de marine ne fut hospitalisé; six marins,

1839 au plus, furent hospitalisés, dont deux ou trois de la marine royale. p. 321

Toronto, le 6 février. Arthur à Glenelg (N° 17). Accusé de réception de la dépêche N° 178, du 13 décembre, renfermant une dépêche de même date, adressée à Colborne, au sujet des mesures à prendre pour aider les familles de ceux qui sont morts au cours des engagements avec les rebelles. Il communiquera avec le gouverneur général à ce sujet. On a aussi reçu copie de la dépêche distincte adressée à Colborne. p. 323

Toronto, le 6 février. Arthur à Glenelg (N° 18). Il lui accuse réception de la dépêche N° 162, du 1er novembre; Dunn a reçu les instructions de remettre les honoraires dus sur le renouvellement de sa commission de receveur général. p. 325

Toronto, le 7 février. Arthur à Glenelg (N° 19). Il est convaincu que John Allen n'a reçu aucune concession dans la Terre de Van Diemen en compensation de blessures qui lui furent infligées par les aborigènes. p. 327

Toronto, le 7 février. Arthur à Glenelg (N° 20). Il lui accuse réception de la dépêche N° 171, du 28 novembre, transmettant le mandat qui nomme John Macaulay inspecteur général, R. A. Tucker secrétaire et greffier, John Joseph greffier du Conseil législatif et W. H. Draper solliciteur général. Le mandat nommant R. B. Sullivan arpenteur général et commissaire des terres de la Couronne sera émis par la Trésorerie. Les honoraires. p. 329

Toronto, le 8 février. Arthur à Glenelg (N° 21). Au sujet de sa correspondance où il propose d'accorder des rations gratuites afin d'empêcher les désertions. La gravité du problème. p. 331

Toronto, le 8 février. Arthur à Glenelg (N° 22). Accusé de réception de la circulaire du 1er décembre 1838 ainsi que des réponses aux dépêches de Durham au sujet de sa démission. Ces papiers seront soumis à la Législature avec les dépêches à Durham, si la chose est nécessaire. p. 334

Toronto, le 9 février. Arthur à Glenelg (N° 23). Il lui accuse réception de la dépêche N° 105, du 29 juin. Pourquoi on n'a encore pris aucune mesure pour l'érection d'un observatoire à Toronto. Il a pensé que le King's College pourrait agir à ce titre; on communiquera avec le président et le conseil de cette institution. p. 336

Toronto, le 9 février. Arthur à Glenelg (N° 24). Il lui accuse réception d'une circulaire du 14 décembre 1838. La commission nommant sir John Colborne capitaine général et gouverneur en chef a été annoncée. Il a renouvelé son serment d'office à titre de lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 339

Toronto, le 11 février. Arthur à Glenelg (N° 25). Il lui accuse réception de la dépêche N° 184, du 14 décembre, et le renvoie à sa dépêche N° 91, du 20 novembre, au sujet de la loi qui autorise un emprunt en Angleterre. Il soumettra des observations plus détaillées sur la question lorsqu'il fera rapport sur les mesures prises par la Législature en réponse à la demande d'abroger cette loi. Entre-temps, toute loi de cette nature sera réservée. p. 342

1839

Arthur à Glenelg (N° 26). Il lui accuse réception de la dépêche du 27 octobre 1838. On distribuera le riz du Népaul dans le Haut-Canada aux cultivateurs désireux de le cultiver. p. 347 Toronto, le 12 février.

Arthur à Glenelg (N° 27). Il lui accuse réception de la circulaire du 26 juin, renfermant un ordre au sujet des saluts entre les vaisseaux et les batteries. p. 349 Toronto, le 13 février.

Arthur à Glenelg (N° 28). Accusé de réception de la dépêche N° 164, du 8 novembre. R. A. Tucker devra enquêter sur les affaires des sauvages. Le mémoire concernant les réclamations de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre lui sera remis et on étudiera la question aussitôt que Tucker aura produit son rapport. p. 351 Toronto, le 14 février.

Arthur à Glenelg (N° 29). Il lui accuse réception de la dépêche N° 182, du 13 décembre. Son opinion sur la reprise des payements en espèces. Il est heureux qu'on permette à Glenelg d'user de sa discrétion en cette matière. Le maintien en vigueur des lois qui prennent fin. p. 353 Toronto, le 15 février.

Arthur à Glenelg (N° 30). Il lui accuse réception de la dépêche N° 168, du 19 novembre, ainsi que des rapports des inspecteurs des prisons. Ces rapports ont été transmis au bureau local des commissaires. p. 358 Toronto, le 15 février.

Arthur à Glenelg (N° 31). Il lui transmet des copies du *Journal de l'Assemblée et du Conseil législatif* pour la dernière session. p. 360 Toronto, le 15 février.

Arthur à Glenelg (N° 32). Il lui transmet des documents concernant les poursuites engagées contre Howland Hastings, qui est accusé de s'être livré à des voies de fait sur Samuel Wilcox, à Détroit, et il regrette l'ignorance des lois dont les magistrats du district Western ont fait preuve en cette occasion. Les autorités des États-Unis ont reçu une explication. Il a fait remarquer à H. S. Fox certains cas où l'inverse s'est produit. Les habitants de Windsor et de Sandwich continuent d'être en émoi. (Avec une liste d'annexes). p. 361 Toronto, le 18 février.

Annexes:—

(1) H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, le 1er février 1839. Il lui transmet copie de documents sur le cas d'Hastings et demande une explication. p. 364

Sous-annexes:—

(i) John Forsyth, secrétaire d'État, à Fox, Washington, le 28 janvier 1839. p. 366

(ii) Déclaration du grand jury du district Western, le 10 janvier 1839. p. 368

(2) Arthur à Fox, Toronto, le 15 février 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 1er février et lui donne une explication. Il lui fait remarquer deux cas où les autorités des États-Unis ont agi de la même façon. p. 369

(3) S. T. Mason, gouverneur du Michigan, à Arthur, Détroit, le 11 janvier 1839. Il demande la libération d'Hastings. p. 373

1839

(4) Arthur à Mason, Brantford, le 19 janvier 1839. Accusé de réception de la lettre du 11 janvier. La question a été renvoyée aux légistes de la Couronne. p. 374

(5) Le colonel John Prince, président des sessions trimestrielles, district Western, à Arthur, Sandwich, le 12 janvier 1839. Les poursuites contre Hastings. p. 375

(6) John Macaulay, secrétaire civil, à Prince, Hôtel du Gouvernement, le 24 janvier 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 12 janvier 1839 et lui transmet le rapport du procureur général sur le cas d'Hastings. Ordre de remettre Hastings en liberté. Une demande de caution ne devrait être faite que sur la plainte de la partie lésée. p. 380

(7) Rapport de C. A. Hagerman, procureur général, Toronto, le 22 janvier 1839. Les poursuites intentées contre Hastings sont illégales. p. 382

(8) Macaulay au shérif du district Western, Hôtel du Gouvernement, le 24 janvier 1839. Il lui transmet copie d'un rapport du procureur général et donne l'ordre de libérer Hastings. p. 384

(9) Prince à Macaulay, Sandwich, le 2 février 1839. Il lui donne des renseignements supplémentaires sur Hastings et demande si, dans les circonstances, le prisonnier devrait être libéré. p. 385

(10) Macaulay au procureur général, Hôtel du Gouvernement, le 9 février 1839. Il lui transmet copie d'une lettre de Prince, du 2 février 1839, et demande un rapport. p. 388

(11) Hagerman à Macaulay, Toronto, le 9 février 1839. On peut demander une garantie avant de libérer Hastings. p. 390

(12) Macaulay à Prince, Hôtel du Gouvernement, le 12 février 1839. Accusé de réception de la lettre du 2 février. Instructions au sujet d'Hastings. p. 392

(13)Macaulay à R. Lachlan, shérif, Hôtel du Gouvenement, le 12 février 1839. Instructions au sujet d'Hastings. (Suite des annexes dans la Série *Q. 413-3*, p. 396). p. 395

[Ministère des Colonies], le 19 mars.

Lettre sans signature à Arthur (N° 12—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 15, du 5 février. Des mesures ont été prises pour sanctionner la nomination de Tucker. p. 313

[Ministère des Colonies], le 20 mars.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 14, du 5 février, et espère que l'aide sollicitée sera accordée. On ne saurait soumettre cette demande au Parlement sans créer un précédent. p. 304

[Ministère des Colonies], le 22 mars.

Le marquis de Normanby, secrétaire d'État, à Arthur (N° 15). On ne peut donner des instructions au sujet des indemnités avant d'avoir reçu du commissaire nommé en vertu du statut provincial 1 Victoria, ch. 13, le rapport sur les pertes subies par des particuliers. p. 289

[Ministère des Colonies], le 2 avril.

Lettre sans signature à sir John Barrow, secrétaire de l'Amirauté (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur;

N° 16, du 30 novembre, au sujet de la liste des marins et des soldats de marine qui furent hospitalisés de 1830 à 1836. p. 320 1839

Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 25, du 11 février. p. 345 [Ministère des Colonies], le 2 avril.

Lettre sans signature à Baring (personnelle—brouillon). La dépêche à laquelle on fait allusion dans la dépêche d'Arthur, N° 25, du 11 février, est la même que celle qui fut envoyée confidentiellement le 15 janvier. p. 346 [Ministère des Colonies], le 2 avril.

Lettre sans signature à Baring (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 29, du 15 février, au sujet de la reprise des payements en espèces. p. 357 [Ministère des Colonies], le 2 avril.

Série Q. 413, t. 3

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Suite des annexes à la dépêche d'Arthur à Glenelg, N° 32, du 18 février 1838. (Voir *Q. 413-2*, p. 364).

(14) Arthur à Mason, Hôtel du Gouvernement, le 14 février 1839. Il le renvoie à sa lettre du 19 janvier et déclare qu'Hastings sera libéré aussitôt qu'auront été fournies les garanties nécessaires. Cas semblables aux États-Unis; il espère que de tels incidents cesseront. p. 396

(15) Macaulay à Lachlan, Hôtel du Gouvernement, le 15 février 1839. Il lui transmet copie de la lettre d'Arthur à Mason et demande copie de la déposition de Prince ainsi qu'un rapport sur ce cas. p. 399

(16) Macaulay à C. Baby, Hôtel du Gouvernement, le 15 février 1839. Il demande un rapport. p. 401

(17) B. Dougall, J.P., à Macaulay, Belleville, le 23 janvier 1839. Il lui transmet la requête de Peter O'Reilly, magistrat, au sujet de son arrestation aux États-Unis et de la caution qu'on a exigée de lui. O'Reilly est désireux de décharger cette caution, mais il croit que sa vie serait en danger s'il mettait pied sur le sol américain. p. 402

Sous-annexes:—

(i) La requête, du 23 janvier 1839. p. 404

(ii) Déposition de Jacob Bouter au sujet de Samuel D. Day. Cette déposition est appuyée par d'autres magistrats. p. 410

(iii) Garantie donnée par Peter O'Reilly. p. 415

(18) Requête de John Duggan, de Hamilton, au sujet de son arrestation aux États-Unis. Un étranger se porta caution pour lui, le 27 janvier 1839. p. 417

Arthur à [Glenelg]. Il lui accuse réception des dépêches datées du mois d'août au mois de décembre 1838. p. 452 Toronto, le 18 février.

1839

Toronto, le 19 février.

Arthur à Glenelg (N° 23). Il lui transmet copie d'une dépêche confidentielle de H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, au sujet des relations avec les États-Unis. Pourquoi il ne s'est pas conformé aux vues de Fox dans le cas des prisonniers politiques. p. 453

Annexes:—

(1) Fox à Arthur, Washington, le 31 janvier 1839 (confidentielle). p. 464

(2) Adam Fergusson à Macaulay, Woodhill, Nelson, le 18 février 1839. Il lui transmet copie d'un extrait d'une lettre qui lui fut adressée par un citoyen respectable des États-Unis. p. 482

Sous-annexe:—

Extrait. Alton, N.Y., le 3 janvier 1839. On croit que la paix est rétablie grâce à Arthur. p. 483

Toronto, le 19 février.

Arthur à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui transmet copie de la lettre confidentielle de Fox, du 31 janvier 1839. p. 482

Toronto, le 20 février.

Arthur à Glenelg (N° 34). Il lui transmet copie d'une lettre à Colborne au sujet de la demande de ravitaillement que renfermait la dépêche N° 2, du 2 janvier. Le Haut-Canada devrait être en mesure de se défendre lui-même. p. 489

Annexe:—

Arthur à Colborne, Toronto, le 14 février 1839 (confidentielle). p. 491

Toronto, le 21 février.

Arthur à Glenelg (N° 35). Il lui accuse réception de la dépêche N° 192. L'archidiacre Strachan a accepté l'évêché du Haut-Canada et payera le coût des lettres patentes. Il admire Strachan qui renonce pour le moment à tout traitement additionnel plutôt que de précipiter le règlement de la question des réserves du clergé. Il a l'intention de communiquer avec l'évêque de Montréal. p. 499

Annexe:—

Le vénérable John Strachan, archidiacre d'York, à Macaulay, Toronto, le 20 février 1838. p. 501

Toronto, le 21 février.

Arthur à Glenelg (N° 36). Il lui transmet copie d'une dépêche à Colborne au sujet de l'emploi des armées britanniques sur la frontière entre le Haut-Canada et les États-Unis. p. 506

Annexe:—

Arthur à Colborne, Toronto, N° 7, du 20 février 1839. p. 508

Toronto, le 21 février.

Arthur à Glenelg (N° 37). Il lui accuse réception de la dépêche N° 181, du 13 décembre 1838, ainsi que des commissions nommant onze nouveaux membres au Conseil législatif. Il regrette que R. S. Jameson, P. DeBlaquiere, et Isaac Fraser n'aient pas été nommés. p. 513

Arthur à Glenelg (N° 38). Pourquoi il désire que toutes les dépêches soient envoyées par l'agent de messagerie. Il demande qu'on donne des instructions à cet effet à J. C. Buchanan, consul de Sa Majesté à New-York. p. 516 — 1839 Toronto, le 21 février.

Annexe:—

Macaulay à Buchanan, Toronto, le 21 février 1839. p. 520

Arthur à Glenelg (N° 39). Pourquoi il a choisi le juge Jonas Jones pour agir comme président du Conseil législatif pendant l'absence de J. B. Robinson. p. 523 — Toronto, le 21 février.

Annexes:—

(1) Macaulay à Jones, Toronto, le 4 février 1839. Il offre le poste à Jones. p. 526

(2) Jones à Macaulay, Toronto, le 4 février 1839. Il accepte le poste. p. 527

Arthur à Glenelg (N° 40). Il lui transmet des documents. Pourquoi le juge Elmsley fut suspendu du Conseil législatif. (Les annexes manquent. Voir *Q. 414-2*). p. 529 — Toronto, le 22 février.

Lettre sans signature à Arthur et à Colborne (confidentielle—brouillon). L'auteur leur transmet copie d'une lettre de la Trésorerie, datée du 13 février, au sujet des prisonniers dont la sentence a été commuée. (L'annexe manque). p. 588 — [Ministère des Colonies], le 25 février.

Arthur à Glenelg (N° 41). Il lui transmet les honoraires que comportent les mandats de J. S. Macaulay, W. H. Draper et de R. A. Tucker. J. Joseph demande l'exemption du payement de ces honoraires; ses raisons. p. 546 — Toronto, le 26 février.

Arthur à Glenelg (N° 42). Il lui transmet copie du discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la Législature. Pourquoi il ne s'est pas conformé à la coutume. p. 549 — Toronto, le 27 février.

Annexe:—

Son discours, du 27 février 1839. p. 553

Arthur à Glenelg (N° 43). Accusé de réception de la dépêche N° 199, du 18 janvier. Les prisonniers politiques sont arrivés en Angleterre; la ligne de conduite adoptée par J. Hume et A. Roebuck; ceux-ci ont obtenu la comparution des prisonniers devant le tribunal au moyen d'un habeas corpus lorsque l'élargissement fut refusé. p. 575 — Toronto, le 27 février.

Arthur à Glenelg (personnelle). Commentaires sur la demande de Hume et de Roebuck pour obtenir un writ d'habeas corpus en faveur des prisonniers déportés. p. 594 — Toronto, le 27 février.

Arthur à Glenelg (N° 44). Les circonstances qui ont accompagné l'établissement d'une cour d'enquête pour examiner la conduite du lieutenant-colonel John Prince envers les prisonniers pris à Windsor. p. 579 — Toronto, le 27 février.

1839

Toronto, le 27 février.

Arthur à Glenelg (N° 45). Accusé de réception de la dépêche N° 186, du 22 décembre. R. A. Tucker ayant été appelé à remplir d'autres fonctions, la tâche de terminer l'enquête dans le département des Sauvages a été confiée au juge J. B. Macaulay. Aussitôt que le rapport sur cette enquête lui aura été fourni, il soumettra un plan pour la réorganisation du département des Sauvages. p. 583

Toronto, le 27 février.

Arthur à Glenelg (N° 46). Il lui transmet un rapport supplémentaire sur les prisonniers dont la sentence a été commuée. Ce rapport a été rédigé d'après des renseignements reçus des magistrats et des juges de paix. p. 585

Annexe:—

Le rapport supplémentaire. p. 591

[Ministère des Colonies], le 28 mars.

Lettre sans signature à J. Backhouse, secrétaire du ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une dépêche d'Arthur, N° 32, du 18 février, ainsi que copie de la réponse que Normanby se propose d'envoyer. p. 425

[Ministère des Colonies], le 29 mars.

Lettre sans signature à Arthur (N° 18—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 44, du 27 février. L'auteur approuve la constitution de la cour d'enquête à laquelle a été confié le soin d'examiner la conduite du colonel Prince. p. 581

[Ministère des Colonies], le 29 mars.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Le nombre des prisonniers mis à mort, d'après le rapport de Prince, n'est pas le même que celui mentionné dans les dépêches publiques et confidentielles d'Arthur. p. 582

Downing St., le 30 mars.

Le marquis de Normanby, secrétaire d'État, à Arthur (N° 19). Accusé de réception de la dépêche N° 32, du 18 février. Il regrette les poursuites intentées contre H. Hastings. Il espère que l'incident est maintenant clos. p. 422

[Ministère des Colonies], le 3 avril.

Lettre sans signature à G. J. Pennington, vérificateur de la liste civile (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 46, du 27 février, au sujet des prisonniers dont la sentence a été commuée. p. 587

[Ministère des Colonies], le 4 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 20—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 39, du 29 février. L'auteur approuve la nomination du juge Jones comme président du Conseil législatif pendant l'absence du juge en chef. p. 525

[Ministère des Colonies], le 8 avril.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 33, du 19 février; il approuve l'attitude d'Arthur en ce qui concerne les prisonniers politiques. p. 462

[Ministère des Colonies], le 10 avril.

Lettre sans signature au procureur général (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre personnelle d'Arthur au sujet des prisonniers déportés. (Voir *Q. 413-3*, p. 594). p. 597

[Ministère des Colonies], le 10 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 25—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 41, du 26 février, ainsi que des honoraires concernant les mandats de Macaulay, de Draper et de

Tucker. Il approuve la demande de J. Joseph et donne l'ordre de renvoyer le mandat. p. 548 **1839**

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 42, du 27 février, ainsi que le brouillon de la réponse que Normanby a l'intention d'envoyer. Il lui demande d'étudier cette question. p. 551 [Ministère des Colonies], le 10 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 27—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 42, du 27 février; il approuve la ligne de conduite qu'on a adoptée en ce qui concerne le discours prononcé à l'ouverture de la Législature. p. 552 [Ministère des Colonies], le 13 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 59—brouillon). L'adresse de la Législature, demandant que les noms des prisonniers dont la sentence a été commuée soient de nouveau portés sur la liste des pensions, a été soumise à la Reine. p. 589 [Ministère des Colonies], le 10 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 66—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie renfermant une liste des prisonniers dont la sentence a été commuée et qui ont droit à des secours, ainsi qu'une liste de ceux dont les noms ne figurent pas dans les registres de l'hôpital Chelsea. p. 590 [Ministère des Colonies], le 23 juin.

Série Q. 414, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Arthur à Glenelg (N° 47). Il le renvoie à la dépêche N° 32, du 15 février, et lui transmet copie d'une lettre de S. T. Mason, gouverneur du Michigan; celui-ci est satisfait de l'explication donnée au sujet de H. Hastings. p. 3 Toronto, le 2 mars.

Annexe:—

Mason à Arthur, Détroit, le 20 février 1839. p. 5

Arthur à Glenelg (personnelle). Il désire attirer l'attention sur la dépêche de sir John Colborne, N° 3, du 10 janvier 1834, au sujet des circonstances qui ont entraîné la "démission" du lieutenant J. Elmsley du Conseil exécutif. Il regrette que Head ait de nouveau nommé Elmsley membre du Conseil. p. 10 Toronto, le 2 mars.

Arthur à Glenelg (N° 48). Il lui transmet copie de la *Gazette* renfermant un ordre général de la milice à l'effet de dissoudre les conseils de guerre tenus à London et à Kingston pour le procès des prisonniers pris à Windsor et à Prescott. p. 12 Toronto, le 2 mars.

Annexe:—

La *Gazette*, du 14 février 1839 (imprimé). Elle renferme un ordre daté du 9 février 1839 ainsi qu'une liste des membres convoqués

1839 au Conseil législatif: R. B. Sullivan, Robert C. Wilkins, Adam Ferguson, John MacDonald, Thomas Radcliffe, Alexander Fraser, Robert Neilson, John Simcoe Macaulay, Henry Graham, John McGillivray. On mentionne aussi la nomination des personnes dont les noms suivent: John Macaulay, vérificateur des comptes publics; R. A. Tucker, secrétaire provincial et greffier; R. B. Sullivan, inspecteur général des terres; John Joseph, greffier du Conseil législatif. p. 15

Toronto, le 5 mars. Arthur à Glenelg (N° 49). Il lui transmet copie de décrets du Conseil au sujet des prisonniers pris à Windsor et à Prescott. L'opinion de H. S. Fox a été étudiée mais le Conseil persiste à accorder le pardon quand cela est possible. On a recommandé le pardon de vingt-six prisonniers. p. 28

Annexes:—

(1) Décret du Conseil du 28 février 1839. Il met en vigueur la décision du Conseil, du 4 février, recommandant le pardon pour quatre-vingts personnes condamnées à mort par les conseils de guerre. p. 31

(2) Décret du Conseil du 28 février 1839. On accorde le pardon à onze personnes qui avaient été condamnées au pénitencier. Erastus Warner, coupable de vol, devra subir la peine qui lui a été imposée. p. 36

Toronto, le 6 mars. Arthur à Glenelg (N° 50). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 31 décembre, ainsi que de la copie d'une dépêche à sir John Colborne sur le traitement des prisonniers politiques. Il est heureux que les mesures qu'il a adoptées à ce sujet soient jugées satisfaisantes. p. 39

Toronto, le 6 mars. Arthur à Glenelg (N° 51). Il lui transmet copie d'une lettre d'Adam Fergusson où celui-ci expose un projet de colonisation militaire, ainsi que copie de la réponse qu'il a faite à cette proposition. Il lui demande d'étudier la question. p. 42

Annexes:—

(1) Fergusson à Arthur, le 26 novembre 1838. p. 45

(2) J. Macaulay, secrétaire civil, à Fergusson, le 31 décembre 1838. p. 52

Toronto, le 7 mars. Arthur à Glenelg (N° 52). Il lui accuse réception de la dépêche N° 173, du 30 novembre, sur les vues du comte de Durham en ce qui concerne le Haut-Canada. Effets du rejet des ordonnances de Durham. Il lui transmet copie d'une lettre d'Allen MacDonell, shérif du district de Midland, au sujet des remarques de Durham sur la répugnance que la milice semble éprouver à défendre le Haut-Canada. Ses vues sur ce sujet. p. 56

Annexe:—

MacDonell à Macaulay, Kingston, le 24 février 1839. p. 69

Sous-annexe:— 1839

Circulaire adressée par sir John Colborne, commandant des armées, au lieutenant-colonel R. D. Fraser, commandant à Cornwall, Québec, le 1er novembre 1838. Il demande l'aide de la milice. p. 75

Arthur à Glenelg (N° 53). Il lui transmet copie des adresses de l'Assemblée et du Conseil législatif en réponse au discours prononcé à l'ouverture de la session. p. 76 Toronto, le 8 mars.

Annexes:—

(1) L'adresse du Conseil législatif, le 5 mars 1839. p. 78

(2) La réponse, du 5 mars 1839. p. 88

(3) L'adresse de l'Assemblée, le 8 mars 1839. p. 89

(4) La réponse, du 8 mars 1839. p. 100

Arthur à Glenelg (N° 54). Accusé de réception de la dépêche N° 179, du 12 décembre. Il n'a pas eu l'intention, par sa dépêche confidentielle du 14 novembre, d'accuser le Gouvernement britannique de négligence dans la protection du Haut-Canada. Le but de sa communication, son opinion en ce qui concerne la défense et les mesures qu'il a jugé nécessaire de prendre. Sa correspondance avec sir John Colborne. Les vues exprimées par H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington. Le rapport que produira l'ordonnance indiquera sans doute qu'on ne manque pas d'armes. Celles-ci ne furent fournies que sur demande. p. 101 Toronto, le 8 mars.

Annexes:—

(1) James Cummings au colonel F. Halkett, secrétaire militaire adjoint, Chippewa, le 30 octobre 1838. Remarques sur le mécontentement causé par la négligence du Gouvernement à faire justice aux réclamations qui lui furent adressées au sujet du matériel et des services requis pour la défense du Haut-Canada. p. 130

(2) Ordre général, Montréal, le 26 octobre 1838. Principes qui gouvernent le règlement des réclamations. Le colonel (baron) de Rottenburg se rendra à Montréal. p. 132

(3) Arthur à Colborne, Toronto, le 8 juillet 1838. Il lui transmet des nouvelles au sujet de l'état du Haut-Canada. Il donnera un rapport sur les armes aussitôt que possible. Le maintien des services de la milice et le mécontentement qui en résulte. Le projet de lever des corps de volontaires. p. 134

Sous-annexes:—

(i) Délibérations d'un conseil d'officiers de Toronto, le 3 juillet 1838. On recommande la formation d'au moins trois régiments provinciaux. p. 141

(ii) Colborne à Arthur, Niagara Falls, le 11 juillet 1838. Les préparations nécessaires à la défense de la province. p. 145

(iii) Arthur à Colborne, Toronto, le 12 juillet 1838. Accusé de réception de la lettre du 11 juillet. La défense du Haut-Canada. Il demande des instructions formelles sur la levée de compagnies;

1839 le colonel Maitland a reçu l'ordre de suspendre la formation de toute compagnie jusqu'à la réception de ces instructions. p. 150

(4) Le lieutenant-colonel W. Rowan, secrétaire militaire, à Arthur, Québec, le 1er novembre 1838. Il lui transmet une liste d'armes portatives et de munitions en route pour le Haut-Canada ou qui y sont déjà entreposées. Il ne se trouve en entrepôt au Canada aucun équipement de cavalerie. p. 157

Sous-annexe:—

La liste, 1er novembre 1838. p. 158

(5) Le colonel F. H. Mackenzie Fraser, quartier-maître général adjoint, au secrétaire militaire adjoint, Toronto, le 11 mars 1838. Rapport sur l'état des armes en entrepôt à Kingston. p. 160

Toronto, le 9 mars. Arthur à Glenelg (N° 55). L'excitation à la frontière du Nouveau-Brunswick n'a provoqué aucun nouveau mouvement contre le Haut-Canada. Une partie de la presse des États-Unis a tenté de faire sensation. Le résultat du mémoire publié à Washington le 27 février 1839 donne de graves inquiétudes. p. 162

Toronto, le 11 mars. Arthur à Glenelg (N° 56). Il lui transmet la correspondance au sujet des craintes qu'inspire l'exportation considérable du bétail aux États-Unis. p. 164

Annexe:—

(1) Le colonel W. Rowan à Arthur, Montréal, le 23 février 1839. Il lui transmet copie d'une lettre du commissaire général. p. 168

Sous-annexe:—

R. I. Routh, commissaire général, à Rowan, Montréal, le 21 février 1839. Il lui transmet copie d'affidavit concernant les achats considérables de bestiaux et de porcs effectués dans le district de Midland pour l'exportation aux États-Unis. Ces achats commencés l'automne dernier se renouvellent aujourd'hui. Ils affectent l'armée. Des mesures devraient être prises pour les faire cesser. p. 169

Annexe à cette sous-annexe:—

(a) Affidavit de Mathew Rourk, marchand, Kingston, le 15 février 1839. p. 171

(b) Affidavit de Richard Scobell, commerçant, Kingston. p. 172

(2) Arthur à Colborne (N° 9), Toronto, le 12 mars 1839. Ses vues sur l'exportation de bestiaux aux États-Unis. p. 174

(3) Mémoire de F. E. Knowles, commissaire général adjoint, le 15 mars 1839. p. 180

Toronto, le 12 mars. Arthur à Glenelg (N° 51). Il lui transmet copie d'une lettre de Robert Neilson qui regrette de ne pouvoir accepter un siège au Conseil législatif; il a quitté la province et ignore quand il pourra y revenir. Il recommande la nomination d'Isaac Fraser ou de

l'honorable Peter De Blaquière à sa place. La nomination de ces deux hommes serait avantageuse. p. 183 **1839**

Annexe:—

R. Neilson à J. Macaulay, secrétaire civil, Philadelphie, le 27 février 1839. p. 185

Arthur à Glenelg (N° 58). Adam Fergusson, T. Radcliffe, J. S. Macaulay et R. B. Sullivan ont déposé les honoraires que comportent leurs mandats; ces honoraires sont plus élevés que ceux qui furent exigés en 1835; il demande des renseignements. p. 187 Toronto, le 13 mars.

Annexe:—

Fergusson, Radcliffe, Macaulay et Sullivan à John Macaulay, le 9 mars 1839. p. 191

Arthur à Glenelg (N° 59). Il lui transmet copie d'une requête de William Forsyth, de Bertie, concernant un litige avec le Gouvernement au sujet d'une propriété acquise à Niagara en 1821, ainsi que les rapports du Conseil exécutif et du procureur général. p. 193 Toronto, le 13 mars.

Annexes:—

(1) La requête. p. 197

(2) Le rapport du Conseil, le 10 janvier 1839. p. 209

(3) Le rapport du procureur général, le 19 février 1839. p. 217

Arthur à Glenelg (N° 60). Il lui accuse réception de la dépêche N° 189, du 31 décembre, et lui transmet copie d'une lettre reçue du secrétaire de la *Kingston Marine Railway Company;* d'après cette lettre, il est possible d'en venir à une entente qui ne nuira en rien aux projets de la compagnie ou à la défense du pays. p. 219 Toronto, le 13 mars.

Annexe:—

A. MacNab à Macaulay, bureau de la *Kingston Marine Railway*, le 2 mars 1839. Il lui promet d'étudier immédiatement la correspondance au sujet de cette terre et espère qu'on pourra en venir à un arrangement satisfaisant. p. 222

Arthur à [Glenelg]. Il lui accuse réception des dépêches N°s 185 à 208, du 21 décembre 1838 au 5 février 1839, ainsi que d'une dépêche personnelle du 18 janvier et de trois dépêches confidentielles des 31 décembre 1838, 25 janvier et 2 février 1839. p. 223 Toronto, le 13 mars.

Arthur à Glenelg. Accusé de réception de la lettre du 14 décembre 1838. — Stuart, qui a dîné avec lui le 13 mars, retournera en Angleterre dans quelques jours. p. 224 Toronto, le 14 mars.

Arthur à Glenelg (N° 61). Il lui accuse réception de la dépêche N° 185, du 21 décembre. La détermination du Gouvernement britannique d'ouvrir une voie de communication entre le lac Érié et la mer comporte des avantages pour les Canadas. On a confié l'expertise du canal Welland au major G. Phillpotts. La partie de la dépêche Toronto, le 14 mars.

1839 de Glenelg qui mentionne le droit de se retirer si l'entreprise se révélait comme étant impraticable sera publiée. p. 225

Toronto, le 14 mars. Arthur à Glenelg (N° 62). Il lui transmet copie de la correspondance avec Colborne au sujet de la libération de sept prisonniers pris à bord du *Anne* et envoyés à Québec pour y être gardés. On agira d'après les recommandations de Colborne. p. 229

Annexes:—

(1) Arthur à Colborne (N° 4), du 14 février 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 26 janvier ainsi que de la requête des prisonniers. Pourquoi il croit à propos de remettre ces hommes en liberté. Colborne devra se procurer des garanties avant de les libérer. p. 231

(2) Colborne à Arthur, Montréal, le 2 mars 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 14 février 1839 et lui transmet copie d'un rapport de C. R. Ogden, procureur général, au sujet des prisonniers. Aussitôt que la navigation sera ouverte, il enverra ces prisonniers à Cornwall, ou à tout autre endroit dans le Haut-Canada qu'Arthur mentionnera, afin de leur permettre d'avoir un répondant dans cette province. p. 233

Sous-annexe:—

Le rapport du procureur général, Montréal, le 1er mars 1839. Rien ne s'oppose légalement à la libération des prisonniers sur engagement par-devant un magistrat à Québec. Tant d'obstacles s'opposent actuellement à la déportation qu'il croit à propos de conduire ces prisonniers dans le Haut-Canada où ils pourront fournir caution aux autorités de cette province. p. 234

Toronto, le 15 mars. Arthur à Glenelg (N° 63). Il le renvoie à la dépêche N° 29, du 15 février, et lui transmet copie d'une lettre à Colborne au sujet de la reprise des payements en espèces et de la situation anormale en ce qui concerne la monnaie métallique. Il lui demande d'accorder une attention particulière à ses remarques sur ce sujet. (L'annexe manque. Voir *Q. 414-2*, p. 239). p. 235

[Ministère des Colonies], le 12 avril. Le marquis de Normanby, secrétaire d'État, à Arthur (N° 26). Accusé de réception de la dépêche N° 47, du 2 mars. Il est satisfait de la lettre de Mason au sujet de Howland Hastings. p. 7

[Ministère des Colonies], le 14 avril. Lettre sans signature à Arthur (N° 28—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 48, du 2 mars. La dissolution des conseils de guerre lui donne satisfaction. p. 14

Downing St., le 15 avril. Normanby à Arthur (N° 29). Il lui accuse réception de la dépêche N° 49, du 5 avril. Dans la dépêche N° 23, du 8 avril, il a exprimé son approbation de la manière d'agir adoptée à l'égard des prisonniers politiques. Les vues d'Arthur dans ce cas ont aussi été fortement appuyées par le Conseil exécutif, et il en est très satisfait. pp. 8, 30

[Ministère des Colonies], le 19 avril. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 47, du 2 mars, au sujet de H. Hastings, ainsi que la réponse à cette dépêche. p. 6

1839

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 62, du 14 mars, au sujet de la libération de sept prisonniers qui furent capturés sur la goélette *Anne* et envoyés à Québec sous bonne garde. p. 228 [Ministère des Colonies], le 20 avril.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 58, du 13 mars. Pourquoi on a exigé des honoraires plus élevés des personnes qui furent récemment appelées au Conseil législatif. Il veut bien que la différence soit renvoyée aux intéressés. p. 189 Downing St., le [21] avril.

Lettre sans signature (N° 35—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 59, du 13 mars. Il n'existe aucune raison de revenir sur la décision donnée en novembre 1837, au sujet de la réclamation soumise par Forsyth. p. 196 [Ministère des Colonies], le 23 avril.

Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire à la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 63, du 15 mars, au sujet des payements en espèces et de l'état de la monnaie. Il demande son opinion sur les termes de la réponse qu'il devrait faire à cette dépêche. p. 237 [Ministère des Colonies], le 26 avril.

Lettre sans signature à Baring (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 56, du 11 mars, et demande tous les renseignements que la Trésorerie possède sur le sujet. Il désire aussi savoir s'il serait opportun de donner des instructions à Arthur et à Colborne au sujet de l'exportation du bétail du Haut-Canada. p. 166 [Ministère des Colonies], le 26 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 43—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 54, du 8 mars. Il est inutile de continuer à correspondre au sujet des vues d'Arthur sur la défense du Haut-Canada. Il ne doute pas du jugement et de la discrétion d'Arthur. Les extraits qui se rapportent à la question des armes ont été transmis à l'Artillerie. p. 128 Downing St., le 15 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 46—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 56, du 11 mars, et lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie sur l'exportation du bétail du Haut-Canada. (L'annexe manque). p. 167 [Ministère des Colonies], le 16 mai.

Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire du bureau de l'Artillerie (brouillon). L'auteur lui transmet des extraits de la dépêche d'Arthur, N° 54, du 8 mars, au sujet de l'état des armes dans le Haut-Canada. p. 127 [Ministère des Colonies], le 18 mai.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 63, du 15 mai. La Trésorerie juge inutile de donner d'autres instructions au sujet de la reprise des payements en espèces. La question de la monnaie métallique sera l'objet d'une sérieuse attention. p. 238 [Ministère des Colonies], le 25 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 62—brouillon). L'auteur lui transmet une autre documentation au sujet de la loi à l'effet de constituer en société la *Kingston Marine Railway Company*. (Les annexes manquent). p. 221 [Ministère des Colonies], le 13 juin.

1839

Série Q. 414, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Annexes à la dépêche N° 40, du 22 février 1839. (Voir *Q. 413-3*, p. 529).

Liste:—

(1) Rapport du colonel F. A. Mackenzie Fraser, quartier-maître général adjoint. Soulèvement contre le juge en chef Robinson. p. 337

(2) Elmsley au lieutenant-colonel F. Halkett, secrétaire militaire adjoint, Toronto, le 1er décembre 1838. Il désire obtenir un congé du Conseil exécutif afin d'offrir ses services comme volontaire sous les ordres du capitaine A. Drew. p. 340

(3) Halkett à Elmsley, Toronto, le 1er décembre 1838. La conduite d'Elmsley. Il demande une explication. p. 344

(4) Elmsley à Halkett, Toronto, le 3 décembre 1838. Il défend sa conduite. p. 346

(5) Halkett à Elmsley, Toronto, le 6 décembre 1838. Accusé de réception de la lettre du 3 décembre. Arthur considère l'explication donnée par Elmsley comme injustifiable. p. 366

(6) Elmsley à Halkett, Toronto, le 5 décembre 1838. Il lui transmet copie d'une lettre du capitaine A. Drew au sujet des conditions que comportera la levée de marins. p. 368

Sous-annexe:—

Drew à Elmsley, le 29 novembre 1838. p. 370

(7) Halkett à Elmsley, Toronto, le 8 décembre 1838. Il lui accuse réception de la lettre; Arthur regrette de plus en plus la ligne de conduite adoptée par Elmsley. p. 372

(8) Elmsley à Halkett, Toronto, le 10 décembre 1838. Il n'a pas donné sa démission de la marine provinciale mais seulement du service actif; il est toujours le capitaine doyen de la marine provinciale. p. 373

(9) Halkett à Elmsley, Toronto, le 18 décembre 1838. Accusé de réception de la lettre du 10 décembre. Arthur ne peut accepter une telle démission conditionnelle. p. 375

(10) John Macaulay, secrétaire civil, à Elmsley, Hôtel du Gouvernement, le 11 décembre 1838. Il demande une explication sur certains points auxquels Elmsley n'a pas répondu d'une manière satisfaisante. La suspension d'Elmsley du Conseil exécutif. Il offre de procéder à une enquête devant le Conseil avant d'envoyer le rapport du secrétaire d'État. p. 377

1839

(11) Elmsley à Macaulay, Toronto, le 12 décembre 1838. Il répond à la lettre du 11 décembre et demande un conseil de guerre. p. 379

(12) Macaulay à Elmsley, Toronto, le 24 décembre 1838. Il répond à la lettre du 12 décembre. Pourquoi Arthur croit qu'on ne pourrait procéder à une enquête que devant le Conseil exécutif. p. 383

(13) Elmsley à Halkett, Toronto, le 13 décembre 1838. Il lui transmet copie d'une lettre du capitaine William Sandom demandant des renseignements sur certaines questions navales au temps de sa démission; il demande l'autorité de transmettre ces renseignements. p. 385

Sous-annexe:—

Sandom à Elmsley, vaisseau de Sa Majesté *Niagara*, Kingston, le 9 décembre 1838. p. 386

(14) Mémoire signé par le commandant James Sutherland et le lieutenant W. Haycock sur la conduite d'Elmsley à bord du *Traveller*, le 30 décembre 1838. p. 388

(15) Communiqué du Conseil, du 20 décembre 1838. Arthur ne permet pas à Elmsley d'occuper son siège au Conseil. p. 391

(16) Ordre général, du 4 janvier 1839. On accepte la démission d'Elmsley comme capitaine de la marine provinciale, Toronto. p. 394

(17) Elmsley à Macaulay, Toronto, le 18 janvier 1839. Il répète qu'il n'a pas renoncé à sa commission dans la marine provinciale. p. 395

(18) Macaulay à Elmsley, Hôtel du Gouvernement, le 25 janvier 1839. Il approuve l'attitude d'Arthur au sujet de la démission. p. 399

(19) Macaulay à Elmsley, Hôtel du Gouvernement, le 26 janvier 1839. Le Conseil étudiera le cas d'Elmsley et recevra toutes déclarations qu'on voudra bien produire. p. 403

(20) Elmsley à Macaulay, Toronto, le 28 janvier 1839. Il refuse de paraître devant le Conseil exécutif. p. 404

(21) Mémoire soumettant le cas d'Elmsley au Conseil exécutif, le 28 janvier 1839. p. 406

(22) Le rapport du Conseil, du 28 janvier 1839, transmettant la déposition de Sutherland et de Haycock. (Voir annexes 26 et 27). p. 407

(23) Macaulay à Elmsley, Hôtel du Gouvernement, le 28 janvier 1839. Elmsley a été suspendu du Conseil exécutif. p. 409

(24) Avis au Conseil législatif: Elmsley a été suspendu. p. 410

(25) Macaulay à Elmsley, Hôtel du Gouvernement, le 2 février 1839. Il lui transmet copie des dépêches du capitaine J. Sutherland et du lieutenant W. H. Haycock. p. 411

(26) Déposition de Haycock au Conseil exécutif. p. 412

(27) Déposition de Sutherland au Conseil exécutif. p. 416

1839 (28) Elmsley à Macaulay, Toronto, le 5 février 1839. Il qualifie les dépositions de Sutherland et de Haycock de pures inventions et ne reconnaît pas au Conseil l'autorité d'enquêter sur son cas. p. 419

(29) C. A. Hagerman à Macaulay, Toronto, le 7 février 1839. La conversation qu'il eut avec Elmsley au sujet du grade de cet officier. p. 422

(30) Elmsley à Halkett, Toronto, le 1er février 1839. Il lui transmet les listes de paye du temps où il commandait la marine provinciale et lui demande de les approuver. Pourquoi il n'a pas ajouté son propre nom; il réserve sa demande de rémunération. p. 426

(31) Halkett à Elmsley, Toronto, le 9 février 1839. La liste de paye sera retenue en attendant l'arrivée du capitaine A. Drew. Elmsley a déjà fait savoir à Arthur qu'il ne désirait être remboursé que de ses frais de voyage. Il est surpris qu'Elmsley ait fait suivre la signature de sa lettre du titre de capitaine de la marine provinciale. p. 428

Annexe:—

Loi à l'effet de modifier et de fusionner les lois de milice de cette province, le 6 mars 1838. p. 430

Annexe à la dépêche d'Arthur à Glenelg, N° 63, du 15 mars 1839. (Voir *Q. 414-1*, p. 235).

Arthur à Colborne (N° 8), Toronto, le 9 mars 1839. Il le renvoie à sa correspondance au sujet de l'intention des banques du Haut-Canada de reprendre les payements en espèce. Il lui transmet copie d'une lettre récente de la Banque du Haut-Canada qui mentionne spécialement des pièces de monnaie française dépréciées et maintenant en circulation dans le Bas-Canada et l'à-propos de pourvoir à de nouvelles pièces d'argent pour le Haut-Canada. Il espère que la question des pièces de monnaie du Bas-Canada sera renvoyée au Conseil spécial de cette province. Propositions. Les mesures prises dans le Haut-Canada devront probablement être en conformité des décisions du Bas-Canada sur ce point. Autres remarques sur la question de la monnaie en cours. p. 239

Sous-annexe:—

T. G. Ridout, caissier, à J. Macaulay, secrétaire civil, Banque du Haut-Canada, Toronto, le 28 février 1839. p. 246

Toronto, le 15 mars. Arthur à Glenelg (N° 64). Au sujet des avances qui furent prises à même la caisse de la milice pour l'érection de trois casemates à Fort Henry; l'emprisonnement des prisonniers d'État; l'ouverture d'une nouvelle salle à l'hôpital du district de Midland afin d'y recueillir les prisonniers blessés; l'érection d'un poste de garde au pénitencier provincial. La province ne devrait pas être appelée à faire face à cette dépense ni à payer le coût du transport des prisonniers à Québec. Il demande des instructions. p. 258

Toronto, le 15 mars. Arthur à Glenelg (N° 65). Il le renvoie à sa dépêche N° 51, du 6 mars, et lui transmet copie d'une autre communication d'Adam Fergusson sur la question de l'établissement militaire. p. 257

Annexe:— 1839

Fergusson à Arthur, le 15 mars 1839. p. 261

Arthur à Glenelg (N° 66). Rapport sur les résultats de l'enquête poursuivie dans les cas de quatre prisonniers qui furent fusillés à Windsor sur l'ordre du colonel John Prince. Les circonstances qui ont entouré la démission du colonel W. Elliot du service militaire; il est prêt à rétablir cet officier dans ses fonctions si l'on croit qu'il serait préférable d'agir ainsi. p. 279 Toronto, le 30 mars.

Annexes:—

(1) Déclaration signée par treize résidents du district de Western au sujet de la conduite du colonel Prince. p. 289

(2) Le lieutenant-colonel R. Airey à Halkett, secrétaire militaire adjoint. Il lui transmet les témoignages recueillis à la cour d'enquête. p. 291

(3) Précis des témoignages. p. 293

(4) Le rapport du conseil d'enquête. p. 301

(5) Le colonel Richard Bullock, chef d'état-major, à Elliott, Toronto, le 2 mars 1839. Pourquoi Arthur lui a enlevé le commandement du 2e régiment de la milice d'Essex. p. 304

Arthur à Glenelg (N° 67—imprimé). Il lui transmet copie de la résolution de l'Assemblée pour l'union des Canadas. La décision d'envoyer des agents en Angleterre comporte une dépense inutile. La question des réserves du clergé est à l'étude. p. 309 Toronto, le 30 mars.

Annexe:—

L'adresse, le 23 mars 1839 (imprimé). p. 309

Arthur à Glenelg (N° 68). La tranquillité règne dans le Haut-Canada, mais le colonel R. Airey craint une nouvelle invasion. Les autorités des États-Unis veillent. Hostilités dans le Michigan. p. 312 Toronto, le 30 mars.

Arthur à Glenelg (N° 69). Il lui accuse réception de la circulaire du 25 décembre. L'envoi de la copie des actes impériaux aux Conseils exécutif et législatif, à l'Assemblée, à la Cour Suprême et à la Cour de la Chancellerie, lui donne grande satisfaction. p. 315 Toronto, le 30 mars.

Arthur à Glenelg (N° 70). Accusé de réception de la circulaire du 29 novembre. John Harris, officier de la marine, retraité, qui est actuellement trésorier du district de London, est le seul qui puisse faire des observations scientifiques sur les phénomènes atmosphériques. Il lui transmet les observations de Harris pour l'année 1836-1837. Celui-ci a dû interrompre ce travail pendant la rébellion mais il a l'intention de le reprendre. Aussitôt que la situation le permettra, on communiquera avec les États-Unis dans l'espoir d'obtenir de semblables observations. (L'annexe manque). p. 317 Toronto, le 30 mars.

Arthur à Glenelg (N° 71). Il lui transmet une liste de réclamations pour des pertes subies par certains particuliers lors de l'invasion Toronto, le 30 mars.

1839 à la Pointe Pelée, à Prescott et à Windsor. On procédera à une enquête sévère. Sur quels fonds devra-t-on prélever ces indemnités? p. 323

Annexe:—

La liste. p. 325

Toronto, le 30 mars. Arthur à Glenelg (confidentielle). Il le renvoie à sa correspondance antérieure au sujet de la fusillade de prisonniers et expose les difficultés créées par la fermentation populaire. p. 327

[Ministère des Colonies], le 9 avril. Lettre sans signature à sir John Barrow, secrétaire à l'Amirauté (brouillon). Il lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 40, du 22 février, au sujet de la conduite du lieutenant J. Elmsley. On n'en viendra à aucune décision avant d'avoir reçu de l'Amirauté son opinion sur la conduite de cet officier. p. 332

[Ministère des Colonies], le 22 avril. Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches N°s 51 et 65, des 6 et 15 mars. La question des établissements militaires sera étudiée. p. 260

[Ministère des Colonies], le 25 avril. Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire à la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 64, du 15 mars, et lui demande son opinion sur les dépenses que comporte la garde des prisonniers politiques. p. 254

[Ministère des Colonies], le 25 avril. Lettre sans signature au vicomte Howick, secrétaire au ministère de la Guerre (brouillon). L'auteur lui transmet copie des dépêches d'Arthur, N°s 51 et 65, des 6 et 15 mars, renfermant les propositions d'Adam Fergusson au sujet d'établissements militaires. p. 259

Downing St., le 6 mai. Normanby à Arthur (N° 40—imprimé). Accusé de réception de la dépêche N° 67, du 30 mars. Les représentations des délégués de l'Assemblée au sujet de l'union seront étudiées. p. 309A

[Ministère des Colonies], le 7 mai. Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 68, du 30 mars. L'auteur est heureux de ce que la tranquillité est rétablie dans le Haut-Canada et espère que l'excitation qui règne à la frontière sera bientôt calmée. p. 314

[Ministère des Colonies], le 14 mai. Lettre sans signature à Arthur (N° 42—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 66, du 30 mars. L'auteur croit que le colonel W. Elliott pourrait être rétabli dans ses fonctions. p. 287

[Ministère des Colonies], le 19 juin. Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 70, du 30 mars. On devra remercier Harris de son précieux journal. p. 322

[Ministère des Colonies], le 26 juin. Lettre sans signature à Arthur (N° 67—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 64, du 15 mars, et lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie qui veut que toutes dépenses encourues pour la garde et le maintien des prisonniers d'Etat soient défrayées par le Gouvernement provincial, et les dépenses que comporte l'entretien des casernes, pour les troupes engagées à la défense

des frontières, soient prélevées sur les caisses militaires. Il donne les instructions de rembourser la somme avancée par la caisse militaire pour les prisonniers d'État. (L'annexe manque). p. 255 1839

Lettre sans signature à Barrow (brouillon). L'auteur lui transmet copie du journal météorologique tenu par John Harris, que renfermait la dépêche d'Arthur, N° 70, du 29 novembre 1838. p. 321 [Ministère des Colonies], le 26 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 5—brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches N°s 40 et 152, des 22 février et 3 juillet, et lui transmet copie de la correspondance sur la conduite du lieutenant J. Elmsley. Le nom d'Elmsley a été biffé de la liste des membres du Conseil exécutif. (L'annexe manque). p. 334 [Ministère des Colonies], le 14 septembre.

Série Q. 415, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Lettre sans signature à Arthur (N° 195—brouillon). L'auteur lui présente W. P. Smith et recommande d'accorder l'indemnité que celui-ci réclame pour la perte de son poste; il était aide-géologiste de l'État de Michigan. Smith perdit ce poste pour avoir prêté son appui au Haut-Canada pendant la rébellion. p. 54 [Ministère des Colonies], le 8 janvier.

Lettre sans signature à Arthur (N° 211—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre de l'avocat de la Trésorerie: on demande copie de documents concernant neuf prisonniers canadiens qui devront paraître devant la cour de l'Échiquier. (L'annexe manque). p. 122 [Ministère des Colonies], le 9 février.

Arthur à Glenelg (N° 72). Il lui accuse réception des circulaires du 30 août. Les nominations et les mandats nécessaires dans le cas de la mort du Souverain. p. 2 Toronto, le 2 avril.

Arthur à Glenelg (N° 73). Il lui transmet copie d'un document où le procureur général et les juges expriment l'opinion qu'il est inutile d'émettre de nouvelles commissions. Il demande l'avis des légistes en cette matière. p. 4 Toronto, le 2 avril.

Annexes:—

(1) L'opinion de C. A. Hagerman, procureur général, le 20 février 1839. p. 10

(2) L. P. Sherwood, juge, à John Macaulay, secrétaire civil, Toronto, le 2 mars 1839. Il lui transmet l'opinion des juges. p. 13

(3) La déclaration des juges, le 27 février 1839. Signée par J. B. Macaulay, J. Jones et A. McLean. p. 14

Arthur à Glenelg (N° 74). Le Conseil a voté 50 louis en plus de la somme avancée en Angleterre pour payer une indemnité à W. P. Smith. p 52 Toronto, le 2 avril

1839
Toronto, le 2 avril.

Arthur à Glenelg (N° 74 (sic)—confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 25 janvier, lui transmettant copie d'une dépêche adressée à sir John Colborne au sujet de la déportation des prisonniers d'État. Exposé de la correspondance et des délibérations au sujet de la libération des prisonniers; 82 de ces derniers sont censés être déportés. L'opinion aux États-Unis continue à être hostile. p. 17

Annexes:—

(1) Arthur à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington (confidentielle). Toronto, le 12 mars 1839. Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 31 janvier. On a décidé d'être indulgent envers les prisonniers. Le sentiment populaire à la frontière. p. 31

(2) Macaulay au lieutenant-colonel H. Dundas, commandant à Kingston, Hôtel du Gouvernement, le 26 mars 1839. Il désire que Dundas rende les prisonniers qui seront bientôt libérés conscients de la gravité de leur crime et leur fasse savoir que le sort des autres prisonniers dépendra de leur conduite à l'avenir. p. 36

(3) Macaulay à James Hamilton, shérif du district de Midland, Toronto, le 27 mars 1839. Il donne les ordres d'envoyer dix-huit prisonniers à Toronto et d'en libérer cinq. On devra faire savoir aux autres prisonniers qu'ils ne seront libérés que si la paix se maintient. p. 39

(4) R. A. Tucker, secrétaire provincial, au secrétaire d'État de New-York, Toronto, le 28 mars 1839. L'attitude du Gouvernement envers les prisonniers politiques. p. 41

(5) Décret du Conseil, Toronto, le 16 mars 1839. Quatre-vingt-deux prisonniers qui avaient été condamnés à mort seront déportés. p. 45

(6) Extrait d'une lettre du lieutenant-colonel R. Airey, Malden, le 27 mars 1839. Il craint de nouveaux troubles à la frontière. p. 50

Toronto, le 3 avril.

Arthur à Glenelg (N° 75). Il lui transmet copie du *Christian Guardian* ainsi que copie de la dépêche de Goderich à Colborne, du 5 avril 1832, sur les réserves du clergé. Le révérend E. Ryerson a publié cette dépêche, la datant du 6 avril 1833, et a ainsi provoqué une agitation populaire qui empêche de régler paisiblement la question des réserves du clergé. Le document n'a pas été fourni à Ryerson dans le Haut-Canada. p. 56

Annexe:—

Extrait du *Christian Guardian*, le 27 février 1839. p. 63

Toronto, le 3 avril.

Arthur à Glenelg (N° 76). Il lui transmet copie d'une demande de J. E. Small et de Robert Baldwin. Ceux-ci désirent se procurer une copie de documents concernant certains prisonniers d'État qui furent condamnés à la déportation. La réponse à cette demande. p. 72

Annexes:—

(1) Small et Baldwin à Macaulay, Toronto, le 9 mars 1839. p. 74

(2) Macaulay à Small et à Baldwin, Toronto, le 11 mars 1839. Des ordres seront donnés pour qu'ils reçoivent copie des plaintes et des pétitions des prisonniers. p. 75 1839

(3) Small et Baldwin à Macaulay, Toronto, le 11 mars 1839. Ils demandent copie de tous les documents concernant les prisonniers et donnent les noms d'autres personnes aussi arrêtées. p. 76

(4) Macaulay à Small et à Baldwin, Toronto, le 18 mars 1839. Seules les condamnations, les pétitions et les lettres de pardon seront fournies. p. 78

(5) Opinion de C. A. Hagerman, procureur général, et de W. H. Draper, solliciteur général, Toronto, le 15 mars 1839. Les condamnations, pétitions et lettres de pardon des prisonniers politiques devraient être fournies à ceux qui les demandent. p. 79

(6) Proposition du Conseil, du 16 mars 1839. On approuve le rapport des légistes au sujet des documents. p. 80

Arthur à Glenelg (N° 77). Il lui accuse réception de la dépêche N° 188, du 26 décembre. Pourquoi la demande d'indemnité de Donald McGillis, qui a servi pendant la révolution américaine et la guerre de 1812, ne peut être soumise à la Législature. p. 82 Toronto, le 3 avril.

Arthur à Glenelg (N° 78). Il lui transmet un mémoire de Mrs. Margaret Farley, l'unique héritière de sir William Johnson, au sujet de certaines terres à Kingston; une entente fut conclue entre Mrs. Farley et sa sœur Mrs. Magdalen Ferguson à ce sujet. Pourquoi on a retardé à transmettre le mémoire; il approuve l'opinion exprimée par le Conseil. p. 88 Toronto, le 5 avril.

Annexes:—

(1) Le mémoire, 9 octobre 1837. p. 92

Sous-annexes:—

(i) E. MacMahon, secrétaire adjoint, à Mrs. M. Farley, York, le 2 juin 1832. p. 98

(ii) Le vicomte Goderich, secrétaire d'État, au major général sir John Colborne, Downing St., le 12 mai 1832. p. 100

(iii) Le lieutenant-colonel W. Rowan, secrétaire militaire, à Mrs. Farley, York, le 27 avril 1833. p. 102

(iv) Le lieutenant-colonel J. A. Wright, commandant des Ingénieurs Royaux, à Rowan, Kingston, le 13 avril 1833. p. 103

(v) Le rapport de l'inspecteur général, le 25 avril 1833. p. 105

(vi) Carte de la terre réclamée par Mrs. Margaret Farley et W. J. Kerr, à Kingston. (Voir cette pièce à la Division des Cartes).

(2) Le rapport du Conseil, 10 mai 1838. p. 107

Sous-annexes:—

(i) W. J. Kerr à Rowan, York, le 18 mars 1833. p. 117

(ii) Margaret Farley à Rowan, Kingston, le 6 mai 1838. p. 118

1839
Toronto, le 10 avril.

Arthur à Glenelg (N° 79). Il lui accuse réception de la dépêche N° 211, du 9 février. Pourquoi on a retardé à transmettre les documents dans le cas de neuf prisonniers canadiens appelés à paraître devant la Cour de l'Échiquier. p. 120

Annexes:—

Liste de documents. p. 134

(1) La cause de Robert Walker:

(a) Affidavit de W. Fitzgerald: une copie de la plainte fut montrée aux prisonniers. p. 138

(b) Certificat attestant que Jonas Jones est juge. p. 140

(c) Pétition de Walker: il se reconnaît coupable et demande son pardon. p. 141

(d) Déposition de Jones, le 9 avril 1839. p. 144

(2) La cause de Randal Wixon. (Cette cause et celles des personnes dont les noms suivent sont identiques à la précédente). p. 145

(3) La cause de William Alves. p. 151

(4) La cause d'Ira Anderson. p. 158

(5) La cause de Leonard Watson. p. 165

(6) La cause de John Goldsbury Parker. p. 171

(7) La cause de James Brown. p. 177

(8) La cause de Finlay Malcolm. p. 180

(9) La cause de Paul Bedford. p. 183

(10) La déposition de C. A. Hagerman, procureur général, sur les circonstances qui ont accompagné la pétition des prisonniers, le 11 avril 1839. p. 188

(11) Une déposition semblable par W. H. Draper, solliciteur général, le 12 avril 1839. p. 192

Toronto, le 11 avril.

Arthur à Normanby (N° 81). Il lui accuse réception de la circulaire du 29 janvier. On a transmis une copie des statistiques des colonies par Montgomery Martin. Les fonctionnaires et le soin à apporter dans la préparation des livres bleus. Il espère que le livre qui paraîtra sous peu accusera une amélioration. p. 201

Toronto, le 11 avril.

Arthur à Normanby (N° 82). Il lui accuse réception de la circulaire du 12 janvier. Les règlements qui concernent les casernes seront placés dans les archives dès leur réception. p. 204

Toronto, le 11 avril.

Arthur à Normanby (N° 83). Accusé de réception de la dépêche N° 215, du 24 février. Il a communiqué avec le commandant de l'armée et le capitaine W. Sandom au sujet de l'achat de vaisseaux à vapeur qui serviront sur les Grands Lacs. p. 206

Toronto, le 11 avril.

Arthur à Normanby (N° 84). Accusé de réception de la circulaire du 23 février. Le nouveau sceau pour le Haut-Canada a été confié au secrétaire provincial. p. 208

Arthur à Normanby (personnelle et confidentielle). Il le remercie pour les sentiments qu'il a exprimés dans la dépêche confidentielle du 28 février au sujet de sa conduite. Difficultés de maintenir une juste mesure dans la question des prisonniers politiques. La violence du sentiment en faveur du colonel John Prince rend imprudente la désapprobation d'un acte qui doit jeter du discrédit sur la province. p. 210 **1839**

Annexe:—

Coupure. Le dîner en l'honneur du colonel Prince. (Pour une deuxième annexe voir *Q. 415-2*, p. 267). p. 217

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Au sujet de la réclamation de Donald McGillis, on approuve la ligne de conduite exposée dans la dépêche N° 77, du 3 avril. p. 87 Toronto, le 11 avril.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 78, du 5 avril. L'auteur approuve l'opinion du Conseil qui croit que la réclamation de Mrs. M. Farley n'est pas valide. p. 91 [Ministère des Colonies], le 15 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 47—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 79, du 10 avril. Les documents sont arrivés trop tard; la décision de la Cour au sujet des prisonniers politiques avait été prononcée. Notes sur le cas des prisonniers qui ont été renvoyés à une autre audience. Des mesures seront prises pour mettre leurs sentences à exécution. p. 123 Downing St., le 15 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 48—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche confidentielle N° 74, du 2 avril, et lui rappelle que le *Buffalo* a reçu l'ordre de descendre le Saint-Laurent pour amener les prisonniers à leur destination. Il espère une amélioration dans le sentiment populaire aux États-Unis. p. 28 [Ministère des Colonies], le 17 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 49—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 73, du 2 avril. Il admet que, en vertu du statut provincial, il n'est pas nécessaire d'émettre de nouveaux mandats pour les juges. Les mandats qui ont été envoyés devront être retournés. p. 8 [Ministère des Colonies], le 18 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 55—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 75, du 3 avril, et regrette la publication d'une dépêche confidentielle par Ryerson. Aucun membre du département ne lui a fourni le document. Il espère qu'Arthur pourra savoir qui est responsable de ce sérieux abus de confiance. p. 59 Downing St., le 20 mai.

Lettre sans signature à Arthur (personnelle—brouillon). Pourquoi il semble nécessaire d'accorder le pardon à neuf prisonniers canadiens actuellement en Angleterre sous le coup d'un arrêté d'expulsion. p. 132 Downing St., le 6 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 84—brouillon). Pourquoi il a été décidé d'accorder le pardon à neuf prisonniers canadiens, actuellement en Angleterre, sur leur promesse de ne pas s'approcher de plus de 50 milles de la frontière. p. 125 [Ministère des Colonies], le 10 juillet.

1839

Downing St., le 23 juillet.

Annexe:—

S. M. Phillipps, sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur, à J. Stephens, sous-secrétaire du ministère des Colonies, Whitehall, le 13 juillet 1839. On recommandera le pardon pour Ira Anderson, James Brown, Randal Wixon, William Alves, Robert Walker, Leonard Watson, John Goldsbury Parker, Finlay Malcolm et Paul Bedford.

p. 131

6796 4

431

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

a39003 001845436b

CD 3620 .C312 1944

RAPPORT SUR LES ARCHIV

CD CE
3620
.C312 1944

-
RAPPORT SUR LES ARCHIVES P

1508476

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 03 08 10 22 07 0